TRENTE-HUITIÈME ANNÉE — N° 11 285 DERNIÈRE ÉDITION MERCREDI 13 MAI 1981



Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

2,80 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,30 dir. ; Tunisie, 220 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 255 F CFA ; Danemark, 6 kr ; Espagne, 70 pes. ; G.-B., 35 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 ris. ; Irlande, 55 p. ; Italie, 800 L ; Liban, 325 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4,25 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 240 F CFA ; Suède, 4,30 kr. ; Suisse, 1,30 F ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 35 din.

Tarif des abonnements page 22

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Telex Paris n° 650572
TÉL. : 246-72-23

Vive tension dans l'armée bolivienne

LIRE PAGE 4

La crise entre Damas et Jérusalem

Des fusées syriennes ont été tirées sur des avions israéliens

La tension est montée encore d'un cran au Proche-Orient, alors que l'envoyé spécial du président Reagan, M. Philip Habib, poursuivait ce mardi 12 mai à Jérusalem les conversations entamées la veille avec les dirigeants israéliens, en vue d'éviter un conflit entre la Syrie et Israël, dont la population civile libanaise risque d'être la première à faire les frais.

Des fusées Sam, installées par la Syrie dans la plaine de la Bekaa ont été tirées mardi à l'aube sur des avions israéliens qui survolaient le territoire libanais, mais ne les ont pas touchés. C'est apparemment la première fois que ces fusées sol-air sont utilisées depuis leur mise en batterie le 29 avril dernier.

A Beyrouth, où tout le monde s'attend à une attaque israélienne, ce n'est pas sans appréhension que la population a appris que des raids contre les bases de missiles ont déjà été ordonnés puis annulés par Jérusalem à deux reprises.

En attendant, les bombardements ont été particulièrement violents samedi et lundi, faisant au total près de 50 morts et 300 blessés, dont 18 morts et 173 blessés pour la seule journée de lundi. Pour la première fois, la population de Beyrouth-Ouest (palestino-progressiste), moins habituée à prendre le chemin des abris, a été plus durement touchée (14 morts, 126 blessés) que celle de l'est (4 morts, 47 blessés).

(Lire la suite page 4.)

Situation explosive

Les Libanais s'attendent à une prochaine attaque d'Israël. Trois scénarios sont envisagés, nous câble notre correspondant à Beyrouth : dans le premier cas, l'assaillant limiterait son raid aux cinq batteries de fusées SAM déployées par la Syrie dans la plaine de la Bekaa, en territoire libanais ; dans le second, une opération aérienne jumelée viserait les missiles et les positions palestiniennes du camp de Sabra-Chatila, à Beyrouth, et du château de Beaufort, dans le Sud, en vue de son occupation après une attaque terrestre ; dans le dernier cas, un assaut tous azimuts serait déclenché contre la Bekaa, le Sud-Liban et les sites de missiles situés en Syrie près de la frontière libanaise.

Ces craintes sont si fortes que dans la Bekaa les habitants fuient les alentours des cibles possibles, tandis que dans le Sud, où il n'y a guère de refuges, la population attend impuissante, angoissée et résignée. Ce ne sont pas les déclarations faites par M. Menahem Begin lundi, au cours d'un débat à la Knesset (Parlement), qui l'apaiseront. « Encore un peu de temps, très peu de temps, il ne tombera plus une seule roquette de Katioucha (palestinienne) sur Kyriat-Schmoneh », a annoncé le premier ministre.

Le chef du gouvernement, qui s'apprêtait à recevoir l'émissaire du président Reagan, M. Philip Habib, a d'ailleurs fait sensation en révélant aux députés médusés que l'aviation israélienne avait reçu l'ordre, dès le 30 avril, d'attaquer les missiles installés la veille dans la Bekaa, mais que le raid avait dû être annulé à trois reprises, en raison du mauvais temps. L'opération, a-t-il encore précisé, a été différée une deuxième fois à la demande expresse du secrétaire d'Etat, M. Alexander Haig, pour permettre la médiation américaine. Lançant, dans le style emphatique qui est le sien, un appel au président Assad pour une discussion « entre ennemis », il a posé trois conditions : « La « libération » de quelque quatre mille juifs syriens détenus en otages... Le retrait des missiles et la libération du mont Sanine. »

La vivacité de la réaction de l'opposition travailliste contribuera-t-elle à éviter un règlement de comptes entre Israël et les Syro-Palestiniens dont les Libanais feraient les frais ? Le fait est que M. Shimon Pérès, qui pourrait succéder à M. Begin, a contredit ce dernier en affirmant qu'il n'existait pas en Israël de « consensus national » pour un coup de force anti-syrien au cas où les efforts diplomatiques viendraient à échouer. Dénonçant la « dangereuse rhétorique de guerre » du premier ministre, il a reproché à ce dernier d'être allé trop loin en promettant aux chrétiens du Liban une intervention directe.

Pour sa part, M. Ezer Weizman, ministre de la défense, opposé à l'ouverture d'hostilités, a proposé un compromis : n'attaquer les missiles syriens que si l'un d'eux touchait un avion hébreu, car ce serait alors, selon lui, un « casus belli ». Reflet du regain de tension : l'annonce du nouvel ajournement « sine die » de la visite à Beyrouth du ministre syrien des affaires étrangères, prévue pour samedi dernier, puis pour lundi. Face à ce climat belliqueux, la diplomatie américaine et M. Habib, en particulier, cherchent essentiellement à gagner du temps.

Après l'élection de M. François Mitterrand

- **Le parti socialiste se préoccupe de structurer le centre gauche**
- **M. Giscard d'Estaing veut conduire un rassemblement du centre**
- **Le franc reste à son cours-plancher au sein du S.M.E.**
- **Le général de Boissieu donne sa démission de grand chancelier**

M. Pierre Bérégovoy, qui vient d'être chargé par le président élu d'animer une « antenne présidentielle » jusqu'au 24 mai prochain, a précisé, mardi matin 12 mai, que M. François Mitterrand « ne fera aucune déclaration avant la proclamation officielle des résultats de l'élection présidentielle et il continuera d'observer la réserve qui s'impose jusqu'à son installation à l'Elysée, à la date fixée par le Conseil constitutionnel ». D'ici là, a ajouté M. Bérégovoy, « selon les règles de la Constitution, la responsabilité des affaires publiques incombe à M. Valéry Giscard d'Estaing et au gouvernement de M. Barre ».

Dès maintenant, les leaders des principales familles politiques se préoccupent de la préparation des élections législatives. Dans cette perspective, les socialistes souhaitent un regroupement du centre gauche.

M. Jacques Chirac devait participer, mardi après-midi, à la réunion du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale et confirmer son intention de proposer une « candidature unique » de la majorité sortante dans chaque circonscription législative.

Lundi après-midi, M. Giscard d'Estaing avait dénoncé les « trahisons préméditées » qui lui avaient valu la défaite. Il avait dit son intention de « montrer le chemin » à ceux qui avaient voté pour lui et il avait évoqué un « rassemblement démocratique au centre de la politique française ». Il a chargé, mardi matin, M. Barre de préparer un document « décrivant de manière précise l'état économique et social de la France à la fin du mois d'avril 1981 ».

La Banque de France est de nouveau intervenue, ce mardi matin 12 mai, sur les marchés des changes. Le franc est en effet resté à son cours-plancher vis-à-vis du mark, la devise la plus forte du système monétaire européen. A l'inverse, le dollar était en forte hausse sur toutes les places financières.

Les responsables de la Bourse de Paris ont été contraints, lundi et mardi, de renoncer à assurer la cotation d'un grand nombre de valeurs françaises.

Ainsi qu'il l'avait annoncé entre les deux tours de scrutin, le général Alain de Boissieu a offert, lundi, à M. Giscard d'Estaing sa démission du poste de grand chancelier de l'ordre de la Légion d'honneur. Cette démission a été acceptée mardi, ainsi que celle de M. Jacques Soufflet, membre du Conseil national de l'ordre de la Légion d'honneur, ancien ministre de la défense. Le successeur du général de Boissieu n'a pas été désigné.

Dès lundi matin, dans la majorité sortante, on a tiré les couteaux. Il n'avait pas fallu attendre de nombreuses heures après l'élection de M. Mitterrand.

Encore sous le coup de la défaite, les giscardiens n'ont pas eu à s'interroger longuement pour savoir s'ils pouvaient publiquement exprimer leur rancœur à l'égard de M. Chirac ou s'ils devaient se contenir afin de préserver l'avenir électoral. La réponse est venue de l'Hôtel Matignon avec la déclaration de M. Raymond Barre : sans précautions particulières, sinon celle de ne pas prononcer le nom du maire de Paris, le premier ministre en exercice dénonçait ceux qui ont « joué à quitte ou double » le sort de la V° République.

M. Barre agissait-il de son propre chef sans avoir pris le soin de consulter auparavant le président de la République en exercice ? La question pouvait se poser : dès les premières heures de lundi, certains responsables de l'U.D.F. n'avaient pas manqué de mettre en garde leurs amis contre les dangers d'un comportement trop violent au sein de la majorité. « Nous avons encore trop à perdre pour pouvoir nous offrir le luxe de régler les comptes », disait-on ici ou là. Et de recommander d'attendre des consignes plus précises.

De toute évidence, le premier ministre n'avait pas pris sur lui de passer à l'offensive. En fin d'après-midi, une courte déclaration de M. Giscard d'Estaing, rendue publique par le porte-parole de l'Elysée, allait dans le même sens. Un peu plus avant.

Cette fois le mot « trahison » était prononcé. Le président sortant faisait savoir qu'il s'adresserait « aux 14 640 000 hommes et femmes qui lui ont fait confiance en dépit des critiques et des trahisons préméditées, aussitôt après l'achèvement de sa fonction présidentielle ».

Le porte-parole précisait que M. Giscard d'Estaing indiquerait à ces électeurs « le chemin à suivre pour défendre les intérêts essentiels de la France ». Il ajoutait : « Ce chemin n'est pas celui du Front populaire ni celui d'un affrontement rétrograde entre la droite et la gauche, mais celui du rassemblement démocratique au centre de la politique française. »

NOËL-JEAN BERGEROUX.

(Lire la suite page 5.)

LA VOIX DES JEUNES

Apathiques, marginaux, dépolitisés, tels apparaissaient les jeunes. Dimanche, à l'annonce des résultats du scrutin, ils ont laissé, par dizaines de milliers, éclater leur joie et leur espoir. Place de la Bastille à Paris, des lycéens, des jeunes travailleurs et des chômeurs côtoyaient leurs aînés de 1968, assagis, mais présents. Des scènes identiques se sont produites en province, spontanées et enthousiastes. Treize ans après le grand rassemblement du stade Charléty, la rue célébrait les retrouvailles de la France et de sa jeunesse.

Ce qu'on sait du scrutin montre que M. Mitterrand doit, pour une part, sa victoire aux jeunes. Les moins de vingt et un ans ont manifesté davantage d'intérêt que par le passé au vote, et leurs voix sont allées, en majorité, à la gauche.

Cela mériterait à peine d'être dit — c'est un phénomène connu — si le président sortant n'avait, jusque dans son communiqué de dimanche soir, entretenu l'illusion que les jeunes étaient « avec Giscard ». L'ex-majorité a recueilli de nombreuses voix parmi les « nouveaux électeurs », mais l'un des enseignements du premier tour est que ces voix se sont portées en majorité sur M. Chirac alors qu'elles bénéficiaient jusque-là davantage à l'U.D.F. qu'au R.P.R. Les « affaires » du septennat, la monarchisation du pouvoir et, bien sûr, le chômage, ont contribué, davantage que chez les adultes, au rejet de M. Giscard d'Estaing.

L'espoir renaît. Reste aux partis de gauche à le capitaliser. La tâche sera délicate pour le parti communiste que les jeunes électeurs ont abandonné massivement. C'est une lourde responsabilité pour les socialistes porteurs de cet espoir et des exigences de la jeunesse. Dimanche, les jeunes ont pris la parole. On n'avait pas vu cela depuis longtemps. M. Mitterrand va bénéficier d'un état de grâce. Cela était manifeste lundi dans les lycées et les universités. Mais les jeunes sont impatients et la trêve sera de courte durée. Aux socialistes de s'en rendre compte pour garder les jeunes « avec Mitterrand ».

(Lire l'article de BERTRAND LE GENDRE page 11.)

L'interrègne

par MAURICE DUVERGER

Depuis le 10 au soir, François Mitterrand est président de la République aux yeux de tous les Français. Ils le considèrent dès maintenant comme titulaire de la souveraineté nationale aux termes de l'article 3 de la Constitution. Cela place M. Giscard d'Estaing dans une situation délicate, puisqu'il doit rester en fonctions jusqu'à l'expiration de son mandat. Pendant quelques jours, il détient ainsi des prérogatives juridiques au nom de citoyens qui viennent de désavouer la politique menée par leur exercice. Son pouvoir reste légal, mais il n'est plus tenu pour légitime.

Une situation de ce genre doit être aussi limitée que possible. On sait le dommage qu'a causé la longueur de l'interrègne séparant la victoire de la gauche le 3 mai 1936 et son accession au gouvernement le 4 juin : avec beaucoup de témoins, Paul Bastid y voit la « cause essentielle » du mouvement de grèves qui a éclaté le 26 mai (1). En 1981, l'intérim sera beaucoup plus bref, de toute façon. On fixe généralement la passation des pouvoirs au 24 mai prochain, terme du septennat par rapport à la proclamation des résultats du second tour de 1974. Mais le Conseil constitutionnel n'a fait ainsi que constater le vote émis par les citoyens le 19 mai.

Le président élu aurait pu s'en prévaloir s'il avait jugé nécessaire de hâter sa prise de fonctions (2). La question ne se pose pas, puisqu'il ne conteste pas la solution proposée.

(Lire la suite page 2.)

(1) *Actes du colloque sur « Léon Blum, chef de gouvernement » (Cahiers de la Fondation nationale de sciences politiques, n° 155)*, 1967, page 95.

(2) On pourrait invoquer l'article 5 de la Constitution et la tradition républicaine rapportée par le vénérable *Traité de droit politique, électoral et parlementaire*, d'Eugène Pierre, qui fait autorité (cf. n° 335, p. 357 de la quatrième éd. et p. 459 de la cinquième). Il est vrai que l'élection et la proclamation des résultats avaient lieu le même jour sous la III° et la IV° République.

AU JOUR LE JOUR

C'est arrivé... hier

Plus d'un million d'exemplaires du Monde ont été, lundi, distribués dans les kiosques et chez les abonnés.

Un petit record qui donne la mesure d'un plus grand événement.

Mais les ondes et l'électronique — on le voit — ne peuvent seules satisfaire le besoin de savoir, la soif de comprendre et le courage de lire.

J. S.

LA MORT DE BOB MARLEY

Le guitariste et chanteur jamaïcain Bob Marley est mort, lundi 11 mai, à Miami, en Floride, d'un cancer généralisé. Il était âgé de trente-six ans. Le plus célèbre des musiciens de reggae devrait être enterré à la Jamaïque, ont indiqué ses proches, qui n'ont pas précisé, pour l'instant, la date de ces obsèques.

Le messager

On a toujours envie de dire que la création survivra à l'homme et, dans ce cas précis, cela prend une dimension encore plus grande.

Le lundi 11 mai, plus qu'un musicien, dont les hymnes éternels avaient gagné le monde, plus qu'un compositeur dont l'inspiration avait le don de l'universalité, c'est une espèce de messager qui est mort, investi de droit divin en Jamaïque, un leader porteur d'espoir et de liberté pour le peuple africain et les différentes communautés noires en général, un héros pour tous ceux, quelles que soient leurs origines et leur culture, qui croient en la nécessité de lutter pour l'égalité des droits, un symbole de paix, d'amour et de courage enfin.

Né Rhoden Hall, le 6 avril 1945, dans la paroisse jamaïcaine de Sainte-Anne, d'un père capitaine de l'armée britannique et d'une mère qui écrivait des spirituals et chantait dans le chœur de l'église apostolique de la ville, Bob Marley a enregistré son premier disque, *Judge not*, à Kingston en 1961. Deux ans plus tard, en compagnie de Peter Tosh et Bunny Waller, il forme un trio vocal, les Wailing Wailers, qui deviendra très vite les Wailers et s'imposera comme la « trilogie des messagers » dans l'île.

Au cours des années 60, les trois hommes enregistrent une multitude de disques qui, à partir des influences mélangées du rhythm'n blues et de la calypso, posent les règles du ska, l'ancêtre du reggae. « Numéro un » de tous les hit-parades locaux, escroqué par les producteurs, le groupe fonde son propre label, le Wailing Soul, en 1968. C'est en 1972 que les Wailers enregistrent leur premier album, pour Island, une compagnie discographique anglaise qui lui assure une distribution internationale.

Bientôt, Bunny Waller quitte le groupe, qui devient Bob Marley and the Wailers, suivi deux ans plus tard par le départ de Peter Tosh.

ALAIN WAIS.

(Lire la suite page 23.)

Le Monde

idées

LE TOURNANT DU 10 MAI

L'alternance a donc joué, ce qui suppose, note Maurice Duverger, qu'on réduise au strict minimum la longueur de l'interrègne. Alexandre Minkowski évoque ce que femmes et enfants sont en droit d'attendre, tandis que Gérard Rougeron voit dans l'Europe le théâtre naturel d'un socialisme nouveau, international, tolérant, tiers-mondiste. Enfin, Jean Fabre rend compte d'un roman dans lequel les auteurs décrivent le rôle des pouvoirs publics au lendemain du succès, qu'ils anticipaient, du candidat socialiste.

L'attente des femmes et des enfants

par ALEXANDRE MINKOWSKI (*)

CE que le monde de la famille attend du président Mitterrand, *ce ne sont pas des promesses* démagogiques mais un changement radical dans la vie des femmes enceintes et des *mères de famille*. Les gouvernements précédents n'ont pris en compte qu'une partie des problèmes. *Ils n'ont ni fait cesser les* inégalités dans le travail et l'emploi, ni vraiment mis un point final aux *inégalités dans la préservation de la* sécurité dans la naissance. S'il est vrai que la France a enregistré *récemment une baisse de la mortalité périnatale*, elle le doit surtout aux progrès de l'obstétrique et de la *médecine du nouveau-né*. Mais, *d'une* part, le patronat (C.N.P.F.) se refuse à indemniser les femmes enceintes en difficulté ; d'autre part, le minis*tère de la santé ne veut pas assurer* à toutes les femmes enceintes la gratuité d'une visite mensuelle sous *prétexte que cela serait trop onéreux*. Or, nous avons prouvé en Seine-Saint-Denis la grande efficacité *de cette mesure préventive pour* réduire les décès de nouveau-nés et les handicaps cérébraux.

Enfin, il existe encore trop de cliniques obstétricales indignes de ce nom et trop de négligences respon*sables de destructions cérébrales à* la naissance.

Un des premiers soucis de la poli*tique de santé du nouveau président* doit donc être de faire régner la justice dans ce domaine, où les *inégalités sociales sont criantes, sans* pour autant remettre en cause tout le système de santé et en particulier *sans nationalisation*.

A-t-on bien réfléchi à la façon de vivre de nombreuses mères de *famille et de femmes enceintes* qui accomplissent trois sortes de tâches : « faire des enfants » pour la famille d'abord mais aussi pour notre pays qui en a besoin ; avoir un emploi, ce qui est leur droit absolu et souvent une nécessité ; vaquer aux soins du ménage et de la maison.

Faut-il mentionner ici certaines catégories de femmes particulièrement exposées à l'insécurité de la naissance ? : les agricultrices qui travaillent souvent jusqu'au dernier *jour avant* l'accouchement et ensuite dès qu'elles peuvent se lever.

● Les femmes migrantes, souvent *mères de famille nombreuse*, surtout les Nord-Africaines, mais parfois aussi les Françaises.

● Les *femmes obligées de faire de* longs trajets en métro ou en autobus pour aller travailler. Que dire *enfin de l'absence de place dans* les crèches ? Trois cent mille places de garde d'enfants sont envisagées par François Mitterrand en attendant le million qui serait nécessaire.

Toutes ces catégories de femmes « à risques » doivent faire l'objet d'une attention spéciale.

Si l'on ajoute à toutes ces mauvaises conditions la pénurie de personnel hospitalier, qui coïncide avec l'amoindrissement du budget de la santé et la politique de la réduction autoritaire des lits d'hôpitaux, sans tenir compte des besoins, *on en arrive* à des situations dangereuses, par exemple : un nouveau-né de très faible poids ou en danger de *mort* a été refusé par notre service de réanimation ou d'autres centres de soins intensifs faute de personnel. Il est alors dirigé vers un hôpital ordinaire où les soins spécialisés qu'il nécessite *n'ont pu lui être dispensés*.

Ajoutons encore que le nombre des médecins hospitaliers est insuffisant surtout en garde de *nuit*. Toutes les carences qui viennent d'être énumérées justifient une partie de l'*utilisation* future des deux cent dix mille nouveaux postes dans les services sociaux envisagés par François Mitterrand

Enfin, dans le domaine de la recherche, la médecine périnatale n'est pas gâtée. Il n'existe que deux unités pour toute la France.

On espère enfin beaucoup de François Mitterrand un changement *de style, de ton et d'orientation*. Nous voudrions beaucoup dans les milieux hospitaliers et de la *recherche voir la fin du monarque* et de ses énarques. Oui, c'est un grand élan que le peuple de France *attend grâce à François* Mitterrand avec le changement, le renouveau de la médecine et de la *recherche, la concertation, la confrontation* des idées, le respect de l'interlocuteur, la réduction des *inégalités et plus de liberté*.

(*) Médecin.

L'interrègne

(Suite de la première page.)

L'étendue des pouvoirs présidentiels *pendant* l'interrègne soulève un problème encore plus important. Il ne se posait pas sous les régimes *précédents*, où un chef de l'Etat sans grande influence était élu par des parlementaires qui gardaient en *main les rênes de l'exécutif*. Toute différente est la situation d'un président issu du suffrage universel et *doté de prérogatives essentielles*. Comment ne pas étendre à celui qui a perdu la confiance de ses *mandants* la *règle toujours appliquée* au gouvernement censuré par les siens lequel ne peut qu'expédier *les affaires courantes ? Comment* admettre que M. Giscard d'Estaing fasse autre chose pendant le reliquat *de son séjour à l'Elysée ?*

Même dans ces limites, l'exercice *de son pouvoir ne peut plus rester* solitaire. La tradition républicaine est très ferme dans ce domaine aussi. Chaque *fois* qu'un *président* de la IIIe et de la IVe République s'est trouvé en face d'un successeur d'une *orientation différente* de la sienne, celui-ci a *été* associé aux décisions qui ne pouvaient attendre sa prise *de pouvoir. En 1973*, Fallières a consulté Poincaré sur la formation d'un nouveau ministère, rendue nécessaire *par la démission du précédent*. En 1954, Vincent Auriol s'est « préoccupé de réduire au minimum *l'intérim des deux présidences* » (3) en demandant à René Coty de consulter les groupes parlementaires *dès son élection, en vue de former un* nouveau gouvernement, ce qui a permis d'éviter une perte de temps pré*judiciable dans une période difficile*.

Celle que nous traversons ne l'est pas moins. Dans les jours qui viennent, *M. Giscard d'Estaing* assumera de très lourdes responsabilités devant la nation. Premier président de la *Ve République* à *parvenir* au terme de son mandat et à le transmettre à un successeur de tendance opposée, ses *décisions durant l'interrègne* feront jurisprudence si elles gagnent le respect de l'ensemble du pays. *Il dépend de lui que l'alternance* se déroule dans une sérénité qui renforce les institutions, et non dans un trouble qui les ébranlerait. L'histoire l'attend à la *sortie*.

MAURICE DUVERGER.

(3) *L'Année politique*, 1954, page 1.

A la santé du président

par GÉRARD ROUGERON (*)

CHAMPAGNE !... Nous sommes trois ou quatre à avoir attrapé la quarantaine pendant *la campagne électorale*, et notre candidat vient de l'emporter au second tour de l'élection. Il y a *matière à célébration !* Dans le jardin, car il fait beau à la fin mai, les amis rassemblés ne sont aucunement représentatifs de l'électorat français puisqu'il s'y mêle un couple d'Allemands de Cologne, un *Italien* de Modane, membre du Partito radicale, une Anglaise de Londres, tous parfaitement francophones et francophiles sans exagération, et un vieux militant du Lot, conscrit de 1915, qui en est à sa soixantième année de parti, le doyen, peut-être, des socialistes (quel préambule idéal pour un coup publicitaire giscardien, au socialiste près, et encore !). Il y a chez moi, aujourd'hui, un petit *condensé de* l'Europe *tout réjoui* que la France ait entrouvert les yeux, ait conforté leurs profondes *croyances en sa vitalité* politique. Mes amis ne sont pas loin de cultiver la mythologie révolutionnaire, *jadis* récupérée par Clemenceau : la France, « combattant de l'idéal », vient de se remettre *sur* les pieds *On* l'avait pourtant trituré et trimballé, de tuerie ignoble en démission, cet idéal de 89, et jusqu'au grotesque : la création d'un candidat-citoyen-président, par exemple... Mais le passé proche est déjà tombé dans les oubliettes de l'histoire, et mes amis rêvent... Jaurès, Blum... et maintenant.

Quelques bulles plus tard, on en est au jeu des analogies. Qu'est-il donc, le nouveau président ? Pas un de ces chênes qu'on abat, *comme disait l'autre. Le chêne*, l'Allemand *y* retrouve, avec son cher Heine, un symbole très an*cien*, très prussien, très *autoritaire* et militariste. Le président serait plutôt un *conifère*, suggère l'*Italien*, un de ces *pins du* Sud européen, des Landes, par exemple, au feuillage persistant, *persistant... alors que tombent*, autour de lui, aux mortes saisons, les feuilles des taillis. D'ailleurs, n'a-t-il pas autorisé ses hagiographes à faire la publicité de ses talents d'horticulteur ?

Voilà que les quadragénaires en fête se joignent aux Européens. *Pour eux*, la France, depuis leur adolescence, semblait s'être donnée pour toujours, avec de Gaulle, à la réaction. L'Allemand saisit la balle au bond : « *Vous tenez peut-être votre de Gaulle de gauche ?* » On hésite, on suppute, on approuve avec réticence. Un trotskyste — il y en a toujours *un parmi vos amis* — *se* livre à une diatribe ironique. C'est qu'il en a des défauts, comme de Gaulle, *notre nouveau président !* Orgueilleux, secret, ambigu, laissant s'agglutiner aux meilleurs de son *entourage* les *grenouilleurs* et le menu fretin, bref, politicien, et supérieur... Comme son prédécesseur en *ténacité* — *il a aussi* traversé son désert, pendant vingt-deux ans, échec après échec mais au *Parlement*, *là où* l'on ne parlait plus que dans le désert, justement, — le nouveau président a le sens du destin. Et son destin, dis-je à mon tour, c'est l'Europe.

« *L'Europe ?* » s'étonnent les amis européens. *Voilà bien* les Français, inguérissables impérialistes ! Et d'abord, quelle Europe ? Il ne faudra pas longtemps pour que, dans l'ambiance exhilarante de la fête, nous nous accordions sur sa définition. Notre Europe, celle du président, c'est une communauté humaine à nulle autre comparable. Son histoire et sa géographie lui ont modelé terroirs, provinces et nationalités si diverses, si peu « unidimensionnelles » que l'avenir lui est acquis. Systémistes, sociologues, biologistes, généticiens nous l'ont appris : *diversité is beautiful et, de surcroît*, indispensable au progrès des espèces, au développement harmo*nieux des sociétés (voilà pourquoi*, peut-être, après vingt-trois ans du même règne, notre pays enfantait des monstres législatifs, les lois sécurité et liberté). Accepter, cultiver cette diversité, la comprendre, l'aimer, *la faire sienne*, voilà qui nous épargnera de tomber dans le gouffre totalitaire de 1984, *où la diversité est psychiatrisée*, ou de nous diluer dans la vapeur américaine du *Meilleur des mondes*, où la *diversité* n'est qu'égocentrisme. Cette diversité européenne, patrimoine unique et menacé de l'espèce humaine, il importe d'en redécouvrir la force et l'originalité, il lui faut un souffle politique.

La gauche rénovée

A cette heure de la nuit, nous, les quadragénaires ivres d'un futur trop abondant d'un seul coup et qu'on nous avait confisqué, nous donnons dans le doux délire...

Le souffle politique de l'Europe, sa respiration c'est le socialisme. Il y a pris naissance. Un socialisme imaginatif et de responsabilité individuelle, donc autogestionnaire. Et il sera mis en application par cette gauche rénovée qui apparaît en France.

Rénovée ? Certains crient au paradoxe : *est-ce que* les grandes réalisations, l'Europe politique, le contrôle de l'irrépressible *révolution* technologique, la *justice* sociale, l'association au tiers-monde, peuvent être menées à bien *par* cette gauche *en pleine* mue, ces collages d'idéologies concurrentes, ces brassages d'ambitions, ces marécages où survivent quelques crocodiles accrochés à leurs catégories archaïques, quand *ce n'est pas à leurs mandats*. Un ange passe... Mais après un virage sur l'aile, il rapporte dans ses *plumes douillettes* une conviction commune : oui, en effet, ce sont des déséquilibres, des *mutations que naissent* les grands mouvements, pourvu qu'il s'y formule une exigence claire et qu'elle *soit portée* par une *voix*. La gauche rénovée aura une exigence, la même depuis les origines du *socialisme* : *justice*. Et quant à la voix, il y aura beaucoup à faire car la France ne lançait plus depuis sept ans, en Europe et dans le monde, que des vessies gonflées d'air... Là-dessus tous les invités sont d'accord. Et la *voix* qui parlera pour nous devra être un souffle qui balaye tous ces petits ballons. D'accord toujours. Et le théâtre d'un socialisme nouveau, international, tolérant, tiers-mondiste, qui doit marquer la fin du siècle, c'est l'Europe, *non ?*

Allemands, Anglaise, Italien, quadragénaires, électeurs comblés et invités nous remplissons nos verres pour boire à l'homme qui a mis cette idée dans nos têtes, année après année, à l'homme qui peut-être nous fera une Europe vivante, végétale, plutôt qu'une Europe morte de charbon et d'acier, une Europe ouverte plutôt que close comme un coffre de banque..

A *votre santé, président* Mitterrand !

(*) Publicitaire.

Un livre de Thierry Jeantet et Michel Porta

« MATIGNON, C'EST EXTRA »

par JEAN FABRE (*)

MATIGNON, c'est extra (1) vient à point. Ses auteurs *Michel Porta* et *surtout* Thierry Jeantet, ne sont pas seulement connus comme animateurs de l'aile *écologiste* de gauche du M.R.G., mais comme des esprits indépendants que l'on retrouve parfois aussi bien dans les actions contre la faim qu'à manifester devant les prisons où croupissent les objecteurs de conscience *ou* encore à dialoguer avec qui affronte sans préjugés la question des drogues. Alors que l'on nous gave de livres-credo et de catalogues de recettes politiques que seuls les cœurs *bien accrochés* réussissent à lire jusqu'au bout sans s'endormir ni perdre les pédales, Porta et Jeantet *ont choisi le roman politique* pour présenter leurs thèses et hypothèses.

Situant leur récit par anticipation *au lendemain de la victoire* du candidat socialiste à l'élection présidentielle, les auteurs, *en donnant la prééminence* aux actes du gouvernement, semblent vouloir inviter à une redistribu*tion des attributions entre l'Elysée* et le gouvernement, souhaitant un rôle plus effacé du pré*sident* de la *République*. C'est là un rappel à l'esprit de la Constitution qui ne semble pas inutile *quand* on sait *que les locataires* de l'Elysée, depuis 1958, ont fini par gouverner à l'américaine au point qu'on pouvait se demander, sous Giscard, si la fonction de premier ministre avait encore un sens.

Au *plan politique, Jeantet et* Porta prennent parti sans ambages pour l'union de la gauche, et *distribuent* des *portefeuilles* ministériels au parti communiste. On est loin de la rupture de *Robert Fabre* avec le P.C.F. ou de certains appels du pied au R.P.R. Ce qui paraît toutefois bien *plus* intéressant est l'hypothèse de la fondation d'un nouveau parti né d'une alliance des radicaux (de gauche) avec les courants écologistes. S'agit-il là d'un appel lancé à Michel Crépeau et aux parlementaires M.R.G., peu enclins à jouer le va-tout dans un pari politique hardi, ou d'un ballon-sonde lancé dans le ciel des « écolos » tentés de renvoyer gauche et droite dos à *dos et répugnant* à se constituer en parti ? Si l'on élargissait la perspective au P.S.U., aux réseaux Espérance, et à d'autres groupes tels que Choisir, on tiendrait peut-être le pari le plus intéressant que *nous propose* cet ouvrage. Cela supposerait que, dans le cadre d'actions politiques *communes, la coexistence* d'idéologies *différentes* soit vécue comme une richesse et non un handicap.

Une dévolution de pouvoirs

La ligne directrice de ce livre fortement concentré sur les questions économiques et énergétiques réside dans la dévolution à chaque citoyen des pouvoirs de décision et d'initiative. Proposant le référendum à initiative populaire à *tous* les niveaux — national, local, régional les auteurs invitent à réfléchir sur *ce qui peut permettre de réaliser* l'autogestion dans le secteur public et dans le privé. Le credo reste cependant la libre entreprise, dont Porta et Jantet espèrent minimiser les effets négatifs en favorisant le développement de *petites unités coopératives*, la responsabilité directe de chaque travailleur permettant une redistribution des pouvoirs économiques et associant chacun aux intérêts de l'entreprise.

Au bureaucratisme et aux lourdeurs de l'administration, ils répondent *par* la constitution des services administratifs et établissements publics en entreprises *autonomes*, prestataires de services de l'Etat sur contrats négociés et renouvelés, y introduisant même la notion de comités d'entreprise. En deux mots, une petite révolution ! A la croissance pour la croissance, ils opposent la croissance de reconversion, basée sur les économies d'énergies et leur diversification, la création d'entreprises nouvelles et coopératives, le développement du tiers-secteur, une *forte réduction* du temps de travail (les trente heures) et la possibilité d'une seconde *activité* en particulier dans le domaine culturel ou social.

Aux diktats en matière énergétique et au choix nucléaire ils *opposent* le moratoire et l'abandon progressif des « centrales-Giscard », une forte diversification des *sources d'énergie*, la réorganisation d'E.D.F en sociétés nationales spécialisées par type d'énergie, la décentralisation des productions énergétiques.

On peut citer encore les limitations sur la transmission du *capital* et des *fortunes* et *surtout* des gains spéculatifs, le plafonnement des marges des intermédiaires. Je me garderai de refaire ici un catalogue. *Mais que* Thierry Jeantet et Michel Porta me permettent quelques remarques.

La première a trait à l'information, clef de voûte de la démocratie. Il n'y a pas en cette matière de bon monopole, quel que soit le régime en place, et il faut avoir le courage des risques d'une libéralisation des ondes et des écrans TV. Les problèmes posés ne sont pas minces, mais au nom de quelle logique s'opposer au caractère *commercial* des TV et radios libres si l'on ne remet pas en question simultanément le *droit des radios périphériques* à la publicité de marque ?

Deuxième remarque sur la démocratie directe. *Jeantet et Porta* ont raison de proposer le référendum à initiative populaire. On *peut cependant se demander* pourquoi sur trois référendums mentionnés dans leur récit, deux *sont* à initiative gouvernementale et un présidentielle ? Le recours de l'exécutif au référendum me *semble non seulement hors de* l'esprit des institutions de la Ve République, mais encore anti-parlementaire, *surtout si le* gouvernement dispose d'une majorité. Tout autre serait la *fonction du référendum* à initiative populaire dont l'introduction dans le droit français permettrait *de faire un saut qualitatif* démocratique primordial en introduisant au niveau national un correctif à l'action parlementaire qu'il stimulerait et valoriserait à la fois.

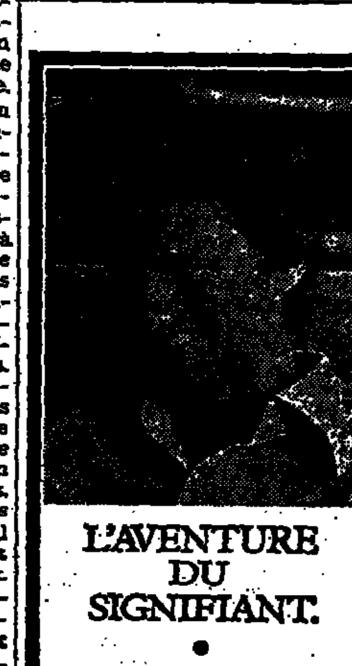
Enfin, il eût été utile de développer une réflexion approfondie sur la défense, à propos de laquelle la *seule suggestion fournie* repose sur l'intervention de commandos d'élite hautement *spécialisés dans l'action*... terroriste ! Il est vrai que les auteurs ont volontairement laissé au lecteur le soin de prolonger cette réflexion inachevée, après une proposition « coup de poing » qui n'a qu'un seul but : le faire sortir *de ses* gonds et l'amener à un effort créatif.

La société des années 80 pour sortir de l'impasse se doit de considérer le citoyen comme adulte et responsable. Le temps n'est plus aux remèdes-miracles, même du « meilleur *économiste* de France ». Il faut, par des réformes appropriées, donner à tous les citoyens français les moyens d'être réellement acteurs de leur propre histoire.

(*) Député au Parlement européen.

(1) *Matignon, c'est extra !*, de Thierry Jeantet et Michel Porta (Editions Encre).





Le Monde

étranger

EUROPE

Espagne

Les succès enregistrés dans la lutte anti-terroriste ont fait baisser la tension

De notre envoyé spécial

Madrid. — La tension est retombée à Madrid où l'élection à la présidence de l'assemblée du Conseil de l'Europe de M. José-Maria de Areilsa, dernier ministre des affaires étrangères de Franco (et premier chef de la diplomatie du roi) ainsi que la démission du P.C. de M. Ramon Ramames, maire adjoint de la capitale et animateur d'un courant « critique » au sein de la formation communiste, sont venues faire une heureuse diversion. A l'exception d'un attentat à l'explosif — qui n'a pas fait de victime, — contre un transformateur électrique près de Saint-Sébastien, les organisations terroristes *ne se sont plus manifestées* depuis la tentative d'assassinat, jeudi 7 mai, du chef de la Maison militaire du roi.

Le commandement unique (policier et militaire) de lutte contre le terrorisme a pu se prévaloir, ces derniers jours, *de succès notables. Trois* membres des GRAPO, auteurs présumés du meurtre du général Gonzalez de Suso, le 4 mai, ont été arrêtés à Madrid au cours du week-end. Le commandant de la lutte antiterroriste a estimé qu'« *ils n'étaient qu'une bande de pistoleros mus par une haine inextinguible de la société* ». Leur réseau madrilène serait « démantelé » et ils ne seraient plus que six dans toute l'Espagne. Reste cependant un fait troublant et qui n'a guère été relevé : l'appartement où ont été opérées ces arrestations n'était occupé que depuis le 22 février, veille de la tentative de coup d'Etat du colonel Tejero.

Dans le climat de soulagement provoqué par l'absence de nouvelles activités terroristes, une singulière « bavure » policière, intervenue dimanche, n'a pas soulevé autrement d'émotion. *Trois jeunes* gens avaient paru suspects à la Garde civile à Roquetas-de-Mar, près d'Almeria, dans le sud de l'Espagne. Des armes auraient été découvertes dans leur voiture et ils étaient conduits dans celle-ci, mais à Madrid, pour interrogatoire, *lorsque, malgré leurs menottes*, ils auraient attaqué les policiers placés à l'avant. Ces derniers auraient sauté de leur siège à l'extérieur, laissant le véhicule s'écraser dans un fossé où il a immédiatement pris feu. Les trois corps carbonisés *ont été difficiles à identifier.*

La version de la police a été accueillie avec suspicion mais sans indignation. Il n'est pas exclu que les gardes civils, croyant avoir affaire aux membres de l'ETA responsables de l'attentat contre le général de Valenzuela, *aient conduit un interrogatoire* « musclé » en cours de route et qu'ils aient perdu le contrôle de la situation.

Enfin, vingt membres présumés de l'ETA ont été arrêtés au Pays basque. Sept autres l'ont été à Madrid *alors* qu'ils s'apprêtaient, selon le *Diario 16*, à libérer de force quatre-vingts prisonniers de la prison de Carabanchel, où il y a actuellement deux *cent dix détenus politiques.*

Ces succès policiers sont venus à *point nommé pour rassurer l'opinion.* Les autorités ont d'ailleurs insisté sur la collaboration de la population qui aurait permis l'arrestation des trois membres du GRAPO accusés du meurtre du *général* Gonzalez de Suso. Dans ce domaine, le consensus *de la classe politique est total. Le* dirigeant socialiste, M. Felipe Gonzalez a appelé ses concitoyens à une « *collaboration active* » avec les forces de sécurité et M. Carrillo, secrétaire général du P.C., a tenu des propos analogues.

Toutes les forces politiques essaient, en effet, de conjurer le *spectre du coup d'Etat. La société* espagnole souffre de ce qu'on appelle le « *syndrome du 23 février* », date du coup d'Etat manqué du colonel Tejero. Selon certains, un nouveau « golpe » est inutile, puisqu'il a déjà eu lieu, en ce sens que les militaires imposeraient dès à présent leurs vues au gouvernement et au roi.

Cette analyse est douteuse, mais elle témoigne de l'inquiétude des partis *devant l'indulgence dont font* preuve les autorités envers les putschistes du 23 février et leurs complices. Les gardes civils qui ont participé à l'occupation du Parlement ont, *à l'exception de leurs* chefs, repris leur service et n'ont même pas été privés de leurs armes réglementaires.

Les dirigeants de gauche, pris dans un cercle vicieux, ne souhaitent pas que les officiers factieux soient trop durement punis, craignant un choc en retour

Cette situation dangereuse pourrait cependant trouver à terme une solution, *si d'autres attentats ne viennent* pas tout remettre en cause. De nouvelles affectations et des permutations dans les grands commandements militaires vont permettre d'éloigner les gradés dont on ne sait au juste quelle a été leur attitude *le 23 février.* De plus, une loi à l'étude devant le Parlement et qui devrait être bientôt adoptée abaisserait l'âge de la retraite dans l'armée : une façon discrète de se débarrasser des généraux et colonels les plus compromis.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Ancien ambassadeur et ministre espagnol

M. DE AREILZA EST ÉLU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE DU CONSEIL DE L'EUROPE

(De notre correspondant.)

Strasbourg. — M. José Maria de Areilza, ancien ministre espagnol des affaires étrangères (1975-1976), a été élu, lundi 11 mai, président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe par soixante-dix-neuf voix contre cinquante-six à M. Vincent Tabone (parti nationaliste de Malte), dix députés s'étant abstenus.

L'élection de M. de Areilsa est intervenue au premier tour, le candidat gaulliste, M. Jean Valleix, s'étant désisté en faveur du *candidat espagnol.* Ce retrait de dernière heure, opéré pour favoriser, selon M. Valleix, la candidature espagnole au moment où la démocratie connaît de grandes difficultés à Madrid, a provoqué de vives protestations dans le groupe socialiste, qui soutenait M. Tabone.

En janvier, l'annonce de la candidature de M. de Areilza avait provoqué quelques remous. Son engagement en faveur de Franco en 1936, sa carrière d'ambassadeur du régime franquiste de 1947 à 1964 en Argentine, aux *Etats-Unis* et *en France*, avaient suscité contre lui de fortes préventions. Il fallut le témoignage de ses compatriotes socialistes attestant son rôle de médiateur *en faveur de l'opposition* espagnole et d'artisan d'un retour à la démocratie pour faire accepter sa candidature par les centristes et les libéraux. — J.-C.H.

[Né en 1909 au Pays basque espagnol, M. de Areilza a commencé sa carrière politique comme monarchiste indépendant en 1933. Il a été maire de Bilbao de 1937 à 1938 et directeur général de l'industrie en 1939. Après sa carrière diplomatique et ministérielle, M. de Areilza a été élu député de Madrid en 1979. Il appartient à la coalition démocratique, dont il dirige l'aile libérale. M. de Areilza avait publié un article sur le Conseil de l'Europe dans *le Monde* du 5 mai (supplément Europa.]

Pologne

M. Gierek pourrait devoir répondre de sa gestion

Varsovie *(A.F.P., A.P.).* — Le tribunal administratif de Varsovie a enregistré ce mardi 11 mai le syndicat indépendant des agriculteurs individuels Solidarité. Cette légalisation définitive du mouvement, qui compterait deux millions et demi de membres, est l'aboutissement d'une lutte de six mois marquée notamment par l'engagement très ferme de l'Eglise catholique, dont l'influence repose avant tout sur son implantation dans les campagnes.

L'enregistrement de Solidarité rurale était inscrit dans les faits *depuis la signature des accords* de Varsovie (30 mars) et de Bydgoszcz (17 avril) et le feu vert donné par la Diète la semaine dernière. Il n'en constitue pas moins une étape importante du « renouveau » polonais dans la mesure où les agriculteurs individuels, *qui exploitent environ 70 %* des terres arables auront la possibilité de défendre leurs droits et de peser sur la définition de la politique agricole.

L'un des autres faits marquants du renouveau — le développement *du rôle des députés* — a été illustré lundi par les sévères critiques faites par la commission des finances de la Diète, au rapport sur l'état de l'économie présenté par le gouvernement. Un député du POUP a estimé que l'action du pouvoir pour surmonter la *crise* était « *très insuffisante* » et que le rapport ne pouvait en l'état être examiné par le Parlement. L'un des vice-maréchaux de la Diète, M. Stefanski, membre du parti démocratique, a parlé de « *photographie floue et souvent indéchiffrable* » et M. Kisiel, le vice-premier ministre chargé de l'économie, a *admis* en conclusion que le *gouvernement* « *n'avait pas présenté des documents acceptables par les députés* ».

Lundi, la commission mise en place par le dixième plénum du comité central pour examiner les responsabilités personnelles dans le développement de la crise économique a décidé d'entendre prochainement *les membres de l'ancienne* direction. Cette décision vise en particulier M. Gierek, son fils Adam, et l'ancien premier secrétaire de Katowice, M. Zdislaw Grudzien, qui était l'un des dirigeants les plus proches de l'ancien numéro un. *Trybuna Robotnicza*, le *quotidien du parti* pour la voïvodie de Katowice, avait récemment accusé les trois hommes de s'être *fait* construire « gracieusement » de luxueuses maisons particulières.

La Chambre suprême de contrôle (NIK) examine ces accusations et a été chargée par la commission sur les responsabilités — présidée par M. Grabski, membre du bureau politique, ancien critique acerbe de M. Gierek et tête d'affiche du courant « *dur* » *du parti*, — d'étudier aussi les éventuels cas de prévarication dans la conclusion de grands contrats d'importation. La NIK et la commission *présidée par* M. Grabski recevraient actuellement de nombreuses lettres leur reprochant de faire preuve d'une trop grande mansuétude à l'égard des anciens dirigeants, en particulier de Jaroszewicz, ancien premier ministre, et Pyka, ancien vice-président du conseil exclu en octobre du comité central.

Deux délégations syndicales séjournent en Pologne. La première, représentant les syndicats soviétiques, est venue, selon l'agence *PAP, étudier les relations* entre le gouvernement et les organisations syndicales. La seconde, envoyée par le Bureau international du travail et conduite par son directeur général M. Blanchard, doit examiner la participation de la Pologne à la soixante-septième *conférence internationale du* travail qui se tiendra à Genève du 3 au 24 juin. Le gouvernement a chargé M. Walesa de représenter la Pologne à cette conférence, où il présidera une délégation de six personnes représentant outre Solidarité les syndicats dit « *de branche* » *et* les syndicats autonomes.

Le comité pour la défense des prisonniers d'opinion vient enfin de lancer un appel à Amnesty International en faveur de M. Golawski, l'un des détenus politiques *membres de la Confédération de* la Pologne indépendante, qui ferait la grève de la faim depuis six mois et serait alimenté de force. La vue de M. Golawski déclinerait et sa santé serait en danger.

Italie

UNE INFLATION DE RÉFÉRENDUMS

Cinq abrogations de lois seront proposées le 17 mai à la population

Rome. — Le 17 mai, les Italiens devront voter à cinq référendums (1). S'ils sont favorables au maintien des lois sur l'avortement, le port d'armes, l'ordre public et la prison à perpétuité, ils devront voter « non ». S'ils y sont opposés, ils devront voter « oui ». *Le référendum* italien prévu, certes, dès 1948 par l'article 75 de la Constitution, mais rendu possible seulement vingt-deux ans plus tard, le 25 mai 1970, quand le Parlement vota les textes d'application, n'a en effet que des pouvoirs « abrogatifs », c'est-à-dire qu'il peut permettre de supprimer une loi ou *certains* de ses articles, mais non d'en proposer de nouvelles.

De notre correspondant

La confusion peut être d'autant plus grande que l'énoncé des *questions* n'est *souvent pas très* limpide. Certaines d'entre elles, pour l'avortement, par exemple, comportent trois cent quatre-vingt onze mots, soit presque une colonne de journal. D'autres sont plus brèves, mais la question posée aux électeurs est noyée *dans un jargon administratif* émaillé de références à des articles de loi et des normes juridiques : « *Voulez-vous que soient abrogés les articles 27, paragraphe 2 et 22 du code pénal approuvés par décret royal du 19 octobre 1938, numéro 1398 et modifications successives ?* » C'est la plus confuse des questions qui seront posées aux électeurs, le 17 mai, mais pas une seule fois n'est fait explicitement mention de l'argument soumis au scrutin : la loi sur la prison à perpétuité.

Tant que les Italiens n'étaient appelés à se prononcer que sur un sujet (le divorce, le 12 mai *1974*) ou même deux simultanément, (la loi Reale sur l'ordre public et le financement public des partis le 11 juin 1978), les électeurs pouvaient encore s'y retrouver. Qu'en sera-t-il le 17 mai ? L'abus du recours au référendum ne devient-il pas contradictoire avec cette volonté de « démocratie directe » avancée par le parti radical qui souhaite faire de cet instrument législatif un outil de « *contre-pouvoir* » ?

Il est significatif que la loi *sur le référendum de 1970* — votée après quatre tentatives non abouties en 1951, 1958, 1964 et 1969 — ait finalement été approuvée au moment où le Parlement discutait d'un projet de loi sur le divorce décidé six mois plus tard. La démocratie chrétienne était en minorité au Parlement dans son opposition au divorce. Elle estimait être majoritaire dans le pays. *Elle s'est donc profondément* engagée quatre ans plus tard dans la campagne menée par l'Eglise et une grande partie du monde catholique pour un *référendum* rétablissant l'indissolubilité des liens du mariage.

« Pays réel » et « pays légal »

Mais à la surprise générale, avec un déplacement du corps électoral estimé à 25 %, la loi sur le divorce fut maintenue. Les électeurs votèrent alors moins selon leur appartenance politique — malgré le caractère pris par la campagne électorale — qu'en fonction de leurs opinions personnelles.

Cet aspect du vote par référendum, qui échappe dans une bonne mesure à la logique des partis, explique à la fois pourquoi les grandes forces politiques ont préféré ensuite abandonner cet instrument et, en revanche, pourquoi le parti radical (1,1 % des voix aux *législatives de 1976* et 3,4 % aux législatives de 1979) en a fait son principal cheval de bataille.

Pour ce parti, le référendum représente la possibilité d'expression de la société contre les partis, afin d'accélérer l'évolution de l'Église, notamment sur les problèmes des « libertés civiles ». Il cristallise, en effet, des mouvements profonds dans l'opinion italienne. En juin 1978, toutes les grandes forces politiques étaient favorables au maintien du financement *public* des partis. Elles représentaient 90 % de l'électorat. Or, seuls 57 % des électeurs ont suivi les consignes de leur parti. En outre, dans de grandes villes comme Turin, Rome, Naples, ainsi que dans la quasi-totalité des chefs-lieux du Sud, une majorité d'électeurs *ont* voulu l'abrogation de cette loi.

Ce phénomène avait alors été jugé comme un signal préoccupant de la coupure entre « pays légal » et « pays réel ». Les adversaires du recours systématique au référendum expliquent, pour leur part, que celui-ci amplifie un poujadisme latent dans la société italienne, et *le référendum* lui-même peut être victime de ce phénomène puisqu'en 1978 le nombre des abstentions (20 %) fut le double de ce qu'il avait été en 1974. En outre, une victoire des « oui » à un référendum (il n'y en a pas encore eu) créerait un dangereux et total vide législatif.

Le rôle de la Cour constitutionnelle

L'inflation du nombre des *référendums proposés aux électeurs* italiens s'explique aussi par la facilité du recours à cet instrument. Il suffit en effet de recueillir, en trois mois, cinq cent mille signatures d'électeurs. Le « bureau central pour les référendums », composé de six présidents de section de la Cour de cassation, examine ensuite à la fois la validité des signatures et la légitimité des arguments proposés.

Le dernier mot appartient à la Cour constitutionnelle. Elle a refusé, en février, six des douze référendums qui devaient être soumis aux électeurs : abolition des délits d'opinion, démilitarisation de la police financière, dépénalisation de l'usage des drogues légères, et centrales nucléaires, ainsi que l'abolition totale du droit à l'avortement, y compris pour raisons thérapeutiques voulues par le Mouvement pour la vie (*le Monde* du 10 février). Certains avaient alors *parlé de décision politique* visant à éliminer tous les référendums capables de cristalliser les nouvelles sensibilités d'une partie de l'opinion. La Cour constitutionnelle n'en a pas moins motivé rigoureusement et juridiquement ses décisions, notamment pour les engagements internationaux de l'Italie ou par la contradiction avec certaines normes de la Constitution.

La loi de 1970 avait posé deux autres limites à l'utilisation du référendum : 1) Si une loi est *profondément remaniée* avant la date du scrutin, le référendum sur l'argument perd sa raison d'être ; 2) Les référendums ne peuvent en outre se tenir qu'entre le 15 avril et le 15 juin de chaque année. En cas de dissolution des Chambres, ceux-ci sont renvoyés. *Par deux fois*, au printemps 1972 et au printemps 1979, des élections anticipées ont remplacé les référendums prévus respectivement sur le divorce et l'avortement.

MARC SEMO.

(1) Un sixième, sur les tribunaux militaires, pourrait ne pas avoir lieu si, d'ici le 17 mai, les transformations de la loi votées par la Chambre sont entérinées par le Sénat.

Yougoslavie

LE KOSOVO SUSPEND SES ACCORDS DE COOPÉRATION AVEC L'ALBANIE

Belgrade (*A.F.P., A.P.*). — Les autorités de la région autonome du Kosovo ont décidé de suspendre les accords culturels et scolaires qui les liaient à l'Albanie, a annoncé M. Dusan Ristic, président de l'Assemblée du Kosovo *et membre du présidium du parti* communiste provincial. M. Ristic a précisé que cette décision ne concernait que le Kosovo, et non l'ensemble de la Yougoslavie.

D'autre part, selon le quotidien officieux de Belgrade *Borba*, une vague d'« *épuration énergique* » vient de commencer dans tout le Kosovo et principalement à l'université de Pristina, d'où sont partis les troubles violents qui ont secoué cette région il y a deux mois. La Ligue des communistes du Kosovo a prononcé l'exclusion de plus d'une centaine de ses *membres* et dissous plusieurs organisations de base (*le Monde* des 5, 6 et 7 mai).

La Yougoslavie accuse l'Albanie d'être à l'origine des violentes émeutes qui ont secoué le Kosovo, où vit une importante minorité albanaise.

TRISTE COMME UN JOUR SANS PEPSI

Les Polonais n'auront bientôt plus à boire que de l'eau du robinet. L'eau minérale et les jus de fruits sont depuis longtemps *difficiles à trouver. La* vodka tend à disparaître car on manque de pommes de terre et de blé pour la produire. Voilà maintenant que le Pepsi-Cola, boisson nationale s'il en est, menace de rejoindre à son tour saucissons *et légumes frais au* rayon des souvenirs.

La cause n'en est nullement idéologique mais financière : les extraits de plante indispensables à la fabrication du Pepsi coûtent cher et la Pologne n'a pas suffisamment de devises pour continuer à les acheter. L'usine *de Gdansk a déjà dû interrompre* sa production et le même sort guette les sept autres d'où sortaient les célèbres bouteilles chères à Andy Warhol. Les ouvriers devraient être recyclés dans la fabrication de la bière *qui malheureusement* ne se produit pas non plus sans matières premières.

Le Monde

publiera demain

- LES SUITES DE L'ÉLECTION : Page « Idées », tableaux et cartes, dossiers divers.
- P.M.E. : Quelle politique ? par Véronique Maurus.
- CAMBODGE : De la terreur à la contrainte (début d'une enquête de Jacques de Barrin).
- « LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES » : L'ouverture du Festival de Cannes.

هكذا من الاصل

PROCHE-ORIENT

Syrie

UN ENTRETIEN AVEC UN DIRIGEANT DE LA CONFRÉRIE

Les Frères musulmans ont établi une « stratégie de révolution globale » pour renverser le régime du président Assad

De sanglants accrochages auraient eu lieu en avril à Hama

Les Frères musulmans de Syrie, qui se sont fondus en une organisation unique au début de l'année, viennent d'établir une *« stratégie de révolution globale »* dont l'objectif est de renverser le régime de M. Hafez El-Assad. M. Ali Saadedine Bayanouni, membre de la direction unifiée, ne veut pas révéler la teneur du projet mais les indications et les précisions qu'il nous a fournies, au cours d'un entretien à Paris, où il se trouvait de passage, permettent d'en percevoir les grandes lignes.

Grand et svelte, élégamment vêtu, les cheveux poivre et sel coupés courts, le regard vif derrière des lunettes cerclées d'or, M. Bayanouni, quarante-quatre ans, avocat originaire d'Alep, est un partisan convaincu de la poursuite de la *« lutte armée »*, malgré les « moudjahidin » de son parti. *« Au terme d'une autocritique à laquelle nous nous sommes livrés en mars dernier,* indique-t-il, *nous avons décidé de restreindre nos opérations militaires, aussi longtemps que nos moyens ne seraient pas à la hauteur de l'immense soutien populaire dont nous bénéficions, et cela pour éviter de lourdes et inutiles pertes. »*

Tel n'a pas été le cas le 25 avril dernier. Ce jour-là, révèle M. Bayanouni, les forces de l'ordre auraient *« massacré quelque deux cents à trois cents habitants mâles de Hama »*, qui auraient été extraits de leurs maisons et *« fusillés séance tenante sous les yeux des membres de leurs familles »*. Le régime se *« vengeait »* ainsi de plusieurs opérations lancées, deux jours auparavant, par les moudjahidin musulmans contre les miliciens baasistes à Homs et à Hama, tuant *« au moins cinquante hommes »* parmi ces derniers.

Un soulèvement populaire

L'opération punitive lancée le 25 avril par les unités spéciales du colonel Ali Haydar et celles des Mokhabarat (police secrète) n'est pas restée sans riposte. Les Frères musulmans de Hama, les armes à la main, contre-attaquèrent et tuèrent, *toujours selon* notre interlocuteur, quelque cent cinquante de leurs adversaires, et interdirent ainsi l'entrée dans les quartiers populaires de la ville des forces de l'ordre tandis que ces derniers se livraient ailleurs à des *« exécutions sommaires »*. A l'appui de ses dires, M. Bayanouni montre une liste de cent vingt-quatre noms des « martyrs ».

Le leader musulman concède que *« la lutte armée ne suffira pas à renverser le régime »* et évoque à ce propos la possibilité d'un coup d'Etat fomenté par une faction alaouite — secte à laquelle appartient le président Assad et nombre d'officiers supérieurs syriens — contre une autre *faction*, qui resterait fidèle au chef de l'Etat. Mais M. Bayanouni met plutôt l'accent sur la probabilité d'un *« soulèvement populaire analogue à celui des Iraniens contre le chah »*, lequel se déclencherait quand l'organisation des Frères musulmans serait aussi *bien implantée* à Damas qu'à Alep, Homs et Hama, entre autres. *« Il faudrait aussi que l'armée soit prête à suivre »*, ajoute-t-il.

« Ni à droite ni à gauche... »

Qu'adviendrait-il si une guerre devait éclater entre la Syrie et Israël ? *« Cela précipiterait le déclenchement de la dernière phase de la révolution globale »*, répond spontanément M. Bayanouni avant de se reprendre : *« Mais il n'y aura pas de guerre car le régime baasiste n'a nullement l'intention de se battre. »* Les Frères musulmans, on le sait, sont hostiles à tout compromis qui ne *« restituerait pas l'ensemble de la Palestine aux Palestiniens »* et considèrent même l'O.L.P. de M. Yasser Arafat comme étant — selon les termes de notre interlocuteur — *« soumise à des influences étrangères »*.

Comment se fait-il que le programme des Frères musulmans, leurs publications et leurs tracts s'en prennent exclusivement à l'U.R.S.S. et ménagent les Etats-Unis, pourtant considérés à travers le monde islamique comme le principal soutien d'Israël ? *« Nous ne voulons nous brouiller avec aucun Etat,* répond M. Bayanouni. *Si nous attaquons l'U.R.S.S., c'est qu'elle est l'alliée du régime Assad et qu'elle tente de répandre le marxisme, doctrine anti-islamique. Les Etats-Unis en revanche, n'ont pas d'idéologie claire et le capitalisme, qui n'est pas hostile à l'Islam, comporte autant d'aspects positifs que négatifs. »*

M. Bayanouni indique encore qu'après l'éventuelle accession des Frères musulmans au pouvoir la liberté de constituer des partis ne s'étendra pas aux partis ou aux groupements marxistes, même ceux qui sont actuellement hostiles au régime baasiste. Le parti communiste de M. Khaled Bagdache est d'ores et déjà la cible des moudjahidin, qui, rapporte le leader musulman, ont *« abattu deux membres du comité central de ce parti à Alep »*.

Comment pourrait-on définir le mouvement des Frères musulmans ? De droite, de gauche, anti-impérialiste ? *« Le mot d'impérialisme ne figure pas dans notre vocabulaire,* répond M. Bayanouni, *et l'Islam est une doctrine qui ne se situe ni à droite ni à gauche... »*

ERIC ROULEAU.

Israël

Pour fraude électorale et corruption

M. Flatto-Sharon est condamné à trois ans de prison dont neuf mois ferme

De notre correspondant

Jérusalem. — M. Samuel Flatto-Sharon, cinquante et un ans, député à la Knesset depuis 1977, a été condamné le lundi 11 mai par le tribunal de Jérusalem à trois ans d'emprisonnement dont neuf mois ferme pour fraude électorale et corruption. Mais, en dépit de la tentative d'autres députés pour suspendre son mandat parlementaire, il a d'ores et déjà décidé de se présenter devant les électeurs le 30 juin prochain.

Au terme d'un procès qui aura duré un an et demi, M. Flatto-Sharon a été reconnu coupable d'avoir « acheté » les voix de certains de ses électeurs en leur promettant des logements à bas prix et de s'être assuré, au moins dans une ville, par des pots-de-vin, le soutien de personnalités locales. L'accusation lui a surtout reproché son *mobile :* le riche homme d'affaires dans un recyclage politique ne recherchait rien d'autre que l'immunité parlementaire afin d'échapper aux poursuites judiciaires dont il faisait l'objet en France.

Après avoir laissé croire qu'il était prêt à abandonner la politique — *« tout le monde est contre moi, la presse, le gouvernement et le Parlement »* — et même à revenir à Paris, pour y régler ce qu'il appelle pudiquement son « contentieux », M. Flatto-Sharon repart au combat. En quelques jours, une pétition circulant en Israël, a recueilli des milliers de signatures en sa faveur.

De l'avis de nombreux citoyens affligés, il a encore des chances de conserver son siège au Parlement. M. Flatto-Sharon sait plaire à ceux qu'il appelle *« les petites gens »*, avec ses aides généreuses et ses facultés de résistance à l'establishment qui, maintenant, le renie.

Un nouveau mandat

M. Flatto-Sharon vient de présenter sa liste électorale. On y trouve les noms de M. Kouznetzov, ancien dissident soviétique, et celui de l'animateur respecté d'un *mouvement de jeunes des* taudis de Jérusalem et de Tel-Aviv. M. Flatto-Sharon n'a donc pas changé. La loi israélienne ne peut l'empêcher de briguer un nouveau mandat. Il peut faire appel de sa condamnation et la procédure sera longue, comme celle du réexamen de la demande française d'extradition... alors que les élections sont dans moins d'un mois et demi.

FRANCIS CORNU.

ASIE

Afghanistan

Attaquant principalement de nuit les résistants ne donnent aucun signe d'affaiblissement

L'envoyé spécial de l'A.F.P., Alain Faudeux, qui a parcouru 500 kilomètres à cheval et à pied, en quinze jours, avec les Moudjahidine (maquisards) de la province du Wardack jusqu'aux montagnes du Hazaradjat au centre du pays, a pu observer que la résistance musulmane afghane ne donnait pas de signes d'affaiblissement malgré l'écrasante supériorité en matériel de son adversaire.

Jeratu-Wardack (centre-est de l'Afghanistan) (A.F.P.). — L'Afghanistan est un pays occupé le jour et un champ de bataille la nuit.

Tandis que l'aviation soviéto-afghane bombardait Kandahar, la deuxième ville du pays, pour en déloger les résistants *(le Monde du 5 mai)*, la plupart des villages traversés de jour vivaient dans la crainte d'un raid d'hélicoptères et de blindés. Mais, dès la nuit tombée, les paysans des provinces du Pakia, du Logar, de Ghazni et du Wardack, descendent vers les positions gouvernementales des plaines et les harcèlent pendant des heures *avant de fuir en hâte* avant l'aube.

En s'engageant de nuit dans la plaine de Gardez, dans la province du Paktia, le journaliste a assisté à une attaque contre l'importante garnison afghane de Tamir par les Moudjahidin du mollah Jallaludin. Les résistants, qui avaient dû marcher pendant six heures depuis le camp de Jallaludin, dans le massif du Zadran, pour être à portée de fusil de la garnison, ont tiré de 22 heures à minuit sur des objectifs qu'ils étaient seuls à pouvoir distinguer dans l'obscurité totale. Au nombre d'une cinquantaine, équipés de fusil Enfiled, datant de la seconde guerre mondiale, de Kalachnikovs, d'une mitrailleuse soviétique et de lance-roquettes, en cas d'une improbable sortie des chars, ils s'attaquaient à plusieurs milliers de soldats afghans retranchés.

Tamir qui, en plein jour, aurait écrasé ces modestes assaillants avec l'appui de l'aviation soviétique basée à Gardez, la capitale du Paktia distante de quelques dizaines de kilomètres, ne pouvait que répliquer à l'aveuglette. Des gerbes de balles traçantes, tirées par les gouvernementaux, se perdaient dans le ciel sans réussir à localiser les Moudjahidin. Plusieurs heures avant le lever du jour, le commando a rompu l'engagement pour regagner la montagne sans connaître les pertes et les dommages infligés à l'ennemi.

Ces attaques n'infligent probablement pas de pertes importantes aux forces soviéto-afghanes, mais l'obligent à rester sur le qui-vive, même dans leurs cantonnements et dans les villes qu'elles contrôlent. Gardez est ainsi constamment *illuminée* par des tirs *de* fusées éclairantes, tandis que Ghazni, ville de garnison située entre Kaboul et Kandahar, est en partie occupée par les Moudjahidin chaque nuit. Ceux-ci affirment qu'ils vont aussi harceler le camp de blindés de Sayadabad, à 70 kilomètres au sud de Kaboul.

Durant la journée, les forces soviéto-afghanes continuent à exercer une politique de représailles. *A l'exception du Zadran,* défendu par deux canons antiaériens qui en interdisent le survol par les hélicoptères, les régions qui participent le plus activement à la résistance sont bombardées et mitraillées. Dans le village de Zana-Khan (Logar), fin avril, des soldats ont exécuté vingt personnes, dont ils avaient une liste, sur le seuil de leur maison, ont affirmé les villageois. Dans la plaine voisine de Kharrouar, des chars et des hélicoptères venus de Ghazni ont mitraillé tous ceux qui se trouvaient dans la plaine, faisant, selon les témoignages, une vingtaine de victimes.

L'armement, toujours dérisoire, dont disposent les villages condamne les Moudjahidin à se terrer dans leurs maisons jusqu'à ce que repartent les chars. *« Il n'y a pas eu de grande offensive ce printemps, mais les Soviétiques frappent plus brutalement depuis que la radio a annoncé que le président Reagan allait nous donner des armes »*, dit un villageois de Kharrouar.

Sur la route Kaboul-Ghazni-Kandahar, la circulation s'effectue sans protection militaire durant la journée, mais elle s'interrompt vers 17 heures *jusqu'au* lendemain. Des éléments du groupe Harrakat Inqlabi (Mouvement révolutionnaire islamique) tiennent les crêtes et les villages dominant la route et reprennent possession de cette dernière tous les soirs.

● *Le président Karmal* voulant clarifier un *« point important »*, a déclaré, lundi 11 mai, à Radio Kaboul, que *« le contingent limité de forces soviétiques* — environ mille cinq cents hommes depuis septembre 1979, a-t-il précisé — *se trouvait en Afghanistan sous les gouvernements Taraki et Amin »* et *ne l'avait* pas *aidé* à prendre le pouvoir. Les membres de la faction du parti démocratique et populaire d'Afghanistan rivale de celle du chef de l'Etat l'accusent notamment d'avoir invité les forces soviétiques à pénétrer en Afghanistan et de souhaiter le maintien de leur présence. — *(U.P.)*.

[Bien que M. Babrak Karmal affirme que les forces soviétiques n'ont pas mis la main » au renversement et à l'assassinat d'Amin, le *27 décembre 1979*, il est de notoriété publique qu'elles l'ont ramené d'exil à Kaboul et installé au pouvoir.]

Singapour

DÉCÈS DU CHEF DE L'ÉTAT

M. Benjamin Sheares, président de la République de Singapour, est mort ce mardi 12 mai, des suites d'une hémorragie cérébrale. M. Sheares, qui avait été élu chef de l'Etat le 2 janvier 1971, était né en 1907.

La fonction de président est, à Singapour, essentiellement honorifique, et c'est le premier ministre, M. Lee Kuan Yew, au pouvoir depuis 1959, qui dirige en fait le pays. Dans ce pays où les *Chinois* constituent les trois quarts de la population et où le parti dominant — le Parti d'action populaire (PAP) — est largement dominé par des Chinois, le poste de chef de l'Etat a toujours été occupé par des non-Chinois, M. Yusof Bin Ishak d'abord, puis M. Sheares. — P. de B.

AMÉRIQUES

Bolivie

Une unité militaire rebelle réclame le départ du chef de l'État

La Paz *(A.F.P., Reuter).* — Le colonel Emilio Lanza, qui dirige le centre d'instruction des troupes spéciales boliviennes (CITE) de Cochabamba, a pris la tête, le dimanche 10 mai, d'un mouvement de rébellion au sein des *forces armées. Lundi matin, les* troupes du CITE ont établi un barrage, arrêtant le trafic sur une route reliant la ville à la localité proche de Quillacollo. Une radio, « Cosmos », a diffusé des déclarations de l'unité rebelle, indiquant que plusieurs garnisons s'étaient soulevées.

Interrogé par l'agence Reuter, le colonel a affirmé que plusieurs divisions de l'armée soutiennent son initiative. Il demande le départ du chef de l'Etat, le général Garcia Meza, au pouvoir depuis le coup d'Etat de juillet 1980, et la passation des pouvoirs à un autre *général*, qui réunira ensuite les officiers supérieurs pour décider de l'avenir. L'objectif du colonel est *« de laver l'honneur des forces armées, souillé par le trafic de drogue et un mauvais gouvernement »*. Le général Garcia Meza, a-t-il ajouté, porte la responsabilité de l'énorme pauvreté dont souffre le pays et de l'état déplorable de l'économie.

Le général Garcia Meza, après s'être rendu lundi à Cochabamba, où il a rencontré plusieurs chefs militaires, a réuni son état-major à La Paz. A Cochabamba, le général Turdera, qui dirige la 7e division, a déclaré que l'initiative *du colonel Lanza était un* geste isolé.

D'autre part, le général Alberto Natusch Busch, auteur du coup d'Etat du 1er novembre, qui avait assumé la fonction de président pendant seize jours, a été arrêté lundi. Certains observateurs estiment que *la rébellion du colonel* Lanza est liée à cette arrestation.

Un nombre croissant de militaires semblent en tout cas souhaiter *le départ du général Garcia* Meza, auquel ils reprochent notamment l'implication des forces armées dans le trafic de cocaïne, principal obstacle à la reprise de l'aide économique et militaire américaine.

Costa-Rica

RUPTURE DES RELATIONS AVEC CUBA

San-Jose *(A.F.P.).* — Le Costa-Rica a décidé de rompre ses relations consulaires avec Cuba à la suite d'une déclaration *« hors de propos »* de la mission permanente de La Havane aux Nations unies, rendue publique le 30 décembre. *Les deux pays n'entretiennent pas de relations au* niveau des ambassadeurs.

Selon les précisions apportées *lundi 11 mai par le ministre des* affaires étrangères, M. Niehaus, la note cubaine répondait à un document porté à la connaissance de M. Waldheim, secrétaire général de l'ONU, sur la situation des prisonniers politiques à Cuba.

Les relations diplomatiques établies entre les deux pays depuis le 21 février 1977 se sont envenimées depuis l'an dernier à la suite de l'affaire des exilés cubains quittant La Havane par pont *aérien* pour le *Costa-Rica*.

Quatre mille trois cent cinquante Cubains ont débarqué en situation de transit au Costa-Rica, et environ trois mille d'entre eux s'y sont installés, indique-t-on à San-José.

La crise entre Damas et Jérusalem

(Suite de la première page.)

Sur le plan politique, nous câble notre correspondant Lucien George, on estime dans la capitale libanaise que la mission de M. Habib est dans une *impasse*, car il s'est rendu les mains vides au Proche-Orient, et en particulier en Israël. Certains se demandent toutefois si M. Begin fera un geste qui permettrait à l'émissaire américain de retourner à Damas porteur de propositions qui favoriseraient la poursuite de sa mission avec un *minimum de* chance de succès.

On ignore pour le moment si M. Habib se rendra aussi à Ryad. On remarque, toutefois, que le ministre saoudien des affaires étrangères, le prince Saoud Fayçal, a appelé lundi « les pays qui soutiennent les actes agressifs et expansionnistes d'Israël » à œuvrer pour la réalisation des revendications arabes *« s'ils sont vraiment soucieux de rétablir une paix juste et permanente au Proche-Orient »*.

A TRAVERS LE MONDE

Benin

● LES TROIS ANCIENS PRESIDENTS *libres de leurs mouvements.* — Les trois anciens membres du Conseil présidentiel du Dahomey (ancien nom du Bénin), MM. Hubert Maga, Sourou Migan Apithy et Justin Ahomadegbe, arrêtés en 1972, seraient désormais *« libres de quitter le pays »*, a-t-on *appris, samedi 9 mai, de bonne* source, à Cotonou. Les trois hommes, qui avaient été arrêtés lors du coup d'Etat qui portera au pouvoir l'actuel président de la République, M. Kerekou, ont été libérés à l'occasion des fêtes de Pâques. Deux d'entre eux, MM. Migan *Apithy et Ahomadegbe,* ajoute-t-on de même source, auraient plusieurs fois manifesté le désir de se rendre à l'étranger pour des raisons de santé. On laisse entendre à Cotonou que la clémence manifestée envers les trois hommes pourrait être le prélude à d'autres élargissements témoignant d'une certaine « décrispation ». — *(A.F.P., Reuter.)*

Côte-d'Ivoire

● LA SECTION FRANÇAISE D'AMNESTY INTERNATIONAL a fait appel à M. Houphoué-Boigny, président de la Côte-d'Ivoire, pour que plusieurs journalistes et salariés détenus au commissariat central d'Abidjan, ou enrôlés de force dans l'armée à la suite de revendications syndicales, soient remis en liberté sans délai. En 1980, plusieurs dizaines de salariés ont été appréhendés en raison de leurs *activités syndicales. Le 12 décembre,* dix-huit journalistes et techniciens de l'agence ivoirienne de presse ou de la radio-télévision étaient incorporés *de force dans l'armée* et envoyés au cap de Daloa. Entre le 4 et le 18 décembre, au moins huit personnes travaillant dans des entreprises privées ont été arrêtées suite à une réunion syndicale et sont détenues dans des cellules du commissariat central à Abidjan. En 1979, Amnesty International avait lancé un appel pour la libération d'une douzaine d'étudiants frappés d'une mesure d'incorporation forcée *et détenus dans le camp militaire* de Daloa. Ces étudiants ont pu par la suite reprendre leurs études.

Libéria

● DEPART DES MILITAIRES AMERICAINS. — Les cent « bérets verts » américains qui entraînaient l'armée libérienne depuis le 10 avril *(le Monde du 3 avril)* ont quitté Monrovia, samedi 9 mai, pour les Etats-Unis. Leur séjour s'est terminé, indique-t-on de *source américaine,* par six jours de manœuvres conjointes avec l'armée libérienne, dans le nord-est du pays. *Les* « bérets verts » avaient, pendant trois semaines, entraîné trois bataillons et un groupe de commandos de l'armée libérienne.

● EXPULSION *DES DIPLOMATES* LIBYENS. — La fermeture *« immédiate »* du bureau populaire libyen (ambassade) et la *réduction de quinze* à six membres de l'effectif de l'ambassade d'U.R.S.S. au Libéria ont été ordonnées par Monrovia, a annoncé lundi 11 mai l'agence libérienne de presse Lina. Ces décisions ont été prises au cours d'une réunion conjointe du conseil populaire de rédemption (conseil militaire au pouvoir) et du cabinet présidée par le chef de l'Etat, le sergent-chef Samuel K. Doe. — *(A.F.P.)*

Namibie

● BILAN DES OPERATIONS DANS LE NORD. — Sept guérilleros de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) ont été tués dans le nord de la Namibie au cours du week-end écoulé, a annoncé lundi 11 mai un porte-parole militaire à Windhoek. Deux soldats *sud-africains ont* également été tués dans la zone opérationnelle du Nord au cours de la même période, a-t-il ajouté. — *(A.F.P.)*

Nigéria

● AGITATION SOCIALE. — Un mot d'ordre de grève générale lancé par la centrale syndicale unique (N.L.C.) pour obtenir le triplement du salaire minimum a été diversement suivi lundi 11 mai au Nigéria. Le président Shagari, qui était attendu lundi au *Mali*, a annulé son voyage en raison de l'agitation sociale. A Lagos, le port et les transports publics *ont été particulièrement* touchés par la grève du N.L.C. (trois millions d'adhérents, quarante-deux branches syndicales). A l'aéroport, les vols internationaux ont été assurés, bien que souvent retardés, mais de nombreux vols intérieurs ont été annulés.

AFRIQUE

LE MAROC A ORGANISÉ DES ÉLECTIONS COMMUNALES DANS UNE PROVINCE DU SAHARA OCCIDENTAL

(De notre correspondant.)

Dakhla. — Des élections communales ont eu lieu le vendredi 8 mai dans la province d'Oued-Eddahab (ex-Rio-de-Oro), dans l'extrême sud du Sahara occidental, pour la première fois depuis son rattachement au Maroc en 1979, après le retrait des Mauritaniens qui l'administraient. Le ministre de l'intérieur, M. Driss Basri, qui assure l'intérim du ministre de l'information en mission dans la péninsule arabique, avait emmené une quarantaine de journalistes à Dakhla, capitale de la province, et à Smara, pour assister aux opérations de vote.

Les résultats publiés le samedi 9 mai ont montré pour la province d'Oued-Eddahab une forte participation, comprise entre 71,25 % à Dakhla et 97,36 % pour l'une des communes rurales. Les électeurs, qui avaient le choix entre les candidats sans étiquette, appelés ici « neutres », et des représentants du grand parti nationaliste de l'Istiqlal, le seul apparemment qui ait réussi à s'implanter quelque peu dans cette lointaine région, ont donné en général la préférence aux premiers. — R. D.

Zimbabwe

● *Quatre Noirs ont été tués et onze autres blessés* par deux explosions de grenades dans des bars — l'un situé à 25 km à l'est de Salisbury, l'autre près d'une mine de nickel à Gatooma — samedi 9 mai, a annoncé mardi 12 mai la police de Salisbury. — *(A.F.P.)*

هكذا من الاصل

Le Monde

politique

L'élection de M. Mitterrand

Les socialistes se préoccupent de structurer le centre gauche

M. François Mitterrand avait prévu de travailler, mardi 12 mai, à son domicile, rue de Bièvre, à Paris, et d'y recevoir diverses personnalités. La veille, le président élu avait reçu son conseil politique. M. Mitterrand, au soir de son élection, avait le choix entre deux attitudes : soit donner sans attendre le sentiment d'un mouvement ; soit ne rien faire ni dire qui puisse entretenir la confusion entre le pouvoir en place et celui de demain.

Il a choisi cette seconde solution, afin de bien montrer qu'il respecte la légalité républicaine : il ne devrait donc accomplir aucun geste public ni prononcer aucune parole avant d'entrer officiellement en fonctions. La consigne est donc de silence, notamment sur le nom du futur premier ministre et la composition du gouvernement de transition que celui-ci dirigera.

Dans l'intervalle, c'est-à-dire jusqu'au 24 mai (plus tôt si M. Giscard d'Estaing décide de quitter ses fonctions avant cette date), M. Mitterrand et les équipes qui l'entourent ne comptent pas rester inactifs.

Il s'agit d'abord de répartir les tâches entre celles-ci. Déjà le futur chef de l'Etat a confié à M. Pierre Bérégovoy, membre du secrétariat national du P.S. *(voir ci-dessous)*, la direction d'une *« antenne présidentielle »* ayant pour mission de nouer les contacts nécessaires. En fait, M. Bérégovoy (qui est entouré des personnes qui composaient le cabinet du candidat socialiste, Mmes Paulette Decraene et Nathalie Duhamel, MM. Jacques Attali, Michel Vauzelle et Jean Glavani) *est également chargé* des contacts *« utiles »*, notamment avec les représentants du gouvernement et avec M. Jacques Wahl, actuel secrétaire général de la présidence de la République, pour faciliter la transition.

Dans le même ordre d'idées, M. Mitterrand pourrait, par exemple, nommer un porte-parole, qui serait en place jusqu'au 24 mai.

Il s'agit ensuite de préparer l'action qui sera engagée dès le 25 mai prochain. Action économique et sociale, pour laquelle continuent de travailler des hommes tels que M. Jacques Delors.

Action politique, avec notamment toutes les personnalités qui siègent au conseil politique. Dès lundi, celles-ci sont entrées dans la phase active de préparation des élections législatives. Il apparaît, en effet, que M. Mitterrand penche pour une dissolution très rapide de l'Assemblée nationale, afin que le scrutin puisse avoir lieu les 21 et 28 juin.

Le mode de scrutin et le découpage des circonscriptions restant donc en l'état, il n'est en effet que temps de s'atteler à cette tâche. La mission de M. Bérégovoy devrait donc conduire le responsable de l'« antenne présidentielle » à assurer la liaison nécessaire avec l'appareil du P.S., et notamment avec MM. Paul Quilès, Jean Poperen et Michel Charzat, qui, au cœur du dispositif de la campagne présidentielle, sont désormais au cœur de celui de la campagne législative.

Contacts

Contacts avec les partis de gauche, mais aussi avec les écologistes et les gaullistes de gauche, si l'on en croit M. Pierre Mauroy. Le maire de Lille a *en effet* affirmé mardi matin à Europe 1 : *« Il appartiendra à tous ceux qui feront partie du rassemblement autour de François Mitterrand de discuter d'un contrat de gouvernement au niveau des formations politiques. » « Il y a bien sûr les communistes et les socialistes, mais d'autres sont concernés par le rassemblement : les radicaux de gauche, les écologistes et les gaullistes de gauche qui auront voté pour François Mitterrand. »* De son côté, le bureau national du M.R.G. a déjà fait savoir non seulement que les radicaux de gauche sont *« prêts à l'ouverture de conversations programmatiques avec les forces de gauche et de progrès »* dans la perspective du scrutin législatif, mais aussi qu'ils souhaitent, dès le premier tour, *« la formation d'un large front socialiste et démocrate pour soutenir l'action du nouveau président de la République »*.

Du point de vue du P.S., l'échéance législative comporte deux dangers : celui de voir les *électeurs communistes qui se sont* abstenus au premier tour du scrutin présidentiel regonfler les résultats du P.C. ; celui de voir les couches de la population séduites par M. Chirac au premier tour et qui ont favorisé l'élection de M. Mitterrand au second se ranger de nouveau sous la bannière du R.P.R. au mois de juin.

Il apparaît donc nécessaire aux dirigeants socialistes de structurer un centre gauche qui permette, une fois constitué, de faire contrepoids au P.C., et qui, surtout, permette de garder cette partie de l'électorat gaulliste qui a rejoint M. Mitterrand.

A priori, et si l'on s'en tient à sa représentation parlementaire, le M.R.G. paraît bien placé pour cette entreprise. En fait, il n'en est rien : d'une part parce que M. Mitterrand paraît tenir rigueur à M. Crépeau d'avoir maintenu sa candidature ; le président élu est, en effet, en droit de considérer qu'il eût réalisé un meilleur résultat au premier tour sans la présence de M. Crépeau (le candidat du M.R.G. a obtenu 2,21 % des suffrages exprimés). D'autre part, manquer la cible (les couches attirées par M. Chirac et hostiles à M. Giscard d'Estaing) conduit à avantager le Mouvement des démocrates de M. Michel Jobert et tout ce qui se situe dans une mouvance gaulliste ou pompidolienne.

Constituer un pôle de centre gauche en quelques semaines est certainement une gageure mais aussi sans doute une nécessité pour les socialistes : ces derniers comptent également et surtout sur la « dynamique présidentielle » et sur l'aggravation des dissensions au sein de la majorité sortante que n'a pas manqué de provoquer l'élection de *M. François Mitterrand.*

JEAN-MARIE COLOMBANI.

LA PREMIÈRE JOURNÉE DU NOUVEAU PRÉSIDENT

Lundi matin 11 mai, M. Mitterrand s'est d'abord rendu, accompagné de son épouse, de son beau-frère, l'acteur Roger Hanin, et de sa belle-sœur, sur la tombe de Georges Dayan au cimetière Montparnasse. Georges Dayan, décédé le 28 mai 1979, était le compagnon et le conseiller de toujours du nouveau président, dans les bons et les mauvais jours.

M. Mitterrand a ensuite consacré l'essentiel de sa journée à une série d'entretiens avec ses principaux collaborateurs et les dirigeants du *P.S.*, à son *domicile*, rue de Bièvre. Il s'est entretenu pendant près d'une heure avec M. Charles Hernu, délégué national du P.S. chargé des problèmes de défense, puis, en début d'après-midi, avec le conseil politique qui avait animé sa campagne électorale, composé de MM. Lionel Jospin, Gaston Defferre, Pierre Mauroy, Michel Rocard, Jean-Pierre Chevènement, Louis Mermaz et Mme Véronique Neiertz.

En fin d'après-midi, le nouveau président a reçu MM. Pierre Bérégovoy et Jean Poperen, membres du secrétariat national du P.S. Son secrétariat particulier a indiqué ensuite que M. Bérégovoy, chargé des relations extérieures du parti, avait reçu mission « d'assurer les liaisons nécessaires avec les syndicats, les partis politiques et les associations ». Pour sa part, M. Poperen a particulièrement discuté avec M. Mitterrand de la préparation des élections législatives.

Tout au long de la journée la rue de Bièvre a été ainsi le théâtre d'incessantes allées et venues. Plusieurs personnes sont venues déposer des paquets de lettres et de télégrammes, ainsi que des bouquets de fleurs, chez le nouveau président qui, désormais, dispose d'une escorte motorisée pour ses déplacements et fait l'objet d'une protection policière.

LES RÉSULTATS DÉFINITIFS DU SECOND TOUR

INSCRITS	36 392 678	
VOTANTS	31 249 753	(85,86 %)
ABSTENTIONS	5 142 925	(14,13 %)
BLANCS OU NULS	887 368	(2,43 %)
EXPRIMES	30 362 385	

CANDIDATS	Nombre de voix obtenues	% exprimés	% inscrits
M. Mitterrand	15 714 598	51,75	43,18
M. Giscard d'Estaing	14 647 787	48,24	40,24

Le ministre de l'intérieur a publié, lundi après-midi 11 mai, les résultats portant sur la métropole, les départements et territoires d'outre-mer et le vote des Français résidant hors de France. Le ministre de l'intérieur rappelle que les résultats officiels de l'élection présidentielle seront proclamés par le Conseil constitutionnel.

M. Pierre Bérégovoy est chargé d'animer une « antenne présidentielle »

M. François Mitterrand a demandé, lundi 11 mai, à M. Pierre Bérégovoy, membre du secrétariat national du P.S., chargé des relations extérieures, d'animer, jusqu'au 24 mai, une « antenne présidentielle » qui aura pour mission d'assurer les liaisons avec le président sortant, les administrations en place, les partis politiques et les syndicats. Cette « antenne » devait s'installer, mardi 12 mai, au numéro 6 de la rue de Solférino, dans un bâtiment jouxtant le siège du P.S.

M. Pierre Bérégovoy croit au socialisme. Sans bruit, mais depuis longtemps, sans éclat de voix, mais quotidiennement. Né le 23 décembre 1925 à Deville-lès-Rouen, il vient de la classe ouvrière (ajusteur-fraiseur), entre pendant la guerre à la S.N.C.F. — où il côtoie M. Roland Leroy — s'engage dans la Résistance et adhère à la S.F.I.O. à la Libération.

Au Gaz de France, où il est entré en 1950, il progresse, grâce à la formation professionnelle, conquiert les titres et les grades. Chargé de mission dans cette entreprise nationale depuis 1978, membre du conseil économique et social depuis 1979, il mène, parallèlement, une activité politique avec, au départ, une vocation de minoritaire. A la session de la S.F.I.O., en 1958, il est l'un des fondateurs du P.S.A., puis du P.S.U., où il siège au secrétariat. Il collabore longtemps avec M. Mendès France, puis participe au regroupement de gauche socialiste amorcé par les clubs qui fleurissaient dans les années 60. Le sien, Socialisme moderne, s'associe à ceux de MM. Alain Savary et Robert Verdier. M. Bérégovoy soutient la candidature de M. Mitterrand en 1965, participe à la Fédération de la gauche démocrate et socialiste et se retrouve au nouveau parti socialiste en 1969.

S'il ne réussit pas dans le domaine électoral — à Brive, où il se présente en 1973, et à Maubeuge, où il tente de conquérir la mairie et la circonscription législative en 1977 et en 1978, — il s'impose à la direction du P.S. par ses qualités de négociateur, notamment au comité de liaison de la gauche et pendant la période de la tentative d'actualisation du programme commun. Membre du secrétariat, chargé des questions sociales, puis des relations extérieures, puis de l'intérim du nouveau premier secrétaire, M. Jospin, cet homme de contact, qui sait rester discret, est devenu l'un des proches collaborateurs de M. Mitterrand.

M. MICHEL VAUZELLE

M. Michel Vauzelle, trente-six ans, marié, a été le directeur-adjoint du cabinet du candidat socialiste. Avocat, il avait été nommé, en 1978, délégué national du P.S. à la justice. Auparavant, il avait participé au cabinet de M. Jacques Chaban-Delmas, alors premier ministre (de 1969 à 1972) ; président du Comité national de soutien des jeunes à la candidature du maire de Bordeaux, il s'était prononcé, au second tour, en faveur de M. Mitterrand.

Ayant adhéré au P.S. en 1976, il est, depuis 1977, adjoint au maire d'Arles. Originaire de Provence, M. Vauzelle a fait ses études à Lyon, puis à Paris.

M. JEAN GLAVANI

M. Jean Glavani, trente-deux ans, marié, deux enfants, Breton d'origine, installé à Issy-les-Moulineaux, était directeur-adjoint du cabinet du candidat socialiste. Attaché au groupe parlementaire socialiste jusqu'en 1977, il avait été nommé, après le congrès de Metz, délégué national aux sports et chef de cabinet du premier secrétaire du P.S. M. Glavani est un spécialiste des questions touchant au cadre de vie.

M. Giscard d'Estaing veut conduire un rassemblement du centre

(Suite de la première page.)

Ainsi, M. Giscard d'Estaing confirme sa décision de ne pas se retirer du combat politique et de *conduire les siens à la bataille des* élections législatives. La manière concrète dont pourra se traduire cette volonté reste bien sûr encore à déterminer, ne serait-ce qu'au regard des contraintes que lui imposerait sa qualité de membre à vie du Conseil constitutionnel. Mais le désir de combattre est manifeste. Tout autant que celui de ne pas laisser le champ libre à M. Chirac.

Il est vrai qu'avant d'être accusé de trahir et de jouer le sort de la République *« à quitte ou double »* celui-ci avait montré qu'il n'avait pas l'intention de perdre du temps. Dans une première prise de position, dès *dimanche soir, il avait appelé à* un rassemblement *« sans esprit partisan »*. Lundi en fin de matinée, et d'une manière qui ne pouvait être interprétée que comme une volonté de répondre à M. Barre, il proposait ni plus ni moins l'unité de candidature au sein de la majorité sortante pour les élections législatives.

Une proposition qui ne pouvait *guère être retenue par les giscardiens.* Avec cent cinquante-cinq députés R.P.R. contre cent dix-neuf U.D.F., le maire de Paris était assuré de conserver un net avantage même si une négociation permettait quelques accommodements. C'est donc un tout autre *principe* qu'a avancé en fin d'après-midi M. Lecanuet, qui venait, après M. Chinaud, d'être reçu à l'Elysée. Usant de propos moins critiques et moins nets pour dénoncer les *« divisions »* et les *« fautes qui ont provoqué l'échec »*, le président de l'U.D.F. suggérait un simple accord de *« désistement automatique et sans arrière pensée »*. Il indiquait aussi que son parti par souci de *« clarté »* présenterait des candidats dans chaque circonscription. M. Bernard Stasi, président délégué du C.D.S., a pris, mardi matin, une position identique en recommandant, en outre, l'adoption d'un *« programme de gouvernement »*. En revanche les députés U.D.F. semblaient devoir adopter une attitude sensiblement différente.

Réunis mardi au palais Bourbon, ils ont demandé à leur président, M. Chinaud, de négocier un accord avec M. Labbé, président du groupe R.P.R., et, surtout, ils paraissaient favorables à ce que les deux formations *s'accordent sur le plus grand* nombre possible de candidatures communes.

La bataille électorale est donc ouverte au sein même de la majorité sortante. Là se posent deux questions pour le camp qui vient de perdre l'élection présidentielle : celle de l'efficacité tactique et celle du chef de file de la coalition.

L'efficacité commande-t-elle une unité de candidature ou des primaires partout ? Il est évident que nombre d'électeurs giscardiens refuseront de voter au premier tour pour un candidat chiraquien (et inversement). Dans cette optique, des élections primaires permettraient aux différences de se marquer avant le premier tour et, peut-être, de s'estomper avant le second. En revanche dans certaines circonscriptions, celles où la gauche peut passer au premier tour, l'unité de candidature s'impose à ses adversaires. Là, de toute façon, la majorité sortante devra observer ce que M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., considérait lundi comme un impératif : *« Dominer ses déceptions »* et oublier ses *« récriminations »*. Si c'est possible...

En 1978, déjà, M. Chirac avait proposé l'unité quasi générale et, déjà, ses partenaires avaient refusé. L'U.D.F. était même née pour répondre à cette nécessité. Elle s'en était d'ailleurs bien trouvée. Les bons esprits ne manquent pas de faire remarquer qu'il est dommage, pour la majorité sortante, *que M. Chirac soit* favorable à l'unité de candidature lors des élections législatives et non lors de l'élection présidentielle. *Les mêmes observent qu'en 1974* M. Chirac a « lâché » son parti — l'U.D.R., qui soutenait M. Jacques Chaban-Delmas — pour mieux assurer la victoire de son camp politique (conduit par M. Giscard d'Estaing) et qu'en 1981 il a, à l'inverse, affaibli son camp pour préserver son parti et son propre avenir.

La question du leadership est, *bien sûr, posée depuis l'instant* où l'on a su que M. Giscard d'Estaing était battu. Si le président sortant va à la bataille, il n'ira pas seul. Il aura en face de lui — on n'ose dire à côté — M. Chirac. Et si le maire de Paris se donne les gants de paraître vouloir rassembler tout le monde, M. Giscard d'Estaing, lui, semble plutôt envisager un rassemblement des libéraux, dans lequel les chiraquiens n'auraient guère leur place.

Quant à M. Barre, il ouvre la voie et se montre décidé à faire campagne, ce qui ne l'empêche pas de cultiver sa propre image. Une image qu'il souhaite être *celle d'un homme combatif*, en dehors des partis, jouant loyalement le jeu de l'alternance.

Il s'est confirmé, lundi, qu'avant le second tour du scrutin présidentiel le premier ministre avait fait savoir à l'entourage de M. Mitterrand n'a pas été suffrait compter, en cas de victoire, sur le sens civique du chef du gouvernement en exercice pour endiguer d'éventuelles offensives contre le franc. C'est M. Barre qui est personnellement intervenu auprès de M. Papon pour que *soient renforcés les contrôles* des transferts de fonds aux frontières.

Enfin, à l'hôtel Matignon, on regrette parfois la manière dont a été menée la campagne, en estimant que le programme de M. Mitterrand n'ait pas été suffisamment contesté. Certains même ne cachent pas que si on avait permis au premier ministre d'intervenir dans cette campagne, il aurait, lui, *« mis en pièces »* les propositions du candidat socialiste...

Trop tard... Mais la majorité sortante ne manquera, lors des élections législatives, ni de postulants à sa direction ni de causes de conflits.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

هكذا من الأصل

Les principaux hommes-clés pour

Le nouveau président de la République avait maintes fois insisté, au cours de sa campagne, sur le fait qu'il disposait d'une *« relève »*, d'équipes et d'hommes de qualité. Il est vrai qu'il lui suffisait de puiser dans ce vivier qu'est le P.S.

Toutefois, *« les hommes du président »* ne viendront pas tous de l'état-major de ce parti, tant s'en faut. Ne serait-ce que *parce que le nouveau chef* de l'Etat a rassemblé bien au-delà de la mouvance socialiste.

Autour de lui se trouvaient pendant la campagne, et se trouvent *désormais*, *trois* hommes-clés : MM. Pierre Mauroy, Claude Cheysson, Jacques Delors. Parmi les trois premiers nommés figure le premier ministre, *le maire de Lille ayant* sans doute des atouts à faire valoir pour diriger un gouvernement qui devra préparer des élections législatives s'il s'agit de *nommer un « politique »*.

On ne saurait cependant minimiser le rôle que joueront d'autres personnalités : celles qui ont suivi M. Mitterrand depuis vingt ans, parfois plus, et dont la fidélité comme la capacité de travail méritent d'être *récompensées*, et surtout bien *employées* : c'est le cas de MM. Pierre Bérégovoy, membre du secrétariat national, Louis Mermaz, président du comité directeur du P.S., et Pierre Joxe, trésorier du parti. C'est le cas aussi des hommes qu'il a mis en place plus récemment, notamment lors du congrès de Metz, tel M. Paul Quilès, et parmi eux des membres du *CERES comme M. Michel Charzat*, directeur adjoint de la campagne. Enfin, il y a ceux qui l'ont rejoint au cours de la campagne, tel M. Michel Jobert.

On ne saurait non plus oublier les *minoritaires*, surtout lorsque, élus de poids, ils représentent une terre de conquête et de forte progression, comme la Bretagne, tels MM. Louis Le Pensec, député du Finistère, et Edmond Hervé, maire de Rennes ; ni les femmes : trois vont compter dans le nouveau régime : Mmes Véronique Neiertz, membre du secrétariat national, Nicole Questiaux, membre du comité directeur, et Edith Cresson, membre de l'Assemblée des Communautés européennes ; ni le cercle des amis personnels avec, notamment, MM. André Rousselet et François de Grossouvre.

Trois personnalités se situent en dehors de ces différents cercles : MM. Gaston Defferre, Lionel Jospin et Michel Rocard.

Le maire de Marseille aurait pu être le premier ministre de M. Mitterrand en 1974. Il est, peut-être, de tous les leaders socialistes, celui qui est le plus proche, au moins par *l'amitié*, du nouveau président.

M. Jospin a été désigné, au congrès de Créteil, le 24 janvier dernier, comme le successeur de M. Mitterrand à la tête du parti choisi par lui ; quatre mois après être devenu le premier secrétaire du P.S., M. Jospin — dont les analyses diffèrent rarement de celles de M. Mitterrand — tiendra donc un rôle d'autant plus important qu'il lui reviendra de mener des négociations avec le P.C.

M. Michel Rocard, enfin, reste l'une des personnalités de la gauche socialiste les plus populaires après le président élu. Les deux hommes se sont durement affrontés au sein du P.S. Il est donc difficile d'apprécier le rôle que le chef de l'Etat entend voir jouer à M. Rocard, et quelle sera l'attitude de ce dernier. M. Rocard peut, toutefois, faire valoir que, outre une campagne « loyale » menée sur le terrain, sa contribution à celle-ci n'a pas été jugée inutile, puisqu'il a été chargé de répondre vendredi au président sortant pour conforter le crédit des propositions économiques de M. Mitterrand. — J.-M. C.

M. PIERRE MAUROY : l'identité socialiste

La silhouette massive et le verbe chaleureux de M. Pierre Mauroy sont familiers aux Français : le maire de Lille a été longtemps le numéro deux du P.S., jusqu'en 1979 ; familiers, ils le sont d'autant plus qu'il a été, pendant la campagne, le porte-parole de M. Mitterrand ; il le sera davantage encore car la période qui s'ouvre devrait permettre à ces mêmes Français d'apprécier les capacités et les qualités d'un homme qui incarne à la fois une légitimité, un comportement et une région.

Nul mieux que lui ne prononce le mot *« socialisme »*. *Cela vient* du tréfonds de lui-même, avec cette tranquille certitude que donne la conscience d'être, ou de n'être qu'un maillon d'une longue chaîne. Cette *identité* socialiste, ancrée sur un monde du travail qu'il connaît et qu'il comprend, explique qu'il ait un souci quasi ontologique du parti socialiste. *Cela vient sans doute de ce qu'il* porte, dans le nouveau P.S., la légitimité de la « vieille maison ». Ancien secrétaire général des Jeunesses socialistes (de 1950 à 1958), *il avait accédé en 1966* au *poste* de secrétaire général adjoint de la S.F.I.O. Parallèlement, il bâtit la fédération des clubs de loisirs Léo-Lagrange, que l'on peut considérer *comme* l'une *des* rares réussites de la S.F.I.O. Si Guy Mollet l'empêcha, en 1969, d'accéder aux leviers de commande suprêmes, son apport permit, parmi d'autres, à M. Mitterrand de constituer le nouveau P.S.

Son comportement se confond avec celui du « pays franc », qu'il représente à la tête de la région Nord-Pas-de-Calais. Mais un tel état d'esprit, en politique, n'est pas toujours un avantage : second de Guy Mollet, il fut, de 1971 à 1979, second et fidèle allié de M. François Mitterrand, avant d'être celui de M. Michel Rocard, après le congrès de Metz (en avril 1979). Le souci de l'unité du parti ne l'avait pourtant pas quitté : aussi s'est-il longtemps refusé à rallier la majorité du P.S., de crainte de voir marginaliser le député des Yvelines.

Il a su toutefois se dégager à temps de l'alliance nouée avec M. Rocard : lorsque ce dernier fit acte de candidature le 19 *octobre* 1980, *depuis* la mairie de Conflans - Sainte - Honorine, M. Mauroy fit le lendemain une déclaration précisant que M. Mitterrand avait jusqu'au 8 novembre *pour se prononcer*. *Ce qui fut* fait, et bien fait : M. Mitterrand ne pouvait pas ne pas saisir la perche qui lui était ainsi tendue.

M. Mauroy n'entendait pas pour autant prêter la main à une quelconque mise à l'écart du député des Yvelines, mais il avait, très tôt, pensé que M. Mitterrand serait candidat, et que, dès lors, pas un seul socialiste ne devait manquer à l'appel.

M. Mauroy est aussi un homme du Nord. Fils d'un instituteur de Cartignies, professeur de l'enseignement technique à Colombes, avant de revenir dans son département natal, il est devenu maire de Lille en 1973, M. Augustin Laurent lui ayant cédé ce poste. Après avoir emporté de haute lutte, la même année, le siège de député, il a été élu, en 1974, président de la région. Il s'est toujours appuyé sur la fédération départementale, l'une des plus puissantes du parti, qu'il a conquise progressivement et lentement. Il a donc fort à faire dans son fief du Nord et ne consacre, d'ordinaire, que quarante-huit heures par semaine à Paris : *ce fut trop peu pour lui* permettre de compter autant qu'il le souhaitait au congrès de Metz, trop peu pour étoffer véritablement son propre courant, *Action socialiste*.

Il est vrai que M. Mauroy n'a jamais paru très à l'aise dans la minorité et qu'il n'est rayonnant que lorsque le parti est rassemblé.

Entre 1969 et 1971, à travers l'expérience tumultueuse des congrès d'unification des socialistes (Alfortville, Issy-les-Moulineaux, Epinay-sur-Seine), il a appris la prudence et les lentes négociations. Entre 1971 et 1979, il a montré une fidélité qui ne lui a pas, pour autant, permis de faire figure de dauphin. Peut-être est-il, aujourd'hui, tenté de penser à lui-même ; gageons que M. Mitterrand lui offrira le poste qui lui permettra d'être lui-même : un socialiste authentique, attaché par-dessus tout à une véritable décentralisation et au sort des plus faibles.

J.-M. C.

M. JACQUES ATTALI : un bouillant Protée

Les lunettes ont tendance à tomber sur le nez, les cheveux de jais, peu disciplinés, barrent le front quand le mouvement de la *tête* est un peu vif. Jacques Attali marche doucettement vers ses trente-huit ans mais il a gardé son air d'étudiant, humant l'air ambiant, palpant son siècle avec une curiosité *dévorante*. [illegible] va si vite que les mots ont [illegible] l'air de vibrionner. [illegible] chasserait presque comme les mouches tant ils lui paraissent faire écran aux idées. Et pourtant, il faut bien en passer par eux pour se faire entendre.

Pour se faire lire aussi. Là, comme la plume se domestique mieux, il n'hésite pas à faire subir au langage, aux concepts, des torsions étonnantes. On le sent joyeux de bousculer celui à qui il s'adresse, d'inventer des formulations qui laissent un halo d'incertitude, de faire craquer comme une noix des schémas trop *bien* établis.

A vingt ans, il se payait le luxe de sortir major de l'Ecole polytechnique, après avoir partagé ses études entre Alger où il est né et Janson-de-Sailly. L'ENA suivait tout naturellement, puis le conseil d'Etat, et les amphis, mais cette fois du côté du professeur à Dauphine et à Polytechnique.

Il y a près de dix ans que les lecteurs du *Monde* ont fait sa connaissance, avec des articles économiques qui révélaient une originalité de pensée peu commune. Quelque temps après sortaient ses premiers livres, *Analyse économique de la vie politique* (1973) qui n'échappait pas à la vigilance de Jacques Lesourne, *les Modèles politiques* (1973), puis *l'Anti-économique* (1974) en collaboration avec Marc Guillaume. On sentait là, brusquement — l'auteur avait trente ans — jaillir une pensée iconoclaste. A l'image de l'école radicale américaine notre auteur et son partenaire s'en prenaient à l'enseignement universitaire traditionnel, lui reprochant de *refléter* le discours dominant, de légitimer les rapports de forces de la société contemporaine, de *négliger* les jugements de valeur

Le coup était donné, mais la pensée s'affermissait dans *la Parole et l'Outil* (1975). Cette fois Jacques Attali, pour donner une analyse de la crise, n'hésite pas à faire appel à d'autres disciplines que l'économie : biologie, physique, écologie, ethnologie, manifestant cette fringale de savoir qui ne le quittera plus et des engagements en faveur de la décentralisation, de l'autogestion, du socialisme qui est pour lui, comme il le dira dans un autre livre de 1978 *(la Nouvelle Economie française)*, *« le point d'aboutissement du capitalisme et* [illegible] *»*, c'est-à-dire pour une société qui offre à l'homme du plaisir hors de l'accumulation des richesses marchandes grâce à une communication meilleure avec autrui.

Mais déjà, Jacques Attali avait abordé à d'autres rivages avec *Bruits* (1977) où il se sert de la musique comme d'une... clé pour déchiffrer l'organisation économique, politique et idéologique de notre passé et de notre avenir. Il ne s'arrête pas en si bon chemin et va visiter ceux de la santé dans *l'Ordre cannibale* (1979) qui suscite un débat *vif* entre médecins, les uns l'accusant de confusionnisme, d'autres le félicitant d'inviter à un *combat salubre*.

Cette année, Jacques Attali reprenait le flambeau économique dans *les Trois Mondes* où il chasse les théories, s'interroge sur les à-coups de l'histoire, et de nouveau la crise, notre crise, qu'il explique par la montée du coût de l'organisation, qui réduit le surplus disponible.

Si Jacques Attali n'avait pas réussi à rogner sans dommages sur son temps de sommeil, on ne voit pas très bien comment il aurait pu aussi militer au parti socialiste, devenir le conseiller économique ou le directeur de cabinet de M. Mitterrand, sans pour autant renoncer au piano, au ski, ou au tennis. Ce bouillant Protée est aussi membre de l'organe directeur du Fonds social juif unifié, cofondateur de l'Association *internationale* de lutte contre la faim, actif participant de séminaires et de colloques où il peut parler sans une note pendant dix, vingt ou trente minutes.

Dans son dernier livre, Jacques Attali nous priait à un « vagabondage esthétique ». Il y a fort à parier que François Mitterrand lui demandera de rogner un peu ses ailes, s'il entend lui faire partager les responsabilités du pouvoir. On ne le voit pas en gestionnaire. Mais c'est peut-être faute d'imagination.

PIERRE DROUIN.

M. FRANCOIS
une autre
CLAUDE CHEYSSON

هكذا من الاهل

M. FRANÇOIS MITTERRAND

une « autre politique »

M. CLAUDE CHEYSSON : l'homme du tiers-monde

N'est-ce pas le président de la République qui lui a rendu hommage le plus éclatant ? En le reconduisant à deux reprises, en 1976 et en 1980, malgré ses incartades, malgré ses convictions socialistes proclamées, comme l'un des deux membres français de la Commission européenne. Il en a été ainsi pour la seule raison que Claude Cheysson — soixante et un ans, Polytechnique et ENA, guerre exemplaire, marié, six enfants — avait sans conteste réussi dans la tâche qui était la sienne. Chargé, au sein de l'institution bruxelloise, de la politique de coopération et d'aide au développement, il s'est révélé, et il demeure, un atout précieux pour la communauté, donc pour la France et pour les relations de l'une et de l'autre avec le tiers-monde. Arrivé depuis 1973 à Bruxelles, où il succéda à Jean-François Deniau, son principal succès est, assurément, ce qu'il appelle *« la politique de Lomé »*. Dans un climat de scepticisme général, il a négocié et réussi l'élargissement de la convention de Yaoundé aux anciennes colonies anglaises d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Ce fut Lomé 1 en 1974. Essai transformé de manière spectaculaire en 1980 par la conclusion de la seconde convention de Lomé, qui lie aujourd'hui la Communauté à soixante pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Signe plus convaincant qu'un bilan statistique : aucun des partenaires présents en 1974 n'a renoncé à l'entreprise cinq ans plus tard...

Claude Cheysson s'est donné à fond à cette politique sans relâcher son effort, toujours à l'affût d'améliorations possibles. Saisissant vite l'importance d'une idée nouvelle, même s'il n'en est pas l'auteur, il parvient, souvent avec efficacité, à en tirer un parti concret. Le fameux « trilogue », c'est-à-dire la conjugaison des efforts et des moyens des pays arabes et pétroliers avec ceux de la Communauté, au profit du développement de l'Afrique, faisait ainsi partie, grâce à son action, de la politique quotidienne de Lomé, bien avant de devenir un des thèmes favoris de l'Elysée.

Don du contact, de l'exposition claire, de la présentation des idées essentielles, il est un extraordinaire propagandiste de l'Europe et de sa politique de développement. Les dirigeants des pays A.C.P., qu'il connaît tous et bien, apprécient sa mobilité — physique et intellectuelle — sa connaissance des dossiers, sa capacité à trancher vite.

De telles qualités ont leurs revers. Passionné, impulsif, sûr, sinon de lui, du moins de sa maîtrise des affaires, il éprouve un besoin quasi physique de réagir immédiatement, avec le risque que cela comporte. Engagé sans restriction dans la politique qu'il conduit, il rejette tout ce qu'il considère comme un facteur de blocage possible, ce qui l'a entraîné probablement, plus souvent qu'il n'aurait voulu, à des relations conflictuelles. D'autant plus qu'autoritaire, parfois inutilement agressif, voire blessant avec ceux qui l'entourent, il supporte mal les égaux. Son besoin d'être aimé peut le porter à préférer les courtisans à ceux capables de lui tenir tête. Paradoxe d'observer que cet homme de séduction est, par sa faute, dans son action quotidienne, un homme seul.

Ses faiblesses de comportement, qui tiennent peut-être au fait que, s'il s'est fait un nom, il n'a jamais encore détenu le pouvoir, n'altèrent heureusement d'aucune manière l'image respectée qui est la sienne dans le tiers-monde, auquel, il est vrai, il a consacré l'essentiel de sa carrière, depuis l'Indochine, la commission de coopération technique en Afrique (dont il a été le secrétaire général à Lagos de 1957 à 1962), l'organisme chargé de la mise en valeur des ressources du Sahara, qu'il dirigea de 1962 à 1966, jusqu'au poste d'ambassadeur à Djakarta, de 1966 à 1970.

Le libéralisme, l'indépendance d'esprit qu'il a manifestée tout au long de la période de décolonisation, aux côtés de M. Pierre Mendès France en 1954, puis de façon éclatante pendant la guerre d'Algérie — il est l'un des signataires du rapport dit « des hauts fonctionnaires » qui, en 1958, préconisait l'indépendance de l'Algérie, — contribuent, au-delà de sa grande expérience, à la confiance et à l'amitié que lui portent les dirigeants des « nations prolétaires ». Homme du développement, homme du dialogue Nord-Sud, dont il sait mieux que quiconque démontrer l'absolue nécessité pour l'Europe en crise, il présente cet autre avantage aujourd'hui essentiel d'être un familier de la Communauté, de ses dossiers, de ses dirigeants. Bref, de cette dimension européenne dont chaque épreuve, chaque difficulté — le Japon, la défense de la monnaie, l'agriculture, la sidérurgie..., — font apparaître l'importance grandissante pour la France.

PHILIPPE LEMAITRE.

M. JACQUES DELORS : la préoccupation du possible

« Ce qui manque peut-être à la gauche française, c'est de n'avoir pas été au pouvoir depuis longtemps : elle ne sent pas les exigences de l'action. » Celui qui s'exprimait ainsi en novembre 1974 venait de vivre une expérience passionnante qui lui avait permis de mesurer le poids des réalités : conseiller de M. Jacques Chaban-Delmas, premier ministre, Jacques Delors avait été de 1969 à 1972 l'inspirateur de la politique contractuelle des salaires qui allait prendre son nom.

Après la grande peur de mai 1968 et de ses grèves, G. Pompidou voulut un premier ministre pour « faire du social ». Cela fut fait, comme en témoigne notamment la forte progression du pouvoir d'achat des salariés à cette époque (1). L'inflation qui se développa durant ces années a bien des causes et notamment le choc salarial des accords de Grenelle, négociés bien avant l'arrivée de Jacques Delors à Matignon et que celui-ci n'aurait vraisemblablement pas approuvés. On a reproché au « delorisme » une insuffisante rigueur salariale. Mais outre que la France connaissait alors une forte croissance économique associée à des gains importants de productivité, on a aussi donné en exemple le type de politique sociale-démocrate que Delors avait appliquée. Ce qui est vrai est que, avec lui, s'était instaurée une réelle politique de négociation comme il en existe en Allemagne fédérale par exemple, politique basée sur le dialogue et la conclusion de contrats salariaux pour des périodes assez longues. L'accord E.D.F. de décembre 1969 fut un modèle du genre et M. Chaban-Delmas le salua en déclarant qu'*« une révolution s'était produite sans que le sang coule »*. Cette politique a eu son prix, mais la paix sociale se monnaie.

Son expérience à Matignon fut aussi pour Jacques Delors le premier saut dans l'action concrète. *Influencé dans sa jeunesse par le* philosophe Emmanuel Mounier, puis plus tard par l'homme d'action *qu'était Mendès France*, Jacques Delors effectua ses premières armes dans l'aventure des clubs (Citoyens 60) et des responsabilités de syndicaliste chrétien à la Banque de France. Lorsque arriva le temps de *la vie publique* avec le commissariat du Plan, Jacques Delors s'occupa des affaires sociales. Il put *alors mesurer toutes les difficultés* de la tâche, puisque éclata à l'époque une grande grève des mineurs (1963) et qu'échoua, un an après, la politique des revenus que Pierre Massé, le commissaire au Plan, et quelques « sages » essayèrent de mettre sur pied pour introduire un peu d'ordre dans une jungle de situations défiant non seulement les exigeances minimales de l'équité, mais aussi celles de l'efficacité économique, comme on le vit avec le cas des mineurs. Les syndicats ne virent pourtant dans cet essai de clarification qu'une police des salaires, et les choses en restèrent là. Cet échec devait marquer profondément par la suite les politiques qui furent menées dans ce domaine. *Ce fut justement le mérite de Jacques* Delors de renouer le dialogue sur un pied d'égalité avec les syndicats.

Animateur de l'association Echange et projets, qu'il créa en 1974, *Jacques Delors entra au parti socia*liste en novembre de la même année. Il deviendra plus tard député *à l'Assemblée européenne et pré*sident de la commission économique et monétaire. Il a maintenant cin*quante-six ans.*

Personnage complexe et person*nalité attachante, Jacques Delors* avait beaucoup hésité avant de se décider à « gouverner » à côté de *Jacques Chaban-Delmas*, dont la politique sociale n'effaçait pas la famille politique. Cette participation *traduisait bien la volonté de réa*lisme d'un personnage partisan de la décentralisation des pouvoirs et de la vie associative et qui, tout en se déclarant socialiste, n'hésitait pas à répondre : *« S'il faut choisir entre plus de démocratie et plus de socialisme, j'opte dans l'état actuel de notre société pour le premier terme de l'alternative. »*

Attachant une extrême importance aux problèmes de formation professionnelle, Jacques Delors, qui critiquait l'anarchie des salaires dans une interview qu'il nous avait accordée il y a un mois (voir *le Monde* du 10 avril) et l'insuffisante rigueur de la politique monétaire de M. Barre, n'est pas un partisan inconditionnel des nationalisations. *« Gardons-nous*, dit-il, *de créer des sociétés à irresponsabilité illimitée. »* De ce point de vue, et pour bien d'autres raisons, il s'opposera — comme il l'a déjà fait — à l'aile extrême du parti socialiste formée notamment par le CERES et ceux qu'on appelle les marxistes.

ALAIN VERHNOLES.

(1) Les salaires augmentèrent de 10,2 % en 1970, 10,8 % en 1971, 11,1 % en 1972, 13,8 % en 1973. Pour les mêmes années, la progression du pouvoir d'achat fut de 4,5 % en 1970, 4,9 % en 1971, 4,8 % en 1972, 6 % en 1973 (statistiques établies sur juillet de chaque année).

M. PAUL QUILÈS : l'organisateur

« Ma carrière politique est due à une série de hasards », confiait récemment M. Paul Quilès, au cours d'un colloque consacré à l'engagement des chrétiens dans la politique (1). Si la foi catholique du député de Paris n'a donc pas directement inspiré son engagement politique, elle a certainement aidé ce polytechnicien (trente-neuf ans, marié, trois enfants) à se mêler de syndicalisme : la J.E.C. d'abord, puis la C.G.C., et au sein de l'U.C.T., qu'il contribue à créer et qu'il quitte en 1972. Entrant au P.S. la même année, il adhère en même temps à la C.F.D.T., crée une section cadres de ce syndicat au siège international de la Shell, et représente la centrale de M. Edmond Maire au Conseil économique et social en 1974 et 1975.

C'est aussi « par hasard » qu'il rencontre M. Mitterrand : secrétaire de la section du treizième arrondissement depuis 1974, il est de ceux qui organisent, avec M. Jospin, l'opposition des amis de M. Mitterrand au CERES, alors tout-puissant dans la fédération de la capitale. C'est dans ces circonstances que celui qui est encore le premier secrétaire du P.S. le remarque. Il le remarque d'autant plus que M. Quilès devient, en mars 1978, le premier député socialiste de la capitale depuis dix ans. Candidat dans la quatorzième circonscription, totalement inconnu, il l'emporte en effet face à deux personnalités de renom, Alexandre Sanguinetti et M. Philippe Herzog, également polytechnicien, mais communiste.

C'est au mois d'octobre 1978 que débute vraiment une carrière désormais placée, et avec quel succès, sous le signe de l'organisation. Il s'occupe d'abord de deux campagnes internes au P.S. La première est celle qui s'achève au congrès de Metz, en avril 1979, par la victoire de M. Mitterrand, allié au CERES, face aux courants animés par MM. Mauroy et Rocard. La seconde est également dirigée contre le député des Yvelines, auquel il faut barrer la route de la candidature. C'est grâce au parfait contrôle des appareils fédéraux et au relais de nombreux permanents qu'il put obtenir qu'une forte majorité de commissions exécutives fédérales en appellent à la candidature de M. Mitterrand. M. Quilès a, enfin, déployé ses talents à l'extérieur du P.S. à l'occasion de la campagne présidentielle de M. Mitterrand, qu'il a dirigée. Chaque fois, il a conduit la bataille avec la froideur d'un mathématicien et la fougue d'un néophyte. L'une et l'autre n'excluent ni la lucidité, ni la pertinence de l'analyse.

Sans doute n'échappe-t-il pas au propre de l'homme politique, qui est de se désigner un adversaire, voire un ennemi, et cela étonne de la part d'un catholique fervent. Mais il plaide l' « honnêteté » dans ce qu'il fait, et dans la façon dont il le fait.

Outre la direction de la campagne présidentielle, il avait pour charge le secteur « énergie » et il s'est particulièrement employé à rallier les dirigeants écologistes. Responsable, au siège international de la Shell jusqu'en 1978, du service des économies d'énergie, *il a pu s'attacher à la pratique* avant de s'appliquer à en faire la théorie au sein du secrétariat national du P.S.

Satisfaction suprême pour ce chef d'état-major : la manifestation de la place de la Bastille, qu'il a organisée de main de maître en moins de quarante-huit heures.

J.-M. C.

(1) *La Croix* du 17 février 1981.

M. FRANÇOIS DE GROSSOUVRE : l'ami

M. François Durand de Grossouvre, fils de banquier, docteur en *médecine, patron, puis exploitant* agricole : telle est la biographie de cet ancien résistant, bien né, qui *choisit les affaires à la libération.*

Il est aujourd'hui retiré sur son *domaine de Treverse, à Lusigny*, dans l'Allier, où il se livre aux joies de l'élevage. Mais il quitte volontiers *chevaux et charolais* pour suivre François Mitterrand dès que celui-ci livre un combat important.

Mince et élégant, attentif et discret, souriant et affable, cet homme de soixante-trois ans est l'un des plus proches confidents de M. Mitterrand. *Se tenant constamment* aux côtés du leader socialiste, il n'hésite pas à nouer des contacts, dans les *milieux d'affaires ou avec les journalistes*, pour faire avancer la cause de M. Mitterrand. Il est, mieux qu'un *partisan ou un conseiller, un ami.*

J.-M. C.

M. ANDRÉ ROUSSELET : un gestionnaire

Joueur de golf, passionné de peinture, M. André Rousselet, cinquante-neuf ans, est devenu un homme d'affaires après avoir été mis en disponibilité du corps préfectoral, en 1958, sur sa demande, lorsque M. Mitterrand, dont il avait été le chef de cabinet sous la IVe République, de l'intérieur à la justice, refusa de cautionner le régime gaulliste. Il avait alors présidé plusieurs sociétés automobiles, notamment la Compagnie des taxis parisiens G-7. Ephémère député de Toulouse, de 1967 à 1968, M. Rousselet avait participé à l'animation de la Convention des institutions républicaines avant de prendre en charge l'organisation de la campagne électorale de M. Mitterrand en 1974. Il y [illegible] confirmé son savoir-faire dans le domaine de la gestion financière.

L'ÉLECTION DE M. MITTERRAND

Les rapports du nouveau président avec l'Internationale socialiste se sont nettement améliorés

Les rapports entre M. Mitterrand et l'Internationale socialiste ont longtemps été empreints d'une certaine réserve. Le relatif manque de chaleur de ces relations s'expliquait par deux raisons au moins.

La première était que la position des socialistes français, alors liés aux communistes au sein de l'union de la gauche, était souvent assez mal comprise, et peu appréciée, par des formations dont beaucoup — particulièrement en Europe — se réclament de la social-démocratie. Les références marxistes du socialisme français, sa phraséologie volontiers révolutionnaire, paraissaient aux formations étrangères homologues du P.S. à la fois dangereuses et anachroniques.

La seconde raison de cette réserve tenait à la vocation de partis de gouvernement de la plupart des formations socialistes rassemblés dans l'Internationale. Exerçant le pouvoir dans leur pays respectif ou se préparant à l'y exercer, ces partis ne souhaitaient pas s'afficher avec une des composantes de l'opposition française. Le P.S. était ainsi victime de la solidarité de fait qui unit souvent les gouvernements par-dessus les clivages idéologiques. L'exemple le plus frappant étant celui du chancelier ouest-allemand : M. Schmidt était manifestement plus proche de M. Giscard d'Estaing que de M. Mitterrand (le président français sortant lui ayant d'ailleurs rendu la politesse en préférant ostensiblement la reconduction de M. Schmidt à la victoire de M. Strauss lors des élections du 5 octobre en R.F.A.).

Mais au fur et à mesure que se précisaient les chances de M. Mitterrand d'accéder au pouvoir, et surtout après la rupture de l'union de la gauche à l'automne 1977, la sympathie de principe que le P.S. était censé inspirer à ses partenaires de l'Internationale socialiste est devenue plus réelle et plus active. D'autant que le P.C.F. mettait fréquemment en accusation, dans sa presse, les « mauvaises fréquentations » internationales du P.S., à qui il était notamment reproché de s'accommoder du capitalisme et de l'atlantisme.

Cette sympathie s'est manifestée, de façon plus précise, à l'occasion de la campagne présidentielle. Si le chancelier ouest-allemand ne pouvait décemment (ni, selon toute vraisemblance, ne souhaitait) exprimer son soutien au rival de M. Giscard d'Estaing, son parti, le S.P.D., qui est l'un des piliers de l'Internationale, a pris fait et cause pour le député de la Nièvre.

De même, pour le parti travailliste britannique de M. Foot, l'un des premiers, dimanche soir 10 mai, à féliciter le vainqueur. Il est probable que, pour les travaillistes britanniques, la victoire de M. Mitterrand est à interpréter comme un signe et un encouragement.

M. Mitterrand entretient aussi de longue date de bonnes relations personnelles avec certains dirigeants du parti socialiste italien, et a récemment rendu visite au président Pertini. Le P.S.I., il est vrai, est, avec, en Espagne, le P.S.O.E., la formation de l'Internationale la mieux à même d'apprécier le contexte politique dans lequel s'inscrit l'action du P.S. français, en particulier vis-à-vis du P.C.F., même si ce dernier a pris de sérieuses distances à l'égard de l'eurocommunisme. Les rapports du P.S. et de son ancien premier secrétaire avec M. Den Uyl et le P.V.D.A. néerlandais sont également très bons, de même qu'avec le parti socialiste belge.

Il en va de même, et depuis longtemps, avec les travaillistes israéliens, qui estiment avoir toujours eu en leurs homologues français des interlocuteurs beaucoup plus compréhensifs à l'égard des thèses d'Israël que les prédécesseurs de M. Mitterrand à l'Elysée.

Outre ces rapports de parti à parti, ou de dirigeant à dirigeant, illustrés par de très nombreux messages de félicitations, au lendemain du premier tour de l'élection, M. Mitterrand a bénéficié, ces derniers mois, de manifestations plus collectives de solidarité de la part de l'Internationale socialiste. Ainsi lors de la réunion du groupe socialiste de l'Assemblée de la C.E.E. le 4 février à Paris, ou d'une nouvelle réunion des dirigeants de l'Internationale, également dans la capitale française, le 19 mars — réunion au cours de laquelle le président, M. Brandt, ainsi que le chancelier autrichien, M. Kreisky, avaient apporté leur soutien à M. Mitterrand.

Ce dernier avait d'ailleurs fait de la multiplication de ses contacts étrangers, par des voyages, mais avant tout grâce à l'Internationale socialiste, un élément de sa stratégie électorale. Face au candidat sortant, qui se servait de ses bonnes relations personnelles avec différents dirigeants étrangers pour mettre en valeur son rôle et sa stature diplomatiques, le candidat socialiste a veillé à donner une dimension internationale à sa candidature. Ne fût-ce que pour rappeler aux électeurs qu'un président issu du P.S. ne serait pas, lui non plus, dépourvu d'utiles et de solides amitiés extérieures.

BERNARD BRIGOULEIX.

« Mon passage au ministère de la France d'outre-mer a été l'expérience majeure de ma vie politique »

a écrit M. Mitterrand

« Mon passage au ministère de la France d'outre-mer est l'expérience majeure de ma vie politique, dont elle a commandé l'évolution », écrit dans *Ma part de vérité* M. François Mitterrand, qui fut ministre de la France d'outre-mer de juillet 1950 à mars 1951 dans le cabinet de M. René Pleven — qui fut lui-même ministre des colonies de la « France libre ».

« Garder l'Afrique et y rester, n'était-ce pas d'abord en confier le soin aux Africains qui sauraient fermer les yeux devant les mirages d'un nationalisme illusoire ? », se demanda un moment M. François Mitterrand. Mais, très vite, le 4 février 1958, il avait déposé à l'Assemblée nationale une proposition de résolution qui prévoyait la création d'une « communauté franco-africaine », loin de se douter, écrit-il, que *« le général de Gaulle, un an plus tard, prétendrait à l'originalité en insérant dans la Constitution de la cinquième république des dispositions proches de mon texte »*.

En ce qui concerne la Communauté, en 1969, M. François Mitterrand écrit : *« L'échafaudage du général de Gaulle n'a pas résisté à l'épreuve des faits car il avait commis l'erreur de rendre contradictoires les notions d'indépendance et de communauté. Rien de moins émancipateur sur ce point que la Constitution de 1958 »*. Mais, critique également à l'égard de ses propres thèses, il admet : *« J'avais tort de mon côté de vouloir concilier les contraires. Il n'est d'émancipation coloniale comme il n'est de révolution sociale que globale... »*

Dès son arrivée rue Oudinot, M. François Mitterrand multiplie les contacts avec les élus d'outre-mer et effectue de nombreux déplacements en Afrique et à Madagascar. Il croit possible d'échapper à la violence et pense à la création d'une France eurafricaine qui serait de nature à assurer à la fois l'indépendance de la France et celle de tous les pays qui appartiennent à sa mouvance. En Côte-d'Ivoire il va, grâce à son sens aigu des réalités, mettre fin à une situation explosive. En janvier 1950 des désordres ont fait une douzaine de morts et une cinquantaine de blessés dans les villes de Bonafle et de Dimbokro à la suite de manifestations de nationalisme, à l'origine desquelles on trouve le Rassemblement démocratique africain — le R.D.A. de M. Félix Houphouët-Boigny. Au lieu de rejeter ce mouvement dans une opposition stérile, il parvient à convaincre son chef d'abandonner l'apparentement avec le parti communiste et l'invite à rejoindre le camp de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (U.D.S.R.), dont il est le principal leader. C'est ce renversement des alliances qui fit faire à la France l'économie de conflits en Afrique noire. En effet, contrairement à l'Algérie et à l'Indochine, les territoires africains d'outre-mer purent couper en douceur le cordon ombilical qui les reliait à la métropole.

Dans *Présence française et abandon*, M. François Mitterrand rend longuement hommage à la loi-cadre que M. Gaston Defferre fit voter le 23 mars 1956, texte qui, définissant les principes de l'autonomie interne, devait marquer le début du processus d'émancipation des populations africaines. Combattant avec énergie pour la réforme du titre VIII de la Constitution, concernant l'Union française, M. François Mitterrand considère comme un événement capital le IIIe Congrès interterritorial du R.D.A., tenu en septembre 1957 à Bamako, auquel il participe personnellement. Peu après il lance à la tribune de l'Assemblée nationale : *« Il nous faut choisir désormais entre la politique de l'intégration, la politique de la fédération ou l'indépendance. »*

Le projet socialiste

De l'indépendance de la Guinée, décidée en octobre 1958, il écrit dans *le Coup d'Etat permanent* : *« De Gaulle ne tolère que les libertés qu'il octroie. Du coup, la Guinée fut chassée du paradis gaulliste, on vida ses tiroirs, on rappela ses fonctionnaires, on étrangla sa monnaie, on coupa ses crédits, on aveugla ses fenêtres sur l'Occident. »* Il est de ceux qui s'irritent que le gouvernement n'utilise pas les structures de la Communauté pour parvenir à un règlement pacifique du problème algérien et qui, très vite, estiment indispensable de faire évoluer *« une communauté née dans l'équivoque »*. Mais, comme il le déclara en février 1959 lors du XIIe congrès de l'U.D.S.R. : *« On a pu trouver prêts à empêcher la IVe République et ses dirigeants d'aller vers les évolutions nécessaires exactement tous ceux qui, en contrariant les réussites politiques, se sont targués de l'échec qu'ils avaient provoqué pour renverser ce régime. »*

M. François Mitterrand n'a jamais cessé de s'intéresser de très près à l'évolution de l'Afrique noire. Né en Charente, terre où ont germé d'innombrables vocations coloniales — à l'époque impériale, — ancien sergent d'infanterie coloniale, le ministre de la France d'outre-mer de M. René Pleven, le chef de file de l'U.D.S.R., a conservé un attachement sentimental pour un continent où il a gardé de nombreux amis. C'est sous son influence que le projet socialiste a, contrairement au programme commun, trop discret sur ce sujet, réservé une place relativement importante à toutes les questions intéressant le développement et l'avenir du tiers-monde. D'autre part, sa lucidité et sa compétence sur les questions africaines, qui ne sont guère égalées que par celles de M. Gaston Defferre, contribuent à atténuer les jugements trop souvent erronés d'une petite minorité d'idéologues appartenant au groupe tiers-monde du parti socialiste et dont l'intransigeance s'explique parfois par l'ignorance.

PHILIPPE DECRAENE.

L'Assemblée nationale ne devrait pas reprendre ses travaux avant sa dissolution

Interrompue vendredi 3 avril en raison de l'élection présidentielle, la session parlementaire de printemps pourrait — théoriquement — reprendre dans les prochains jours. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, auquel revient la décision de convoquer ou non les députés, considère cependant qu'il n'y a pas lieu de reprendre les travaux législatifs avant la dissolution de l'Assemblée nationale, annoncée par M. Mitterrand. Il estime en effet que, faute d'ordre du jour, les députés se réuniraient pour rien, et que cette situation ne peut prendre fin qu'après la nomination du nouveau gouvernement.

M. Laurent Fabius, porte-parole du parti socialiste, partage cet avis et ajoute que l'actuel gouvernement ne saurait présenter des projets de loi à l'Assemblée nationale au moment où le président de la République sortant va quitter ses fonctions pour les laisser au président élu. Ce sentiment est partagé par M. Falala, vice-président du groupe R.P.R. Selon M. Fabius, la dissolution de l'Assemblée nationale devrait être l'une des premières décisions du nouveau gouvernement et les élections législatives pourraient avoir lieu les 21 et 28 juin.

De son côté, le président du Sénat, M. Alain Poher, ne prendra la décision de convoquer ou non son Assemblée que mercredi 13 mai, après la réunion du bureau du Sénat. Sans préjuger ce qui sera alors décidé, M. Poher estime que le Sénat pourrait être convoqué indépendamment de l'Assemblée nationale.

LE SECRÉTARIAT D'ÉTAT CHARGÉ DES RAPATRIÉS SERA MAINTENU

Dans une lettre adressée, avant le deuxième tour, aux dirigeants de l'ANFANOMA (Association nationale des Français d'Afrique du Nord) et du F.N.R. (Front national des rapatriés), M. Mitterrand avait exprimé son intention de maintenir, dans la structure gouvernementale, un secrétariat d'Etat chargé des rapatriés.

Le candidat socialiste avait confirmé cet engagement dans un télex adressé aux dirigeants du mouvement du RECOURS réunis le 7 mai, à Montpellier : *« Je vous confirme très volontiers (...) ma volonté déjà ancienne de mettre un terme définitif aux problèmes des rapatriés, spécialement en ce qui concerne l'amnistie dont je voudrais que tous comprennent que dans un esprit de profonde union nationale, je la souhaite intégrale, effaçant toutes les séquelles, même de carrière, du drame algérien*, indiquait-il. *Il va de soi également que sera conservé un secrétariat d'Etat aux rapatriés tant que la totalité de leurs problèmes ne sera pas définitivement réglée et auquel sera associée une structure permanente de concertation composée de rapatriés. »*

هكذا من الأصل



Un concert Giulini n'est pas un concert Boulez mais pour l'Express, tous deux sont la musique.



La profondeur, la vérité de Giulini, la rigueur, le génie de Boulez se rejoignent dans une même exigence : donner naissance et renaissance à l'œuvre musicale. L'Express ne cesse de suivre au plus près l'art, la musique, la littérature en donnant la parole à tous ceux qui construisent la culture de notre temps ; comme Giulini, Boulez, Barenboïm, Liebermann.

Pour mieux comprendre et enrichir notre propre sensibilité.

L'EXPRESS

Ceux qui comptent s'expriment dans l'Express.

هكذا من الأصل

Le P.C.F. recherche les conditions politiques d'un rétablissement électoral

Le parti communiste s'est déclaré, *dimanche soir, par la voix de* M. Georges Marchais et d'autres *dirigeants présents à la télévision* ou place de la Bastille, prêt à assu*mer toutes ses responsabilités*, à tous les niveaux, en particulier à *celui du gouvernement. Le secrétaire* général du P.C.F. a paru incertain des *modalités* selon lesquelles la part de l'électorat communiste dans le *rassemblement* qui a porté M. Mitterrand au pouvoir pourrait y trouver sa contrepartie. Il semble, en premier lieu, que M. Marchais accepte la démarche de M. Mitterrand, laquelle consiste à former un gouvernement socialiste homogène et à laisser aux partis qui l'ont soutenu au second tour le soin de négocier un « *contrat de gouvernement* » en vue des élections législatives.

Le secrétaire général du P.C.F. a indiqué, cependant, que chaque parti se *présenterait* à ces élections avec son propre programme. Il a affirmé que la gauche avait toujours agi ainsi. Or, en mars 1973, le P.C.F., le P.S. et les radicaux de gauche défendaient tous trois le programme commun de gouvernement, qu'ils avaient signé huit mois auparavant ; en mars 1978, l'union de la gauche était rompue, mais socialistes et communistes continuaient à se référer à ce même programme, dont ils proposaient, les uns et les autres, une actualisation différente.

Quoi qu'il en soit, M. Marchais paraît tenir pour acquis que les élections législatives du mois de juin se feront selon le mode de scrutin en vigueur, alors qu'il avait lui-même *demandé*, dès le 10 avril, que la *représentation* proportionnelle soit instaurée avant la dissolution de l'Assemblée nationale. M. Mitterrand s'étant, lui aussi, déclaré favorable à cette réforme le 5 mai, M. Marchais avait relevé ce point d'accord le 7 mai. L'instauration du scrutin proportionnel qui supprime la nécessité des accords de désistement semble, aujourd'hui, renvoyée à plus tard.

Ce flottement est révélateur des inquiétudes de la direction communiste. Le scrutin majoritaire donne une prime au parti dominant d'une coalition, position qui est aujourd'hui, plus qu'elle ne l'a jamais été, celle du P.S. par rapport au P.C.F. Le parti communiste étant, en outre, *particulièrement défavorisé par le* découpage des circonscriptions législatives, *la représentation proportionnelle* lui permettrait de limiter les *conséquences du recul de son* influence. Toutefois, ce mode de *scrutin délivrerait aussi le P.S. de* l'obligation d'un accord avec le P.C.F. *pour assurer l'élection, au second* tour, de ses candidats les mieux *placés au premier. Les communistes* peuvent donc hésiter entre le poids *du nombre et celui que leur donne le* mécanisme électoral.

Leur embarras tient au fait que la victoire de M. Mitterrand les *prend* à contre-pied. Cette victoire avait été manquée de peu il y a sept ans, alors que le P.C.F. appliquait pleinement la *stratégie* unitaire qu'il avait élaborée au cours des années 60. La croissance du *P.S.*, d'une *part*, et, d'autre part, le développement, chez les socialistes, d'une tendance à vouloir piloter l'union à leur gré plutôt qu'à en *négocier* l'évolution avec leur partenaire, avaient fait apparaître dès la fin de 1974, au sein du P.C.F., le souci de ne pas s'enfermer dans une alliance dont celui-ci pouvait perdre le contrôle. La renégociation du *programme* commun, en 1977, a confirmé la réalité de ces tendances parallèles, qui se *sont mutuellement renforcées et qui* ont abouti à la *rupture* du mois *de septembre*.

La direction du P.C.F. avait posé, au *vingt et unième congrès* (octobre 1974) et à travers le renouveau consa*cré par le vingt-deuxième congrès* (février 1976), les *bases* d'une stra*tégie alternative, mais il lui a fallu* définir cette stratégie plus tôt, peut-être, et *dans des conditions autres* que ce qu'elle avait *prévu*. L'orientation du *vingt-troisième congrès* (mai 1979) n'était pas exempte d'ambiguïté.

Au cours des mois qui ont suivi, *la politique du P.C.F. s'est, par* la force des choses, précisée dans le sens d'une *volonté de démarquage* de plus en plus vive vis-à-vis du P.S. et d'une *affirmation de plus* en plus tranchée de l'identité *communiste. Cette démarche* s'est traduite, sur le plan intérieur, par l'accent *mis sur le développement* des luttes sociales et, sur le plan *extérieur*, par l'exaltation du « socialisme réel » et le soutien aux initiatives *soviétiques*, tandis *que* la polémique menée contre le P.S. amenait M. Marchais à *affirmer, au mois* de septembre 1980, que M. Mitterrand, à l'*Elysée*, « *ferait la même politique* » que M. Giscard d'Estaing.

Un double échec

Ces choix furent explicités lors de la conférence nationale du parti qui désigna M. *Marchais* comme candidat à l'élection *présidentielle*, au mois d'octobre. Si, dans son rapport introductif, M. Charles Fiterman n'excluait pas, de façon générale, la *possibilité* d' « *accords politiques* (...), *en particulier avec le parti socialiste* », d'autres dirigeants du P.C.F. avaient souligné que la campagne du candidat communiste serait l'application d'une stratégie nouvelle, fondée sur la critique et le refus de renouveler les expériences unitaires du Front populaire, de la Libération et du programme commun. Il s'agissait, comme devait le dire M. Fiterman quelques mois plus *tard*, de faire reculer « *l'illusion du changement* », c'est-à-dire la *perspective* ouverte et représentée par le parti socialiste.

Toute la campagne du parti communiste pour l'élection présidentielle visait à convaincre son électorat et, au-delà, tous ceux qui avaient cru à une union dominée par le P.S., que la gauche ne peut être victorieuse, en France, sans un P.C. fort. Le *scrutin* des 26 *avril* et 10 mai vient de démontrer le contraire : le parti communiste est affaibli, la gauche a gagné. C'est, pour la direction du P.C.F., un double revers. Sa politique a été désavouée par un quart de l'électorat communiste, et le P.S. se trouve dans la *position* la *plus forte qu'un* parti puisse occuper sous la Ve République. Cette *situation* laisse *peu* de marge aux dirigeants communistes.

Affaiblis électoralement, les dirigeants communistes le *sont aussi* au sein du mouvement syndical. La C.G.T., qui s'était *alignée sur* les positions du P.C.F. vis-à-vis du parti socialiste, a, *elle aussi, appelé à* voter pour M. Mitterrand. La coordination voulue et manifeste entre *le parti et la direction communiste* de la Confédération est *telle que* les *responsables cégétistes* doivent aujourd'hui se garder de toute initiative *qui puisse être considérée* comme visant à pallier l'asthénie *politique du P.C.F. La présence*, dans la C.G.T., d'une opposition ani*mée notamment par les socialistes* assure à M. Mitterrand une prise *sur les options de la Confédération*, plus sûre, à en juger par le passé, *que celle qu'il pourrait espérer du* rôle modérateur de la C.F.D.T.

Les dirigeants communistes ne peuvent donc jouer d'autre carte, au *moins dans un premier temps*, que celle du ralliement à une union dont *les termes sont, précisément*, ceux qu'ils combattent depuis trois ans. Alors que la *recherche d'accords politiques* devait, selon ce qu'ils affirmaient, couronner la *progression* d'un « mouvement populaire » inspiré par *les orientations du P.C.F.*, les voici qui réclament un contrat de gouvernement avec un *parti* dont le candidat a réuni, à lui seul, au second tour, près du triple des suffrages rassemblés par M. Marchais au premier tour. Le président élu *peut*, non seulement en droit mais en fait, exiger du *P.C.F.* qu'il *révise sa politique* de manière à permettre l'accord qu'il demande. Peut-il y en avoir entre un parti qui demande l'élévation du SMIC à 3 300 *francs* par mois « *tout de suite* » et un président élu sur un *programme prévoyant* une *négociation* branche par branche ? Entre un parti qui dit « *définitivement non* » à l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun et un président qui prévoit un processus *d'intégration évolutif* ? Entre un parti qui se prononce pour la « *dissolution simultanée des blocs militaires* » et un président qui a préconisé, dans sa *campagne*, une « *redéfinition* » de l'alliance atlantique ?

Le P.C.F. cherche, en quelque sorte, à *recréer* la situation de 1974, mais M. Mitterrand n'est pas le « *président commun* » *de la gauche*, et le P.C.F. n'est plus le principal *partenaire de la coalition qui l'a élu*. Peut-il faire, politiquement d'abord, *électoralement ensuite, en deux mois*, le chemin inverse de celui qu'il a *parcouru en sept ans* ?

PATRICK JARREAU.

M. MITTERRAND

Les réactions dans les milieux politiques

M. PONS (R.P.R.) : le temps n'est ni à l'amertume ni aux récriminations

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R. a fait mardi matin 12 mai une déclaration à la presse qui constitue une réponse indirecte aux propos de MM. Barre et Giscard d'Estaing visant le *comportement* de M. Chirac et de ses partisans. M. Pons se place dans la perspective des élections législatives prochaines et confirme l'appel au rassemblement lancé par M. Chirac. Le secrétaire général du R.P.R. déclare :

« La campagne présidentielle a pris fin. Bientôt, sans doute, la campagne législative va s'ouvrir. Le temps n'est ni à l'amertume ni aux récriminations. Il faut dominer les déceptions et en analyser les causes. Toutes nos volontés doivent être tournées vers l'avenir. Tous les efforts doivent être rassemblés pour la défense du progrès et de la liberté dans l'intérêt de la France. C'est là l'essentiel. Le reste appartient déjà au passé. »

LE R.P.R. SE RETIRE DEVANT L'U.D.F. POUR UNE ÉLECTION CANTONALE PARTIELLE

(De notre correspondant.)

Dunkerque. — Simple opportunité électorale ou application immédiate de « l'appel au rassemblement » lancé par M. Jacques Chirac ? M. Maurice Cornette, député R.P.R. qui s'était porté candidat à l'élection cantonale partielle d'Hondschoote (Nord) prévue pour le dimanche 17 mai, a décidé de retirer sa candidature en faveur de M. Claude Gosset, maire U.D.F. de cette ville. M. Cornette, qui a rencontré M. Gosset, explique cette décision par le fait que l'élection législative constitue désormais pour lui la priorité, que M. Gosset a voulu être présent dans cette bataille cantonale et que la population attend *« une volonté d'union et de rassemblement »*.

Les électeurs auront donc, en l'absence du R.P.R. mais aussi du P.C.F., à choisir entre M. Gosset et le candidat socialiste M. Masselier. Le 10 mai, le canton d'Hondschoote a donné 4 009 suffrages à M. Valéry Giscard d'Estaing et 3 057 à M. Mitterrand.

● *M. Jean-Claude Servan-Schreiber*, chargé de mission au secrétariat général du R.P.R., a déclaré lundi à Nîmes : *« Si le nouveau président cherche des appuis pour résister à la pression du parti communiste, alors, oui, soyons son soutien. C'est à lui de choisir. Si les communistes font des difficultés insurmontables et transforment le président Mitterrand en otage, alors, oui, nous serons dans l'opposition pour tenter de sauver ce qui pourra l'être de notre société de liberté. Le président de la République est le président de tous les Français, notre devoir est de nous tenir prêts à le soutenir s'il en était besoin sans nous aliéner dans une opposition systématique. Nous n'avons pas su conserver l'héritage populaire du général de Gaulle, mais nous avons l'occasion historique de le retrouver. »*

● *Le Centre national des indépendants et paysans* (CNIP) a condamné, lundi 11 mai, *« l'accumulation des erreurs, des maladresses et des rivalités qui ont conduit, au travers de la désunion de la majorité, à la défaite du 10 mai, lourde de conséquences pour la France »*. M. Philippe Malaud, président du CNIP, invite les « libéraux modérés et indépendants » à se regrouper, *« en diminuant définitivement les compétitions fratricides et suicidaires »*, en vue des prochaines élections législatives. Le CNIP *« appelle ses partenaires de la majorité parlementaire à la concertation immédiate en vue de la présentation d'un candidat unique de la société libérale dans chaque circonscription législative »*.

M. LEROY (P.C.F.) : l'apport des voix communistes a été décisif.

M. Roland Leroy, membre du bureau politique du parti communiste, écrit, mardi 12 mai, dans l'Humanité, que *« les forces de la droite sont décidées à tenter de faire obstacle au changement ». « Du côté du grand capital,* écrit le directeur de l'Humanité, *on croyait indestructibles les verrous qui ont permis de bloquer la politique et la société françaises pendant vingt-trois ans. Le mécontentement accumulé, la certitude qu'une autre politique est possible, ont permis de faire sauter ces verrous. »*

M. Leroy poursuit : *« Une majorité nette d'électrices et d'électeurs s'est prononcée pour le changement. Elle a pu le faire grâce à la prise de position sans équivoque du parti communiste. L'apport des voix communistes a été décisif pour la défaite de Giscard et l'élection de François Mitterrand. »*

● *Incidents à Cambrai (Nord).* — Le lundi 11 mai, aux environs de 2 heures, des inconnus ont *endommagé la grille d'entrée* de la demeure de M. Jacques Legendre, maire de Cambrai (R.P.R.) et secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, avant de lancer une poubelle au travers de la porte d'entrée de l'habitation. *D'autres personnes*, qui n'ont pas été identifiées, avaient, peu avant, manifesté devant l'appartement de M. Raymond Gernez, ancien maire socialiste de Cambrai, démissionnaire du P.S. en 1977, qui avait appelé à voter au second tour pour M. Giscard d'Estaing.

M. NEUWIRTH (R.P.R.) : les avantages d'un système nouveau.

M. Lucien Neuwirth, député R.P.R. de la Loire, président du conseil général, a déclaré :

« Pour ce qui est des choix particuliers sur les grandes options économiques, de défense, etc., ce qui fait l'essentiel d'un choix de société, les électeurs se prononceront à l'occasion des élections législatives. A ce sujet, M. Mitterrand a suffisamment dit et répété qu'il s'accommoderait de l'Assemblée nationale que lui enverrait le pays.

» Ainsi, il est possible que nous connaissions une situation nouvelle pour nous, qui ne l'est pas aux U.S.A. où il est courant de voir un président démocrate et une Chambre des représentants républicaine, l'inverse étant également souvent vrai. Les Américains ont appris à s'accommoder d'une telle situation et, apparemment, les intérêts du pays n'en ont pas souffert.

» Il est vrai que nous entrerons alors dans un système nouveau. Peut-être aura-t-il l'avantage, après vingt-trois ans de divorce, d'obliger les responsables politiques à s'accorder sur l'essentiel quand il s'agit de l'intérêt général et de l'avenir de la France. »

« LA LETTRE DE LA NATION » : un réflexe de rejet.

Dans la Lettre de la Nation du lundi 11 mai, Pierre Charpy écrivait : *« L'élection présidentielle est d'abord le choix d'un homme, avant même d'être le choix de sa politique. Le choix, c'est forcément un rejet. Et c'est sur le rejet d'un homme que c'est joué le second tour de cette élection. Jamais la formule classique du scrutin majoritaire à deux tours, « au second, on élimine », ne s'était révélée aussi juste.*

» Jacques Chirac a fait tout ce qu'il a pu pour neutraliser ce réflexe de rejet et sa candidature a même réussi à fixer dans le camp du candidat sortant des suffrages qui s'envolaient ailleurs. »

Dans l'organe officiel du R.P.R. de mardi, Pierre Charpy revient sur l'analyse du scrutin en écrivant :

« L'électorat de M. Mitterrand aurait-il le monopole de la jeunesse, du travail, de la création et du renouveau ? Le P.C. revendique déjà depuis longtemps le monopole des travailleurs. Cela fait vraiment beaucoup et François Mitterrand serait plus près de la vérité s'il se contentait de dire que sa victoire est celle de la déception.

» C'est bien pourquoi elle risque d'être de courte durée. Un réflexe de rejet ne crée pas nécessairement une dynamique. En l'occurrence, c'est d'autant plus douteux qu'aux élections législatives prochaines, les socialistes vont retrouver tous leurs problèmes habituels avec les communistes. »

M. BARRE : je n'aspire pas à devenir un chef de parti

Dans une déclaration, publiée le mardi 12 mai par les quotidiens de la région lyonnaise, M. Raymond Barre confirme son intention de participer activement à la campagne pour les élections législatives et fait comprendre qu'il se représentera dans la quatrième circonscription du Rhône où il avait été élu en 1978, avec le soutien du R.P.R. Il dénonce également, comme il l'avait fait dès lundi matin, l'attitude de M. Chirac, sans toutefois nommer le maire de Paris : *« Ceux qui prétendaient conduire la France vers une troisième voie peuvent aujourd'hui mesurer la responsabilité qu'ils ont prise*, dit-il notamment. *Dès que j'aurai cessé mes fonctions, je reprendrai à Lyon l'action politique nécessaire pour éviter à la France l'avènement d'un système politique, économique et social soumis à l'emprise communiste. »* M. Barre ajoute : *« Le respect du choix des Français et la loyauté à l'égard de nos institutions ne doivent entamer ni notre vigilance ni notre résolution. Dans les élections législatives à venir, il faut une large entente des républicains pour la liberté et le progrès, à Lyon, dans le Rhône-Alpes, comme dans toute la France. Ainsi pourrons-nous sauvegarder dans l'avenir, la Ve République. »*

D'autre part, interrogé sur la déclaration qu'il avait faite le matin, à l'hôtel Matignon (*le Monde* du 12 mai), le premier ministre a déclaré, lundi soir, à l'Elysée, après un entretien avec M. Giscard d'Estaing : *« Je ne suis pas un homme de parti. Je n'aspire pas à devenir un chef de parti. Si les gens ne l'ont pas encore compris, c'est bien malheureux. »*

M. LECANUET : l'U.D.F. propose un accord de désistement au R.P.R.

M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., a rendu publique, lundi 11 mai en début de soirée, la déclaration suivante : *« Les divisions de la majorité ont entraîné l'échec de son candidat au second tour de l'élection présidentielle : ces divisions ne sont pas de notre fait. Elles doivent être dénoncées pour le passé et elles doivent cesser pour l'avenir. L'U.D.F. tient à rendre hommage à l'action qu'a menée Valéry Giscard d'Estaing face aux difficultés nées de la crise économique internationale.*

» Une nouvelle bataille politique va s'engager, celle des élections législatives du mois prochain. Pour éviter le risque d'une majorité socialiste et communiste dans la future Assemblée, l'U.D.F. entend se mobiliser dans la clarté et l'efficacité.

» La clarté commande que l'U.D.F. présente dans chaque circonscription un candidat qui exprimera ses réactions démocrates et sociales et qui se situera résolument au centre de la vie politique française. L'efficacité exige que ne se renouvellent pas au deuxième tour des élections législatives les fautes qui ont provoqué l'échec du deuxième tour de l'élection présidentielle.

» L'U.D.F. combattra pour gagner. Elle propose au R.P.R. qu'un accord de désistement réciproque soit d'ores et déjà décidé pour le second tour. Ce désistement devra être automatique et sans arrière-pensée, c'est-à-dire qu'il devra comporter une mobilisation ardente, sincère et efficace en faveur de celui qui sera arrivé en tête au premier tour. »

M. GANTIER (U.D.F.) : des contradictions.

M. Gilbert Gantier, député U.D.F. de Paris, conseiller de Paris : *« Le succès de M. François Mitterrand ne m'a pas surpris. Il confirme la condamnation d'un certain style de gouvernement des hommes que de nombreux élus percevaient et dénonçaient. Mais il ne doit pas faire oublier l'étendue des contradictions devant lesquelles se trouve désormais le nouveau président de la République.*

» La France a poursuivi ces dernières années de réels progrès économiques et sociaux malgré la crise mondiale. Les électeurs qui ont fait basculer hier la majorité le savent et n'appellent certainement pas de leurs vœux les réformes hasardeuses que voudraient entreprendre le parti communiste et un certain nombre de socialistes.

» Les élections législatives devront donc apporter au nouvel élu de la nation un message clair sur le programme de gouvernement qu'attend le pays. C'est en ce sens que devra être orientée la prochaine campagne électorale si l'on veut éviter que les contradictions internes ne débouchent un jour sur de dramatiques affrontements. »

UN « APPEL PRESSANT » DE M. PINTON

M. Michel Pinton, délégué général de l'U.D.F., avait publié auparavant la déclaration suivante : *« Une bataille s'achève dans laquelle des milliers de Français se sont engagés et mobilisés avec ferveur et enthousiasme derrière Valéry Giscard d'Estaing.*

» Aujourd'hui, une autre bataille commence. Afin que son enjeu soit clair, je me fais l'interprète de centaines de milliers de militants courageux et dévoués et de millions de Français, et je lance à Valéry Giscard d'Estaing un appel pressant pour qu'il prenne la tête du grand rassemblement qui réunira avec l'U.D.F. tous ceux qui partagent l'idéal de liberté, de justice qui a été et reste le nôtre pour la démocratie française. »

● *M. Alain Poher*, président du Sénat, a envoyé à M. François Mitterrand un télégramme dans lequel il lui adresse au nom du Sénat, *« ses déférentes félicitations ». « Au moment*, déclare-t-il, *où va s'ouvrir votre septennat je forme des vœux pour le bon fonctionnement de nos institutions républicaines et je souhaite à la France une ère de dialogue et de paix. »*

● *M. Jacques Chaban-Delmas*, président de l'Assemblée nationale, a déclaré lundi à Bordeaux que pour gagner les prochaines élections législatives *« il fallait rétablir l'union de la majorité comme en 1978 »*.

« Il faudra ensuite la maintenir », a-t-il ajouté. *« C'est ce à quoi je m'emploierai. »* Il réclame le concours de *« tous ceux qui veulent sauvegarder les institutions et acquis de la Ve République que nous devons au général de Gaulle »*.

● *L'Organisation communiste des travailleurs : « Il s'agit de transformer ce succès électoral en une puissante dynamique, pour que dans les villes, dans les entreprises, nous puissions arracher nos revendications à un patronat bafoué mais toujours tenace. (...) Pour que cette volonté reçoive ailleurs le meilleur écho, il est indispensable que se forment pour les législatives anticipées de larges listes de révolutionnaires. »*

● *Le Mouvement d'écologie politique* (M.E.P.) souligne que si M. Mitterrand refuse l'abandon de l'arme nucléaire et l'arrêt de la construction du surrégénérateur que réclament les écologistes, en revanche, *« sur les problèmes de liberté et de démocratie »*, le pré- *liberté et de démocratie »*, le président élu *« a pris des engagements positifs ». « Aussi*, ajoute le M.E.P., *dans la période qui s'ouvre, les écologistes ne doivent en aucun cas pratiquer la politique du pire. »*

● *Plusieurs anciens animateurs de la liste Europe-Ecologie*, constituée pour l'élection européenne de juin 1979 — Mme Solange Fernex, M. Jean-Claude Delarue, Mme Denise Viale, M. Philippe Desbrosses, Mme Laure Schneiter, M. Didier Anger, — demandent au président élu qu'il les *« invite à débattre »* du problème nucléaire *« au même titre que les partenaires sociaux »*.

Les cinq leçons du vote des jeunes

Grâce à l'abaissement de l'âge de la majorité électorale, deux millions quatre cent mille Français de moins de vingt et un ans — leur nombre est difficile à chiffrer exactement — avaient, pour la première fois, à élire un président de la République. Leur vote a-t-il contribué au succès de M. Mitterrand ? M. Giscard d'Estaing doit-il regretter, d'un strict point de vue électoral, de leur avoir donné voix au chapitre ?

La première leçon du scrutin est que les jeunes se sont inscrits en plus grand nombre sur les listes électorales. En 1978, dernières élections importantes, à peu près un quart des électeurs de moins de vingt et un ans (24,2 %) ne l'avaient pas fait. Cette fois, ils ne sont qu'environ 16 % (selon le ministère de l'intérieur, il y a eu dans cette tranche d'âge 2 028 912 inscrits), une proportion néanmoins supérieure au taux de non-inscription global (7 % environ). Si le nombre d'abstentionnistes est impossible à évaluer pour l'instant, on peut penser qu'il est moindre qu'en 1978, les scrutins présidentiels favorisant une participation élevée. Lors des dernières élections législatives, la proportion des abstentionnistes de moins de vingt et un ans était de l'ordre du quart, taux plus élevé que la proportion globale d'abstentions.

La deuxième leçon du vote des jeunes est que les électeurs de moins de vingt et un ans ont nettement favorisé la gauche. Un sondage IFOP-*le Point* réalisé après le premier tour donne à propos des votes émis le 26 avril les résultats suivants : Mitterrand, 23,4 % (1) ; Chirac, 15,4 % ; Giscard d'Estaing, 10,9 % ; divers gauche (Crépeau, Laguiller, Bouchardeau), 9,6 % ; *Marchais*, 8,7 % ; Lalonde, 4,9 % ; divers droite (Debré, Garaud), 3 % ; non réponse, 24,1 %. Selon ces chiffres, le total des voix recueillies par la gauche atteint 41,7 % contre 29,3 % à l'ex-majorité (sondage réalisé les 27 et 28 avril sur 1 892 électeurs de dix-huit ans et plus).

Le troisième enseignement du scrutin est la chute brutale du parti communiste. Après les élections législatives, un sondage Sofres publié par *le Nouvel Observateur* du 24 avril 1978 avait montré que les dix-huit/vingt-quatre ans avaient voté davantage en faveur du parti communiste que pour les socialistes et les radicaux de gauche (28 % contre 25 %). L'écart, qui n'est qu'un ordre de grandeur, est cette fois de près de quinze points entre Mitterrand et Marchais. On peut penser que les campagnes du P.C. contre la drogue et les immigrés ont eu un effet beaucoup plus négatif que chez les adultes sur un électorat plus généreux et plus sensible à l'évolution des mœurs. Le net recul du P.C.F. parmi les jeunes rappelle celui qui avait suivi mai 1968. Les communistes avaient mis dix ans à remonter la pente, avant de commencer à décliner aux élections européennes de 1979.

La quatrième leçon du scrutin est le recul des giscardiens par rapport aux chiraquiens. Le sondage Sofres-*Nouvel Observateur* de 1978 accordait 17 % des voix des dix-huit/vingt-quatre ans à l'U.D.F. et 15 % au R.P.R. Cette fois, il s'agit toujours d'un ordre de grandeur, M. Chirac devance M. Giscard d'Estaing de quatre points et demi chez les moins de vingt et un ans interrogés par l'IFOP. La campagne du président sortant sur l'emploi des jeunes n'a eu — si elle en a eu — qu'un effet très limité.

Accentuation

Le cinquième et dernier enseignement du scrutin est que les jeunes ont davantage résisté que l'électorat global à la tentation du vote utile. L'IFOP crédite M. Crépeau et Mmes Bouchardeau et Laguiller de 9,6 % des voix au total contre 4,5 % dans l'ensemble de l'électorat. De même, Mme Garaud et M. Debré obtiennent-ils sous l'étiquette divers droite 3 % des voix, contre 2,4 % pour l'ensemble de l'électorat. Cette valorisation des « petits candidats » favorise aussi M. Lalonde, que l'IFOP crédite de 4,9 % des suffrages contre 3,1 % dans l'ensemble de l'électorat. Les jeunes manifestent traditionnellement de cette manière le refus de la politique politicienne et leur désir « d'autre chose ». Cette tendance favorise généralement les écologistes et extrême gauche. Le premier tour ne la dément pas.

Les études auxquelles se livrent actuellement les instituts de sondage montreront probablement que les jeunes ont surtout favorisé au deuxième tour M. Mitterrand, *ce qui n'est pas une* surprise. En revanche, elles pourraient déceler une participation inhabituelle dans cette partie de l'électorat. Surtout, le vote des jeunes tel qu'il s'est exprimé au premier tour traduit en les accentuant les deux traits marquants du scrutin : le net recul des communistes à gauche et la remontée de M. Chirac au sein de l'*ex-majorité*.

BERTRAND LE GENDRE.

(1) Ce chiffre est inférieur au pourcentage des voix recueillies effectivement par M. Mitterrand dans l'électorat global au premier tour (25,84 %), car il s'agit d'un sondage qui fait apparaître une forte proportion de non réponse (24,1 %). Pour cette raison, les résultats de ce sondage doivent être appréciés comme des tendances et non comme le reflet des votes effectivement émis.

La situation outre-mer

Un raz de marée à contre-courant

M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, a estimé, lundi 11 mai, que les électeurs des DOM-TOM, en accordant « massivement » leurs suffrages au président sortant, ont confirmé leur « volonté, claire et ferme, de poursuivre outre-mer la construction d'une société toujours plus française ».

M. *Aimé Césaire, député apparenté socialiste de* la Martinique, maire de Fort-de-France, a qualifié d'« événement historique de portée mondiale » l'élection de M. Mitterrand à la présidence de la République. « Aujourd'hui, 10 mai 1981, la France entière danse place de la Bastille comme le 14 juillet 1789 les Français dansaient sur les ruines de la monarchie écrasée », a-t-il notamment déclaré, dimanche soir, du balcon de l'hôtel de ville *de Fort-de-France. M. Max Elizé, conseiller général, mandataire* martiniquais de M. Giscard d'Estaing, a indiqué, pour sa part : « M. Mitterrand a promis qu'il tiendrait compte de la volonté des Martiniquais quant au statut qu'ils souhaitent. La réponse est claire dès aujourd'hui, elle le sera sans doute aussi aux législatives. Le nouveau président de la République ne pourra pas renier sa parole. »

A la Réunion, M. Pierre Lagourgue, député U.D.F., président du conseil général, a exprimé, lui aussi, son intention de « mener le combat pour conserver aux DOM-TOM le statut départemental ».

Outre-mer, le succès remporté par M. Giscard d'Estaing atteint une ampleur telle que l'ensemble des formations politiques comparent ce phénomène à un « raz de marée ».

Après avoir balayé M. Jacques Chirac, au premier tour, dans chacun des cinq départements (*Guadeloupe*, Guyane, Martinique, la Réunion, Saint-Pierre-et-Miquelon), des trois territoires du Pacifique (Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna, Polynésie), et dans la collectivité territoriale de Mayotte, cette vague déferlante a permis au président sortant de réaliser, au second tour, des scores sans appel pour M. Mitterrand.

M. Giscard d'Estaing recueille 63,17 % des suffrages exprimés à la Réunion, 65,50 % en Nouvelle-Calédonie, 66,35 % en Guyane, 69,47 % à Saint-Pierre-et-Miquelon, 78,71 % *en Polynésie*, 78,48 % à la Guadeloupe, 80,56 % à la Martinique, 89,93 % à Mayotte. C'est à Wallis-et-Futuna que M. Giscard d'Estaing obtient son meilleur résultat national : 97,68 % des suffrages exprimés. Soit, au total, 335 878 voix sur 487 430 suffrages exprimés, c'est-à-dire 68,98 % de ceux-ci.

Les électeurs chiraquiens lui ont accordé partout leurs suffrages, sauf en Polynésie où certains d'entre eux ont préféré *s'abstenir*, épousant en la circonstance la mauvaise humeur de leur chef de file, M. Gaston Flosse, député R.P.R. de la deuxième circonscription, *en conflit* avec les dirigeants de la majorité giscardienne locale, et qui n'avait donné aucune consigne de vote pour le deuxième tour.

Les résultats de M. Mitterrand sont toutefois moins dérisoires que ceux du 26 avril, où il n'avait recueilli que 50 533 voix, soit à peine 11,63 % des suffrages exprimés. Cette fois, grâce à une meilleure mobilisation de la gauche antillaise et guyanaise, grâce aussi au soutien du parti communiste réunionnais, qui avait appuyé M. Marchais, le candidat socialiste triple son score du premier tour en recueillant 151 554 suffrages au total, *soit* 31,09 % des exprimés : 2,31 % à Wallis-et-Futuna, 10,06 % à Mayotte, 19,43 % en Martinique, 21,[illegible] % en *Guadeloupe*, 23,28 % *en Polynésie*, 33,84 % en Guyane, 34,94 % à Saint-Pierre-et-Miquelon et en Nouvelle-Calédonie. C'est à la *Réunion* que *M.* Mitterrand obtient son résultat le plus consistant : 36,82 % des suffrages exprimés (61 904 voix). Il ne l'emporte sur le président sortant que dans la circonscription néo-calédonienne des îles Loyauté et de la côte est, où les électeurs mélanésiens, dans leur majorité, l'ont préféré à son adversaire 8 728 voix contre 5 490. En revanche, *dans la circonscription de Nouméa*, où prédomine la population non mélanésienne, il n'obtient que 9 311 voix contre 28 760 à *M. Giscard d'Estaing.*

Dans l'opposition sans l'avoir voulu !

Comme le faisaient naguère les gaullistes à chaque compétition électorale entre la droite et la gauche, les giscardiens ont, à leur tour, réduit le *face-à-face* du second tour — avec l'aide complaisante des principaux médias locaux — à un vote pour ou contre *le maintien de l'appartenance* à la France de ces terres lointaines, pour ou contre l'indépendance. Ces stratèges jugent donc les résultats du scrutin à l'aune de cette simplification abusive et en concluent au rejet massif des thèses indépendantistes. Leur tâche a été facilitée par l'absence, en ces régions, du parti socialiste, dont ils ont à loisir caricaturé les propositions de décentralisation, aidés en cela, il est vrai, par l'appui apporté, ici ou là, au P.S. par des forma*tions autonomistes dont* les programmes débouchent souvent sur la revendication de l'indépendance. Pourtant, sur le fond, la *doctrine de M. Mitterrand est* identique à celle de M. Giscard d'Estaing : tous deux ne *font* qu'affirmer le droit à l'autodétermination des DOM-TOM.

Mais la victoire totale de M. Giscard d'Estaing outre-mer tient aussi à des considérations moins politiques. Il est désormais établi, en effet, que les tenants de la majorité locale *n'ont pas lésiné sur l'utilisation* de certaines vieilles recettes électoralistes pour « guider » le « choix » de certains citoyens, *notamment aux Antilles : déblocage* opportun de prestations familiales, distribution de primes aux agriculteurs et autres générosités dénoncées par les comités de soutien au candidat socialiste. *« Comment appelle-t-on cela ?* demande le secrétaire général du parti progressiste martiniquais, M. Camille Darsières, dans le numéro du 6 mai de l'organe de sa formation. *Corruption ? Fraude ? Pressions ? En tout cas, pour sûr, c'est une honte. »*

En revanche, il n'a pas été *prouvé que les opérations de vote* aient été entachées d'irrégularités caractérisées, contrairement aux accusations lancées après le *premier tour par M. Defferre, qui* avait parlé de « trucages ». Aucune plainte n'a, pour le moment, été déposée. Quoi qu'il en soit, les *départements et les territoires* d'outre-mer se retrouvent, aujourd'hui, dans une situation politique fort singulière. C'est au *nom de la continuité et de la sé*curité que les électeurs, dans leur grande majorité, ont mis fin au règne gaulliste et opté, aux dépens de M. Chirac, pour le président sortant, parce que celui-ci incarnait la légitimité. Et voilà que la légitimité nationale devient socialiste ! Voilà que le « raz de marée » giscardien intervient à contre-courant du changement *politique national !* Les DOM-TOM avaient délibérément décidé de devenir, dans la majorité, les plus légitimistes des terres françaises et voilà que, sans l'avoir voulu, ils se retrouvent dans l'opposition en apparaissant *comme les principaux* bastions du pouvoir déconfit.

Il en résultera, assurément, des traumatismes divers, dont les conséquences politiques demeurent, pour l'instant, imprévisibles.

ALAIN ROLLAT.

هكذا من الأصل

L'ÉLECTION DE M. MITTERRAND

Les réactions dans la presse et à la télévision

A PARIS

LE MATIN : à chacun sa hache de guerre.

« Dans les états-majors politiques, les considérations tactiques l'ont très rapidement emporté sur les discours hugoliens et l'aspect émotionnel des premières heures qui suivirent l'élection de François Mitterrand. (...) Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac et peut-être Raymond Barre sont désormais lancés dans une course de vitesse où tous les coups seront permis, et n'ont plus qu'une seule idée en tête : savoir qui demain s'imposera comme leader d'une opposition conservatrice. Peut-être aucun des trois, les divisions l'emportant sur les thèmes de rassemblement. En tout cas, chacun a déterré sa hache de guerre. »

FRANCE-SOIR : épreuve de force.

« Paradoxalement, l'intérêt politique est moins aujourd'hui du côté de la gauche victorieuse que du côté de la majorité présidentielle sortante, traumatisée sous le choc de l'adversité.

» Va-t-elle, cette majorité sortante, opposer à la force tranquille de François Mitterrand une faiblesse fiévreuse ?

» C'est bien pour ressaisir ses amis désemparés — ou, plus précisément, ses fidèles — que Valéry Giscard d'Estaing a fait annoncer, hier, en fin d'après-midi, qu'il prendra la tête d'un rassemblement démocratique au centre de la vie politique française, dès son départ de l'Elysée (...). Jacques Chirac s'était empressé de prendre date de son côté en proposant, dès hier matin, de reconstituer l'unité des giscardiens et des gaulliste (...) Une nouvelle, une implacable épreuve de force s'amorce entre Giscard et Chirac. »

(PIERRE SAINDERICHIN.)

L'HUMANITE : redistribution des forces à droite.

« A l'U.D.F., le premier ministre n'est pas le seul à fourbir ses armes et à rompre des lances avec M. Chirac. Celui-ci serait « fautif ». Or chacun sait qu'il invita à voter Giscard d'Estaing au second tour. La perspective, aujourd'hui, est à une redistribution des forces à l'intérieur de la droite. Les dirigeants giscardiens s'y préparent (...). Pour faire accepter J. Chirac, pour qu'il ne soit pas contesté par des partisans giscardiens pour le moins amers, l'entourage du maire de Paris insiste non seulement sur la responsabilité personnelle du président sorti dans son échec, mais renverse la critique en se donnant le beau rôle (...). Toujours à la recherche d'une virginité politique, les chiraquiens tentent de dégager leur responsabilité dans le bilan giscardien. Mais ils sont discrédités et disqualifiés : leurs votes au Parlement attestent de leur soutien jusqu'au dernier moment au giscardisme, et le ralliement de J. Chirac et des députés R.P.R., dimanche dernier, a souligné leur double jeu. »

(MAGALI JAUFFRET.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : le centre libéral.

« Plus rien — sauf éventuellement, s'ils le veulent, des alliances locales entre élus R.P.R. et U.D.F. — ne peut plus unir Chirac et Giscard. Prenant de vitesse son adversaire, Giscard a rompu toute chance de dialogue, toute chance de collaboration avec le R.P.R. Il a choisi la liberté. Le centre libéral jouera cavalier seul. Tout au plus respectera-t-il le jeu éventuel des désistements, selon l'opportunité, comme sous la IVe République (...).

» Dès à présent, Giscard prend date pour se poser en recours à l'échec d'une majorité socialo-communiste. Non pas recours au sens chiraquien ou gaulliste du mot, c'est-à-dire au sens absolu et dramatique, mais recours au sens relatif et paisible, comme allié possible d'un parti socialiste qui aurait échoué dans sa collaboration avec le P.C. ou qui chercherait à nouer une coalition sur sa droite. Giscard a décidément de la suite dans les idées : ce rêve qu'il n'a pu réaliser alors qu'il était chef de la majorité, voilà qu'il le caresse de nouveau, une fois dans l'opposition. »

(PHILIPPE TESSON.)

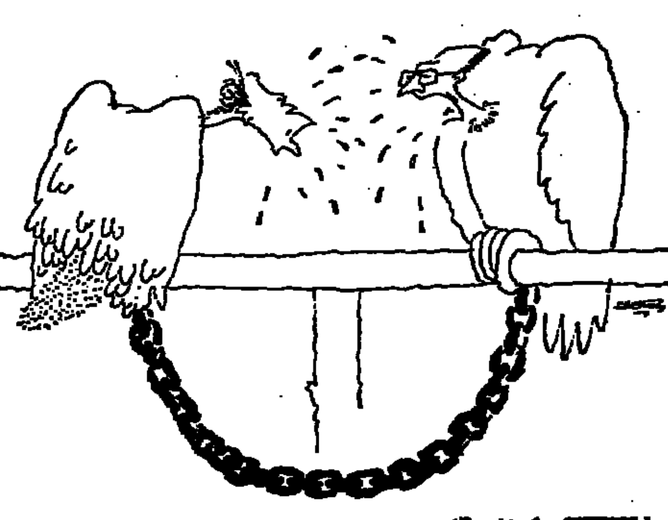
LE FIGARO : laissons les morts enterrer les morts.

« Dans des conditions affreusement difficiles, il faut gagner les élections législatives de juin. Il n'y a pas d'autre chemin pour y parvenir que l'union de tous ceux qui refusent catégoriquement le collectivisme d'inspiration marxiste désormais à nos portes.

» Il n'est plus tolérable d'entendre les partisans de M. Giscard d'Estaing jeter l'anathème contre M. Jacques Chirac. Il n'est plus tolérable d'entendre les partisans de M. Chirac jeter l'anathème contre M. Giscard d'Estaing. Le passé ne nous intéresse plus. Laissons les morts enterrer les morts. Regardons vers l'avenir.

» Ces querelles criminelles ont porté à la tête de la Ve République son adversaire le plus constant. Tous ceux qui veulent une France indépendante, libérale et puissante doivent rejeter les divisions et ceux qui les entretiennent. »

(JEAN D'ORMESSON.)



(Dessin de CHENEZ.)

Les sondages

LA SOFRES, ELLE AUSSI AVAIT VU JUSTE

Comme la plupart des principaux instituts de sondage, la SOFRES avait vu juste. Sa dernière enquête sur les intentions de vote des Français, que la loi interdisait de publier, indiquait, le vendredi 8 mai, que M. Mitterrand recueillerait en métropole 52 % des suffrages exprimés contre 48 % à M. Giscard d'Estaing. Dès la fin de l'après-midi, dimanche 10 mai, les premières estimations confirmaient cette prévision. A 18 h. 30, la SOFRES annonçait 51,1 % pour M. Mitterrand et 48,9 pour M. Giscard d'Estaing, puis, à 18 h. 36, 51,7 % contre 48,3 % ; à 18 h. 42, 52,1 % contre 47,9 % ; à 19 h. 7, 51,6 % contre 48,4 %.

Cette opération « estimations » de la SOFRES mobilisait quatre cents personnes, dont deux cent cinquante-trois étaient chargées de « saisir l'information », au cours des opérations de dépouillement, dans deux cent cinquante-trois bureaux de vote situés dans neuf zones géographiques du territoire national.

● RECTIFICATIF : Dans la dernière phrase de la déclaration de M. Mitterrand (*le Monde* du 12 mai, page 11), il fallait lire : *« Au-delà des luttes politiques, de nos contradictions* (et non : des contradictions), *c'est à l'histoire qu'il appartient maintenant de juger chacun de nos actes. »*

RETROUVAILLES

« Giscard-Chirac : les retrouvailles » : dès le 30 avril une couverture claironnante du Figaro-Magazine avait annoncé dans quel sens soufflait le vent de l'histoire pour la future ex-majorité.

Chaque heure qui passe, depuis l'élection de M. Mitterrand, confirme que les deux hommes qui se partagent l'électorat de droite sont prêts à se retrouver : au tournant.

BRUNO FRAPPAT.

● *Le Syndicat général des journalistes Force ouvrière*, dans un communiqué daté 11 mai, souhaite que le président élu prenne des mesures pour assurer le pluralisme *« sans préjudice des actions législatives et du développement d'une véritable négociation avec les patrons de presse ».*

» Le syndicat se déclare prêt à apporter son concours à l'élaboration et à la mise en place des mesures propres à assurer une information honnête et pluraliste. »

Pour le S.G.J.-F.O., conclut le communiqué, *« l'indépendance syndicale, particulièrement dans la profession, demeure le garant de l'indépendance du métier et du respect de la déontologie ».*

EN PROVINCE

Dans le fief de la gauche que représentent le Nord et le Pas-de-Calais, *LA VOIX DU NORD* écrit : *« L'on sait aujourd'hui avec quasi-certitude qu'un bon report des voix s'étant portées au premier tour sur le maire de Paris aurait permis la victoire du citoyen-candidat. Il n'en a rien été. (...) Autant dire que le divorce est aujourd'hui total au sein de la majorité parlementaire et que cette situation ne présage rien de bon pour elle dans la perspective des élections législatives. Mais la famille giscardienne, visiblement, s'est rapidement ressaisie, et c'est peu dire que la virulence de la riposte est à la mesure du temps de réflexion qu'elle s'est accordé... »*

Pour *NORD-ECLAIR*, citant la formule de M. Jacques Delors : *« Notre problème sera de n'en faire ni trop ni trop peu », cette phrase résume mieux que tous les longs discours et que les hypothèses à perte de vue la situation dans laquelle vont se trouver dans quelques jours François Mitterrand et ses amis (...) Dans le branle-bas des nouveaux affrontements qui se préparent et qui risquent une fois de plus d'entraîner des simplifications abusives, il n'appartient pas aux seuls socialistes de se déterminer et de clarifier leur attitude. Ils détiennent une carte maîtresse. Avec qui pourront-ils le mieux maintenant en faire ni trop ni trop peu ? »*

NORD-MATIN (socialiste) précise pour sa part : *« On avait assez crié dans l'ex-majorité à la catastrophe financière pour qu'il soit encore souligné que la suspension des cours à la Bourse de Paris, hier, ne représente qu'une bien faible bourrasque par rapport aux remous que lui ont déjà infligés les opérateurs ces dernières années. Bien accueillie par l'opinion internationale, l'élection de François Mitterrand ne soulève en fin de compte aucune de ces suspicions que promettait l'ex-majorité. »*

Et le journal communiste *LIBERTE* publie l'éditorial de M. Roland Leroy dans *l'Humanité* et une déclaration de M. Gustave Ansart, député du Nord, membre du bureau politique, qui indique : *« Chacun aura remarqué que c'est dans les endroits où les communistes ont la plus forte influence que les résultats sont les plus impressionnants à la fois dans le Nord et dans le Pas-de-Calais. Oui, il y a un grand avenir possible pour notre région en valorisant sans attendre ses richesses : charbon, sidérurgie, textile, automobile, et en défendant l'indépendance de la France contre la politique antinationale des trusts et la politique européenne d'abandon (...). »*

Dans l'Ouest, les journaux évoquent déjà la perspective des élections législatives. *LE COURRIER DE L'OUEST* écrit sous la plume d'Alain Danjou : *« Le P.C.F. est bien décidé à faire payer cher le soutien qu'il a apporté à François Mitterrand au second tour des présidentielles. François Mitterrand peut toutefois escompter que sa dynamique présidentielle profitera aux candidats socialistes. »*

Dans *OUEST-FRANCE*, Paul-Jacques Truffaut affirme : *« C'est plutôt Giscard qui a perdu que Mitterrand qui a gagné »*, et constate : *« L'alternance a eu lieu. La Ve République la permet. C'est peut-être fâcheux aux yeux de certains mais c'est rassurant. A vingt-trois ans, la Ve République a subi victorieusement une épreuve de maturation. »*

A la une de *PRESSE-OCEAN* ces titres : *« Le nouveau président au travail », « la Bourse s'affole », « Giscard prêt à repartir en campagne ».*

Dans son billet « Espoirs et réalités » René Lombard note : *« Une prudence extrême, quasiment conservatrice, devra conduire les premiers pas du gouvernement socialiste au risque de se déjuger aux yeux des militants. Il y aura des moments difficiles une fois les lampions éteints. »*

LE TELEGRAMME DE BREST souligne à propos des législatives : *« La majorité sortante engage la bataille dans la désunion. »* Dans son commentaire, Gérard Badel considère que *« les rancœurs héritées de l'élection présidentielle risquent fort de gêner encore les reports de voix qui se sont si mal faits dimanche pour M. Giscard d'Estaing ».*

En Aquitaine, *SUD-OUEST* estime que le président élu dispose d'atouts importants. *« En premier lieu d'une équipe populaire, d'autant plus puissante qu'elle incarne le changement. Il pourra compter aussi sur une certaine coopération des communistes, quelles que soient leurs arrière-pensées*, dit André Manon. *Après son échec électoral, le P.C. n'a pas intérêt à brusquer ses exigences et à prendre ouvertement l'initiative de conflits sociaux. Plus généralement le président élu peut spéculer sur la compréhension des syndicats, au moins jusqu'aux législatives (...). Un autre atout de François Mitterrand sera probablement le désarroi dans lequel se trouve l'ancienne majorité. Il faudra beaucoup de sagesse et de ténacité pour que celle-ci retrouve son unité, comme le souhaite Jacques Chaban-Delmas (...). L'U.D.F. est en proie à des forces centrifuges désagrégeantes. »*

« Quelle que soit la décision de Giscard il apparaît que la reconstitution de l'unité de l'ancienne majorité ne sera pas aisée, et qu'il lui sera encore moins facile de s'entendre sur un programme cohérent susceptible de poser une option claire face à celle des socialistes. »

LA NOUVELLE REPUBLIQUE DU CENTRE-OUEST est sévère à l'égard du président sortant : *« Giscard aura eu*, note Michel Guérin, *le grand tort de se contenter de quelques réformes de société groupées dans les premières années de sa présidence. Il n'aura pas saisi que les problèmes des Français évoluaient avec l'aggravation de la crise. L'erreur du président sortant aura été de donner la priorité à la continuité alors qu'avec la crise grandissait le désir de changement et le sentiment de l'injustice »*. Et Jean-François Couvrat a ce mot : *« Dans l'ex-majorité, avec MM. Giscard d'Estaing, Raymond Barre et Jacques Chirac, « c'est le trop-plein de recours. »*

LA REPUBLIQUE DU CENTRE titre aussi sur les difficultés de l'ex-majorité : *« Reproches et ambitions »*. André Peyre revient sur la victoire de la gauche : *« A l'inverse de ce que certains imaginaient, les Français ont fourni la démonstration de leur maturité politique. En dépit des pressions, des martèlements de la propagande, ils ont su exorciser les fantasmes de la peur et préserver leur libre arbitre face aux vieux poncifs électoraux. »*

Le paradoxe alsacien

Le paradoxe d'une Alsace (où M. Giscard d'Estaing a toujours fait des scores élevés), entrée dans l'opposition présidentielle tout en demeurant, dans l'immédiat, dans la majorité législative, est le thème commun des éditoriaux des trois grands quotidiens des départements rhénans. Sous le titre : *« L'Alsace, un futur bastion de l'opposition ? », LE NOUVEL ALSACIEN* se demande ce que va devenir cet électorat traditionnellement légitimiste *« sans figure de proue au niveau national à laquelle il puisse s'identifier, comme il avait l'habitude de le faire, sans aussi de leader incontesté au plan régional »*, et estime qu'il va se *« désagréger »* tout comme l'U.D.F., *« voué à redevenir des « frères séparés », après avoir été réunis par Valéry Giscard d'Estaing ».*

Pour leur part, les *DERNIERES NOUVELLES D'ALSACE* constatent que *« l'Alsace, tout en donnant un coup de pouce à François Mitterrand, est restée profondément modérée »* et s'interrogent également : *« Comment la province va-t-elle pouvoir assumer son légitimisme d'antan ? »*

Quant à *L'ALSACE*, elle croit pouvoir donner un début de réponse. Sous le titre : *« Une majorité à gagner »*, son éditorialiste pense qu'*« il existe en Alsace une majorité de réserve »*, et ajoute : *« François Mitterrand et les socialistes alsaciens peuvent la conquérir si la minorité qu'ils représentent encore aujourd'hui tient compte des légitimes aspirations de tous les Alsaciens ».*

RECTIFICATIFS

● *A Brive* (Corrèze), à la suite d'une erreur de comptage dans un bureau de vote, les résultats sont ainsi modifiés : M. Mitterrand, 16 057 voix (58,11 %) et M. Giscard d'Estaing, 11 573 (41,8? %).

● *A Chilly-Mazarin* (Essonne), M. Mitterrand est arrivé en tête avec 4 544 voix (soit 54,71 %) et non M. Giscard d'Estaing, qui a recueilli 3 761 suffrages. Cette inversion a entraîné une erreur (en page 33) : dans cette commune, le total des voix de gauche du premier tour était inférieur et non supérieur au score réalisé le 10 mai par M. Mitterrand.

● *A Montpellier (Hérault)*, les scores respectifs des deux candidats ont été inversés. Il fallait lire : M. Mitterrand, 44 337 (51,68 %) ; M. Giscard d'Estaing, 41 443 (48,31 %).

● *A Saint-Maur-des-Fossés.* — Contrairement à ce que nous avons écrit dans *le Monde* du 12 mai dans l'article « la Ceinture rouge vire au rose », la ville de Saint-Maur-desFossés, dans le Val-de-Marne, dont le maire est M. JeanLouis Beaumont, député non inscrit proche de la majorité parlementaire, n'a pas donné al majorté à M. Mitetrrand, le 10 mai. Le résultat précis publié page 18 précisait d'ailleurs que M. Giscard d'Estaing avait obtenu à Saint-Maur-des-Fossés 23 761 voix et M. Mitterrand 17 499.

● *A Tarbes* (Hautes-Pyrénées), la préfecture a diffusé des résultats ainsi rectifiés : inscr., 33 755 ; vot., 28 260 ; suffr. expr., 25 599 ; MM. Mitterrand, 15 286 (59,71 %) ; Giscard d'Estaing, 10 313 (40,28 %).

● *Dans le graphique consacré « : abstentions enregistrées lors des précédents scrutins (le Monde* du 12 mai, page 33) manquaient les « cheminées » relatives au second tour de l'élection présidentielle de 1965, 1969 et 1974 (15,67 %, 31,14 % et 12,66 % d'abstentions).

Les journalistes S.N.J. de l'ex-O.R.T.F. demandent une redéfinition du rôle de l'audiovisuel

Le comité de liaison des sections du Syndicat national des journalistes (S.N.J.) de l'audiovisuel — qui regroupe notamment les personnels de sociétés issues de l'O.R.T.F. — a publié un communiqué au lendemain de l'élection présidentielle.

« *Ce changement*, déclare le texte, *peut être l'occasion d'importantes mutations à la radio et à la télévision. Depuis vingt ans, l'audiovisuel et, particulièrement, l'information ont été colonisés par des groupes d'intérêts partisans. La création radio et la création télévisée se sont considérablement amoindries, l'action audiovisuelle internationale de la France a fondu sous les coupes budgétaires. Les textes garantissant l'indépendance des journalistes de la radiotélévision ont été vidés de leur substance. (...)*

» Le nouveau président de la République a affirmé durant la campagne électorale qu'il entendait modifier cette situation. Nous prenons acte de ses engagements.

» Il faut aujourd'hui définir le rôle et la place de l'audiovisuel et de ses immenses possibilités techniques nouvelles au service de la société. »

Demandant que *« la profession de journaliste soit dotée du statut qui garantira son indépendance »*, le comité de liaison poursuit :

« Cela suppose une condition, essentielle à nos yeux : qu'un autre lobby ne vienne pas remplacer celui qui a été battu, que les critères d'embauche ou de responsabilité ne soient plus l'appartenance à un groupe ou l'inféodation à un homme ou à une politique. La nouvelle direction politique de la France commettrait une erreur historique si elle adoptait vis-à-vis de la radio et de la télévision le comportement qui a été la règle pendant vingt ans.

» Il ne faut pas aujourd'hui poser le problème de l'audiovisuel qu'en termes de pouvoir et de personnes. Tout esprit de revanche, toute chasse aux sorcières perpétueraient fondamentalement les erreurs passées. A l'évidence, ceux des journalistes de la radio et de la télévision qui n'ont jamais su ni voulu exercer leur profession et assumer leurs responsabilités en dehors des pressions et de la servilité disparaîtront d'eux-mêmes. Si les responsables étaient tentés de perpétuer leurs manipulations, les journalistes sauraient, ensemble, s'y opposer. »

Et le comité de liaison S.N.J. conclut, avant de demander un rendez-vous aux nouveaux responsables du pays :

« Le changement, pour les journalistes, c'est, avant tout et seulement, exercer leur métier, et rien que leur métier, quels que soient les hommes au pouvoir et en dehors de toute ingérence politique. »

Ont signé ce texte : MM. Jacques Barbot (INA-TF1), Louis-Marie Davy (FR 3), Marc Desoutter (FR 3), Laurent Desprez (FR 3), Jacques Douay (Antenne 2), Pierre Ganz (France-Inter), Michel Lemerle (France-Culture/Inter), Nicolas Levkov (Radio-France internationale), José Madern (Radio-France internationale), Gabriel Meretik (TF 1), Marie Pottier (SOMERA), Dominique Pradalié (Antenne 2), Sampiero Sanguinetti (FR 3), Roger Telo (France-Inter).

UNE DÉCLARATION DE M. JACK LANG

« Mettre la radio et la télévision à l'abri du pouvoir », tel est l'essentiel de la prise de position du parti socialiste sur les médias audiovisuels. *« Il n'est pas question de vengeance, ni de revanche »*, a également déclaré, lundi 11 mai, M. Jack Lang, délégué du parti socialiste à la culture, qui a précisé que le parti socialiste ne prendrait pas exemple sur ses prédécesseurs, qu'il ne se livrerait pas à la « *chasse aux sorcières* », mais envisageait au contraire une auto-administration des sociétés de radio et de télévision.

« Nous accorderons à la nouvelle opposition la place qui nous a été refusée », a-t-il ajouté.

A LA TÉLÉVISION

Chacun son tour

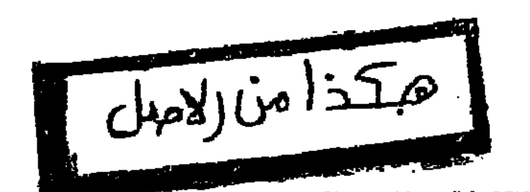
Encore aveuglé de sommeil, vous allongez un doigt tâtonnant vers le poste, vous appuyez sur le bouton et vous entendez à peu près : du côté de l'opposition, rien ne va plus, c'est la guéguerre, riposte de M. Barre à M. Chirac... Vous rêvez ou quoi ? Absolument pas. Gaiement énergique, la voix poursuit : Il est 6 h. 53, si vous allez travailler, allez ! Levez-vous... Ça y est alors ? Oui, ça y est. En vingt-quatre heures, que dis-je, en une soirée, le grand tournant, le virage sur l'aile, de chaîne en chaîne, ils l'ont tous pris sans un faux pas, sans un à-coup, ou presque.

Dans les médias, le principe de l'alternance a joué avec une réconfortante facilité. Parce que, autant l'avouer, depuis le temps qu'on voyait s'encadrer à la télé les hommes du président sortant, on avait du mal à imaginer que, du jour au lendemain, ils se volatiliseraient pour laisser la place aux amis du président élu. C'était frappant, lundi, aux journaux de 20 heures, l'un et l'autre prolongés, élargis aux dimensions de l'événement.

On se disait en guettant, derrière nos carreaux, mêlés à la foule des badauds, l'apparition rue de Bièvre de MM. Defferre, Mauroy et Rocard, après avoir réussi à surprendre les quelques mots arrachés à François Mitterrand par un journaliste étranger, oui on se disait que, pour 51,75 % des Françaises et des Français, l'actualité fait enfin bien les choses. Profitons-en. On s'est offert le luxe, hier, de découvrir un nouveau visage : celui de Claude Cheysson, le conseiller du président élu en matière de politique étrangère. Et de croiser un François Ceyrac, le patron des patrons, très calme, très serein, appelant à la prudence, simplement.

Dernière rencontre pas comme les autres : celle de M. Schmidt, le cher ami de Valéry Giscard d'Estaing, tout content de l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand. Ils se connaissent depuis trente ans, et le chancelier se réjouit de le rencontrer à Bruxelles le mois prochain, sinon avant. Oui, un journal trop attendu pour ne pas paraître inattendu. De leur côté — il faut se mettre à leur place, facile, avant-hier encore on y était, — les perdants de cette bataille devraient râler en voyant — ils n'ont pas l'habitude, forcément, — leurs écrans ainsi monopolisés par l'équipe du nouvel occupant de l'Elysée. Qu'ils se rassurent. Sans même attendre la campagne pour les législatives, l'objectivité et la juste répartition du temps d'antenne ont été trop âprement réclamées par la gauche pour n'être pas accordées à la droite.

CLAUDE SARRAUTE.



Quand Morgan finance des projets liés à l'énergie, l'argent n'est pas le plus important

Membre FDIC.



Certains responsables du Département Energie de Morgan Guaranty en réunion à Londres, de g. à dr. : Peter Woicke, Directeur du groupe à Londres, Alexander Catto, Thomas Ketchum, Suresh Chugh, ingénieur en recherches pétrolières, Edward Hoyt, Directeur du Département à New York, et Linda Whiddon.

Financer des projets liés à l'énergie à travers le monde est une technique éminemment complexe. Les montants en jeu sont souvent énormes et les risques le sont tout autant. Traiter avec un banquier expérimenté est donc vital. C'est pourquoi de nombreuses sociétés internationales dans le secteur de l'énergie ainsi que des gouvernements font appel à Morgan Guaranty Trust Company.

Un leader dans les prêts à l'énergie

Au cours des cinq dernières années, nos spécialistes en matière de financements liés à l'énergie ont dirigé la syndication de plus de 6 milliards de dollars de prêts pétroliers. Au cours des deux dernières années, nous avons été le chef de file de huit des onze grands prêts pour l'exploitation de pétrole en Mer du Nord et de six des sept projets les plus importants en Asie du Sud-Est.

Lorsque vous préparez un financement lié à l'énergie avec la Banque Morgan, vous travaillez avec une équipe expérimentée de banquiers et d'ingénieurs pétroliers. Nos experts savent comment identifier et analyser tous les risques liés à un projet, qu'ils soient d'ordre politique, commercial ou technique. Ils vous aident à établir les contrats et les dossiers afin que votre projet soit assuré d'obtenir le financement nécessaire. Enfin, ils négocient un contrat de prêt satisfaisant pour l'emprunteur et le prêteur. Ce prêt peut être assis sur un recours total ou limité, ou être sans recours, à l'encontre des commanditaires du projet. Lorsque le financement exige une syndication, ils savent où trouver les participants.

Un vaste réseau d'information

Ces spécialistes sont en contact étroit avec les banquiers internationaux, les économistes et les spécialistes des changes de la Banque Morgan dans le monde. Ils ont donc une parfaite connaissance du contexte politique et financier de toutes les régions recélant des ressources d'énergie. Ils en comprennent les contraintes, et savent en découvrir les opportunités.

Parlez-en à Morgan

Si vous souhaitez financer un projet énergétique, pensez à Morgan Guaranty. De la Mer de Beaufort à la Mer du Nord, de l'Afrique à l'Australie, nos compétences répondent à vos besoins. Prenez contact avec l'un des bureaux de Morgan, ou écrivez à Peter L. Woicke, Vice President, Morgan Guaranty Trust Company, 1 Angel Court, Londres EC2R 7AE.

Morgan Guaranty Trust Company of New York. En France : 14, place Vendôme, Paris, tél. : 260.35.60. Succursales et filiales dans les principaux centres financiers.

Banque Morgan

هكذا من الأصل

Les échéances diplomatiques du président élu

Il est clair que les Français n'ont pas élu M. Mitterrand à la présidence de la République pour des raisons de politique étrangère. Il n'en demeure pas moins que, à partir du 25 mai, le nouveau chef de l'État et le gouvernement qu'il aura désigné devront faire face à un certain nombre d'échéances diplomatiques dans divers domaines.

C'est en direction des pays arabes que M. Mitterrand va devoir clarifier assez rapidement ses positions. Exception faite de Jérusalem et du Caire, la plupart des capitales du Proche-Orient ont vu d'un mauvais œil la victoire du candidat socialiste. N'a-t-il pas été qualifié par M. Begin de « *vrai ami d'Israël* » ? Et n'a-t-il pas toujours donné son appui aux accords de Camp David ?

Dès lundi soir 11 mai, dans une interview accordée à Antenne 2, M. Claude Cheysson a bien volontiers reconnu ce problème. Confirmant que M. Mitterrand reprendrait sans doute à son compte la pratique inaugurée par le général de Gaulle, poursuivie par Georges Pompidou et par M. Giscard d'Estaing, de la politique étrangère en tant que « domaine réservé » de la présidence, le commissaire européen a voulu, en insistant sur la notion de droit, présenter une idée équilibrée des positions de M. Mitterrand sur le Proche-Orient. Pour tenter de combler le fossé, il aurait pu également faire état de l'interview accordée récemment par M. Mitterrand à l'hebdomadaire arabe *Al Mostaqbal* (1) et dans laquelle il prenait position en faveur d'une « *patrie* » palestinienne jouissant d'une « *structure étatique, dans les limites du respect des principes internationaux qui se fondent sur les droits de l'homme, le droit des peuples à s'autogouverner et sur le règlement pacifique des différends* ».

Ces déclarations de M. Mitterrand sont importantes dans la mesure où elles indiquent que les buts favorisés par le nouveau président ne seront sans doute pas différents de ceux recherchés par M. Giscard d'Estaing ; c'est la forme de cette quête qui changerait, étant entendu qu'aucun doute ne peut être jeté sur la sympathie du président élu à l'égard d'Israël, sur sa compréhension à l'égard d'un peuple profondément traumatisé par l'histoire.

On peut penser en particulier que M. Mitterrand mettra fin au boycottage de facto observé par la plupart des chefs d'État et de gouvernement d'Europe occidentale à l'égard de Jérusalem. Le fait que le chancelier Schmidt ou M. Giscard d'Estaing aient toujours refusé de se rendre en Israël est sans doute pour beaucoup dans les colères à répétition de M. Begin à leur égard.

Cela dit, M. Begin aurait sans doute tort de penser qu'il a dorénavant en M. Mitterrand un allié inconditionnel. C'est encore le président élu qui définissait en ces termes, dans l'interview mentionnée plus haut, les buts de sa politique au Proche-Orient : « *La reconnaissance par Israël du droit des Palestiniens à une terre sur laquelle ils seraient souverains, et l'acceptation par eux de l'existence de l'État d'Israël dans des frontières sûres et reconnues.* »

La proximité des élections législatives israéliennes (fixées au 30 juin) et une éventuelle confrontation syro-israélienne pourraient contraindre M. Mitterrand à agir plus vite qu'il ne le désirerait. Une question annexe de ce dossier va également se poser rapidement : que faire du programme franco-irakien de coopération nucléaire lancé par M. Chirac du temps où il était premier ministre ? On peut étendre la question à toutes les ventes d'armes dans cette région.

L'Afrique...

L'Afrique est une autre région où le nouveau président de la République devra assez vite prendre d'importantes décisions. Dès la formation du gouvernement, M. Mitterrand devra tout d'abord décider s'il conserve le ministère de la coopération, dont relève en pratique l'Afrique francophone, ou s'il met fin à cette anomalie qui a pour principale conséquence de court-circuiter complètement le Quai d'Orsay.

Pour ne citer que deux dossiers, *le successeur de M. Giscard d'Estaing* ne pourra pas laisser longtemps dormir le problème du Centrafrique : que faire des militaires français de l'opération Barracuda, sans lesquels M. Dacko ne peut espérer rester longtemps au pouvoir, et quelle attitude adopter dans l'affaire du Tchad, où la France n'a aucun représentant sur place ?

Encore une question annexe : dans la mesure où le candidat socialiste a dénoncé les ambiguïtés de M. Giscard d'Estaing à propos de la Libye, que va faire le nouveau président envers Tripoli ? Quelle attitude adoptera-t-il à l'égard de la Tunisie et *du Maroc, les deux États du Maghreb* qui n'avaient pas caché leurs préférences pour M. Giscard d'Estaing et qui pourraient être tentés de se retourner vers les États-Unis ?

... et l'Europe

Au niveau européen, M. Mitterrand devra aussi faire face à certaines échéances. Passons sur la réunion des ministres des affaires étrangères de la C.E.E. prévue pour les 18 et *19 mai à Bruxelles. Il n'en demeure* pas moins qu'un sommet européen doit avoir lieu à la fin du mois de juin dans la capitale belge. Il promet d'être important dans la mesure où *la réforme de la politique agricole* commune sera à l'ordre du jour et qu'on peut faire confiance à Mme Thatcher pour poser une nouvelle fois le problème de la contribution britannique au budget de la Communauté.

Jusqu'à présent, M. Giscard d'Estaing préparait soigneusement ses rencontres avec son « ami Helmut ». Que va faire M. Mitterrand, qui a récusé l'« *axe franco-allemand* » et qui n'entretient pas *de bonnes relations avec le chancelier* ouest-allemand, coupable de n'avoir pas ménagé son appui au président sortant ?

Normalement, un sommet franco-allemand devrait avoir lieu courant juin. *M. Mitterrand en maintiendra-t-il le principe ?* Aura-t-il recours, comme on peut le *penser*, aux bons offices de son ami Willy Brandt pour éviter un dérapage de la politique *allemande en direction de Londres*, Londres où justement se trouve ce mardi le chancelier Schmidt, pour des entretiens approfondis avec Mme Thatcher ?

Reste enfin le problème de Moscou et de Washington, mais il ne constitue *pas une priorité* dans le calendrier. Certes, ces deux capitales étaient plutôt favorables à la réélection de M. Giscard d'Estaing, mais vingt-quatre heures leur ont suffi pour faire preuve d'un réalisme élémentaire et *saluer* dans les termes qui conviennent l'arrivée de M. Mitterrand sur la scène internationale.

A moins d'une épreuve de force *en Pologne, le premier « test » du* président élu dans ses rapports avec le Kremlin aura sans doute lieu à *Madrid*, où se *déroule* le dernier acte de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.). M. Mitterrand devra, en effet, donner de nouvelles instruc*tions à la délégation française*. Les travaux sont actuellement bloqués par le refus de Moscou de donner son accord à la convocation d'une nouvelle conférence dans deux ans, si les Occidentaux n'acceptent pas dans un premier temps le principe de l'organisation d'une *réunion* sur *le désarmement en Europe*.

Avec Washington, le premier contact de M. Mitterrand devrait normalement avoir lieu à Ottawa, les 20 et 21 juillet, lors du sommet des nations occidentales industrialisées. C'est là que pourraient apparaître les premiers désaccords, notamment à propos des relations avec le tiers-monde en général et l'Amérique centrale en particulier. On les retrouvera au mois d'août à Genève, pour la *conférence sur le droit de* la mer, et en octobre, à Mexico, pour le sommet Nord-Sud. Il est peu probable, en revanche, que le président élu pose d'entrée de jeu la ques*tion d'une renégociation de l'alliance* atlantique. M. Cheysson n'en a pas moins rappelé lundi soir la volonté de M. Mitterrand d'avoir une « *discussion fondamentale sur le contenu de celle-ci* ».

JACQUES AMALRIC.

(1) *Al Mostaqbal*, n° 217 du 18 avril 1981.

UN TÉLÉGRAMME DE M. HOUPHOUET-BOIGNY A M. MITTERRAND

M. Houphouët-Boigny, *président de la Côte-d'Ivoire*, a adressé à M. Mitterrand le télégramme suivant :

« *Le rôle joué par la France dans le monde, l'intérêt qu'elle porte aux problèmes des pays sous-développés, et, par-dessus tout, les liens privilégiés qui l'unissent à la Côte-d'Ivoire, font que votre élection revêt pour les Ivoiriens une importance considérable.*

» *C'est pourquoi, en vous adressant, au nom de tous et en mon nom personnel, mes très sincères et chaleureuses félicitations, je tiens à vous dire tout notre espoir de voir l'amitié et la coopération franco-ivoiriennes se renforcer et se développer encore davantage dans une atmosphère vivifiante de compréhension, d'estime et de respect mutuel.*

» *Sur un plan plus général, nous attendons en outre de votre part des actions nouvelles et soutenues pour que la France et ses amis s'emploient de façon concrète à mettre fin à la désastreuse mainmise des spéculateurs et des monopoles sur les relations économiques entre les pays nantis et les autres.* »

Les réactions à l'étranger

WASHINGTON : optimisme forcé

De notre correspondant

Washington. — Surpris par l'élection de M. Mitterrand, inquiet de ses conséquences possibles, le gouvernement américain a choisi de n'en rien montrer. Les propos tenus jusqu'à présent à Washington veulent être une main tendue au vainqueur du 10 mai, même s'ils expriment *surtout un « wait and see »*.

Des félicitations au nouveau président s'imposaient. Plutôt que *de les envoyer sur-le-champ* et de manière formelle, M. Reagan s'est donné quelques heures pour *consulter des spécialistes* et, finalement, imprimer à son message une *touche* personnelle. On qualifierait sans hésiter ce *texte* de très chaleureux si Washington n'était autant préoccupé par la victoire d'une coalition de gauche. En tout cas, M. Mitterrand ne pouvait attendre mieux d'un président conservateur, foncièrement opposé au communisme et à tout ce qui lui ressemble.

« *Je parle pour moi-même et pour le peuple américain en vous adressant mes plus chaleureuses félicitations pour votre élection comme président de la France* », écrit M. Reagan. Suit un parallèle inattendu entre l'expérience des deux hommes, candidat chacun à plusieurs reprises et vainqueur du tenant du titre : « *En termes personnels, je suis spécialement impressionné par votre victoire. Seuls ceux qui se sont consacrés à la dure tâche et aux longues années d'efforts pour accéder à la présidence peuvent entièrement apprécier ce que représente la réaffirmation, aujourd'hui, du processus démocratique en France.* »

Le reste du message évoque le passé et la gravité de la situation présente du monde pour dissiper des brumes à venir : « *Ensemble, nous faisons face à de sérieux défis pour la sécurité et le bien-être de nos peuples et pour la cause d'un progrès pacifique dans le monde. J'ai confiance que les siècles d'amitié franco-américaine, ainsi que les valeurs démocratiques que nos deux nations partagent profondément, nous permettront de relever ces défis et de préserver l'esprit de la coopération occidentale de laquelle l'avenir constructif du monde dépend de manière croissante.* »

Le message se termine par une phrase simple et cordiale : « *Je me réjouis à l'avance de travailler étroitement avec vous et du plaisir de vous rencontrer personnellement.* »

Le président a adressé, d'autre part, un message à M. Giscard d'Estaing pour lui exprimer « *respect et admiration* » dans son « *service pour la France* ».

Après avoir rendu hommage à la « *stabilité sans précédent* » apportée à la France par M. Giscard d'Estaing, M. Reagan salue « *le renforcement de l'alliance des pays occidentaux* », à laquelle a contribué le président français. « *Ce sont des résultats pour lesquels l'histoire se souviendra longtemps et favorablement de votre présidence de sept ans* », poursuit M. Reagan.

« *Nous ne sommes pas encore en mesure de faire une analyse complète de la situation* », déclarait, lundi, un haut fonctionnaire de la Maison Blanche. Une analyse qui ne sera pas révélée, en tout cas, avant la formation du futur cabinet et les élections législatives anticipées.

La question communiste

Dans l'attente de ces deux échéances, on s'en tient à des formules courtoises, en se rassurant à haute voix. M. Mitterrand ? « *C'est un socialiste qui s'inscrit dans la tradition européenne du socialisme* », remarquait, lundi, le responsable de la Maison Blanche. A ne pas confondre avec le marxisme-léninisme. Le P.C.F. ? « *N'oublions pas qu'il était opposé à M. Mitterrand jusqu'au premier tour.* » Une poussée de la gauche en Europe ? « *Nous n'avons aucune raison de le croire. Les élections en France représentent un cas particulier.* » Les relations franco-américaines ? « *Elles étaient bonnes sous la IVe République. Le ciment, entre nos deux peuples, est fort.* » Et on va même jusqu'à déclarer « possible » une amélioration des rapports entre Paris et Washington puisque M. Mitterrand est, après tout, plus proche que son prédécesseur des thèses américaines sur l'expansionnisme soviétique et les accords de Camp David... mais il ne faut « *rien préjuger* ».

Le ton était légèrement moins ouvert, lundi, au département d'État. On ne sait trop s'il faut l'attribuer à une approche un peu différente de l'événement, à un partage des rôles entre la présidence et le ministère des affaires étrangères ou, simplement, au style de M. Fisher, porte-parole du général Haig. Selon cet ancien journaliste du *Time*, Washington « *va suivre de près l'évolution des événements en France, en particulier la composition du futur gouvernement* ». Sous-entendu : y aura-t-il des ministres communistes ? Et quelle sera l'importance de leur portefeuille ?

Visiblement, le département d'État ne voit pas bien ce que feront des *ministres communistes* dans une telle situation. Le général Haig misait beaucoup sur un renforcement de l'alliance atlantique, avec la France comme pilier. Son porte-parole embellit beaucoup les choses lorsqu'il affirme qu'un gouvernement de gauche, à Paris, ne compliquera pas la politique étrangère des États-Unis.

ROBERT SOLÉ.

AMÉRIQUE LATINE : de la consternation à la satisfaction

De la franche consternation dans le « cône sud » à la réelle satisfaction exprimée au Nicaragua et au Mexique, en passant par toutes les nuances de la sympathie ou de l'inquiétude, les réactions de l'Amérique latine à l'élection de M. Mitterrand reflètent la diversité des régimes politiques de la région, nous câble notre envoyé spécial à Montevideo, Jean-Pierre Clerc. En Uruguay, la vision officielle d'un univers divisé entre communistes et anticommunistes conduit à situer le nouveau président français du mauvais côté de la barrière, et l'inquiétude est de mise. Pour l'homme de la rue toutefois, la victoire du dirigeant socialiste est surtout celle de la démocratie, du seul fait qu'elle a *été obtenue* par des élections.

Au Chili, le général Pinochet, chef de l'État, s'est *borné à déclarer* : « *Chaque pays se donne le gouvernement qu'il veut. Si c'est ce que la France veut, j'en suis content pour le peuple français.* »

En Argentine, M. Camilion, ministre des affaires étrangères, a déclaré qu'il ne s'attendait pas à une modification des relations avec la France, car « *nous entretenons des relations avec les États plutôt qu'avec les gouvernements* ». En revanche, le chef de l'État colombien, M. Ayala, s'est déclaré « *très déconcerté* » par l'élection de M. Mitterrand, qu'il accueille « *sans enthousiasme* ».

Pour les forces de gauche latino-américaines, en revanche, écrit notre correspondant à Mexico, Francis Pisani, la victoire du candidat socialiste en France est presque aussi importante que celle de M. Reagan l'avait été pour la droite. Non pas, bien sûr, que la *France* ait la *puissance* des États-Unis, mais parce que des dirigeants de plus en plus nombreux cherchent à se rapprocher de l'Europe, et notamment de l'Internationale socialiste, pour mieux échapper à la tutelle de Washington ou à la trop pesante amitié de Moscou.

Au Nicaragua, le commandant Ortega, coordinateur de la junte de gouvernement, déclare, dans un télégramme à M. Mitterrand, son « *émotion* » devant « *le triomphe du peuple français, qui est aussi le nôtre et celui de tous les peuples qui luttent pour la paix, la justice et la liberté* ». Le commandant Bayardo Arce, l'un des responsables du Front sandiniste de libération, a salué dans le nouveau président français un « *militant de la cause nicaraguayenne* » et un « *ami de la révolution sandiniste* ». Sa victoire revêt donc « *une valeur politique immense pour le Nicaragua et l'Amérique latine* ».

Au Mexique, le président Lopez Portillo a déclaré que les « *positions de gauche* » du nouveau président français étaient « *plus en accord avec ce qui se passe en Amérique latine* » que celles de son prédécesseur.

Au Venezuela, le président Luis Herrera Campins a adressé ses félicitations à M. Mitterrand, déclarant que l'élection en France illustre « *la force extraordinaire de la démocratie française et de la Ve République* ».

M. FIDEL CASTRO : la présence française en Afrique pourrait se transformer en un instrument de coopération

Dans un message adressé à M. Mitterrand, M. Fidel Castro, chef de l'État et du parti communiste cubains, félicite le nouveau président de son « *triomphe électoral* », qu'il considère comme « *une victoire du peuple français et de ses meilleures traditions* ».

Il ajoute : « *La présence française en Afrique pourrait se transformer en un instrument pour la coopération et le développement des pays africains avec la participation de toutes les forces progressistes engagées dans cette responsabilité noble et humaniste. Votre soutien à la cause de la démocratisation et de l'indépendance nationale de l'Amérique centrale représente un espoir, dans la situation actuelle complexe, pour les peuples de l'Amérique latine et des Caraïbes qui recherchent des voies alternatives moins dramatiques et coûteuses que la guerre civile.* »

OTTAWA ET QUÉBEC : une double invitation officielle

De notre correspondant

Montréal. — Une fois n'est pas *coutume* : *Ottawa et Québec* ont adopté une attitude similaire à propos de la victoire de M. Mitterrand, auquel MM. *Trudeau* et Lévesque ont fait parvenir des messages de félicitations particulièrement *chaleureux*. Les deux chefs de gouvernement ont également invité le nouveau président à se rendre *en visite* officielle à Ottawa et au Québec.

Dans son message, M. Trudeau écrit après avoir présenté « *ses plus chaleureuses félicitations* » : « *La France et le Canada sont déjà unis par les liens étroits d'amitié et de coopération et je suis convaincu que, sous votre direction, nous pourrons resserrer encore les liens et étendre notre coopération à de nouveaux domaines. Je tiens à vous assurer de mes meilleures intentions à cet égard.* »

Le chef du gouvernement canadien se « *réjouit à la pensée d'accueillir* » M. Mitterrand au sommet économique des sept pays industrialisés qui aura lieu à Ottawa, les 20 et 21 juillet et « *espère avoir l'occasion* » de le rencontrer avant cette date dans le cadre des activités préparatoires pour le sommet. Réitérant l'invitation qui avait déjà été transmise à M. Giscard d'Estaing, M. Trudeau propose au président élu d'effectuer une visite officielle au Canada à l'issue de la réunion d'Ottawa.

Pour sa part, M. Lévesque transmet ses « *plus vives félicitations* » à M. Mitterrand et rappelle que le Québec « *attache la plus haute importance à ses relations avec la France* ». M. Lévesque, qui vient lui-même de remporter des élections, ajoute : « *La coopération franco-québécoise constitue un acquis d'une grande valeur pour nos deux peuples. Je suis convaincu que votre accession à la présidence de la République conférera à ces relations toute la conviction et l'ardeur qui caractérisent votre action. Vous pouvez être assuré, au cours des années qui viennent, de notre volonté de travailler avec vigueur au développement d'une coopération qui tienne compte des aspirations que nos deux peuples viennent d'exprimer. Comme tous mes compatriotes, j'espère qu'il vous sera possible de revenir bientôt parmi nous.* » M. Mitterrand avait fait un bref séjour au Québec en 1978, après le congrès de l'Internationale socialiste, à Vancouver.

Malgré certaines affinités idéologiques avec les socialistes français, le parti québécois (au pouvoir) n'appartient pas à l'Internationale socialiste. M. Lévesque a regretté à plusieurs reprises, y compris lors de son premier voyage officiel à Paris, en novembre 1977, que la gauche française ne s'intéresse pas au problème québécois. L'attitude du parti *socialiste* a très nettement évolué lors de la campagne pour le référendum sur la souveraineté-*association en mai 1980*. Si M. Rocard s'est fait rappeler à l'ordre par la direction de son parti *pour s'être prononcé publiquement* en faveur de l'option du gouvernement québécois (*le Monde du 18 avril 1980*), la position du P.S. et de M. Mitterrand n'en a pas moins évolué vers une plus grande compréhension et une certaine sympathie à l'égard des nationalistes québécois. *Plusieurs dirigeants* des deux partis entretiennent des relations chaleureuses depuis des années.

Avant l'élection, certains ministres reconnaissaient en *privé* leur préférence pour une victoire de M. Mitterrand pour des raisons idéologiques, mais avouaient leur crainte de ne pas trouver chez les socialistes une sympathie aussi active à l'égard du Québec que chez les gaullistes. Le ton du communiqué publié par le ministre des affaires inter-gouvernementales, M. Morin, laisse percer une légère inquiétude, même s'il « *envisage avec une très grande confiance l'avenir des relations franco-québécoises* ». Celles-ci « *existent depuis près de vingt ans. Elles font partie d'une réalité admise par tous, et l'expérience a montré qu'elles se situent au-dessus des partis politiques. Depuis le général de Gaulle, ainsi que sous MM. Pompidou et Giscard d'Estaing, les rapports entre la France et le Québec n'ont cessé de grandir et de se diversifier. Toute porte à croire qu'il continuera à en être de même avec M. Mitterrand* ».

M. Morin *cite* ensuite le passage du programme socialiste consacré au Québec : « *Dans l'hémisphère occidental, la plus grande attention doit être portée à l'évolution du problème québécois. Les socialistes considèrent avec une particulière sympathie l'effort des Québécois francophones pour échapper à la colonisation économique et affirmer leur identité sociale et culturelle. Quelle que soit la voie que choisit le Québec, la France maintiendra donc et s'efforcera de développer son appui à cette communauté.* »

Dans son *énoncé*, la position socialiste est par conséquent très proche de la politique dite de « *non-indifférence et non-ingérence* » adoptée par M. Giscard d'Estaing au cours des dernières années.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Réticences et déception dans la presse arabe

De notre correspondant

Beyrouth. — Les rares réactions officielles et les commentaires de presse ont confirmé les réticences du Proche-Orient à l'égard de M. Mitterrand. Ces réactions se doublent cependant du souci de ne pas interférer dans un choix interne du peuple français.

Ainsi, le ministre d'État égyptien aux affaires étrangères, M. Boutros Ghali, a dit : « *L'Égypte respecte et apprécie le choix du peuple français (...). Le président Giscard d'Estaing avait assumé son rôle en appuyant l'Égypte et les droits arabes. Nous espérons que M. Mitterrand va compléter le rôle de la France, son appui aux droits du peuple palestinien et à la cause de la paix au Proche-Orient.* »

L'opinion du premier ministre libanais, M. Chafic Wazzan, est similaire : « *Nous espérons que la position du nouveau président français en ce qui concerne le Liban et les causes arabes, notamment la cause palestinienne, sera en harmonie avec les aspirations profondes des Arabes et conforme aux principes du droit et de la justice. Dans la mesure où c'est le peuple français qui a choisi, nous ne saurions faire aucun commentaire car nous sommes partisans de la démocratie que nous respectons* », a-t-il déclaré.

Les Palestiniens sont particulièrement réticents. Le porte-parole de l'O.L.P., M. Labadi, a déclaré lundi que la centrale palestinienne souhaitait que la position de M. Mitterrand, président de la République, soit différente de celle de M. Mitterrand, chef du parti socialiste, et qu'il « *tiendra compte des droits nationaux du peuple palestinien, notamment de son droit à l'édification d'un État indépendant, sous la direction de l'Organisation de libération de la Palestine en tant que représentant légitime unique du peuple palestinien* ».

Malgré les réticences des chrétiens libanais, M. Bechir Gemayel, commandant des Forces chrétiennes libanaises, a exprimé le *souhait* que « *le succès de M. Mitterrand sera utile pour le Liban* ». Selon lui, les représentants du parti socialiste français, qui ont récemment effectué une visite au Liban, « *ont été convaincus du bien-fondé de la cause libanaise et ont compris le point de vue de la résistance libanaise* ».

La presse du Golfe exprime une déception généralisée. Au Koweït, le quotidien *Al Rai Al Am* compare cet événement à « *un coup d'État en France* ». Pour *Al Qabras* et *Al Siassa*, « *la France a opté pour le socialisme et a choisi un président officiellement sympathisant de l'État d'Israël* ». A Qatar, le quotidien *Al Raya* écrit : « *La France de de Gaulle et de Giscard d'Estaing est parvenue à poser les bases d'une coopération solide et étroite avec le monde arabe du fait de sa position internationale équilibrée (...). M. Mitterrand aura du mal à préserver ces relations importantes pour l'économie française s'il abandonnait cette attitude.* »

Dans les Émirats arabes unis, le quotidien *Al Wahda* appelle la nation arabe à « *adopter une position ferme à l'égard du nouveau chef de l'Élysée, qui a jusqu'ici apporté son appui total à Israël contre la nation arabe* ». *En Jordanie, le quotidien Al Destour* souligne que l'amitié liant M. Mitterrand aux responsables israéliens, ses déclarations favorables à Israël au cours de sa campagne électorale ainsi que son passé politique ne doivent pas faire oublier au président élu l'importance du maintien des relations entre la France et le monde arabe.

LUCIEN GEORGE.

هكذا من الأصل

M. MITTERRAND

Les réactions à l'étranger

BRUXELLES : un reflet des réactions françaises.

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — La gauche belge triomphe avec M. Mitterrand comme s'il s'agissait de sa propre victoire. La droite pleure M. Giscard d'Estaing comme si c'était sa propre défaite. Une fois de plus, on constate à quel point la politique française influence le comportement des partis et des personnalités belges.

Le président du parti socialiste, M. Guy Spitaels, a déclaré : « *Pour les socialistes belges, la victoire de François Mitterrand a toute son importance, car la sensibilité française a toujours eu une influence directe sur les comportements politiques dans notre pays. Cette poussée à gauche nous conforte aussi dans notre analyse.* »

Le vice-président du parti communiste, M. Claude Renard, s'est réjoui de cette victoire « *acquise pour une large part grâce au report des voix communistes, qui fut clair et massif au second tour* ». « *Le P.C. belge,* a-t-il ajouté, *espère que la victoire de la gauche française contribuera à démontrer aux travailleurs belges que seules la fermeté et la clarté dans l'opposition à la droite peuvent ouvrir la voie aux changements nécessaires.* »

Le président du Rassemblement wallon, M. Henri Mortant, a adressé un télégramme à M. Mitterrand. Le R.W. y souhaite notamment que « *le président François Mitterrand soit attentif au sort de la Wallonie et de la communauté française, minorisée au sein de l'Etat belge* ».

La seule réaction officielle est celle de M. Nothomb, ministre des affaires étrangères, qui a déclaré à *la Libre Belgique* : « *La logique démocratique de l'alternance a joué. Pour le reste, nous avons de bonnes relations avec la France et elles ne dépendent pas de tel ou tel gouvernement. J'espère qu'elles continueront d'être aussi bonnes.* »

P. de V.

MOSCOU : un rappel des « traditionnels rapports d'amitié » entre les deux pays

De notre correspondant

Moscou. — M. Brejnev a adressé, lundi 11 mai, un *message de félicitations* à M. Mitterrand. Insistant sur les « *traditionnels rapports d'amitié et de coopération* » entre l'U.R.S.S. et la France, il déclare : « *Nous nous prononçons pour que ces rapports se développent dans tous les domaines, qu'ils demeurent à l'avenir un important facteur de paix. Je formule l'espoir que l'Union soviétique et la France continueront de favoriser la compréhension mutuelle entre l'Est et l'Ouest pour freiner la course aux armements dans l'intérêt du désarmement, du démantèlement des foyers de conflit armé, du renforcement de la sécurité en Europe et dans le monde. Je vous adresse mes vœux de succès pour votre action, mes vœux de bien-être et de prospérité pour le peuple français ami.* »

Véritable programme des relations franco-soviétiques, ce message montre bien où se situent les intérêts et les craintes de Moscou après l'élection d'un président socialiste. Le résultat ne correspond ni à l'attente ni aux vœux des Soviétiques qui, avant le premier tour de l'élection, avaient certes envisagé plusieurs hypothèses mais n'avaient pas sérieusement retenu celle-là.

S'il fallait une preuve de l'embarras soviétique, la susceptibilité de l'agence Tass suffirait à l'apporter. Tass a, en effet, réagi immédiatement à une dépêche du bureau à Moscou de l'A.F.P. qu'elle accuse « *de lire entre les lignes (...) pour laisser entendre que l'U.R.S.S. s'ingère dans les affaires intérieures de la France* ».

Cette polémique fournit l'occasion à l'agence soviétique d'affirmer que « *l'U.R.S.S. aspire invariablement à entretenir de bonnes relations avec la France. Elle continuera à y aspirer étant donné qu'elle est convaincue que cela correspond aux intérêts nationaux des deux pays* ». Personne n'en a jamais douté, mais on pouvait légitimement penser, à la lecture de certains commentaires soviétiques que pour les dirigeants de Moscou il paraissait plus facile d'atteindre ces objectifs avec M. Giscard d'Estaing qu'avec M. Mitterrand.

La presse de ce mardi 12 mai propose de courtes biographies du nouveau président et expose brièvement son programme économique, ses projets de politique étrangère. Le journal *la Russie soviétique* écrit que M. Mitterrand s'est prononcé pour « *une réorganisation de l'OTAN, une Europe forte et une influence plus indirecte des Etats-Unis* ». Comme Tass, la veille, les journaux expliquent la défaite de M. Giscard d'Estaing avec des arguments d'ordre économique et social.

Il reste que les dirigeants considèrent M. Mitterrand et sa politique avec une certaine méfiance. Sans doute, l'ancien premier secrétaire du P.S. avait-il été accueilli chaleureusement, en avril 1976, à Moscou. Mais c'était au temps de l'union de la gauche. Un projet de deuxième visite a été remis à plusieurs reprises et annulé à la suite de l'intervention en Afghanistan.

Comme le suggérait la *Pravda*, à la veille du second tour, les Soviétiques *soupçonnent* M. Mitterrand de sympathies « *atlantistes* », lui reprochent de ne pas avoir pris position contre l'installation de fusées nucléaires américaines à moyenne portée en Europe, et critiquent son soutien à « *l'interprétation américaine et israélienne des accords de Camp David* ».

Les Soviétiques avaient aussi été très sévères pour le projet socialiste, où ils avaient trouvé des « *relents de la guerre froide* » dans la partie consacrée aux pays socialistes, des accusations sur « *l'expansionnisme* » soviétique, indignes d'un parti « *prétendant représenter une partie de la classe ouvrière* » et des « *ambiguïtés* » quant à la politique internationale prônée par le P.S.

Il est aussi permis de se demander si les Soviétiques ne craignent pas que la victoire de M. Mitterrand renforce les tendances centrifuges dans le mouvement communiste d'Europe occidentale. Sans doute ne sommes-nous plus *au temps* de l'union de la gauche et de l'eurocommunisme triomphant. Entre-temps, l'U.R.S.S. a largement repris en main les partis tentés par la fronde et le P.C.F. a retrouvé le chemin de Moscou. Il n'en *reste pas moins que le* Kremlin n'a jamais apprécié le rapprochement entre les partis socialistes et sociaux-démocrates d'une part et le P.C.I. d'autre part, à l'Assemblée européenne. L'« euro-gauche » est une idée condamnée à Moscou.

M. Zagladine, chef adjoint de la section internationale du comité central du P.C. soviétique, vient de le rappeler dans un article (1), critiquant les partisans d'un « *internationalisme nouveau* » qui substituerait à l'internationalisme prolétarien une « *vague alliance avec toutes les forces luttant pour des objectifs démocratiques dans le cadre du régime (capitaliste) existant* ». *Le texte* a été écrit avant le succès de M. Mitterrand et ne le vise pas expressément, mais cette mise en garde, qui s'adresse d'abord au P.C. italien, prendrait toute sa valeur si l'arrivée au pouvoir des socialistes en France relançait l'euro-gauche ».

DANIEL VERNET.

(1) *L'Economie mondiale et les relations internationales,* avril 1981.

ALGER : heureuse surprise

De notre correspondant

Alger. — « *Je forme des vœux pour le développement heureux et l'approfondissement des relations et de la coopération entre nos deux pays, dans l'intérêt de nos deux peuples* », a déclaré, lundi 11 mai, le président Chadli Benjedid, dans le message de félicitations adressé à M. Mitterrand. Dans ce texte chaleureux mais prudent, le chef de l'Etat algérien se dit « *convaincu que le renforcement de la confiance et de la compréhension entre l'Algérie et la France contribuera à l'instauration d'un climat de paix et de sécurité pour tous les peuples de la région et concourra à l'établissement d'une coopération internationale pour un monde plus juste et plus solidaire* ».

La presse s'était abstenue lundi de tout commentaire, mais elle a consacré une place importante à l'événement. *El Moudjahid*, outre un titre de trois colonnes en « une », a réservé à l'élection plusieurs colonnes en pages intérieures. Le portrait du nouveau chef de l'Etat français signale qu'il a démissionné en 1953 de son poste de *ministre délégué* au Conseil de l'Europe pour protester contre la déposition du sultan du Maroc. Mais il se borne à mentionner qu'en 1954, au moment du déclenchement de la lutte armée en Algérie, M. Mitterrand était ministre de l'intérieur et omet de rappeler qu'il avait pris à ce titre les premières mesures de répression. La volonté de tourner cette page est indéniable. Elle s'était déjà manifestée lors de la visite en Algérie de M. Mitterrand en 1978. L'agence Algérie Presse service a diffusé lundi de larges extraits des positions du parti socialiste sur l'Afrique et sur la politique à l'égard de l'immigration.

Avant *l'élection*, aucun responsable n'osait vraiment croire à une victoire de M. Mitterrand. Aussi, la nouvelle de son succès a-t-elle fait dimanche soir, en quelques minutes, le tour des milieux dirigeants. Les Algériens ont au moins une *raison d'être satisfaits* : le nom de M. Giscard d'Estaing est lié à une politique africaine qu'ils combattent.

La venue au pouvoir de M. Mitterrand suscite certes quelques réticences, notamment en ce qui concerne le problème palestinien. En revanche, les positions des socialistes *français en* faveur du droit à l'autodétermination et à l'indépendance du peuple sahraoui et leur volonté de respecter les droits des travailleurs immigrés, sont très favorablement commentées.

DANIEL JUNQUA.

RABAT : prudence

De notre correspondant

Rabat. — La première réaction officielle marocaine est venue, lundi 11 mai, du *palais royal*. *Le* roi a adressé à M. Mitterrand un message de félicitations déclarant notamment : « *Il nous est agréable de vous adresser nos amicales félicitations. Nos deux pays ont toujours entretenu des relations exemplaires. Nous attachons une grande importance à ce qu'elles se développent harmonieusement dans l'intérêt bien compris de nos deux Etats. Le Maroc, pour sa part, ne ménagera aucun effort pour maintenir les relations franco-marocaines à l'abri de toutes sortes d'altérations ou d'aléas.* »

Le premier secrétaire de l'U.S.F.P. (Union socialiste des forces populaires), M. Abderrahim Bouabid, a adressé dès dimanche soir à M. Mitterrand un message chaleureux, dans lequel il lui exprime « *la grande joie* » de tous ses camarades à l'occasion de son « *triomphe éclatant* » et lui souhaite « *plein succès* », tout en se déclarant persuadé que M. Mitterrand entreprendra « *une politique de paix, de plus large coopération, de plus lucide compréhension dans le respect mutuel des droits nationaux et souverains de tous les partenaires de la France* ».

De son côté, M. Douiri, membre du bureau *exécutif de l'Istiqlal* et ministre de l'équipement, a *adressé ses félicitations* « *au parti socialiste français héritier de la tradition de Jean Jaurès et de Léon Blum* ».

Les dirigeants socialistes sont, dans le privé, évidemment plus prudents dans leurs appréciations de la politique future de M. Mitterrand à l'égard du Maroc. C'est l'affaire du Sahara qui fait problème. Les contacts entre le parti socialiste français et le Polisario ne sont pas oubliés. Une dépêche citant les propos d'un représentant du Polisario à Paris « *qui s'était mêlé à la foule conviée au siège du parti socialiste* » était propre à raviver la méfiance des socialistes et des communistes marocains.

La presse s'est montrée moins prudente et avait même pris des risques avant l'élection. Ainsi, le journal *le Matin du Sahara*, le plus grand journal par la diffusion, proche de M. Moulay Ahmed Alaoui, ministre du tourisme et membre du grand parti du Rassemblement national des indépendants (R.N.I.), avait publié coup sur coup, samedi et dimanche, deux éditoriaux sous la signature du ministre, franchement hostiles à M. Mitterrand. — R. D.

MADRID : que fera Paris pour lutter contre le terrorisme ?

De notre correspondant

Madrid. — La victoire de M. Mitterrand a causé un embarras visible dans les milieux dirigeants espagnols, qui sont proches — idéologiquement et politiquement — du président battu. La déception des centristes de l'U.C.D. au pouvoir depuis le *retour à la démocratie* n'est cependant pas sans mélange.

Il y a longtemps, en effet, que la lune de miel entre Paris et Madrid était terminée. Certes les relations personnelles entre M. Giscard d'Estaing et le roi Juan Carlos, qui se téléphonaient souvent, restaient bonnes mais l'attitude des autorités françaises sur deux points, l'adhésion de l'Espagne à la C.E.E. et la lutte contre le terrorisme basque, empoisonnait l'atmosphère. En outre la fierté espagnole s'accommodait mal du ton protecteur parfois employé au nord des Pyrénées envers la jeune démocratie.

Le roi a envoyé *dimanche soir* un télégramme à M. Mitterrand, *l'assurant de « ses plus cordiales félicitations »*, lui souhaitant « *toutes sortes de succès* » dans l'accomplissement de sa « *haute mission* » et « *formant des vœux pour l'approfondissement de l'amitié et de la collaboration entre nos deux peuples* ». Le chef du gouvernement, M. Leopoldo Calvo Sotelo, a été plus précis, indiquant que cette collaboration devait avoir « *pour objectif commun la construction européenne* ». Mais c'est M. Augustin Rodriguez Sahagun, président de l'U.C.D., qui a donné « *à titre personnel* » l'expression la plus fidèle du sentiment des responsables espagnols ; il attend « *de M. Mitterrand un ferme appui à la lutte contre le terrorisme* », notamment « *la suppression de quelque type de couverture que ce soit pour les membres de l'ETA* »

De son côté M. Felipe Gonzalez, secrétaire général du parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E., membre de l'Internationale socialiste), a envoyé, en le tutoyant, ses « *plus chaleureuses félicitations* » à M. Mitterrand.

M. Carrillo, secrétaire général du P.C., a salué « *avec une grande joie* », la victoire du candidat socialiste qui est, *selon lui*, « *celle d'un ami de longue date* ».

Aucun dirigeant n'a fait allusion à la déclaration faite par M. Mitterrand le 7 mai à Biarritz, et dans laquelle il s'engageait, s'il était élu, à s'opposer à l'extradition de onze ressortissants espagnols, terroristes présumés (Basques pour la plupart), détenus dans les prisons françaises, et à rétablir le statut de réfugié politique — supprimé il y a deux ans et demi — pour les opposants espagnols résidant en France. Ces propos ont inquiété ici même ceux qui les ont situés dans leur contexte électoral.

D. Dh.



M. FRANÇOIS MITTERRAND A REÇU M. MARIO SOARES

M. Mitterrand a reçu mardi matin 12 mai, pendant près d'une heure, à son domicile rue de Bièvre, M. Mario Soarès, chef du parti socialiste portugais, qu'il a convié à déjeuner. M. Soarès doit regagner Lisbonne mercredi. C'est la première personnalité étrangère reçue par M. Mitterrand depuis son élection.

PÉKIN : satisfaction nuancée d'attentisme

De notre correspondant

Pékin. — Plusieurs gouvernements occidentaux ont été remplacés ces dernières années, sous l'effet des crises économiques ; le changement qui vient d'intervenir en France est « *conforme à cette tendance* ». En concluant de cette façon mardi 12 mai sa première analyse du résultat de l'élection présidentielle, *Chine Nouvelle* a signifié qu'elle trouvait une certaine logique dans l'issue de la consultation. Un autre article, publié par *le Quotidien du Peuple* arrive à la même conclusion. *La crise*, notent en substance les commentateurs, a *créé en France de sérieux problèmes* économiques et sociaux ; dans ces conditions, la victoire de M. Mitterrand reflète le mécontentement de la population.

Précis dans leur description du jeu des principaux partis, les organes de presse ne se départissent pas d'une certaine prudence. Compte tenu des « *contradictions* » existant entre les *différentes* forces politiques susceptibles d'administrer la France pendant le prochain septennat, la situation est jugée plutôt « *compliquée* » — le mot revient à plusieurs reprises — et devrait donner lieu, est-il dit, à une « *lutte acharnée* » entre les partis.

Devant le tournant que vient de prendre la vie politique française, l'attitude de Pékin, pour autant qu'on puisse en juger, pourrait dans un premier temps être modérément favorable mais non dénuée d'un certain attentisme.

La presse, pendant la campagne, s'était bien gardée de prendre position. L'absence de soutien à M. Giscard d'Estaing, en dépit de la visite de ce dernier en Chine en octobre 1980, l'analyse plutôt positive faite à Moscou de la politique étrangère du président en place à l'époque, l'accueil particulièrement attentif réservé par Pékin à M. Mitterrand, moins de trois mois avant le premier tour, et les prises de position fermes de celui-ci à l'égard de la stratégie soviétique avaient permis de conclure que les dirigeants chinois pourraient ne pas voir d'un mauvais œil un succès socialiste.

Un *signe de cette sympathie* est perceptible dans le message de « *chaleureuses félicitations* » adressé lundi au nouveau président par le maréchal Ye Jianying, président du Comité permanent de l'Assemblée populaire, et M. Zhao Ziyang, *chef du gouvernement*.

La reprise ce mardi sur toute la largeur de sa première page par le nouveau *journal en* langue anglaise *China Daily* d'un commentaire de l'agence Reuter, notant la « contrariété » de Moscou et l'« embarras des alliés » devant l'événement, indique plus clairement quels avantages Pékin espère tirer de la présence de M. Mitterrand à l'Elysée, mais aussi quels troubles, fussent-ils temporaires, son élection pourrait causer à la cohésion du monde occidental.

C'est avec la plus grande satisfaction que la presse avait noté, ces derniers temps, les critiques adressées par M. Mitterrand au déploiement par l'U.R.S.S. des *fusées SS-20 et son soutien* à la construction européenne, ainsi qu'aux efforts des pays d'Europe occidentale pour renforcer leur défense et tisser avec les Etats-Unis des rapports de partenaires égaux.

Tout cela ne pouvant que déplaire à Moscou, il était logique que Pékin s'en félicitât. Plusieurs autres éléments moins favorables doivent toutefois être pris en compte. En premier lieu, en indiquant clairement, alors qu'il se trouvait encore à Pékin, que la politique étrangère de Paris n'avait pas à *choisir* entre la Chine et l'U.R.S.S., et, d'autre part, que la France « *n'avait pas à armer Pékin* », M. Mitterrand avait posé des limites au dialogue franco-chinois.

Un autre facteur négatif aux yeux des Chinois pourrait être la nécessité dans laquelle va se trouver, au moins pendant quelque temps, le nouveau président de concentrer son attention sur les problèmes intérieurs. La concertation au sein du monde occidental, dont Pékin pensait qu'elle pourrait progresser à la suite de l'arrivée à la Maison Blanche de M. Reagan, *pourrait en souffrir*, ce qui, du point de vue des dirigeants, *risque de se traduire* par un affaiblissement de la lutte contre l'hégémonie soviétique.

MANUEL LUCBERT.

TOKYO : pour une rencontre au sommet

De notre correspondant

Tokyo. — Les Japonais obtiendront-ils d'un président socialiste français la considération et l'attention dues à leur qualité de superpuissance économique mondiale, mais que les prédécesseurs libéraux de M. Mitterrand leur ont refusées ? Leur première réaction *officielle* a *en tout cas* été de souhaiter une promotion *des relations bilatérales et*, si possible, la tenue d'un « sommet » attendu et même suggéré depuis de longues années.

Ce vœu de portée générale exprimé, le gouvernement nippon s'interroge sur la capacité des socialistes français à gouverner avec ou sans les communistes et à maintenir les grandes options « occidentales » de la diplomatie française. Le voyage prévu en juin de M. Suzuki en Europe, dans l'optique du sommet d'Ottawa, pourrait apporter à cet égard d'utiles réponses, *à condition* toutefois que l'escale française du *premier ministre* japonais, qui n'a pas été prévue au programme, *puisse être arrangée* d'ici là. Dans son télégramme *de félicitations*, M. Suzuki affirme désirer rencontrer prochainement M. Mitterrand.

Pour leur part, les socialistes japonais se félicitent de l'élection de M. Mitterrand, qu'ils avaient reçu ici en décembre 1977, à l'occasion d'une réunion de l'Internationale socialiste. Le secrétaire du parti, *M. Asukata*, ... dans cette victoire la confirmation d'une « *évolution favorable aux forces progressistes* » en Europe. Le parti communiste japonais n'avait pas officiellement réagi lundi matin. M. Giscard d'Estaing, ce n'est un secret pour personne, ne bénéficiait pas ici d'une « cote d'amour » comparable à celle d'autres dirigeants occidentaux. Les Japonais ont toujours eu l'impression qu'il les snobait. Récemment, ils se sont irrités de la politique française de *limitation de leurs exportations* automobiles. Ils ont eu l'*impression d'être* utilisés, à des fins électoralistes, comme bouc émissaire par un gouvernement soucieux de détourner l'attention de ses échecs économiques. Néanmoins, M. Giscard d'Estaing représentait pour les dirigeants nippons une tendance politique qui a leur faveur.

R.-P. PARINGAUX.

TUNISIE : confiance.

(De notre correspondant.)

Tunis. — C'est sur un ton chaleureux et en se montrant résolument confiant dans l'avenir des relations franco-tunisiennes que le président Bourguiba a félicité lundi 11 mai M. Mitterrand.

Le chef d'Etat déclare notamment : « *Le brillant succès que vous vous êtes assuré à l'élection présidentielle témoigne de la confiance que le peuple français a placé en votre personne et en votre programme et porte à croire que, sous votre haute égide, les relations d'amitié profonde et exemplaire et de coopération confiante et séculaire entre nos deux pays continueront à se raffermir davantage pour le bien-être et la prospérité de nos deux peuples.* » M. Bourguiba évoque aussi l'attachement commun « *aux même valeurs d'égalité et de justice* » qu'il estime de nature « *à renforcer notre solidarité et à nous permettre d'agir ensemble en vue de contribuer à l'œuvre de paix dans notre région et dans le monde* ».

M. Kooli, directeur du parti socialiste destourien (P.S.D.), dont les relations avec le P.S. ont été plutôt distantes ces dernières années, a félicité de son côté M. Jospin.

Sans oublier que « *le parti socialiste français est le seul des grands partis de France à avoir approuvé les accords de Camp David* » et tout en soulignant l'« *amitié* » de M. Mitterrand pour Israël, l'hebdomadaire du P.S.D., *Dialogue*, se montre optimiste. « *La position ouvertement propalestinienne de certains proches de M. François Mitterrand* » est de nature, selon lui, à écarter « *la crainte d'une nouvelle diplomatie pro-israélienne de la part de Paris* ».

Il n'en demeure pas moins que l'élection du candidat *socialiste* avait créé dimanche une réelle *surprise teintée d'appréhension*.

D'autre part, le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Chedli Klibi, a rendu hommage à « *la ténacité et au courage* » dont M. Giscard d'Estaing a fait preuve dans le conflit du Proche-Orient et a souhaité que M. Mitterrand adopte une attitude semblable.

MICHEL DEURÉ.

AFRIQUE FRANCOPHONE : sérénité.

(De notre correspondant en Afrique occidentale.)

Dakar. — Après s'être très soigneusement abstenus de faire connaître leur opinion durant toute la campagne électorale, les dirigeants d'Afrique occidentale et d'Afrique centrale ont fait preuve, à l'annonce des résultats de l'élection présidentielle française, d'une discrétion aussi remarquable. Dans la quasi-totalité des capitales concernées, où l'annonce des résultats du scrutin est présentée en des termes favorables mais sans commentaires importants, des télégrammes de félicitations sont partis dès lundi matin vers Paris.

Ce serait, dans la plupart des cas, commettre un grave contresens que d'imaginer, à partir de là, que la victoire de M. Mitterrand est mal accueillie à Libreville, Yaoundé, Abidjan ou Dakar par exemple, voire de simplement penser qu'elle a surpris les dirigeants de ces diverses capitales.

Au Cameroun et en Côte-d'Ivoire, par *exemple*, beaucoup tenaient pour à peu près acquise la prochaine arrivée au pouvoir de M. Mitterrand, et celle-ci était envisagée avec sérénité. En règle générale, on ne pensait pas, à ce niveau où l'on connaît très bien les qualités d'homme d'Etat du successeur de M. Giscard d'Estaing et aussi, son expérience du continent noir, que des changements importants pourraient, immédiatement, intervenir dans les rapports de l'ancienne métropole avec ses anciennes colonies, et on s'en réjouissait.

Au Sénégal, cette conviction est encore plus largement partagée, *même si, en dépit de l'appartenance* du parti gouvernemental à l'Internationale socialiste, elle ne doit pas être davantage exprimée en public pour le moment, c'est-à-dire aussi longtemps que M. Mitterrand ne sera pas formellement entré à l'Elysée. On sait, cependant, qu'en sa qualité de secrétaire général du P.S. le président Diouf a adressé à son homologue français, M. Jospin, un message personnel beaucoup plus chaleureux que son télégramme officiel au *nouveau chef de l'Etat*.

PIERRE BIARNÈS.

هكذا من الأصل

L'ÉLECTION DE M. MITTERRAND

L'enjeu économique

La voie étroite

Aussi étonnant que cela puisse paraître, la victoire de Mitterrand a constitué une surprise pour les marchés financiers. Leur réaction a donc été à la hauteur de l'événement : le franc a baissé sur toutes les places et la Bourse de Paris a connu, lundi 11 mai, l'une de ses journées les plus folles, la plupart des actions étant incotables en raison de l'abondance des ordres de vente.

Même si l'on doit se garder de tirer des conclusions définitives à partir des réactions rapides de marchés dont le propre est d'amplifier les mouvements, l'avertissement est là et le nouveau président ne peut pas ne pas en tenir compte : son projet économique apparaît pour l'heure peu crédible à la communauté financière française et internationale.

Il est vrai que ce projet, qui fait de la lutte immédiate contre le chômage la priorité des priorités, tourne résolument le dos à *la politique* menée depuis l'arrivée à l'hôtel Matignon de M. Barre, qui considérait l'amélioration de l'emploi comme une retombée à terme de la restauration *des grands équilibres et* de la compétitivité de l'économie française.

Pour lutter contre le chômage, M. Mitterrand a proposé pendant sa campagne six grandes orientations : une relance sélective de l'économie, une réduction du temps de travail, un programme d'investissements publics et privés (relance du bâtiment et des grands travaux), une réduction des charges sociales des entreprises de *main-d'œuvre*, une politique active de formation professionnelle.

La relance sélective de l'économie se fera par une augmentation de la *consommation populaire à partir d'un* relèvement des bas revenus. Ce relèvement ainsi que la réduction du temps de travail devraient faire rapidement l'objet de négociations entre les partenaires sociaux si, du moins, le programme de la nouvelle équipe est respecté.

Ces négociations prennent, bien évidemment, l'allure d'un test et peuvent être lourdes de conséquences pour la suite de l'« expérience Mitterrand ». Elles devraient, en effet, permettre tout à la fois de se faire une idée du rôle qu'entend jouer le gouvernement dans la nouvelle donne sociale — acteur ou arbitre ? — et de mesurer l'ampleur de la remise en cause des grands équilibres que ce même gouvernement est prêt à accepter pour lutter contre le chômage.

Monnaie de singe

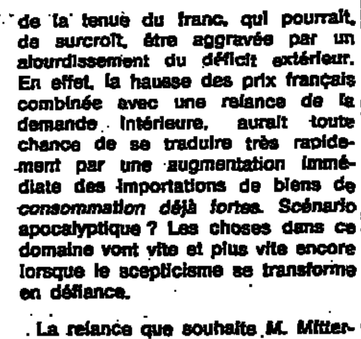
La France n'a pas, comme par miracle, acquis, ces dernières quarante-huit heures, une plus grande liberté de manœuvre. Sa dépendance extérieure demeure, et ce n'est pas faire du *« barrisme »* que de souligner que la compétitivité de son économie reste essentielle. Dans ces conditions, on peut imaginer les effets qu'aurait, par exemple, une augmentation forte et immédiate du SMIC. En premier lieu, on voit mal — à moins que des mécanismes de limitation annuelle soient adoptés par voie contractuelle — comment une telle augmentation resterait limitée *aux seuls bas salaires. M. Mitterrand* ayant affirmé que la liberté resterait la règle — sauf dans les cas où n'existerait pas de concurrence, — on imagine aisément que les entreprises s'empresseraient de répercuter ces hausses de salaires dans leur prix entraînant ainsi la relance d'une inflation déjà forte et, à moyen terme, une remise en cause de la tenue du franc, qui pourrait, de surcroît, être aggravée par un alourdissement du *déficit extérieur*. En effet, la hausse des prix français combinée avec une relance de la demande intérieure, aurait toute chance de se traduire très rapidement par une augmentation immédiate des importations de biens de *consommation déjà fortes. Scénario* apocalyptique ? Les choses dans ce domaine vont vite et plus vite encore lorsque le scepticisme se transforme en défiance.

La relance que souhaite *M.* Mitterrand ne se fera pas contre les entreprises, et l'on ne peut raisonnablement attendre de ces dernières qu'elles supportent des hausses *massives de salaires et une réduction* du temps de travail sans compensation tout en restant suffisamment compétitives pour investir, surtout si l'on se souvient que les firmes concernées par le relèvement du SMIC sont souvent en équilibre instable. Les allégements de cotisation sociale prévus compenseront-ils l'effort salarial consenti ?

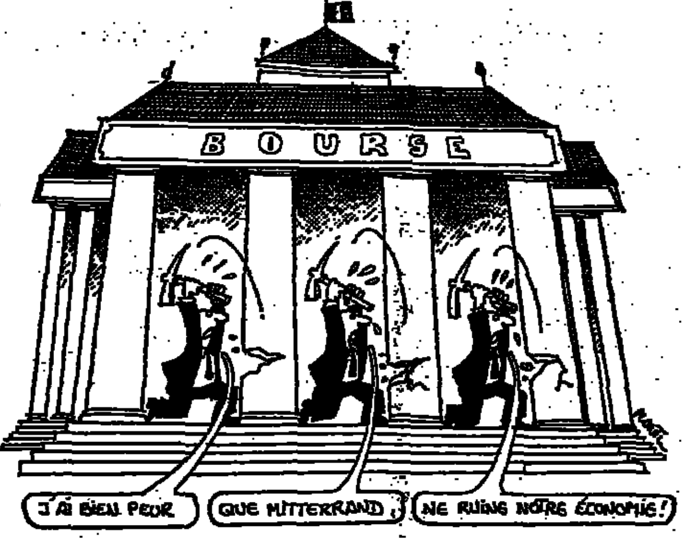
Certains responsables socialistes sont conscients de ces dangers. Ils ne sont pas les seuls. « *Nous ne voulons pas de succès éphémères ou illusoires et des mesures immédiates provoquant une inflation telle que les travailleurs soient payés en monnaie de singe* », a déclaré, dès lundi, M. Edmond Maire, marquant bien là les limites du possible et du souhaitable. Même si, en l'occurrence, la C.F.D.T. s'est une nouvelle fois singularisée par son audace, il reste que la teneur des propos le plus souvent modérés, tenus par les autres grands dirigeants syndicaux, traduit un changement de climat dont nul ne peut, aujourd'hui, mesurer les effets.

Dans cette passe délicate, M. Mitterrand semble bénéficier de la confiance des salariés et de leurs représentants. Ces alliés-là en valent bien d'autres. Pour autant, la marge du nouveau président est étroite. Il lui faut tout à la fois ne pas décevoir et rassurer. L'état de grâce dont il paraît bénéficier durera-t-il suffisamment longtemps ?

PHILIPPE LABARDE.



● *La Confédération syndicale du cadre de vie et la Confédération syndicale des familles*, deux organisations familiales et de défense des consommateurs, *manifestent leur satisfaction de l'élection* de M. Mitterrand. La première fait état de « l'immense espoir » que cet événement fait naître, la seconde exprime la « grande joie » des familles devant cette victoire populaire.



Les valeurs françaises ont baissé de 15 à 20 % sur les bourses étrangères

La quasi-totalité des actions françaises n'avaient pu être cotées hier à la Bourse de Paris, en raison *d'une avalanche* d'ordres de vente. Une seconde tentative de cotation a eu lieu, ce mardi 12 mai, avec des écarts en baisse de 10 % environ sur la veille, soit 20 % au total.

Une nouvelle fois les titres de la *corbeille n'ont pu être cotés*, mais un certain équilibre entre acheteurs et vendeurs a pu être trouvé sur quelques actions des autres tableaux, plus nombreuses qu'hier (voir le bulletin de bourse).

De son côté, le syndic de la compagnie des agents de change, M. Yves Flornoy, interrogé par France-Inter, a fait état d'un changement d'attitude chez un certain nombre de petits porteurs de titres. Alors qu'ils passaient des ordres de vendre sans limite de cours la veille, ces petits porteurs ont transmis ce matin des ordres de vente comportant une limite à la baisse, a expliqué M. Flornoy.

Les bourses étrangères, prises elle aussi à contre-pied par le résultat des élections présidentielles françaises, les principales bourses européennes ont toute enregistré une baisse très importante des cours des actions françaises que l'on peut évaluer entre 15 et 20 %, selon les titres.

Ainsi, à Londres, la chute des titres « nationalisables » était effective dès l'ouverture du Stock Exchange sous l'effet de ventes d'autant plus importantes que nombre d'opérateurs britanniques avaient procédé à des achats significatifs en Bourse de Paris pendant les quelques jours qui ont précédé le second tour de scrutin. Paribas et Générale Occidentale figurent parmi les actions les plus éprouvées par la baisse, tandis que l'emprunt 7 % 1973 abandonne plus de 10 %.

A Francfort, la chute des cours a surtout concerné les groupes industriels visés par le projet de nationalisation et le compartiment bancaire, de nombreux titres, tels Paribas, Suez, Pechiney, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, abandonnant aux environs de 20 % en moyenne. Le ton est sensiblement identique à Zurich, où les valeurs françaises subissent de lourdes pertes, Machines Bull et Elf-Aquitaine perdant respectivement 18 et 17 %, et à Bruxelles où Elf-Aquitaine, Paribas, Peugeot et PUK cèdent 12 à 20 %. A Tokyo, enfin, la cotation de la Compagnie française des pétroles et de la Financière Paribas a été suspendue ce mardi matin, afin de « prévenir une confusion possible », selon les autorités boursières, qui ne précisent pas quand seront reprises les cotations.

Outre-Atlantique, l'expectative est de rigueur et on « attend de connaître la suite » dans les milieux financiers américains.

La Banque de France entend agir vigoureusement pour défendre la monnaie

Après la victoire de M. Mitterrand, la journée du lundi 11 mai a été marquée par une baisse du franc sur les marchés des changes et une avalanche d'ordres de vente à la Bourse de Paris, émanant le plus souvent de porteurs étrangers. Pour mieux les apprécier, ces phénomènes doivent être replacés dans leur contexte, en tenant compte *des facteurs* techniques propres à ces marchés.

Sur les marchés des changes, le franc est immédiatement tombé *à son cours-plancher* vis-à-vis du mark qui, à Paris, pour la première fois depuis la constitution du Système monétaire européen (S.M.E.) en mars 1979, a touché son cours plafond à 2,4893 F.

Pour défendre cette parité, comme l'y obligent les règles du S.M.E., la Banque de France a d'abord employé, lundi 11 mai, l'équivalent de 3 milliards de francs, selon les *spécialistes* parisiens. Ensuite, elle a manié avec vigueur l'arme des taux d'intérêt puisque, dans la même journée, vers 17 heures, elle a porté de 13,5 % à 16 % son taux d'intervention sur bons du Trésor à sept jours, déjà relevé de 1 % la semaine dernière, et qui bat tous ses records historiques.

L'Institut d'émission doit, en *effet, faire face à deux exigences* : la hausse des taux d'intérêt internationaux, notamment aux Etats-Unis, où le taux de base des banques vient d'être porté de 19 % à 19,5 %, va contraindre les autres pays à *relever également* leur taux pour tenter de freiner la dépréciation de leur monnaie vis-à-vis du dollar ; les détenteurs de capitaux internationaux investis en France doivent être rassurés *à tout prix*.

A cet égard, la partie à jouer va être délicate pour le futur gouvernement. Sur nos réserves de changes — plus de 130 milliards de francs, — une bonne part (30 milliards de francs entrés en 1980) est constituée par des placements étrangers, souvent arabes, sous forme de dépôts bancaires à trois mois et de valeurs françaises, en particulier des obligations et des emprunts d'Etat acquis à la *souscription. Si* ces détenteurs de capitaux commencent à nourrir quelques inquiétudes sur la tenue du franc, une véritable hémorragie pourrait s'ensuivre, d'où les mesures prises par la Banque de France pour les rassurer.

Des moyens importants

Pour l'instant, l'Institut d'émission dispose d'importants moyens de défense, car M. Raymond Barre laisse les caisses pleines, du fait de la revalorisation de notre stock d'or et des entrées de capitaux attirés par la stabilité du franc, nos réserves ont été multipliées par quatre, en valeur, depuis 1976. Par ailleurs, la France dispose d'importants droits de tirage sur ses partenaires européens dans le cadre du FECOM.

C'est-à-dire que, dans l'immédiat, les spécialistes des changes, une fois l'effet de surprise dissipé, ne voient pas le franc quitter le Système monétaire européen ni même changer de parité. Après tout, le franc belge est tombé plusieurs fois à son cours-plancher ces dernières années et, en novembre 1980, aussi bien qu'en février 1981, la Banque de France avait dû soutenir le mark, passagèrement faible.

Par ailleurs, les conseillers de M. Mitterrand, notamment M. Alain Boublil (1), secrétaire de la commission économique du P.S., dans un entretien accordé à l'agence Reuter, a déclaré que « *la France respecterait ses engagements de politique économique internationale* », qu'elle dispose de réserves considérables et peut mobiliser des crédits importants au cas où le franc serait attaqué. Il considère que « *les non-résidents n'ont pas de disponibilités suffisantes pour tenter quelque chose* », repousse toute idée de fermeture des frontières et considère que « *la technique du termaillage permettra de résister à toute attaque* », ajoutant que M. Raymond Barre y veillera « *en liaison non officielle avec l'équipe de M. Mitterrand* ».

On pourrait être moins optimiste que M. Boublil en ce qui concerne l'attitude des non-résidents, notamment arabes, qui peuvent se contenter « *seulement* » de retirer leurs capitaux, ce qui aurait un effet assez désastreux. De toute façon, en matière de changes et de parités, la psychologie est reine, et tout repose sur l'appréciation portée par l'étranger sur les prochaines décisions du nouveau président.

Rassurer les petits épargnants

Quant à la Bourse, un phénomène unique dans ses annales, tout au moins depuis la guerre, s'est produit lundi 11 mai. Pris à contrepied par la victoire de M. Mitterrand, les opérateurs, qui avaient, assez curieusement, « joué » la réélection du président sortant, ont eu un réflexe immédiat : vendre à tout prix. Le résultat a été catastrophique : devant l'avalanche des ordres, les fameux « gendarmes », à savoir les investisseurs institutionnels, notamment la Caisse des dépôts, ont été submergés, et la quasi-totalité des valeurs françaises n'ont pu être cotées. Par ailleurs, les pouvoirs publics avaient demandé aux autorités boursières de limiter à 10 % les baisses *potentielles des cours, et c'est à* partir des niveaux virtuellement atteints, lundi 11 mai, en fin de séance, qu'un nouvel essai de cotation devait être tenté mardi 12 mai. A cet égard, M. Jacques Delors, conseiller de M. François Mitterrand, soucieux « *de ramener ces événements à de justes proportions* », voudrait dire aux « *petits épargnants* », dans une déclaration à Europe 1, que la nationalisation, quand elle aura lieu, n'est pas la spoliation. Les indemnisations seront calculées sur des bases longues, et ceux, les « *gros porteurs* », qui vendent « *compromettent les intérêts* » de ces petits épargnants.

FRANÇOIS RENARD.

(1) M. Alain Boublil est né le 21 juillet 1947 à Tunis. Diplômé d'études approfondies de mathématiques, diplômé de sciences politiques, docteur en économie, M. Boublil, après avoir été assistant à l'université de Paris-X-Nanterre, est, depuis 1977, chargé de mission au commissariat du Plan.

DANS LES SOCIÉTÉS NATIONALISABLES

Chez Dassault : « Il n'y a qu'à s'incliner »

A plusieurs reprises dans un passé récent, M. Marcel Dassault a évoqué la nationalisation du groupe privé aéronautique Dassault-Breguet dont, déjà, l'Etat détient 21 % du capital. En 1973, en 1976 et en 1978, M. Marcel Dassault a expliqué que « *si la majorité du peuple français décide que les fabrications d'armements doivent être nationalisées, il n'y a qu'à s'incliner. Cela ne fait pas l'ombre d'un doute* ». M. Dassault a seulement émis le vœu qu'il puisse rester conseiller technique de la société.

En 1980, la société Dassault-Breguet a réalisé un chiffre d'affaires de 10 700 millions de francs et employé 15 560 personnes. Le capital (501 412 050 F) est réparti, à raison de 72 %, dans les mains de la famille de son fondateur, de 21 % pour l'Etat et le reste est dans le public. Il ne s'agit là que de l'entreprise aéronautique. Car M. Dassault a créé autour *d'une société mère, la Société* centrale des études Marcel Dassault (SCEMD), des filiales qui entretiennent avec elle des relations juridiques, commerciales et financières assez *compliquées*. Les propositions de nationalisation n'ont jamais réellement précisé si, seule, était touchée la société aéronautique ou l'ensemble du groupe après remise en ordre.

En 1978, évoquant sa « réussite », M. Dassault avait expliqué : « *Supposez qu'un jour nous ne fassions pas les meilleurs avions qu'il soit possible de faire, avec les moteurs dont nous disposons, et qu'il y ait du chômage dans la société. Ce jour-là, il sera préférable pour le personnel d'être nationalisé parce que, pour les sociétés nationales, qui n'ont plus de travail, on trouve toujours les moyens de leur en donner. Alors, de ce point de vue, je trouve que la nationalisation ne serait peut-être pas une mauvaise chose.* »

Dans les milieux aéronautiques, tant privés que déjà nationalisés, la nationalisation de Dassault-Breguet n'apparaît pas, toutefois, de façon unanime, comme la panacée dans la mesure où, comme le déclare le président-directeur général d'une entreprise nationale, « *la stimulation du secteur privé est aussi nécessaire* ».

A Paribas : « Je n'ai pas envie de devenir fonctionnaire. »

« *La nationalisation ? Je n'en veux pas. Il faut un secteur privé, concurrent du public. Je n'ai pas envie de devenir fonctionnaire...* » Il a voté, pour la première fois, Chirac au premier tour, « *blanc* » au deuxième, par réalisme. Au lendemain de l'élection, il s'inquiète. Et si la nationalisation lui faisait perdre les trois mois supplémentaires versés chaque année au titre de la répartition des bénéfices ? Il gagnerait alors comme ses collègues du Crédit lyonnais — soit 1 000 francs de moins par mois (20 % de perte). Et qu'adviendra-t-il des autres avantages « maison » qui cimentent « *l'esprit Paribas* », comme on l'appelle ici ?

A la porte de la banque, dans les cafés des alentours, on discute serré avant d'aller prendre son service. Mais le ton reste feutré. L'attente, qui dura deux longues semaines, a pris fin. Finies les réunions d'information dans les services. L'un y mettait en garde le personnel contre le choix de la nationalisation. L'autre rassurait : cela ne changerait guère la situation, d'autres banques ont déjà été nationalisées, etc. Ces derniers jours, les partisans du vote à droite et ceux du vote à gauche campaient sur leurs positions. « *Pour être franc, la majorité ne croyait pas au changement* », dit une jeune employée. Aux dernières élections professionnelles, 40 % du personnel s'était abstenu...

Maintenant, tout est bouleversé. Un seul sujet brille sous les feux de l'actualité : comment se passera cette nationalisation de Paribas annoncée par les vainqueurs ? Il faudra attendre quelques semaines encore... — D. R.

Les organisations agricoles souhaitent la poursuite de la politique de « concertation »

Alors qu'elles s'étaient abstenues de prendre position pendant la campagne électorale, les organisations agricoles ont officiellement réagi après l'élection de M. Mitterrand. A l'exception de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture toutefois, dont le président, M. Perrin, s'était, lui, personnellement engagé en faveur du candidat sortant.

Au ministère de l'agriculture, on indique que M. Méhaignerie ne participera pas au conseil des ministres de la Communauté de ce mardi 12 mai. Le ministre a demandé à ses collaborateurs de faire le point, sur la préparation du budget, article par article, ainsi que sur les questions d'actualité, afin de remettre des dossiers à jour au futur hôte de la *rue* de Varenne.

Les déclarations encore très prudentes des dirigeants de la F.N.S.E.A. et du Centre national des jeunes agriculteurs (C.N.J.A.) révèlent cependant leur principale préoccupation, à savoir la poursuite de la politique de concertation avec les pouvoirs publics. Les deux organisations craignent en effet pour la qualité de cette « concertation », dans la mesure où la *majorité* nouvelle reconnaîtra officiellement comme elle s'y est engagée, les autres organisations syndicales (*F.F.A.*, MODEF, Paysans-Travailleurs). C'est pourquoi M. Guillaume pour la F.N.S.E.A. écrit : « *Par-delà les clivages politiques, malgré les situations économiques différentes à l'intérieur même de l'agriculture, le monde paysan reste et restera uni. Il est de plus attaché à la politique agricole définie par la F.N.S.E.A.* »

M. Fau, président du C.N.J.A., se déclare « *prêt à présenter ses propositions au président de la République : poursuite intensive de la politique d'installation, maintien du revenu agricole, clarification du débat européen* ».

On fait observer au C.N.J.A. que ce dernier thème sera celui du prochain congrès de l'organisation, les 2 et 3 juin, où le prochain ministre de l'agriculture, dont ce serait la première sortie, sera officiellement invité. Cette clarification au débat européen est aussi, on le sait, l'un des objectifs des socialistes.

Pour sa part, la Confédération française de la coopération agricole (C.F.C.A.) espère que « *la nouvelle ambiance politique va faire cesser la campagne de dénigrement menée contre la coopération agricole par certains milieux industriels et commerciaux* ».

En fait, dans le débat politique qui va se poursuivre, le monde des dirigeants paysans va devoir choisir entre l'alignement sur la nouvelle opposition et le jeu loyal de la négociation entre partenaires. Au regard de l'actuel rapport des forces, des reclassements sont dès lors à *envisager*. — J.G.

CHEZ LES CADRES

● *L'U.G.I.C.T.* (cadres C.G.T.) « *apprécie l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République comme un échec de la politique patronale, de ses objectifs de redéploiement et de sa volonté d'imposer l'austérité aux travailleurs* ». Les ingénieurs et cadres C.G.T. affirment qu'ils « *entendent jouer pleinement leur rôle pour une politique industrielle garantissant l'emploi et la qualification, choisissant délibérément l'indépendance technologique* ».

● *L'Union confédérale des cadres C.F.D.T.* (U.C.C.-C.F.D.T.) estime que « *avec le scrutin du 10 mai, les cadres sont enfin appelés à la responsabilité* ». Les cadres C.F.D.T. exhortent l'ensemble de leurs collègues « *à ne pas gâcher cette chance nouvelle par des réactions passionnelles ou des résurgences corporatistes* », (...) « *d'écarter les sollicitations polémiques et les blocages* » et de « *participer au changement possible, à travers un vaste dialogue décentralisé* ».

En outre, l'union C.F.D.T. demande aux cadres de comprendre que la priorité immédiate doit aller vers les plus démunis : « *La revalorisation substantielle du SMIC et des bas salaires est la première obligation* », souligne-t-elle.

● *Les cadres F.O.* : M. Robert Cottave, secrétaire général des cadres Force ouvrière : « *La vie démocratique vient de créer par l'alternance une dynamique nouvelle.* » Les objectifs restent « *d'obtenir un temps et des conditions de travail équilibrés, l'accès à l'information et la négociation de l'arrivée des nouvelles techniques* ».

« LES ENTREPRISES DOIVENT CONSERVER LEUR LIBERTÉ D'ACTION » déclare M. François Ceyrac

« *Au lendemain de l'élection présidentielle, les difficultés économiques demeurent ; elles ont pour noms : crise mondiale, coût de l'énergie, instabilité des monnaies, inflation, chômage...* », a déclaré lundi 11 mai M. François Ceyrac. « *La guerre économique qui nous est imposée exige que les entreprises françaises puissent faire face à la concurrence étrangère sur notre propre sol comme sur les marchés extérieurs.* »

« *Cela suppose notamment la stabilisation, puis l'allègement, des charges qui pèsent sur les coûts des entreprises, petites, moyennes ou grandes et le respect de leur liberté d'action* », a conclu le président du C.N.P.F.

Le Syndicat national des P.M.I., qui ne s'était pas engagé dans la bataille électorale, souligne « *une certaine convergence de vue avec les propositions de M. Mitterrand* ».

Le Centre des jeunes dirigeants (C.J.D.) entend, pour sa part, rester une « *force de dialogue et de propositions* », en estimant que la France a « *besoin de réformes profondes* ».

L'Union professionnelle de l'artisanat (U.P.A.), souhaite voir l'artisanat reconnu comme « *un partenaire à part entière* » par la nouvelle équipe dirigeante.

Enfin, dans un message de « félicitations » à M. Mitterrand, le CID-Unati appelle pour sa part à l'instauration d'un dialogue régulier et d'une concertation dans le respect de l'indépendance syndicale.

JUSTICE

Une nouvelle inculpation dans l'affaire de la chambre d'agriculture de la Haute-Corse

De notre correspondant

Bastia. — Une semaine après l'inculpation, pour abus de confiance, de M. Dominique Gambini, président de la chambre d'agriculture de la Haute-Corse, conseiller général et maire de Ghisonaccia (maj. prés.) (*le Monde* du 2 mai), M. Gérard Pancrazi, juge d'instruction à Bastia, a inculpé, le jeudi 7 mai, pour les mêmes motifs, M. André Gianeily, vice-président de la chambre d'agriculture et président de la caisse du *Crédit agricole de Bastia*.

Ces deux inculpations font suite à la plainte déposée, le 30 octobre 1979, par la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles et le Centre départemental des jeunes agriculteurs de la Haute-Corse au sujet d'*« irrégularités et d'abus »* déjà dénoncés par les représentants professionnels. Il s'agit notamment, selon ces syndicats, de *« fonds de l'Association nationale de développement agricole (ANDA) indûment conservés par la chambre d'agriculture : de la création d'un emploi de secrétaire anormalement affectée au service particulier sur son exploitation de l'actuel vice-président ; du recrutement de personnel sans autorisation du ministère de tutelle ; de remboursements de frais de déplacement sans justification, et, en dehors du caractère professionnel de ces derniers, de manipulations comptables avec mise en place de cavalerie d'emprunts et d'avances. »*

Créée en 1976, au moment de la bidépartementalisation de l'île, la chambre d'agriculture de la Haute-Corse a très vite rencontré d'importants problèmes de gestion, et son efficacité a été rapidement mise en cause. Venu enquêter au mois de juin 1978, M. Druart, ingénieur général *du génie rural des eaux et forêts*, avait relevé, dans un rapport confidentiel, que *« les contacts extérieurs sont inexistants en ce qui concerne les services de développement, l'élevage et les services généraux »*, et observé en outre *« nonchalance et absentéisme »* de la part d'une partie du personnel. Le déficit actuel de la chambre est évalué à plus de 1 million de francs.

M. Gambini a choisi pour sa part de se défendre en s'abritant derrière la « tutelle administrative » chargée d'assurer le contrôle financier de la compagnie. Une position qui pourrait être de nature à embarrasser l'administration, dans la mesure où le président de la chambre est aussi un homme politique proche du pouvoir, et qu'il a notamment bénéficié de la protection de M. Jean-Etienne Riolacci, conseiller du président de la République, dans une affaire l'opposant à l'ANDA. Ce dernier était en effet intervenu auprès de cette association afin que la chambre d'agriculture de la Haute-Corse obtienne un financement complémentaire destiné à résorber une partie de son déficit.

Attentat « anti-nucléaire » dans le Tarn-et-Garonne

De notre correspondante

Toulouse. — Un attentat par explosifs, revendiqué par un groupe de militants « antinuclaires » a détruit, dans la nuit du dimanche 10 au lundi *11 mai*, treize engins de terrassement garés sur le chantier de l'autoroute A-61, à Auvillar (Tarn-et-Garonne). Ce matériel appartient à l'entreprise B.E.C., qui travaille aussi dans le même département, à la construction de la centrale nucléaire de Golfech. Les dégâts sont estimés à 3 millions de francs et l'entreprise envisage, en outre, de mettre au chômage technique une quarantaine de ses salariés.

Selon *le service régional* de police judiciaire (S.R.P.J.) de Toulouse, chargé *de l'enquête*, les auteurs de l'attentat ont utilisé des bâtons de dynamite reliés entre eux et mis à feu par un système d'accumulateurs.

Dans la communication revendiquant cette action, adressée le 11 mai au bureau de *la Dépêche du Midi* de Castelsarrasin et signée *« Les antinucléaires »*, ceux-ci déclarent : *« Notre camarade François Mitterrand, qui vient d'être élu président de la République, s'est montré ferme sur l'établissement d'un moratoire à propos des centrales nucléaires de Golfech et de Plogoff. Soucieux de lui apporter notre concours, nous avons entrepris de stopper les engins des sociétés qui travaillent à l'aménagement des sites de Golfech. L'attentat d'Auvillar est destiné à montrer aux pouvoirs publics notre ardeur.*

Vers la suspension de la grève de la faim des vingt et un Tunisiens de Massy

M. Perrilliat, préfet de l'Essonne, a reçu, le lundi 11 mai, les membres du comité de négociation représentant les vingt et un jeunes Tunisiens en grève de la faim à Massy (Essone), depuis le 22 avril, pour obtenir leurs titres de *séjour* et de *travail* (*le Monde* des 28 avril et 7 mai). Un accord *de principe a été acquis* : les intéressés devraient recevoir le 12 mai un récépissé de carte de séjour — titre provisoire leur permettant d'attendre dans la légalité la régularisation de leur situation. Les vingt et un grévistes mettraient ainsi fin à leur mouvement, après vingt et un jours de jeûne qui ont altéré gravement leur état de *santé*.

La victoire de M. François Mitterrand aux présidentielles a suscité dès le lendemain l'espoir *dans* les *rangs des associations* d'immigrés. Les socialistes ont depuis long temps formulé des propositions garantissant les droits et les libertés des immigrés en France. La question revêt une actualité brûlante à Massy. Si pour les vingt et un grévistes tunisiens, la régularisation est quasiment assurée, que va-t-il advenir de leurs quarante-quatre *camarades, résidant dans le* même *foyer Sonacotra*, interpellés *dans la même rafle du 3 février* dernier et menacés d'expulsion eux aussi ?

Le problème est encore plus général, souligne M. Jean Ollivier, secrétaire de l'union départementale C.F.D.T. Aux cent mille immigrés enregistrés fin 1979 dans l'Essonne (source préfectorale) s'ajouteraient cinq mille clandestins. *La C.F.D.T.*, pour sa part, inscrit la grève de la faim de Massy *« dans une lutte plus large pour la régularisation de l'ensemble des immigrés clandestins »*, précise M. Ollivier. Mais à en juger par les discussions vives menées au sein du comité de soutien (1) à Massy sur l'opportunité d'élargir le mouvement des vingt et un — extension refusée jusqu'alors, — le droit à la régularisation pour tous risque de faire problème.

D. R.

(1) Ce comité regroupe les organisations suivantes : Ligue des droits de l'homme, U.L. C.G.T.-F.O., U.L. C.F.D.T. Massy, P.S., Comité de résidents du *foyer* Sonacotra, P.C.M.L., L.C.R., Comité anti-expulsion Chilly, MRAP Longjumeau et Massy, P.S.U. Massy et Palaiseau, Vie nouvelle, JOC Immigrés, FASTI, UTIT, JOC, O.C.L., C.C.F.D. Verrières, ASTI Ulis et Châtenay, P.C.R.M.L., ACAFI Sainte-Geneviève-des-Bois, Fédération anarchiste, SNI-P.E.G.C., Comité de défense de l'U.G.T.T., Syndicat de médecine générale.

● *M. Paul Gravillon* a présenté lundi sa démission de président du Club de la presse de Lyon pour protester contre la *diffusion*, sans son autorisation ni celle de ses invités, d'un *film tourné dans* les locaux de l'association qu'il dirige.

Le Club de la presse, de son côté, a déposé une *plainte contre* le réalisateur de ce film, présenté en images muettes par *Télé-Lyon* canal 22 le 8 mai, sur l'ensemble de l'agglomération lyonnaise (*le Monde* du 12 mai).

Enfin M. Michel Noir, député R.P.R. du Rhône qui avait participé au débat, a également déposé plainte contre Télé-Lyon canal 22 pour *« atteinte au droit à l'image »*.

FAITS ET JUGEMENTS

UNE ORGANISATION « JACQUES-MESRINE » A REVENDIQUÉ L'ATTENTAT CONTRE LE TRAIN « LE LYONNAIS ».

Un attentat à la bombe a fait cinq blessés légers, le lundi 11 mai vers 13 h. 15, dans une rame du train à grande vitesse (T.G.V.) « le Lyonnais » assurant depuis quelques mois un service « classique » entre Paris et Lyon. Le train roulait à vive allure près de Montereau (Seine-et-Marne), en direction de Lyon. Bien qu'endommagé, il a pu *freiner assez rapidement*. Selon les policiers, l'engin explosif, d'assez faible puissance, avait été placé dans les toilettes ou dans un coffre à bagages. Deux portières ont été arrachées et un début d'incendie s'est déclaré dans une voiture. Légèrement brûlés, cinq passagers ont été conduits à l'hôpital de Montereau pour y recevoir des soins.

Peu de temps avant le départ *du train de la gare de Lyon*, à Paris, un correspondant anonyme se réclamant du groupe « Organisation Jacques Mesrine » avait appelé la direction générale de la S.N.C.F. pour signaler que des bombes avaient été déposées dans trois grands trains (le « Lyonnais », le « Cisalpin » et le « Mistral »). *« Il ne nous a pas été possible de stopper à temps le Lyonnais, malgré les messages passés par radio à son conducteur »*, *indique-t-on* à la S.N.C.F.

Une organisation Jacques Mesrine (*Mouvement contre l'enfermement* systématique et pour la réaction infernale à la nitroglycérine éducative), du nom du malfaiteur tué au cours d'une fusillade, le 2 novembre 1979, par la police, avait, semble-t-il, déjà revendiqué deux attentats contre les palais de justice de Clermont-Ferrand et de Tarbes en août 1978 et octobre 1979. La brigade criminelle a été chargée de l'enquête.

● *Un accident du travail a fait deux morts et deux blessés*, ce mardi matin 12 mai, dans une entreprise métallurgique de Saint-Omer (Pas-de-Calais).

● *Un engin explosif dissimulé dans un colis* a été déposé par des inconnus, le lundi 11 mai vers 1 heure, sur l'une des marches de l'entrée du commissariat central de Charleville-Mézières (Ardennes). L'engin a pu être neutralisé.

● *Arrestation de six malfaiteurs soupçonnés de trafic d'armes volées.* — Six personnes ont été arrêtées à la suite de la découverte, samedi 9 mai à Lyon, d'une quarantaine d'armes de poing dans une voiture appartenant à des gangsters du milieu « siclo-grenoblois » et devaient être présentées mardi 12 après-midi au parquet de Lyon. A la suite d'une filature de plus de trois mois, les policiers du S.R.P.J. de Lyon ont arrêté samedi près *de la gare de Lyon-*Perrache une voiture dans *laquelle se trouvaient* trois malfaiteurs transportant avec eux une quarantaine de pistolets de calibre 7,65 et une somme de 50 000 francs en argent liquide. Les trois hommes, deux lyonnais, Didier Chamizo, 30 ans, et Lionel Hurtand, 32 ans, ainsi qu'un parisien, Alain Lecointre, 43 ans, devaient livrer les armes à deux autres malfaiteurs avec lesquels ils avaient rendez-vous dans un bar proche.

Les policiers ont aussitôt arrêté les deux commanditaires du trafic, Michel Ardouin, 37 ans, originaire de Paris, un ancien « lieutenant » de Jacques Mesrine, et Carmelo di Vincenzo, 40 ans, domicilié à Grenoble. Quelques heures plus tard, les enquêteurs ont appréhendé un sixième homme, Giovanni La Roca.

● *Saisie d'héroïne en Suisse.* — La police du canton de Vaud a saisi, le samedi 9 mai, 4,3 kilos d'héroïne d'une valeur d'environ 10 millions de francs suisses (26 millions de F.F.). La drogue était dissimulée dans une voiture immatriculée en Grande-Bretagne *à bord de laquelle se* trouvaient deux ressortissants *algériens âgés de vingt-six* et vingt-neuf ans et une Anglaise âgée de trente-deux ans. Cette saisie, qui fait suite à une longue enquête des différentes polices cantonales helvétiques et des polices française et anglaise, est la plus importante jamais opérée en Suisse.

● *M. Jacques Bidalou*, ancien juge d'instance à Hayange (Moselle), révoqué de la magistrature *le 8 février, a été* reçu *le* lundi 11 février, à sa demande, au ministère *de la justice*. M. Bidalou souhaite être réintégré *dans la* magistrature. *Il a déposé* pour cela un recours pour excès *de pouvoir* devant le Conseil d'Etat. Selon la chancellerie, *M. Bidalou ne peut obtenir* la révision de la procédure qui a *abouti à sa révocation par* le Conseil supérieur de la magistrature. *Il pourrait, en revanche*, obtenir satisfaction, le cas *échéant, à l'occasion* de la prochaine loi d'amnistie.

LA CONTROVERSE SUR LE PASSÉ DE M. PAPON

« Il faudrait qu'une enquête ait lieu »

Une semaine après la publication par « le Canard enchaîné » d'informations selon lesquelles M. Maurice Papon, actuel ministre du budget, aurait concouru à la déportation de mille six cent quatre-vingt-dix juifs de la région de Bordeaux, entre 1942 et 1944, alors qu'il était *secrétaire général de la préfecture de la* Gironde, l'intéressé n'a toujours pas répondu *dans le détail aux accusations dont il est l'objet*. Il s'en tient au communiqué qu'il a publié, le *6 mai, qualifiant alors l'article de l'hebdomadaire de « manœuvre électorale de dernière heure, réalisée au prix d'un truquage honteux »* (« le Monde » du 7 mai). Le ministre du budget avait différé à la période suivant l'élection présidentielle le rendez-vous qu'il nous avait accordé initialement le 6 mai. Nous n'avons pas pu encore obtenir de sa part une nouvelle date.

A Bordeaux, le comité départemental des anciens combattants de la Résistance a publié, « en l'absence de tout démenti » de M. Papon, un *communiqué dans lequel il demande qu'on* procède à des « auditions de témoins » et que *cette affaire soit « instruite »*. *Ce sentiment est* partagé par les responsables de la communauté juive de Bordeaux.

De notre envoyé spécial

Bordeaux. — En plein centre de Bordeaux, perpendiculaire à la rue Sainte-Catherine, la petite rue où se trouve la synagogue a été rebaptisée, au mois de mars dernier, du nom du grand rabbin Joseph Cohen. L'actuel rabbin, Claude Maman, raconte *que son prédécesseur allait, durant* l'occupation, chaque jour porter des *colis jusqu'au camp de rassemblement* de Mérignac, où étaient enfermés les juifs arrêtés par la Gestapo et la police française.

Le grand rabbin Joseph Cohen est toujours parvenu à échapper aux rafles. En revanche, mille neuf cent trente et un juifs du département de la Gironde ont pris la direction des camps de la mort. Très peu en sont revenus. Les noms de six cents d'entre eux, pour rappeler les six millions de victimes de la « solution *finale* », *figurent* sur la grande plaque de marbre du mémorial élevé *sur le parvis de la synagogue.*

Combien d'entre eux sont passés *par le camp de Drancy avant d'être* entassés dans les wagons à bestiaux les amenant *en Allemagne ? Pour* lesquels d'entre eux M. Maurice Papon aurait-il, selon *le Canard enchaîné*, signé des ordres de réquisition de gendarmes français utilisés pour la surveillance des convois de Mérignac à Drancy, alors qu'il était secrétaire général de la préfecture de la Gironde ? Les révélations de l'hebdomadaire, que le quotidien *Sud-Ouest* n'a pas reprises, ne sont *pas toujours connues des quelque* six mille juifs de Bordeaux. La quasi-*totalité les ignore même. Et ceux qui* savent s'étonnent qu'il ait fallu autant *de temps pour que ces informations* soient portées à la connaissance du *public*. Pour l'instant, les commentaires sont prudents. *« Vous savez,* dit le rabbin *Maman, il y a un principe du judaïsme qui dit qu'il ne faut pas porter de jugement avant d'avoir des preuves. Il faut donc qu'une enquête ait lieu et faire confiance à la justice. »*

De son côté, M. Léon Lévy, président local de la LICRA, estime lui aussi qu'il est préférable d'attendre a*fin de savoir si tout cela est rigoureusement* exact. Aucune réaction *d'indignation ni de manifestation* d'étonnement. *« En cette période, c'est délicat »*, ajoute le rabbin Maman.

La nouvelle n'a guère provoqué *de remous parmi les résistants*. Près de quarante ans après les *faits, les souvenirs de cette période* troublée sont bien difficiles à ras*sembler pour les survivants du* comité départemental de libération. Certes, M. Maurice Papon était à l'époque considéré comme un pétainiste convaincu et tous affirment qu'il n'a jamais appartenu à un mouvement local de résistance. Mais sur ses activités de secrétaire général de la préfecture, personne ne peut dire ce qu'elles furent. M. Gabriel Delaunay, ancien président du comité départemental de libération, qui fut par la suite nommé préfet de région, estime que M. Maurice Papon était *« dans une mécanique dans laquelle il ne pouvait guère éviter de participer à des activités antisémites. Il aurait fallu qu'il démissionne. Il ne l'a pas fait. Cependant*, dit-il, *je crois, tel que je le connais, que c'est un homme qui a fait ce qu'il a pu pour éviter certaines choses »*.

Questions sans réponse

Un autre résistant de la première heure, Mᵉ Jean Costedoat, considère que les *pouvoirs de M. Papon*, à cette époque, étaient importants, mais ignore quel fut le rôle de l'actuel ministre du budget pendant l'occupation. A la Libération, les archives de la préfecture avaient mystérieusement disparu et rien n'a été retenu contre M. Papon, sinon sa collaboration avec les autorités de Vichy.

Certes, les membres du comité de libération se sont étonnés que *M. Gaston Cusin, commissaire de* la République, désigné par le gou*vernement provisoire d'Alger, ait* choisi M. Papon pour être son chef *de cabinet. Mais sans plus.* En revanche, quand ce dernier a été nommé préfet des Landes, alors que le poste était déjà occupé par un résistant, *M. Charry*, les protestations ont été nombreuses et vigoureuses, à tel point que la décision a dû être immédiatement annulée. Personne cependant n'explique pourquoi M. Cusin avait choisi M. Papon pour occuper ces postes importants, mais tous estiment que le commissaire de la République l'a « protégé ». Pour quelles raisons ? M. Papon avait-il su se faire à temps des relations dans la Résistance, comme le suggèrent certains, bien que *n'ayant jamais appartenu au NAP* (Noyautage des administrations publiques) ? *Là encore la question* reste sans réponse.

Aucun des résistants rencontrés n'est en mesure de formuler des *griefs précis* contre M. Papon. Seule est incriminée sa compromission politique. Il semble qu'on n'ait guère cherché plus loin. Il est vrai qu'à la Libération la résistance bordelaise était pratiquement décapitée, ce qui a permis à bon nombre de collaborateurs de passer entre les mailles du filet. Malgré tout, les anciens dirigeants du comité de Libération estiment que les révélations du *Canard enchaîné* sont plausibles. *« Ce qui est grave*, indique Mᵉ Costedoat, *c'est qu'on l'accuse d'être allé plus loin que ce que les Allemands lui demandaient de faire. »*

Les souvenirs sont quelquefois divergents. L'un affirme qu'en réalité M. Papon n'a pas été inquiété, parce que le préfet lui-même, du temps de l'occupation, M. Maurice Sabatier, a été « blanchi » avant d'être nommé au Conseil d'Etat. Un autre paraît sûr que le cas de M. Sabatier a *cependant été soumis à l'appré*ciation d'un comité d'épuration. Ce *qui est clair, c'est que M. Papon*, après avoir été suspendu, comme tout le personnel de la préfecture, a repris immédiatement du service et a pu poursuivre une brillante carrière jusqu'au poste de ministre du budget.

MICHEL BOLE-RICHARD.

LA DÉCLARATION DES RÉSISTANTS DE LA GIRONDE

Voici les principaux passages de la déclaration du comité départemental de la Gironde des anciens combattants de la résistance :

« A cette époque la répression aveugle a endeuillé la communauté juive. Les rafles nocturnes ont toutes été conduites par la police et ont entraîné d'abord au camp de Mérignac, ensuite à Drancy, puis à Auschwitz, six cents juifs d'origine girondine, et un millier d'autres capturés dans les départements voisins de la ligne de démarcation. Cependant, on n'a trouvé à la libération aucun responsable, puisque aucune instruction n'a été ouverte, sauf à l'encontre d'Henry Dehan, qui opéra en décembre 1943 et janvier 1944, et paya de la peine capitale les ratissages opérés, avec les listes établies par la préfecture.

Alors, si donc des documents attestent de la responsabilité prise délibérément par un haut fonctionnaire, et qu'importe ce ou ces hauts fonctionnaires, il convient de procéder aux auditions de témoins et d'instruire cette affaire, afin d'assainir l'atmosphère alourdie par une accusation accablante pour nos institutions, et portant atteinte aux sacrifices consentis par la génération de la Résistance. »

هكذا من الأصل

Le Monde

sports

RUGBY

Béziers-Bagnères pour une finale inédite

Finale inédite du championnat de France de rugby le 23 mai en nocturne au Parc des Princes : le Stade bagnérais, qui opère en première division depuis 1970 seulement, et l'Association sportive biterroise, qui a été huit fois championne de France depuis 1961, se disputeront le « bouclier de Brennus » pour la première fois.

Les Bigourdans se sont qualifiés le 9 mai à Bordeaux en battant 6-3 l'Association sportive montferrandaise au cours d'une rencontre où les défenseurs des deux bords ont plaqué avec acharnement.

A Toulouse, le 10 mai, les Biterrois n'ont fait qu'une bouchée du club lourdais, huit fois champion de France entre 1948 et 1968, qui s'est incliné sur le score de 35 à 19 en dépit de relances incessantes.

Ces deux matches laissent augurer une finale à grand spectacle à Paris.

De notre envoyé spécial

Toulouse. — Il y avait tout à craindre de ces finales de championnat et surtout un' rugby de tranchées où le ballon n'est extrait du maelstrom humain que pour être tapé en touche. Montferrand et Béziers, qui affrontaient respectivement Bagnères et Lourdes, ont en effet cette *méchante habitude de fermer le jeu,* de progresser centimètre par centimètre à la force des reins de leur pack ou à la botte de leurs arrières. De plus, fier-à-bras, Auvergnats et Héraultais ont accroché à leurs maillots des réputations à noircir un casier judiciaire. Et aucune des deux équipes n'avait fait le moindre effort pour démentir ces mauvaises impressions depuis les seizièmes de finale.

Etait-ce pour cela ou bien en raison du temps incertain, des retransmissions télévisées des matches, ou encore des préoccupations électorales, toujours est-il que les spectateurs n'ont pas été très nombreux dans les deux stades : environ 5 000 samedi et 18 000 dimanche. Pourtant, en quelques minutes à Bordeaux comme à Toulouse, les craintes furent dissipées : les équipes étaient décidées à jouer au rugby et seulement au rugby. Et ce furent deux récitals successifs.

L'étroitesse du score (6-3) qui a donné la victoire à Bagnères sur *Montferrand* grâce à deux pénalités d'Aguirre contre une de Romeu, buts tapés en première période, pourrait laisser penser *le contraire. Or, ce fut, de part et* d'autre, un véritable déferlement. Côté pyrénéen, la troisième ligne Frutos, Derghall, Cigana, a fait merveille dans les regroupements et en touche, alimentant sans cesse en ballons d'attaque les trois-quarts, qui s'élançaient de bon cœur dans le champ ou dans le tunnel en redoublant passes croisés et feintes de corps. Une fois au moins, Bagnères fut sur le point de toucher au bonheur, *mais l'essai de Frutos fut refusé* par l'arbitre, qui estima la troisième ligne hors jeu.

Constamment, les Auvergnats restèrent bien placés pour éteindre ces incendies, plaquant et plaquant encore puis relançant l'attaque à leur profit. Le pilier Detrez par exemple chargea comme un chevalier en quête du Graal et fit des trous d'obus dans les lignes bigourdanes. Sans doute ne bénéficia-t-il pas de tout le soutien nécessaire pour que les dividendes de ses percées dévastatrices puissent être décomptés. *Et, à l'aile, Dubertrand fit sans* conteste trop de bourdes. Toutefois, la défense de Bagnères ne fut jamais au chômage. Elle dut même soutenir des cadences infernales, car le jeu fut, quatre-vingts minutes durant, un flux et un reflux incessant.

En quittant Bordeaux, on pouvait regretter que l'issue d'une telle partie — logique en un sens, puisque les deux équipes avaient les meilleures défenses de la phase finale du championnat — fut scellée sur coups de pied de pénalité par la réussite relative d'Aguirre et l'échec tout aussi relatif de Romeu, le « *vieux Gaulois* », recordman des points marqués en équipe de France (271) et exécuteur des hautes œuvres du *XV de Jacques Fouroux, et qui* va prendre sa retraite à trente-trois ans sans jamais avoir disputé une finale de championnat.

En arrivant à Toulouse, on craignait un affrontement sanglant entre avants, les packs de Béziers et de Lourdes étant de tonnages équivalents. Craintes là aussi balayées dès les premières minutes du match : les deux équipes étaient bien décidées à ne jouer qu'au ballon et à 100 à l'heure encore. Car la plus forte surprise vint du rythme soutenu durant toute la partie.

Les « vieux Biterrois », qui ont plus de dix campagnes derrière eux sans avoir pour autant dépassé la trentaine, les Vaquerin, *Paco, Martin et autres Estève,* ont décidément encore des jambes et du souffle. Pourtant, ils avaient en face d'eux des gaillards comme Gremaschi et Garuet, qui ont su les faire reculer par trois fois en mêlée. Mais, dans les regroupements, les Biterrois sont des orfèvres. Pendant trente minutes, les *Lourdais ne firent sortir à leur* avantage aucun ballon des empilements. Ils furent ainsi acculés à la défensive pendant que la *troisième ligne* biterroise, avec Mioch, Cordier et Lacans, se déchaînait.

L'avance acquise à la mi-temps par Béziers (12-6) grâce à un drop et trois pénalités ne paraissait pas décisive alors que Caussade avait manqué, pour Lourdes, trois buts en moins de cinq minutes. Les Pyrénéens crurent-ils alors que Béziers ne pourrait pas soutenir la cadence de la première période ? Dès la *reprise, Berbizier fit donner* à fond sa cavalerie légère. Mais Béziers ne fléchit pas : contres d'abord, grâce à Lacans, véritable renard voleur de poules, puis attaques par la troisième ligne ou les trois-quarts en voltigeurs. Résultat : cinq essais et 35 à 9 au tableau d'affichage pour finir.

Lourdes a sombré avec panache, ne cherchant pas à limiter les dégâts, tandis que les rouleaux compresseurs biterrois montraient qu'ils pouvaient aussi jouer comme les grandes cuvées galloises, celles où les quinze joueurs ont leur part de travail et de bonheur. Ce fut la *fête* du rugby.

Après de telles démonstrations, la finale du 23 mai devrait être d'un grand cru. Mais les équipes de Bagnères et de Béziers pourront-elles offrir un aussi agréable spectacle dans deux semaines ? L'une et l'autre ont quelque peu souffert de leurs débauches d'énergie. Il serait dommage que la qualité du jeu en pâtisse, car Biterrois et Bagnérais sont à la recherche d'une consécration : le record des titres nationaux avec *neuf victoires* pour Béziers, le premier « bouclier de Brennus » pour Bagnères, qui veut effacer les mauvais souvenirs de la sinistre finale perdue contre Narbonne (10-0) en 1979, année où les Bigourdans avaient éliminé en quarts de finale les Biterrois.

ALAIN GIRAUDO.

FOOTBALL

LA COUPE D'ANGLETERRE

Une centième décevante

De notre correspondant

Londres. — La centième finale de la Coupe d'Angleterre de football, la « Cup final » du centenaire, a pris fin sur un match nul (1 à 1), à la grande déception des supporters mais au soulagement des équipes de Manchester City et de Tottenham Hotspurs, qui terminèrent un épuisant affrontement de deux heures littéralement sur les genoux. Pendant la demi-heure de prolongation, le terrain de Wembley *prit l'aspect du* champ de bataille de Gravelotte. Des joueurs tombaient, victimes de crampes, grimaçant de douleur et certains n'arrivaient pas à se relever. D'autres ne trouvaient plus la force de courir après le ballon, certains même de marcher. Seule la volonté d'empêcher l'adversaire de marquer le but qui lui aurait donné une victoire injuste les animait. En tout cas, les deux équipes gardent espoir de l'emporter jeudi 14 mai.

Les survivants de l'hécatombe trouvèrent assez de force pour serrer la main de la reine et accomplirent un tour d'honneur modeste et désorganisé, pour faire plaisir à leurs supporters respectifs, errant comme des âmes en peine et refusant de quitter le stade. Le manager de Manchester City estimait qu'on ne devrait plus jouer des prolongations dans de tels matches. Mieux vaudrait, comme aux Etats-Unis, régler l'affaire par un tir de penaltys.

Le match fera date dans les annales du football. En effet, pour la seconde fois dans l'histoire de la Coupe, un seul joueur, Tommy Hutchison, marqua les deux buts de la partie, dont l'un contre son propre camp. Le plus âgé (trente-trois ans) des joueurs sur le terrain avait, à la 29e minute, obtenu de la tête un but spectaculaire donnant à Manchester City un avantage mérité. Mais les dieux du football peuvent être capricieux et allaient lui donner une *terrible* leçon d'humilité. Ils réservaient une méchante surprise à celui que la foule encensait comme le héros du match.

A la 80e minute, sur un coup franc tiré par Hoddle, il interposa sa poitrine, détournant ainsi le ballon dans ses filets. *Hutchison* au farouche visage de sherif, à la moustache blonde, s'effondra la tête dans les mains tandis que les *joueurs* et les *supporters* de Tottenham exultaient. En fait, les « Spurs », favoris, avec les deux Argentins Ardiles et Villa, l'International Hoddle et le puissant noir Crooks, méritaient bien d'égaliser, mais pas par cet ironique coup du destin.

HENRI PIERRE.

CYCLISME

La confirmation de Régis Clère

Les épreuves par étapes qui viennent de se dérouler ont mis en évidence, d'une manière générale, le bon comportement des jeunes routiers français. Le cas le plus caractéristique est probablement celui de Régis Clère, qui a porté pendant plusieurs jours le maillot de leader du Tour d'Espagne et qui a réalisé le meilleur temps sur deux des trois secteurs contre la montre, confirmant ainsi des dispositions de rouleur supérieures à la moyenne. Certes, la Vuelta, désertée par les vedettes et gagnée par l'Italien Giovanni Battaglin, n'a pas été d'un très haut niveau, mais elle constitue toujours un exercice difficile pour un néo-pro et il est rare qu'un coureur s'y distingue pour ses débuts. Régis Clère a brillamment réussi son examen de passage à cette occasion, ainsi d'ailleurs que son équipier Vichot, vainqueur d'une étape.

Dans les Quatre Jours de Dunkerque, une course d'un caractère très différent enlevée par le Néerlandais Bert Oosterbosch, ancien champion du monde de poursuite, Pascal Poisson et Madiot ont une fois de plus attiré l'attention, tandis que Bernard Hinault demeurait constamment en retrait. On peut croire que le vainqueur de Paris-Roubaix, devenu soudain bien discret, n'est pas au mieux de sa forme ou qu'il se trouve momentanément démobilisé. Il a en effet été battu dans le final contre la montre gagné par Oosterbosch, il est vrai, à plus de 49 km-heure de moyenne.

Enfin, Philippe Martinez a fait preuve d'ardeur et même d'audace dans le Tour de Romandie que l'on destinait à Saronni et qui s'est terminé par la victoire du Suédois Prim. C'est la première fois que l'épreuve suisse revient à un Scandinave.

J. A.

Le Monde

SCIENCES ET TECHNIQUES

L'OPTIQUE DES RAYONS X

D'importants progrès et de nombreuses utilisations

Si les rayons X sont largement utilisés, l'optique des *rayons X est presque une science nouvelle. On ne savait guère,* en effet, dévier ou concentrer les rayons X, c'est-à-dire accomplir les opérations de base de tout appareil optique. Des progrès très récents dans la technologie des couches ultra-minces viennent de permettre de fabriquer des miroirs capables de réfléchir une proportion notable des rayons X *qu'ils* reçoivent

D'autre part, des techniques un peu différentes donnent désormais la possibilité de construire des lentilles — ou des *substituts de lentilles — à rayons X. Cela va permettre,* et permet déjà, au stade du laboratoire, de construire des appareils potentiellement aussi utiles que les instruments d'optique classiques. La technologie utilisée a aussi des emplois hors de l'optique des rayons X, en microélectronique et en informatique par exemple. Aussi constitue-t-elle un domaine de recherches qui entraînera sans doute des retombées importantes.

L'ŒIL humain ne perçoit qu'une petite partie de la lumière : le « visible » est limité à une étroite bande de vibrations lumineuses, coincée entre l'infrarouge et les micro-ondes d'un côté, l'ultraviolet puis les rayons X et gamma de l'autre. Toutes les techniques de l'optique classique, réflexion sur des miroirs, *réfraction* par des prismes ou des lentilles, polarisation par certains *cristaux,* ont été étudiées et mises au point pour la lumière visible, *et* ne s'étendent qu'aux proches infrarouges ou ultraviolets. La finesse d'analyse que permettent les instruments optiques — qu'on songe à ce qu'ont apporté depuis trois siècles le télescope ou le microscope — serait pourtant bien utile pour recueillir l'information apportée par les autres vibrations lumineuses.

Mais celles-ci se « manipulent » moins aisément que la lumière visible. Dans le domaine des ondes radio, on sait fabriquer des réflecteurs à partir desquels les astronomes ont construit des radiotélescopes dont les performances avoisinent celles des télescopes optiques. Mais dans celui des rayons X, on ne sait faire, à proprement parler, ni lentille ni miroir.

Ce n'est pas manque d'ingéniosité. Les propriétés physiques de la *matière en sont cause.* Pourtant, en violant la nature, en *utilisant des techniques d'une* extrême finesse, des chercheurs *s'affranchissent peu à peu des* limitations naturelles.

Pour les spécialistes d'optique, les rayons X ont plusieurs défauts. L'un est d'être pénétrants : ils sont peu absorbés par la matière et peuvent traverser de grandes épaisseurs — au moins à l'échelle atomique. C'est évidemment ce qui fait leur intérêt pour le médecin radiologiste, et, plus largement, pour tous ceux qui utilisent les techniques radiographiques. Pour découvrir une lésion tuberculeuse dans un poumon, ou une fissure dans une pièce en acier, ils sont et restent d'une très grande utilité. Mais cela se fait en interposant l'objet à radiographier entre une source de rayons X et une plaque photographique. Ce type de manipulation procède de l'ombre chinoise ! On obtiendrait des informations beaucoup plus précises avec des lentilles et des miroirs.

Le même indice

Mais de miroirs et de lentilles au sens strict, il n'en est pas question. Une lentille utilise la réfraction, c'est-à-dire la déviation de la lumière, à la séparation de deux milieux d'indices différents : en pratique, au passage de l'air au verre, puis du verre à l'air. Or, tous les matériaux ont, *quand il s'agit de* rayons X, pratiquement le même *indice. Le passage* de l'un à l'autre ne dévie pas ces rayons, et l'on ne peut donc pas constituer de lentilles.

Pour les miroirs, le problème est différent. Un matériau réfléchissant est, d'abord, un matériau très absorbant, bien que cela paraisse paradoxal : il atténue très rapidement la fraction de la lumière qui y pénètre. On montre qu'il faut que cette absorption se fasse sur une distance petite par rapport à la longueur d'onde de la lumière pour qu'une part importante de cette lumière soit réfléchie. Dans le domaine visible, les longueurs d'onde vont de 400 à 800 nanomètres (milliardièmes de mètre) et il existe bon nombre de matériaux qui peuvent faire des miroirs.

Les longueurs d'onde des rayons X sont beaucoup plus courtes : moins de 0,1 nanomètre pour les rayons X « durs », jusqu'à 30 nanomètres pour les rayons X « mous », cette frontière entre les rayons X et les rayons ultraviolets étant très arbitraire. Or les distances interatomiques sont de quelques dixièmes de nanomètre, et, même pour les matériaux les plus absorbants, l'absorption se fait toujours sur une distance très supérieure aux distances interatomiques : il faut que la lumière rencontre beaucoup d'atomes pour être complètement absorbée. Sa profondeur de pénétration ne peut donc pas être beaucoup plus petite que la longueur d'onde des rayons X.

Des miroirs « optiques » sont donc exclus, et pourtant il existe des réflecteurs naturels de rayons X. Ce sont certains cristaux. Les atomes y sont régulièrement rangés, sur des plans parallèles, et chaque plan va renvoyer une très faible fraction des rayons X. Si certaine condition, dite de Bragg (1), est satisfaite, toutes ces *réflexions s'additionnent* et il sera finalement possible de *réfléchir* une part importante des rayons X.

Mais la condition de Bragg ne peut être pratiquement satisfaite que pour des longueurs d'onde inférieures ou voisines de la distance *qui sépare les plans* cristallins. C'est possible avec les rayons X *durs, mais pour les* rayons X mous il est impossible *de trouver des cristaux convenables* : les distances entre plans d'atomes sont trop petites.

Un cristal simulé

Qu'à cela ne tienne, se sont dit certains physiciens : ces cristaux qui n'existent pas, nous allons les fabriquer. Pour avoir une bonne réflexion, il faut utiliser des atomes réflecteurs — donc absorbants, les deux choses sont liées — et les écarter suffisamment. Nous allons donc intercaler entre eux des atomes d'un autre matériau, qui devra être aussi transparent que possible : cet empilement de minces couches simulera un cristal ayant le bon écartement — écartement qu'il sera possible de choisir et d'adapter précisément à chaque besoin.

Les opticiens ont déjà utilisé *cette technique. Mais, là encore,* tout est question de longueur d'onde. Fabriquer des couches minces, épaisses de quelques centaines de nanomètres — ou de quelques dixièmes de micron pour ceux à qui cette unité est plus familière — est une opération que la technologie actuelle permet de faire couramment, sinon aisément. Faire des couches cent fois plus fines est une tout autre affaire. D'autant que les surfaces entre couches — qui ne sont évidemment pas des surfaces au sens mathématique du mot, mais des zones de transition — doivent avoir une épaisseur beaucoup plus petite que celle des couches. *On aboutit* vite à des contraintes de régularité à *une épaisseur atomique* près. Les mêmes contraintes de *régularité sont aussi imposées* au support sur lequel on dépose l'empilement des couches minces.

Une première tentative fut faite avec des stéarates, c'est-à-dire des savons. Ces molécules sont des chaînes d'atomes de carbone qui peuvent fixer à une extrémité un atome d'un métal lourd — bon réflecteur de rayons X — et former un film mince à la surface de l'eau. En comprimant ce film on redresse les chaînes qui se placent toutes verticalement, avec tous les atomes lourds du même côté. Il est ensuite possible de soulever ce *film mince et de le replier,* comme un accordéon, plusieurs *fois sur lui-même. On obtient* ainsi un empilement de couches d'atomes lourds *séparés par* les stéarates. L'épaisseur de la séparation dépend de la longueur du stéarate, qu'on peut faire varier dans certaines limites.

Le résultat n'a pas été très bon, parce que les molécules des stéarates sont facilement brisées par les rayons X. Une méthode plus prometteuse est actuellement en plein développement : l'évaporation sous vide. La fabrication de couches minces par évaporation sous vide est une technique bien développée pour les besoins de la micro-électronique.

Mais ces couches « minces » sont en fait très épaisses par *rapport à celles que requièrent* des miroirs à rayons X. Il fallait *surtout* trouver un moyen de contrôler précisément l'épaisseur des couches. L'une de ces techniques de contrôle a été mise au point dans les laboratoires I.B.M. de Yorktown (New-York). Une autre a été trouvée à l'université de Stanford (Californie). On a récemment construit des miroirs à rayons X, formés de plusieurs centaines de couches alternativement transparentes et réfléchissantes, qui finalement renvoient environ 10 % des rayons X qu'ils reçoivent. Ce qui suffit pour, entre autres, concentrer les rayons X sur un objet et *fabriquer ainsi un microscope* à rayons X.

Lentilles de Fresnel

Simultanément, on réalise aussi des lentilles. Ces lentilles ne sont pas des lentilles au sens usuel du terme — nous avons *dit plus haut qu'il n'y a pas de* matériau convenable — mais ce *que les opticiens* appellent des lentilles de Fresnel. Ce sont des *zones circulaires concentriques,* alternativement opaques et transparentes, qui ont finalement sur la lumière le même *effet focalisant* qu'une lentille. Ce principe s'applique aussi aux rayons X, mais, là encore, se pose un problème de longueur d'onde : la largeur des zones circulaires ne doit pas être beaucoup plus grande que la longueur d'onde.

Les spécialistes parviennent cependant, aux moins pour les rayons X mous, de grande longueur d'onde, à fabriquer de telles lentilles. Leur pouvoir de focalisation est meilleur que celui des miroirs, mais leur « rendement », c'est-à-dire la proportion de rayons X reçus par la lentille et effectivement focalisés, est plus faible.

A quoi servent ces lentilles et miroirs à rayons X ? L'utilisation première est la fabrication de *microscopes. Le microscope* optique ne peut voir des objets *plus petits que la longueur* d'onde de la lumière visible. Certes, il *existe* d'autre *part* le microscope électronique, qui va beaucoup plus loin, mais il impose des conditions de préparation des échantillons souvent gênantes, en particulier pour les biologistes. Un microscope à rayons X serait bien utile. Or cet instrument existe maintenant. Des chercheurs de Göttingen, en République fédérale d'Allemagne, ont construit un tel appareil, et l'ont testé au *laboratoire d'utilisation du* rayonnement électronique (LURE) (2). *Ils ont pu « voir » des détails de* quelques dizaines de nanomètres, *alors qu'un microscope* optique ne descend pas au-dessous de quelques milliers.

Le microscope n'est pas le seul emploi de cette optique nouvelle. Les miroirs devraient permettre de construire des lasers fonctionnant dans la zone intermédiaire entre ultraviolets et rayons X. C'est aussi la zone où rayonnent le plus les plasmas extrêmement chauds que manipulent les chercheurs qui étudient la fusion thermonucléaire. Des instruments permettant d'analyser ces rayonnements seront donc très utiles.

Enfin, toute l'industrie de la microélectronique est concernée : les rayons X mous, si on peut *les focaliser finement,* se substitueront avantageusement aux *électrons pour la fabrication* des masques qui sont nécessaires à la réalisation des circuits *intégrés.* La course vers la miniaturisation entraîne aussi la nécessité d'utiliser des longueurs d'onde de plus en plus petites. Il n'est donc pas étonnant de voir apparaître I.B.M. à la pointe de ces recherches sur l'optique des rayons X, qui ne sont qu'apparemment éloignées de l'activité du secteur informatique.

Une évolution très rapide

La *technologie* des couches minces intéresse aussi les *informaticiens à un autre titre.* Elle permet de fabriquer des « super-réseaux » où la vitesse de propagation de l'information est extrêmement grande. Elle est encore utile pour les études sur la supraconductivité (absence totale de résistance électrique à très basse température). Enfin, les miroirs à rayons X sont aussi — à quelques variantes près — des miroirs à neutrons.

L'évolution dans ce domaine est très rapide, puisque les premiers miroirs à empilement de *couches minces ne datent que de* 1976. La France a pris sur cette technologie un retard, *qu'un* spécialiste évalue à deux ou trois ans, mais qui n'est pas irrémédiable, d'autant que pour l'utilisation des couches minces et en optique théorique les équipes françaises sont parmi les meilleures. Une certaine coopération entre laboratoires s'organise (LURE et l'Institut d'optique, à Orsay, l'Institut Laue-Langevin, à *Grenoble,* les *laboratoires* de couches minces à Meudon-Bellevue et à Marseille). D'autre part, des industriels comme Jobin-Yvon (instruments scientifiques) et Matra commencent à faire montre d'un timide intérêt pour ces techniques.

MAURICE ARVONNY.

(1) William Laurence et William Henry Bragg (le père et le fils), physiciens britanniques, reçurent le prix Nobel en 1915 pour leurs travaux sur les rayons X. Augustin Fresnel, cité plus loin, est un physicien français qui développa l'optique ondulatoire au début du dix-neuvième siècle.

(2) Ce laboratoire du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) exploite à Orsay (Essonne) le rayonnement émis par *des anneaux de collisions,* appareils construits pour la physique des particules, mais qui fournissent comme sous-produit un rayonnement intense dans les longueurs d'onde allant de l'ultraviolet aux rayons X (*le Monde* du 26 novembre 1980).

Du « déshabillage » des graines au tapis roulant à vitesse variable

Petite entreprise... grandes recherches

La recherche, *en France,* est *essentiellement* assurée par un secteur public ou parapublic important (organismes de recherche, universités, écoles, centres techniques) et par quelques grandes entreprises du secteur privé, où cette activité n'entre que pour une petite part dans le bilan global. Il existe aussi, méconnues, deux entreprises privées qui, pour le compte d'autres entreprises et, dans une moindre mesure, sur contrats publics, ne vivent que par et pour la recherche. Le premier de ces centres de recherche privés, et le plus important, est Bertin. Le second, plus modeste (son chiffre d'affaires hors taxes a été, en 1980, de 38 millions de francs), est le centre stéphanois de recherches *mécaniques* Hydromécanique et frottement (HEF), qui emploie cent cinquante personnes, à une dizaine de kilomètres de Saint-Étienne.

Pratiquement connu que des spécialistes, HEF s'est forgé une très forte réputation internationale dans un domaine technique difficile : celui de la mécanique des surfaces, et en particulier du frottement (1). Depuis sa création, en 1953, la société a déposé quelque quatre-vingt-cinq brevets de base, et accordé de nombreuses licences qui lui ont apporté, l'année dernière, quelque 6,5 millions de francs en devises étrangères.

LES problèmes de surface représentent une des difficultés majeures de la mécanique. Le traitement des surfaces, en contact avec le milieu ou avec une *autre surface,* a, en effet, une importance *extrême sur la tenue des pièces,* à court terme (en particulier du *fait des problèmes de frottement* et de grippage) et à long terme (corrosion, défauts superficiels pouvant, du fait de la fatigue, s'étendre jusqu'au cœur de la pièce).

Certes, des solutions existent depuis longtemps pour limiter leurs effets — traitement mécanique ou chimique pour retarder la corrosion (*le Monde* du 15 mai 1980) — et *améliorer* la qualité des surfaces (emploi d'alliages spéciaux). *Mais d'autres restent* à trouver, pour limiter encore la *consommation d'énergie (les pertes* par frottement dans le système piston-segments-chemise de moteurs à combustion interne coûtaient aux Etats-Unis, en 1977, près de 100 millions de barils de pétrole) et éviter, autant que possible, l'emploi de matériaux trop coûteux, ou importés :

HEF a déjà développé plusieurs procédés de traitement, dont plusieurs sont industrialisés en France et à l'étranger : son procédé de nitruration en bain de sels soufré Sursulf (2) est, par *exemple, utilisé pour traiter* la surface de chemise de moteur *Diesel en fonte, ce qui permet* notamment de faire baisser de *30 % la consommation* de lubrifiants. Le même traitement est *appliqué à la chambre du canon* du nouveau fusil FAMAS 5,56 (le *Clairon) pour éviter le collage* des étuis de cartouches. Ce *même fusil profite d'autres* traitements mis au point par HEF : *la boîte de culasse, en alliage* d'aluminium, et le levier amplificateur *d'inertie,* en *acier,* sont traités par *diffusion* métallique (la *diffusion consiste à faire* pénétrer des atomes de cuivre, de zinc, d'étain, d'indium, etc., dans la couche superficielle — 15 à 30 microns — du matériau).

Depuis quelques années, les ingénieurs d'HEF travaillent tout particulièrement sur des procédés de traitement des surfaces beaucoup plus performants que les procédés classiques par *bains chimiques* ou à *haute température.* Ils se sont, en particulier, *illustrés dans l'utilisation* de la « pulvérisation cathodique » : le substrat — la pièce que l'on veut traiter — est placé dans une enceinte où règne le vide. Des ions de gaz neutre (argon en général) projetés par une cathode bombardent une cible faite du ou des matériaux que l'on veut déposer ; des atomes de cette cible viennent, ainsi libérés, au contact de la pièce reliée à la terre. En utilisant un champ magnétique (procédé *Magnétron*), on accélère le processus de dépôt, *qui peut atteindre 0,1 micron* à 1 micron par minute.

Ce type de procédé, en cours d'industrialisation, permet, par exemple, de *réaliser des dépôts* de nitrotitanes (revêtements « *anti-usure* ») *très durs,* pratiquement inattaquables à une température inférieure à 500 °C, et peu fragiles (on peut déformer la pièce sans briser son revêtement, ou des dépôts de fer, molybdène et soufre (revêtements à très faibles frottements). La pulvérisation cathodique permet des dépôts protecteurs beaucoup plus adhérents que bien des procédés classiques, et en l'absence de tout polluant (en particulier l'hydrogène, qui « fragilise » les aciers). Comme elle est réalisée sans chauffage (la température de la pièce ne dépasse pas 200° C), elle peut servir à traiter non seulement les alliages ou les céramiques, mais aussi certaines matières plastiques.

L'expérience acquise par H.E.F. *dans la mécanique des surfaces* lui a permis de développer des *activités nouvelles.*

HEF a ainsi fait des efforts importants dans le domaine agro-alimentaire : ses équipes ont, à partir de l'arachide, mis au point une machine à décortiquer les graines. Les graines sont introduites dans un tube où, en quelques dizaines de centimètres, elles sont accélérées à la vitesse de 100 mètres par seconde. Cette *accélération provoque un premier* « déshabillage » de la graine, du *fait de la différence d'inertie* de la balle et du gruau ; déshabillage mené à son terme dans une phase de décélération, qui se produit dans un tube en élastomère qui freine la balle. Une dizaine de machines de ce type ont été vendues ; elles servent par exemple à décortiquer de l'avoine, du millet, du riz, du sarrasin. HEF travaille actuellement sur le tournesol et sur le colza.

Le tri par lit fluidisé

Les équipes d'HEF se sont aussi spécialisées dans la mise au point de système de tri par lit fluidisé : le mélange à trier défile sur un socle poreux que traverse de l'air sous pression. Les différents éléments *forment des couches* superposées, que l'on prélève sélectivement par aspiration, suivant leurs propriétés aérodynamiques. On sépare ainsi la graine du colza de sa coque, la semoule du son de blé, ou les matières plastiques des matières organiques dans les ordures ménagères (pour faire du compost).

Depuis quelques années, HEF s'intéresse aussi aux transports : *c'est cette société qui a développé* et mis au point le tapis roulant à vitesse variable (le TRAX), inventé par le directeur technique de la R.A.T.P. (*le Monde daté* 26-27 avril). Elle travaille *actuellement sur un autre* système de transport à vitesse variable, *le* Delta V. Utilisant une traction par câble, ce système, léger *en* infrastructure, serait bien adapté pour le transport de personnes à *des vitesses* variant de 0,3 mètre par seconde à 30 kilomètres à l'heure, pour des débits de 1 000 à 1 500 personnes à l'heure et des *distances de 500* mètres à *2* kilomètres. Une étude est en cours pour *l'installation* d'un Delta V dans l'agglomération stéphanoise.

Mis à part ce type d'applications, qui peut toucher directement le public, les activités d'HEF, comme bien des activités de recherche, *sont plutôt* « souterraines » : HEF travaille surtout *pour* des *entreprises qui* peuvent intégrer son savoir-faire au leur. *Le public ne sait pas* que la roulette de son briquet jetable pose des problèmes techniques « pointus ». Il ignore que, plongeant sa cuiller dans une assiette de porridge, c'est peut-être à HEF qu'il doit la bonne qualité de ses flocons d'avoine.

Avec d'autres centres de recherche, cette *petite* société est un centre d'excellence que même les multinationales ne dédaignent pas de consulter : HEF a résolu un problème de vérins hydrauliques pour la société américaine Caterpillar, et a travaillé pour plusieurs constructeurs automobiles qui s'étaient associés sur les problèmes de *frottement.* Et pour Renault, elle continue d'étudier *le* système chemise-segments-piston, pour lequel elle a construit une machine de simulation spéciale. Dans ce domaine du *frottement,* rien ne vaut l'expérimentation : là, comme dans bien d'autres champs de la technique, la pratique précède, en *effet,* de *loin* la théorie.

XAVIER WEEGER.

(1) HEF a réalisé pour le compte du ministère de l'industrie une brochure intitulée *Maîtriser l'usure et le frottement* (dans la collection « Programme national d'innovation », diffusé par la Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75007 Paris, tél. 261-50-10).

(3) Par rapport aux procédés classiques de nitruration, ce procédé, qui n'utilise pas de cyanure, est très peu polluant.



هكذا من الأصل

A l'exception de quelques problèmes aérodynamiques

Les techniciens de la NASA sont très satisfaits du comportement de la navette spatiale

Même s'il est encore trop tôt pour tirer des conclusions définitives, les responsables de la NASA n'ont pas attendu la rédaction d'un rapport détaillé sur l'état de la navette spatiale *Columbia* après son premier vol pour faire montre d'un optimisme bruyant. Cette première mission de cinquante-quatre heures dans l'espace a, il est vrai, de quoi les satisfaire. Du point de vue national tout d'abord, si l'on en juge par les réactions du peuple américain ; du point de vue international ensuite, si l'on considère celles des gouvernements étrangers ; du point de vue technique enfin si l'on prend en compte les premiers résultats du vol. La traversée du désert de deux ans que la NASA avait dû accomplir à la suite de délicats problèmes de mise au point des moteurs de la navette, de tenue de son revêtement de protection thermique sont, aujourd'hui, oubliés, et le nouvel administrateur de la NASA, fort de ce succès et de quelques certitudes quant à l'avenir (1), sera désormais plus à même de défendre âprement ses budgets devant une administration parfois tatillonne et des hommes politiques sceptiques.

La navette va bien et son état de fraîcheur après cette première mission est suffisamment bon pour que des responsables du programme aient envisagé de réduire à trois — au lieu de quatre — le nombre des vols d'essais que doit accomplir *Columbia*. Pour l'ancien astronaute Donald Slayton, l'un des responsables du programme, « *tous les dégâts subis par la navette sont réparables* ». En fait, ce laconisme, cette froideur, marque une satisfaction difficilement contenue car, bien souvent, les systèmes de la navette ont fonctionné au-delà de ce qu'on en attendait.

Tout d'abord le système de protection de l'engin pendant la rentrée dans l'atmosphère, sur lequel repose le concept de navette réutilisable. *Ainsi, sur les quelque* 31 000 tuiles qui protègent l'engin, une seule, semble-t-il, a disparu *complètement tandis que quelques* autres n'ont été arrachées que partiellement, notamment sur les *capots de protection des systèmes* permettant à la navette d'évoluer en orbite. Çà et là, de longues *éraflures sont visibles sur certaines* de ces tuiles tandis que d'autres *présentent des phénomènes de décoloration inattendus* dont on espère comprendre cependant l'origine pour reconsti*tuer les conditions de vol de la* navette pendant sa phase de rentrée. Si la température élevée — *plus de 1 500 degrés pour certaines* parties de l'engin — et l'écoulement des molécules le long de la *surface du vaisseau peuvent expli*quer une partie de ces dégâts, les experts de la NASA semblent *penser que l'essentiel des dommages a été causé par le fonc*tionnement des différents moteurs de la navette (fusées d'appoint et moteurs principaux) et aussi par la chute de blocs de *glace provenant du grand réser*voir extérieur dans lequel sont stockés à très basse température *l'hydrogène et l'oxygène* liquides nécessaires au fonctionnement du système propulsif de *Columbia*, ou par *certains des morceaux de re*vêtement thermique qui le protège de l'extérieur. Paradoxalement, la *phase critique du vol ne serait* donc pas la rentrée, si redoutée, de *Columbia* dans l'atmosphère, *mais plutôt son décollage !*

Des bonnes surprises

Qu'importe. Ce qui comptait pour les techniciens, c'était le nombre de tuiles à remplacer. Aujourd'hui, ils ont toutes les raisons d'avoir confiance dans le revêtement thermique de la navette puisque une centaine de tuiles seulement seront remplacées avant le prochain vol, là où la NASA avait prévu, dans le pire des cas, un budget pour 1 800 d'entre elles ; 300 à 400 autres feront l'objet de réparations sans être décollées de la surface du vaisseau.

En ce qui concerne les autres systèmes de l'engin, les responsables du programme ont enregistré de bonnes surprises. C'est ainsi que les fusées d'appoint ont fourni une poussée légèrement supérieure à celle attendue et n'ont pas trop souffert de leur chute dans l'océan Atlantique, où elles ont été récupérées pour être remises en état. Seules les tuyères seraient abîmées. De même, le système de rejet vers l'extérieur de la chaleur produite à l'intérieur de la navette aurait fonctionné avec un rendement de 20 % supérieur aux prévisions, tandis que la consommation des piles à combustible chargées de fournir l'électricité à bord aurait été plus basse qu'on ne le pensait.

Seules ombres dans ce tableau, presque trop beau, quelques problèmes de comportement aérodynamique *de la navette* : l'un à une vitesse de Mach 24 et une altitude de 78 000 mètres, et l'autre *juste* avant l'atterrissage. Ce second phénomène intrigue les spécialistes de la NASA, qui ne s'expliquent pas comment dans la toute dernière *phase* de vol, la vitesse de *Columbia* a pu passer brutalement *de* 540 à 565 kilomètres à l'heure. S'il n'a entraîné aucune difficulté supplémentaire à l'atterrissage, il a *toutefois* obligé les deux membres de l'équipage à se poser 600 mètres plus long que prévu. Sans importance sur les pistes démesurément longues de la base aérienne californienne d'Edwards, cet atterrissage poserait problème au Centre spatial Kennedy (Floride), où la longueur de la piste — 4 500 mètres — est plus limitée. Les ingénieurs et les astronautes ont le temps de s'y préparer puisque la prochaine mission, tout comme la suivante, s'achèvera sur la base d'Edwards, alors que la quatrième verra peut-être *Columbia* se poser en Floride.

Commenceront alors les vols opérationnels et avec eux l'ère de la routine que préfigurent la livraison prochaine à la NASA, en juin 1982, de la seconde navette spatiale, baptisée *Challenger*, ainsi que celles plus lointaines de la troisième et de la quatrième, *Discovery* et *Atlantis*, livrées en septembre 1983 et en décembre 1984.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) *Les Européens* restent pour leur part persuadés que les lanceurs conventionnels sont mieux adaptés que la navette aux *mises en orbite* géostationnaire (36 000 kilomètres d'altitude) utilisée pour les satellites de *télécommunications*, de météorologie, etc.

Libres opinions

DÉCRÉTER N'EST PAS GOUVERNER

par JEAN-FRANÇOIS TROGLIC (*)

LA parution au *Journal officiel* du 7 mai des décrets modifiant les statuts des personnels ingénieurs, techniciens et administratifs (ITA) du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) et de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) (*le Monde* du 8 mai) confirme le mépris dans lequel le pouvoir tient ces travailleurs.

Au bout du compte, ces textes préfigurent ce que seront les statuts de quarante mille travailleurs de la recherche publique et de l'enseignement supérieur puisqu'ils doivent servir de référence pour établir ceux des personnels relevant du ministère des universités, de l'Office de la recherche scientifique et technique outre-mer, de l'Institut national de la recherche pédagogique et de toute une série d'autres petits organismes. Ces textes ont réuni contre eux l'opposition de toutes les organisations syndicales, opposition traduite *par* la masse des personnels dans un important mouvement revendicatif en cours depuis février. Ils ont également soulevé de vives réserves chez les enseignants du supérieur et les chercheurs.

Les problèmes que posent ces textes ne peuvent se réduire à des considérations techniques ou catégorielles. Ils sont au cœur de la politique de la recherche française et ils *conditionnent* son avenir. Il faut, en effet, cesser de faire comme si la recherche scientifique était une entité abstraite, fonctionnant d'elle-même et produisant pour elle-même. La recherche, ce sont aussi des personnels qui revendiquent des conditions individuelles et collectives pour mener à bien leur tâche, qui revendiquent, comme tout *autre travailleur, un droit de regard et de maîtrise sur ce qu'ils* font, sur ce qu'ils sont, sur ce qu'ils vont devenir. Bref, qui aspirent à travailler autrement, en équipe.

Personne n'insufflera une dynamique nouvelle dans aucun organisme ou laboratoire de recherche et d'enseignement supérieur avec *des personnels à statut précaire, déplaçables* selon des nécessités décidées en dehors d'eux, n'ayant comme perspective d'avancement ou de carrière qu'un tri serré, sans aucune garantie, effectué *par des experts nommés directement par la hiérarchie.*

Personne ne se trompe sur la vraie nature de ces décrets : ils accompagnent et renforcent la restructuration de la recherche et de l'enseignement supérieur. En effet, ils accordent à l'Etat et aux directions d'organismes une liberté absolue en matière de redé*ploiement des activités scientifiques et des personnels.* Cela inclut pour ces derniers la mise en œuvre d'une mobilité imposée. Il y a assurément un domaine où ces décrets atteignent la perfection : *c'est en matière de division et de hiérarchisation des tâches* et des personnels. La recherche souffre du trop grand nombre de catégories, au lieu de les réduire on divise chacune d'elles en deux classes, tout le monde n'ayant bien sûr pas accès à la seconde. Les personnels déplorent l'insuffisant travail d'équipe : ils seront *désormais plus que jamais classés au rang de machines, déplaçables* à volonté. Il n'y a donc vraiment pas de quoi être fiers de ces décrets. Est-ce la raison pour laquelle la signature de M. Aigrain, qui en est pourtant le maître d'œuvre, n'y figure pas ?

Il est grand temps d'impulser une autre dynamique. Elle suppose que le nouveau gouvernement quel qu'il soit remette en chantier une négociation devant produire de nouveaux textes qui prennent en compte les intérêts des travailleurs. Elle implique la reconnais*sance, traduite dans un statut unique, de l'ensemble des personnels* de recherche, dans des conditions salariales améliorées, dans un réseau de garanties paritaires, du rôle effectif que jouent, chacun à leur place dans des équipes de recherche, les personnels ITA. Cela passe enfin par la prise en compte des valeurs fondamentales singulièrement remisées par le précédent gouvernement. Elles s'appellent respect des travailleurs et des travailleuses, reconnaissance du rôle de chacun dans l'effort collectif. Sans cela, aucune *réforme n'est possible ou envisageable. C'est aussi pour cela que* les travailleurs de la recherche et le SGEN-C.F.D.T. mènent une action permanente.

(*) Secrétaire général adjoint du SGEN-C.F.D.T.

EN TOUTE LOGIQUE

PUISSANCES ET MYSTÈRES

PROBLEME No 198

1 2 8 9 0 6 2 5 est une suite de chiffres qui se révèle *donner des propriétés arithmétiques* très particulières aux nombres qui se terminent par elle. Sachant que ces propriétés touchent les puissances, saurez-vous les *explorer* ?

(Solution dans le prochain *Monde des sciences et des techniques.*)

SOLUTION DU PROBLEME No 197

Voici comment Vincent Roussel obtient la suite des huit premiers nombres sur une calculatrice T.I. 25 en n'utilisant ni mémoire ni aucune touche numé*rique.*

1. ON : 0
2. cos : 1
3. Inv : 1
4. Log : 10
5. — : 10
6. Log : 1
7. = : 9
8. Inv : 9
9. Log : 1.09 (soit 10 puissance 9)
10. : : 1.09
11. Log : 9
12. X^2 : 81
13. — : 12345679
14. (: 12345679
15. : : 12345679
16.) : 1
17. = : 12345678

En utilisant une calculatrice *scientifique affichant dix chiffres* (avec les mêmes restrictions d'utilisation de touches), on peut obtenir, par une méthode du même type (avec les mêmes douze premières étapes), la suite 1234567890.

PIERRE BERLOQUIN.

Les neuroradiologues s'interrogent sur leur avenir

Le sixième congrès annuel de la Société française de neuroradiologie réuni à Tours (Indre-et-Loire) les 8 et 9 mai a abordé, après les aspects techniques et médicaux, le délicat sujet de l'avenir de cette catégorie de praticiens qui s'est spécialisée dans un exercice particulier de l'exploration radiologique : celle du système nerveux central.

Pour sa part, l'Académie nationale de médecine organise, ce mardi 12 mai, une séance spéciale consacrée au tomodensitographe (scanner) en présence de nombreux spécialistes. Cet appareil représente un moyen d'exploration clinique non traumatique de toute première importance.

Outre le retard pris par la France dans l'équipement des centres hospitaliers, les scanners posent, aujourd'hui, un double problème : celui de leur répartition sur le territoire et de la qualification du médecin qui l'utilise.

Les neuroradiologues imaginent mal leur avenir. La conférence-débat qui clôturait le programme scientifique du sixième congrès annuel l'a montré. Les médecins qui aujourd'hui exercent la neuroradiologie sont d'origine et de formation très variées, et si tous conviennent que la pratique des examens complémentaires du système nerveux ne peut être confiée à « n'importe qui », il n'en est pas moins vrai que leur discipline n'est pas aujourd'hui officiellement reconnue comme une spécialité. Cela inquiète vivement les neuroradiologues, qui sont tombés d'accord pour demander qu'on leur reconnaisse rapidement une « compétence » spécifique. De la même manière, les congressistes ont estimé que la formation d'un neuroradiologue devrait être codifiée, intégrant une formation en radiologie générale (deux ans), en sciences neurologiques (un an) avant la *formation* spécifique (deux ans). De nombreux problèmes restent cependant entiers, notamment celui de l'articulation de ces propositions avec la réforme actuelle de l'internat des hôpitaux.

La *tendance* actuelle à *la* mise au point de nouvelles techniques d'exploration clinique non invasives suscite, d'autre part, de nombreuses questions. Une grande partie des gestes délicats que le neuroradiologue devait accomplir pour mener son examen à bien sans mettre en danger la vie du malade est en train de disparaître. L'analyse des images obtenues peut-elle pour autant être effectuée par un praticien non spécialisé ? La bonne formation clinique du médecin est-elle de nature à diminuer le nombre des examens complémentaires — souvent extrêmement coûteux — qu'il peut être amené à pratiquer ? Les débouchés seront-ils suffisants pour justifier une formation et un diplôme spécifiques ? Autant de questions qui conditionnent l'avenir d'une pratique, qui cherche à s'individualiser, de la neurologie, de la radiologie et de la neurochirurgie.

Il reste un travail important à accomplir dans ce domaine, à commencer par l'établissement d'une carte nationale de la neuroradiologie recensant *les effectifs* et les besoins, base minimale pour tenter une étude prospective. Les conditions *dans lesquelles se fait* l'« essaimage » des scanners (*le Monde* du 16 avril) (1), l'apparition de nouvelles techniques de plus en plus performantes, l'évolution de l'imagerie, modifient considérablement et très rapidement les éléments d'un problème dont le corps médical ne maîtrise pas l'ensemble des données et qui concerne aussi les biophysiciens, les industriels et les pouvoirs publics.

L'urgence d'une adéquation *entre* l'appareillage et la formation semble une évidence qui rend indispensable l'établissement d'un échange entre les pouvoirs publics et les praticiens concernés, faute de quoi tout laisse supposer que certaines *tensions*, aujourd'hui latentes, entre radiologues *généraux* et radiologues « spécialisés » ne tarderont pas à se manifester. Aux Etats-Unis déjà, selon l'un des congressistes, le rapport de force fait qu'au sein du corps médical spécialisé ni les neurologues ni les neurochirurgiens n'ont accès à l'utilisation des scanners afin de ne pas diminuer le volume d'activité des neuroradiologues.

JEAN-YVES NAU.

(1) *L'acquisition d'un scanner* — dont le coût varie entre 3 et 8 millions de francs — est soumise à l'autorisation des pouvoirs publics. Cette autorisation, a-t-on rappelé à Tours, est fréquemment l'objet de pressions politiques.

Les amines fluorées et la prévention de la carie

Par leur action sur la plaque *dentaire et leur pénétration accrue* dans l'émail, les amines fluorées viennent de voir la qualité de la *prévention qu'elles exercent contre* la carie confirmée par les spécialistes européens réunis le 8 mai à *Nancy. Comme on le sait*, la carie est sous l'influence de deux éléments : la plaque dentaire, *cette pellicule de micro-organismes*, qui, au contact du sucre, se transforme en acide déminéralisant, et l'émail qui résiste plus ou moins bien aux attaques des acides selon sa teneur en fluor. Ainsi, depuis des années, les pâtes dentifrices contiennent-elles des fluors inorganiques comme le fluor de sodium, le fluor d'étain et le monofluorophosphate de sodium.

Mais l'action de ces substances restait liée à leur contact avec l'émail. Celles-ci ne pouvaient guère être stockées. Leur qualité de prévention restait donc essentiellement tributaire d'un brossage quotidien. Dans une expérience effectuée sur les dents de deux mille rongeurs pendant une *dizaine d'années*, le professeur H. R. Muehlemann, de l'Institut dentaire de Zurich, n'a pas obtenu *de différence significative* dans l'apparition de la carie sur deux populations de souris auxquelles on avait quotidiennement brossé les dents avec du dentifrice au monofluorophosphate ou du dentifrice aux amines fluorées. En revanche, en cas de brossage irrégulier, les fluors organiques (les amines fluorées) assurent incontestablement une protection plus efficace. La combinaison fluor-amines, de l'avis de tous les spécialistes présents à Nancy, augmente l'incorporation du fluor de trois à cinq fois plus que dans le cas des fluors inorganiques, ce qui de manière concrète peut se traduire par un oubli de se brosser les dents de trois à cinq jours...

En outre, la partie « amines » proprement dite aurait une action neutralisante sur la plaque dentaire. « *La présence des amines empêche, durant environ six heures, la dégradation du sucre en acide* », note le professeur J. Vadot, doyen de la faculté de chirurgie dentaire de Nancy. Sans être une panacée en matière de prophylaxie de la carie, les amines fluorées constituent donc, néanmoins, un réel progrès. Leur introduction est récente en France, mais ce fluor organique est couramment employé depuis quelques années dans les dentifrices suisses et allemands.

JEAN-LOUIS BEMER.

هكذا من الأصل

ÉDUCATION

L'école face à son histoire

Le centenaire des lois scolaires de 1881 et 1882, qui ont fondé l'école républicaine, incite l'institution scolaire à se tourner vers son passé. Jusqu'au 8 juin, une exposition du Centre Georges-Pompidou revient sur la création de l'école laïque, gratuite et obligatoire. Centrée essentiellement sur le personnage de Jules Ferry, patronnée par le ministère de l'éducation, elle constitue l'une des initiatives officielles de célébration du centenaire. Parallèlement, le service d'histoire de l'éducation de l'Institut national de la recherche pédagogique (INRP), organise, à Paris, du 27 au 30 septembre prochain, le troisième colloque de l'Association internationale pour l'histoire de l'éducation, dont les travaux seront en partie consacrés à l'étude de l'école publique française.

La mémoire collective et les chercheurs

L'étude par l'institution scolaire française de sa propre histoire fait, depuis quelques années, de grands progrès. Si elle n'est pas encore un objet pédagogique — les programmes scolaires n'en soufflant mot, — elle est désormais un sujet d'étude pour l'Institut national de la recherche pédagogique (I.N.R.P.). Depuis 1977 en effet, une direction de programme — la D.P. 2 — y est consacrée à l'histoire de l'éducation, sous la direction de M. Guy Caplat. Succédant à une mission d'histoire de l'éducation », créée à l'administration centrale du ministère en 1970, ce service d'histoire de l'éducation (S.H.E.) emploie aujourd'hui une vingtaine de chercheurs et publie une revue trimestrielle.

« *Notre rôle*, explique M. Pierre Caspard, secrétaire de cette revue, intitulée simplement *Histoire de l'éducation, est de promouvoir la recherche en éducation. En ce sens, nous sommes une institution de service, et non de recherche à proprement parler : nous créons des instruments de travail qui faciliteront la tâche des chercheurs. Disons que nous avons un rôle incitatif.* » Ainsi le S.H.E. publie-t-il des recueils d' « *érudition lourde* », dont la réalisation n'est pas à la portée d'un seul chercheur. Un répertoire analytique de la presse d'éducation et d'enseignement du XVIIIe siècle à 1940 est en cours de publication. Un répertoire historique des collèges français du XVIe au XVIIIe siècle ainsi qu'une recension informatisée des manuels scolaires de la Révolution à 1959 sont en préparation.

Enfin, la revue *Histoire de l'éducation* (sept cents abonnés) publie un recensement exhaustif des thèses et Mémoires universitaires consacrés au système scolaire. Autant d'outils de travail indispensables, qui favorisent des recherches moins impressionnistes que par le passé, les sources étant désormais systématiquement répertoriées et les méthodes diversifiées. « *Par exemple*, explique M. Pierre Caspard, *pour comprendre l'efficacité de l'école républicaine, il faut envisager la réceptivité ou la non-réceptivité des enseignés au discours enseignant. C'est un gros problème : le rapport entre les manuels scolaires et la mémoire collective. D'où l'importance de l'histoire orale comme instrument de recherche : cela permet de voir ce qui reste du discours scolaire.* » Conformément à cette problématique, le troisième colloque de l'Association internationale pour l'histoire de l'éducation, qui aura lieu à Paris en septembre prochain, sera consacré à « *la part des facteurs non pédagogiques dans la détermination des politiques scolaires* », avec comme cas particulier la fondation de l'école publique française.

Ces recherches peuvent aussi éclairer les responsables de la politique scolaire présente, « *leur permettre de prendre du recul* », dit M. Caspard. Ainsi d'un recensement en cours des effectifs scolarisés depuis un siècle dans l'enseignement public, ou d'un recueil des textes officiels consacrés à l'école élémentaire depuis 1830, ou encore d'une histoire de l'administration centrale, du monde des inspecteurs généraux...

Cette création et ces activités sont bienvenues. Elles mériteraient toutefois plus de moyens : le budget du S.H.E. ne représente que 5 % des dépenses de fonctionnement annuel de l'I.N.R.P.

EDWY PLENEL.

★ Service d'histoire de l'éducation, 29, rue d'Ulm, 75230 Paris Cedex 05, tél. 329-21-64.

UNE EXPOSITION AU CENTRE POMPIDOU

La montre du père de Jules...

Victime d'économies mesquines ou d'ambitions trop modestes, l'exposition officielle consacrée au centenaire de l'école publique fait piètre figure. Etonnamment exiguë, manifestement privée de moyens, elle est reléguée au premier sous-sol du Centre Georges-Pompidou.

Il ne s'agit assurément pas d'une introduction pédagogique et vivante à ce que fut cette école d'il y a cent ans. Seule — et sans doute *n'est-ce déjà pas si mal* — une classe primaire reconstituée, grâce au matériel conservé au musée pédagogique de Rouen, en fait approcher la réalité. Pour le reste, essentiellement *des panneaux qui semblent* d'immenses pages d'écriture, des textes et encore des textes, des citations abondantes qui n'évitent pas le panégyrique...

Plutôt que les maîtres et les élèves qui firent cette école républicaine de tous les jours, Jules Ferry est ici le personnage central. Au point qu'on nous donne en pâture les feuillets manuscrits, véritables brouillons *parfois illisibles*, de ses interventions à l'Assemblée ! Son action coloniale, qui, avec le recul du temps, autoriserait tout au moins la réserve, est ainsi caractérisée, sous la plume de sa *petite-nièce*, Mme *Fresnette* Pisani-Ferry, comme « *l'impulsion donnée par Jules Ferry à un peuple casanier* »...

L'ensemble est figé. Et ne favorise pas ces *travaux* pratiques d'histoire qu'auraient pu être pour les visiteurs-*élèves* la discussion et la confrontation des sources et des jugements, des documents et des pratiques. De plus, le ridicule n'est pas évité : l'instrument en est une modeste *vitrine. Selon les étiquettes*, cette montre et ce rond de serviette qu'on y contemple « *ont appartenu à Jules Ferry* ». A côté de deux autres objets, le visiteur peut lire : « *Montre et chaîne de montre ayant appartenu à Edouard Ferry, le père de Jules.* »

E. P.

★ Centre Georges-Pompidou, grand foyer, premier sous-sol, jusqu'au 8 juin.

Une enquête du « Monde de l'éducation »

Les enfants et l'argent

Faut-il préparer les enfants aux réalités économiques de la vie quotidienne ou, au contraire, les protéger de toute préoccupation liée à l'argent ? Telle est la question posée dans le dernier numéro du Monde de l'éducation *(1).*

« Il est admis, *écrit un des auteurs de l'enquête*, de faire l'éducation sexuelle des enfants, mais, pour l'argent, le tabou subsiste, latent mais insidieux. » *De fait, les pratiques éducatives sont fort variées, cependant* « les enfants de milieu modeste ont *souvent plus tôt* la notion du prix des choses, le sentiment que tout n'est pas possible ». *C'est lorsque l'argent manque qu'on en parle le plus. Mais l'exemple, l'attitude des parents comptent plus encore que les « discours » : de la gestion du budget familial au contrôle — ou non — des sommes dont disposent les enfants quelles qu'en soient la quantité et la source (argent de poche, rétribution de travaux divers, récompenses scolaires, cadeaux...).*

Même s'ils ne sont pas dans l'ensemble très riches, les plus jeunes représentent un « marché considérable ». *Leur capacité de* « consommation », *en effet, dépasse de loin leurs achats personnels.* « Plus de 60 % des enfants de huit à quatorze ans donnent leur avis pour l'achat de produits qui les concernent plus ou moins directement (...). Mais 50 % interviennent dans le *choix des vacances*, du matériel électroménager, de leurs chaussures, 40 % dans celui du mobilier de leur chambre, 20 % dans celui de la voiture familiale. »

Même à la campagne — où le travail gratuit des enfants sur l'exploitation familiale a longtemps été la règle, — les temps ont changé. « De plus en plus d'agriculteurs ont pris l'habitude de confier de petits budgets à leurs enfants. Souvent même ils accordent à cet acte une valeur éducative. »

Au sommaire du même numéro : les « boîtes à bac »*; ce qui va changer au lycée.*

(1) N° 72, mai 1981, 8 F.

CARNET

Décès

— L'Union interparlementaire a le profond regret de faire part du décès de

M. André de BLONAY,
secrétaire général
de l'Union interparlementaire
de 1953 à 1970.

Genève.

— *Mme René Charpentier,*
Mme et M. Jean Charpentier et leurs enfants,
Les familles Mathy et Charpentier,
Mme Suzanne Patenotre,
leurs enfants et petits-enfants,
ont l'immense douleur d'annoncer le décès brutal de

M. René-Edmond CHARPENTIER,

survenu le 6 mai 1981, à Paris, à l'âge de soixante-quatorze ans.
L'inhumation a eu lieu au cimetière *de Levallois-Perret.*
Cet avis tient lieu de faire-part.

— *Le 22 janvier 1981,*
Claude CHASSAGNY,
nous quittait brutalement.
Ceux qui l'ont connu et aimé se rassemblent le samedi 16 mai 1981, à 12 heures, en la chapelle Saint-Bernard de la gare Montparnasse (Paris-15e), où un office religieux sera célébré à sa mémoire.

[Né en 1927, Claude Chassagny exerce d'abord comme instituteur, puis il s'intéresse à la rééducation du langage, notamment du langage écrit. Directeur de l'Ecole expérimentale de Boulogne-sur-Seine de 1956 à 1965, il étudie de manière approfondie la dyslexie infantile et publie, en 1961, « Pour la rééducation de la lecture et de l'orthographe » (Neyret, éditeur). Il y décrit la technique des « séries » qui constitue l'essentiel de sa méthode de rééducation et qui constitue une synthèse des notions psychanalytiques sur le langage et de la linguistique post-saussurienne. Il écrira ensuite, notamment, un « Manuel pour la rééducation des mathématiques » (Neyret, 1963), « la Lecture et l'orthographe chez l'enfant » (P.U.F., 1968), « la Rééducation du langage écrit » (Neyret, 1972) et « la Pédagogie relationnelle du langage » (P.U.F., 1977).

Psychanalyste, Claude Chassagny était inscrit à l'Ecole freudienne de Paris. Il était maître-assistant à la faculté de Lille.]

— Josette Rey-Debove et Françoise Sainteny-Debove, ses filles,
Alain Rey et Philippe Sainteny, ses gendres,
Pierre Sainteny, son petit-fils,
Mmes Yvonne Cambier et Marie Cambier, ses belles-sœurs,
Jean-Pierre Cambier et Danièle Cambier, ses neveu et nièce,
Ses parents, alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice DEBOVE,
survenu à Calais, le 7 mai 1981.
Les obsèques ont été célébrées à Calais, dans l'intimité familiale.

— Mme Germaine Simonod,
Bruno Delubac,
M. et Mme Marcel Neton, leurs enfants et petits-enfants,
Mme Hélène Marbot et ses enfants,
M. et Mme Guy Delubac et leur fille,
Mme Jean Delubac, ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean DELUBAC,

survenu le 8 mai 1981, à l'âge de cinquante-huit ans.
Les obsèques auront lieu ce mardi 12 mai, en l'église Saint-Jacques de Neuilly, à 15 h. 30.

28, boulevard du Château,
92200 Neuilly.

— M. Elie Dery,
M. et Mme Henri Dery,
M. et Mme Joseph Azoulay et leurs enfants,
M. et Mme Albert Benarroch et leurs enfants,
M. et Mme André Dery et leurs enfants,
Mlle Yvette Dery,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Saada Fortunée DERY,
née Oziel,

survenu le 9 mai 1981.

41, rue Notre-Dame-de-Lorette,
75009 Paris.

— M. et Mme Francesco Trani,
Leurs enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mlle Geneviève GINTZBURGER,
survenu le 8 mai.

— *M. et Mme François Grison,*
M. et Mme Jean-Claude Gambert,
Le docteur Brigitte Grison,
M. et Mme Gérard Grison,
M. et Mme Olivier Fron,
M. et Mme Pierre Uhrich,
M. et Mme Hubert Grison,
font part du décès de

M. Pierre GRISON,
ingénieur
des Arts et Manufactures.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

— M. Roger Meudec,
son époux,
M. et Mme Pierre Coursant-Durand,
Katell et Yann Meudec,
ses enfants,
Mme et M. *Jacques Ballofet,*
ses sœur et beau-frère,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Roger MEUDEC,
née Paule Chailliot,

survenu pieusement à Paris, le *10 mai 1981.*
La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Germain-des-Prés (place Saint-Germain-des-Prés, Paris-6e), le jeudi 14 mai, à 8 h. 30.

178, boulevard Saint-Germain,
75006 Paris.

— Mme Joseph Morlaàs,
Le docteur et Mme Pierre Morlaàs,
M. et Mme Michael Plumley,
M. et Mme Bertrand Popiu,
Pierre-Olivier Morlaàs,
M. et Mme Gérard Auberlinder,
Vincent et Marc Auberlinder,
M. et Mme Paul André Tuffal,
Véronique, Quitterie, Marie-Laure, Jean-Marc Tuffal,
Mme Jean Labollie-Moreaunau et ses enfants,
Le docteur et Mme Ollivier-Lamarque et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Joseph MORLAAS,
survenu le lundi 4 mai, dans sa quatre-vingt-sixième année, à Messanges.
La cérémonie religieuse a eu lieu le mercredi 6 mai, dans l'intimité familiale.
Cet avis tient lieu de faire-part.
40660 Messanges.
8, rue Mahias,
92100 Boulogne.
87, rue du Fort-Saint-Irénée,
69005 Lyon.
10, rue Mahias,
92100 Boulogne.

— Mme Henri Giraux,
Mme Denis Bloch,
M. et Mme Gérard Nouvion,
Leurs enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Edmond NOUVION,
née Odette Gérardin,

survenu le 9 mai 1981, en son domicile, 4 bis, rue Gustave-Zédé, Paris-16e, à l'âge de quatre-vingt-six ans.
La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 14 mai 1981, à 8 h. 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy (10, rue de l'Annonciation, Paris-16e), où l'on se réunira.
L'inhumation aura lieu au cimetière du Nord, à Reims (Marne), à 11 h. 30, dans le caveau de famille.

4 bis, rue Gustave-Zédé,
75016 Paris.

— Le conseil communal de Woluwe-Saint-Pierre
a la profonde douleur d'annoncer le décès de

M. François PERSOONS,

député du Front démocratique
des *Bruxellois* francophones
de l'arrondissement de Bruxelles,
bourgmestre
de *Woluwe-Saint-Pierre*,
membre du conseil
d'agglomération de Bruxelles,
ancien secrétaire d'Etat
à la Communauté française,
adjoint au ministre
de la communauté française,
ancien secrétaire d'Etat
à la culture française,
adjoint au ministre
de la culture française
chargé de cours
à la faculté universitaire catholique
à *Mons*,
économiste,
docteur en droit
et
licencié en sciences économiques
de l'université catholique
de Louvain,
officier de l'ordre de Léopold,
chevalier
de l'ordre de la couronne,

survenu à Woluwe-Saint-Lambert, le 8 mai 1981.
Une cérémonie officielle d'hommage aura lieu en l'hôtel communal de Woluwe-Saint-Pierre, le mercredi 13 mai, à 9 h. 45.
La messe des funérailles sera célébrée en l'église Notre-Dame-des-Grâces au Chant-d'Oiseau, à Woluwe-Saint-Pierre, le même jour, à 11 heures.
Réunion à l'hôtel communal de Woluwe-Saint-Pierre, à 9 h. 15.
93, avenue Charles-Thielemans,
1 150 Bruxelles.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. James POOLE,
ancien cadet
de la France libre,
chevalier de la Légion d'honneur,
médaille militaire,
croix de guerre 1939-1940,

survenu subitement le 1er mai 1981.
Ses obsèques auront lieu le jeudi 14 mai, à 8 h. 30, en l'église Saint-Antoine des Quinze-Vingt (66, avenue Ledru-Rollin, Paris-12e).
De la part de :
M. John Poole, son frère,
Et de ses nombreux amis.

— Le président de l'Association internationale des interprètes de conférence, M. Albert Daly,
Et les membres de l'Association
ont la douleur d'annoncer la mort subite de leur cher collègue et ami

M. James POOLE.

RELIGION

● *Jean-Paul II* a ouvert, le dimanche 10 mai, le congrès international des vocations, qui se terminera le 16 mai par une messe concélébrée dans la basilique Saint-Pierre avec 10 cardinaux, 70 évêques et 140 prêtres. Quelque 150 évêques, représentant les conférences épiscopales de quatre-vingts pays du monde entier, participent, avec cinquante supérieurs généraux d'ordres religieux, à ce sommet sur les vocations, le premier du genre depuis 1973. Une documentation de quelque 15 000 pages a été préparée sur la base d'enquêtes conduites dans toutes les églises locales. Dans un discours, le pape a déclaré que le problème des vocations sacerdotales est fondamental pour l'Eglise. « *Les vocations*, a-t-il expliqué, *sont le signe de la vitalité de l'Eglise et en sont aussi la condition.* »

Anniversaires

— Draguignan, Saint-Denis-de-la-Réunion.
Le 12 mai 1977
Alice GUERIMAND,
née Fourcade,
agrégée de l'Université,
disparaissait tragiquement. Elle avait trente-deux ans.
Ceux qui l'ont connue penseront à elle en ce jour anniversaire.

Messes

— Une messe sera célébrée en l'église Notre-Dame d'Auteuil (rue d'Auteuil, à Paris-16e), le lundi 18 mai 1981, à 18 heures, pour le repos de l'âme de
la comtesse de GOURNAY,
décédée le 26 avril 1981.

Communications diverses

— L'Académie arts-sciences et lettres, présidée par le docteur Roger Pinoteau, remettra le dimanche 17 mai, au palais de la Mutualité, les médailles d'or et d'argent de la Ville de Paris.
Au cours de cette cérémonie, Mme Monique Montagne, qui exerce depuis vingt ans dans le domaine des relations publiques et des relations presse, recevra la médaille d'argent.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

ORDRE DU MÉRITE

Sont élevés à la *dignité* de *grand-croix :*
Mmes Marcelle Germaine Tailleferre, compositeur de musique ; Germaine Tillion, ethnologue.
Sont élevés à la dignité de *grand officier :*
MM. Anatole Abragam, professeur au Collège de France ; Stanislas Fumet, homme de lettres ; Jacques Pelissier, président du conseil *d'administration* de la S.N.C.F. ; Mme Jacqueline Péry, déportée résistante ; MM. Jean Sauvagnargues, ambassadeur de France ; Henri Tardivat, président-directeur général de l'Union financière pour l'Europe et l'Afrique ; Charles Vanel, comédien.

***

Une liste de promotions ou de nominations au grade de commandant, d'officier ou de chevalier de l'ordre national du Mérite est publiée par le *Journal officiel* du 12 mai.

Pour son trentième anniversaire

LE FONDS SOCIAL JUIF UNIFIÉ ORGANISE UN MOIS DE MANIFESTATIONS CULTURELLES

A l'occasion de son trentième anniversaire, le Fonds social juif unifié (F.S.J.U.) organise « Trente jours pour la communauté et Israël » : un ensemble de manifestations culturelles et artistiques qui auront lieu du 17 mai au 16 juin dans divers centres communautaires parisiens. Au nombre *des premières manifestations*, on peut noter : un débat consacré à la presse et à la communauté juive (19 mai, au centre *Rachi*) ; une table ronde : « Trente ans de lettres juives en France » (20 mai, au centre communautaire de Paris) ; une grande fête champêtre des communautés de la région parisienne (24 mai, parc du château de Ferrières-en-Brie, Seine-et-Marne) ; une journée d'animation (24 mai, au centre Rachi et au centre communautaire *de* Paris)...

Les cartes d'entrée permanente et le programme peuvent être retirés :
— Au siège F.S.J.U., 19, rue de Téhéran, 75008 Paris, tél. 563-17-28 (postes 220 et 289) ;
— au Centre Rachi, 30, boulevard de Port-Royal, 75005 Paris, tél. 331-98-20 ;
— au Centre communautaire de Paris, 19, boulevard Poissonnière, 75002 Paris, tél. 233-80-21 et 233-64-96 ;
— au Centre Israël-Jefroykin, 68, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris, tél. 805-28-60 (du lundi au jeudi) ;
— au Merkaz de Montmartre, 42, rue des Saules, 75018 Paris, tél. 606-71-39.











هكذا من الأصل

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

RAYONS LOISIRS

Chaussures tous terrains

Ayant fait le tour des hypermarchés, des catalogues de vente par correspondance et des spécialistes de vêtements de sports nouvelle manière (« le Monde » du 29 avril et du 6 mai), nous arrivons à l'essentiel du harnachement entraînement-loisirs : les chaussures.

Comme on ne joue plus au tennis en jeans et en espadrilles, de même ne court-on plus sans choisir chaussure à son pied. Les gammes de modèles de randonnée, de jog, de course à distance, courte, moyenne ou longue, s'étoffent grâce à une haute technicité, similaire à celle du ski mais conçue selon les impératifs de chaque discipline. En premier lieu, *« Il faut savoir que les tennis et baskets proposés à tous les coins de rue ne vont pas forcément sur les courts »*, me fait remarquer *Patrick Levainville, de Tunmer*.

En effet, il faut choisir attentivement les différents dessins des semelles, certains n'étant *pas admis sur les courts* en terre battue dont ils abîment la surface. D'où l'utilité de passer par un spécialiste.

A la *FNAC-sport* (forum des Halles), on considère que le jog en ville semble avoir atteint un plafond en faveur de la marche. Avec deux millions de randonneurs, dont quatre cent mille inscrits en clubs et associations, c'est un marché très important même s'il peut, à première vue, paraître moins sportif. La randonnée aussi demande un certain équipement, *qu'on trouve ici jusqu'au dernier* lacet élastique à bouts fluorescents (13 F). Les chaus*sures se demandent surtout* en cuir, à 90 %, les coques en plastique convenant mieux au tennis et au jog. A l'inverse, les consommateurs apprécient les hauts en toile de nylon ou en « gore-tex », un intercalaire qui permet la respiration et assure l'imperméabilité. C'est sûrement une des formules d'avenir.

En modèles de jogging et de tennis, les fermetures à bandes Velcro, jusqu'ici l'apanage exclusif de *Puma*, sont désormais utilisées par toutes les grandes marques et ne manqueront pas d'apporter une note sportive et confortable aux chaussures de ville. Les modèles à talon bas *reprennent d'ailleurs facilement* les bandes latérales triples des coureurs ou les contrastes de *peausseries*.

Le *Vieux Campeur* consacre aux chaussures dix-sept pages d'un catalogue très dense, dont *de bons modèles civils et militaires* importés des Etats-Unis, des rangers en cuir et toile ou nylon de couleur et croûte de cuir en contraste. Parmi les nouveautés, *Nike*, premier fabricant américain de chaussures de sport, renouvelle les couleurs de son best seller destiné à l'entraînement tout terrain ; il en vend quelque cinq millions d'unités par an.

Dans la série « Pierre Darmon », *Noël-Sport* lance une chaussure de cuir à semelle mixte de polyuréthane et de caoutchouc *renforcée au talon et à la pointe*. Elle est distribuée, entre autres, chez les spécialistes *libre-service du sport, comme les* cent cinquante autres modèles de cette société familiale bretonne implantée à Vitré, dirigée par Xavier Noël, président de la Fédération de la chaussure.



(Croquis de Marcq.)

ROOTS : mocassin poids plume bleu jean ou beige, à semelle de caoutchouc fine, laçage extérieur et pompon. 315 francs, 20, rue Saint-Sulpice, et aux Galeries Lafayette.

T.B.S. : première chaussure course à semelle gonflable pour un meilleur amortissement des chocs subis par le pied sur terrain dur. 345 francs à la FNAC-Sports, au Forum des Halles, chez Go-Sport, 45, rue de Rennes, Team-5, 5, rue Saint-Placide.

VIEUX CAMPEUR : ranger de nylon rouge renforcé de croûte noire à semelle de type jogging, talon très large avec ventouse de contact. Du 37 au 46, 157 francs, 48-50, rue des Ecoles.

Semelles gonflables

C'est *Browning* qui distribue la marque américaine *Brooks* pour l'Europe. Le dernier-né marie le cuir au « gore-tex » pour la tige et offre en outre un laçage latéral pour le maintien complet du pied. Ce matériau en sandwich est celui qui respire et imperméabilise utilement aussi en entraînement tout terrain. *Le « Jimmy Connors »* étant réservé aux matches de compétition. Sa semelle assure le confort par un intérieur automoulant prenant la forme du pied, par sa chaleur naturelle et le poids du corps, tandis que la coque extérieure à large assise empêche de ressentir les chocs des aspérités du sol. Ce genre de chaussure s'essaye avec une chaussette fine et se forme *ensuite à pied nu*. (Vendu 308 F environ chez *Larcade Frères*, 83, rue de Rennes, et chez *Tunmer*, place Saint-Augustin.)

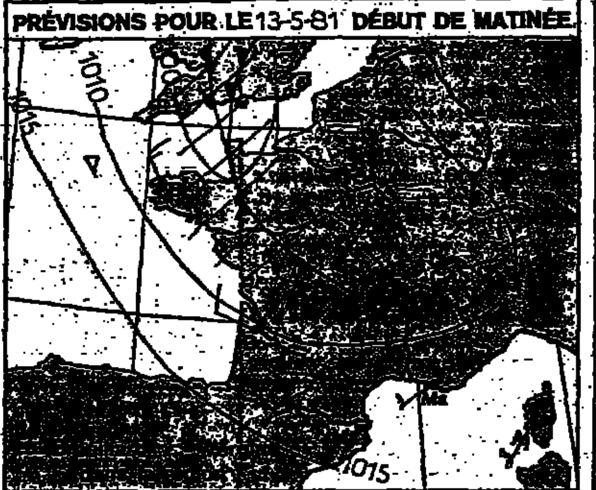
T.B.S., comme son sigle ne l'indique pas, est une société française dont le nom se traduit (!) *« The Best of Sport »*. Installée à Saint-Pierre-Montlimart, en Maine-et-Loire, elle commence par produire des semelles de polyuréthane pour l'industrie de la chaussure puis se concentre sur les chaussures de tennis de conception nouvelle, utilisant ces semelles qu'elle arrive à aérer. A l'aide de *médecins-podologues* et chercheurs, elle crée des modèles à *« voûte plantaire suspendue » pour assurer un meilleur* confort du pied et prévenir les dommages ou accidents *dont souffrent les sportifs*.

En 1980, T.B.S. invente un modèle à air pulsé dont la se*melle aspire l'air extérieur et le* refoule à l'intérieur de la tige par le seul balancement du pied. *Mais cette prouesse est déjà dépassée* par le millésime 1981 pour la course de fond, à *semelle gonflable par simple* pression sur le talon, de couleur vive existant en nombreuses variantes. *En effet, Antoine Maugeais*, directeur général de cette société, s'est adjoint deux stylistes, Christian Vermonet et le maître-chausseur Léon Georganidis, pour réaliser des gammes aussi fiables qu'attrayantes.

NATHALIE MONT-SERVAN.

MÉTÉOROLOGIE





Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)
Zone de pluie ou neige — Averses — Orages — Brouillard — Verglas
Flèche indiquant la direction d'où vient le vent — Force du vent : 5 nœuds, 10 nœuds, 50 nœuds
Sens de la marche des fronts — Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mardi 12 mai à 0 heure et le mercredi 13 mai à 24 heures :

Les basses pressions qui règnent en France n'évolueront que lentement et le temps, encore médiocre mardi, s'améliorera progressivement mercredi.

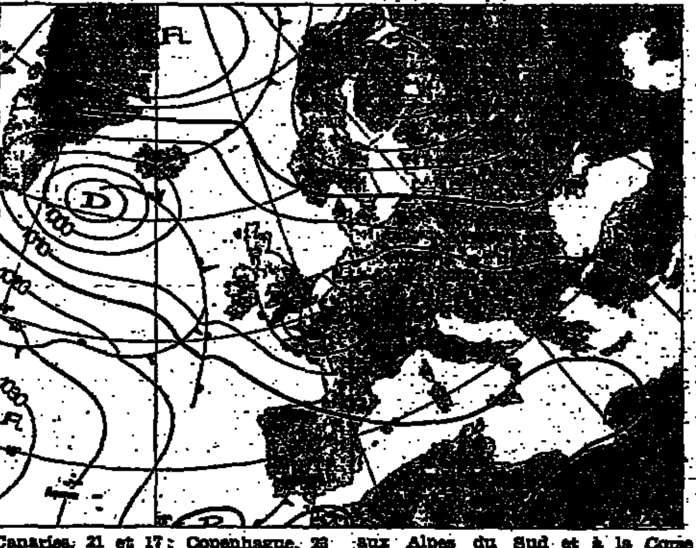
Mercredi 13 mai, il pleuvra le *matin de la Bretagne et de la Normandie* au Massif Central, à la Bourgogne et aux Alpes, mais ces pluies s'atténueront dans la jour*née et quelques éclaircies apparaî*tront. Sur le reste de la France, la matinée sera nuageuse, souvent brumeuse dans l'intérieur, puis le ciel *deviendra variable l'après-midi, où* de belles éclaircies se développeront. Les vents seront faibles dans l'intérieur, modérés ou assez forts par *moments près de l'Atlantique et au* large en venant du nord-ouest. Les températures maximales s'élèveront un peu.

Mardi 12 mai 1981, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 001 millibars, soit 750,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 11 mai ; le second, le minimum de la nuit du 11 au 12) : Ajaccio, 18 et 11 degrés ; Biarritz, 17 et 12 ; Bordeaux, 18 et 12 ; Bourges, 12 et 9 ; Brest, 14 et 9 ; Caen, 12 et 11 ; Cherbourg, 12 et 10 ; Clermont-Ferrand, 13 et 7 ; Dijon, 13 et 9 ; Grenoble, 15 et 9 ; Lille, 18 et 11 ; Lyon, 15 et 9 ; Marseille, 18 et 12 ; Nancy, 12 et 4 ; Nantes, 15 et 10 ; Nice, 16 et 11 ; Paris-Le Bourget, 14 et 10 ; Pau, 18 et 8 ; Perpignan, 19 et 10 ; Rennes, 11 et 9 ; Strasbourg, 18 et 5 ; Tours, 11 et 10 ; Toulouse, 18 et 9 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 21 et 10 degrés ; Amsterdam, 21 et 13 ; Athènes, 23 et 18 ; Berlin, 25 et 14 ; Bonn, 26 et 8 ; Bruxelles, 21 et 10 ; Le Caire, 36 et 26 ; Iles Canaries, 21 et 17 ; Copenhague, 23 et 11 ; Genève, 14 et 10 ; Jérusalem, 22 et 10 ; Lisbonne, 17 et 10 ; Londres, 22 et 10 ; Madrid, 12 et 7 ; Moscou, 27 et 7 ; Nairobi, 24 et 17 ; New-York, 19 et 16 ; Palma-de-Majorque, 19 et 10 ; Rome, 20 et 13 ; Stockholm, 22 et 11.

PRÉVISIONS POUR LE 13 MAI A 0 HEURE (G.M.T.)



TEMPS PROBABLE DU JEUDI 14 AU DIMANCHE 17 MAI

Jeudi 14. — Les brumes seront nombreuses le matin, mais les éclaircies prédomineront l'après-midi. Des orages éclateront le soir près des Pyrénées et du golfe du Lion. Températures minimales de 6 à 9 degrés ; maximales de 16 à 22.

Vendredi 15. — La zone orageuse qui s'étendra le matin des Pyrénées aux Alpes du Sud et à la Corse gagnera le nord des Alpes et le Jura. Sur les autres régions, après des brumes matinales, le temps sera ensoleillé avec des nuages passagers, plus nombreux près des côtes de la Manche. Températures minimales de 5 à 10 degrés ; maximales, de 18 à 24.

Samedi 16 et dimanche 17. — Le temps souvent ensoleillé persistera sur l'ensemble du pays. Cependant, une zone orageuse, qui s'étendra des Alpes à la Corse, s'éloignera vers l'Italie.

Températures minimales de [illegible] 10 degrés ; maximales, de 18 à 2[illegible].

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

BREF

CIRCULATION

LES POMPIERS N'ONT PAS TOUS LES DROITS. — Contrairement à ce que l'on croit souvent, les pompiers n'ont pas tous les droits quand ils se rendent sur les lieux d'un accident... Ils doivent notamment, précise le Centre de documentation et d'information de l'assurance, respecter les sens interdits...

Cette règle élémentaire du code de la route a été rappelée récemment, le 12 juin 1980, par le tribunal de grande instance de *Vienne (Isère)*, à propos d'une collision entre un cyclomotoriste et un véhicule de pompiers. Le *chauffeur de celui-ci, qui* avait emprunté un sens interdit, fut déclaré entièrement responsable.

SANTÉ

RELÈVEMENT DES TARIFS D'HONORAIRES DES SAGES-FEMMES ET AUXILIAIRES MÉDICAUX. — La Caisse primaire centrale d'assurance-maladie de la région parisienne communique un rectificatif relatif aux nouveaux tarifs conventionnels des sages-femmes et infirmiers applicables depuis le 1er avril 1981 (« le Monde » daté 5-6 avril) : l'indemnité horo-kilométrique à pied, à ski est de 20 F au lieu de 5 F.

VACANCES

POUR LES JEUNES DIABÉTIQUES. — L'aide aux jeunes diabétiques organise, pendant les mois de juillet *et d'août, des centres d'éduca*tion médicale et de vacances pour jeunes diabétiques de cinq ans à quatorze ans. Pour *les adolescents* de quinze ans à dix-sept ans diabétiques, des séjours de trois semaines sont *organisés* en juillet, août et septembre.

★ *Secrétariat de l'aide aux jeunes diabétiques, 41-43, rue des Rigoles, 75020 Paris.*

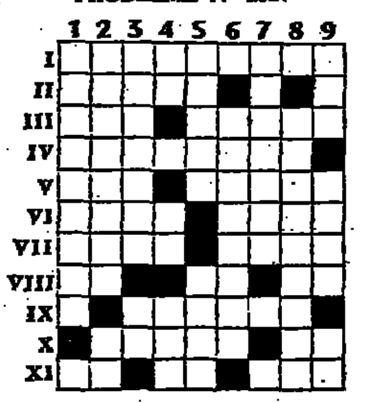
VENTES

BÉNÉFICES-RECORDS POUR CHRISTIES. — Les bénéfices de la grande maison britannique de ventes aux enchères Christies ont atteint, en 1980, le niveau-record de 7,04 millions de livres (avant impôt) à comparer avec le chiffre de 6,05 millions en 1979.

Le chiffre d'affaires total a atteint, l'année dernière, environ [illegible] millions de livres, dont 162 *millions* pour les seules ventes aux enchères (plus 29 % par rapport à 1979). La filiale américaine *a vu ses ventes passer de 70* millions de dollars en 1979 à 130 millions en 1980.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2927



HORIZONTALEMENT

I. Ne peut se présenter nulle part sans être invité à vider les lieux. — II. Représentation pieuse. — III. Pays où le voyageur peut se livrer à une étude sur les Maures. Sillon. — IV. Pour lui, quand le bâtiment va, tout va. — V. Dément. Mettra son favori en boîte afin de l'honorer. — VI. Nombre de minutes parfois annoncées par une femme disponible au bout d'un quart d'heure ; Gardien de fards. — VII. Le premier siècle de l'ère moderne. Fixés aux brabants, ils peuvent travailler dans les Flandres. — VIII. Préposition ; Accord au Pentagone. Personnel. — IX. Ténor sylvestre accompagné de cors et de hauts bois. — X. Airs renouvelés. La rumeur publique. — XI. Animal manquant de mordant, dans tous les sens du terme. Préposition. Elément d'un trio de la Fable.

VERTICALEMENT

1. Servant ayant souvent tiré le canon au sein de la Grande Armée. — 2. Tels des jeux de haute voltige liés au souvenir d'un pionnier de l'air. Extrait musical de l'Arlésienne. — 3. Particulier qu'il eût été plus logique de trouver dans les « horizontaux ». C'est, en abrégé, une pièce pour un seul acteur. — 4. Unité attaquant au front. Chiffre pour Louis, lettre pour Léonidas. Faire-part douloureux. — 5. Même d'Aure, ce n'est pas le Pactole. Loges. — 6. Offrent une bonne assise pour remonter ceux qui redescendront parfois sur le derrière. — 7. Favorise la transpiration. — 8. Manière d'entrée d'abord pour frapper ensuite. — 9. Porte souvent le nom d'un homme qui ne l'a jamais vu ; Commodité dénotant un manque de réserve risquant d'incommoder un milieu réservé. Négation.

Solution du problème n° 2926

Horizontalement

1. Bridge ; Se. — II. Radiateur. — III. Odeur. — IV. Cos ; Van. — 5. At ; Racine. — VI. Nef. Nées. — VII. Trotteuse. — VIII. Leurs. — IX. Usinages. — X. Et ; Eson. — XI. Osées. Io.

Verticalement

1. Brocanteur. — 2. Radoter. — 3. Ides ; Folles. — 4. Dit ; Tente. — 5. Gargantua. — 6. Et ; Cierges. — 7. Envieuses. — 8. Su ; Anes ; Sol. — 9. Arène ; Et ; NO.

GUY BROUTY.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.
Claude Julien.



Commission paritaire n° 57 437.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des 11-12 mai 1981.

DES DÉCRETS

● Modifiant le tableau A annexé au décret du 22 août 1928 *fixant* dans les territoires d'outre-mer la nomenclature et la composition des cours et tribunaux ;

● Fixant les indemnités pour enseignements complémentaires institués dans les universités, les établissements publics à caractère scientifique et culturel indépendants des universités et les autres établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère des universités ;

● Relatif à l'institut national agricole et rural de la montagne ;

● Relatif au financement dans les départements d'outre-mer des *régimes de protection sociale des* personnes non salariées des professions agricoles et à la fixation des cotisations pour 1981.

PARIS EN VISITES

JEUDI 14 MAI

« Exposition des chevaux de Venise », 10 h. 30, Grand Palais, Mme Bouquet des Chaux.

« De la fontaine des Innocents à l'église Saint-Roch », 11 h., devant la fontaine, Mme Vermeersch.

« Château de Vincennes », 15 h., entrée, Mme Guillier.

« La Défense », 15 h., hall du R.E.R., au tabac, Mme Meyniel.

« Hôtel de Sens et bibliothèque Forney », 15 h., 1, rue du Figuier, Mme Zujovic.

« Dessins français des dix-huitième et dix-neuvième siècle du musée Lambinet », 14 h. 30, 54, boulevard de la Reine à Versailles, Mlle Gendre (Caisse nationale des monuments historiques).

« Trésors du Musée de Bagdad-Sumer-Assur-Babylone », 15 h., avenue Winston-Churchill (Approche de l'art).

« Atelier du sculpteur sur bois Aimé Bernard », 15 h., 21, rue Faidherbe (l'Art pour tous).

« Ateliers de l'hôtel de la Monnaie », 15 h., 11, quai Conti, Mme Thyss (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Ecole des beaux-arts », 15 h., 13, quai Malaquais, M. Jaslet.

« Saint-Julien-le-Pauvre », 15 h., façade de l'église, M. de La Roche.

« Arènes de Lutèce, quartier Mouffetard », 15 h., métro Jussieu, Mme Bâs-Akar.

« Cimetière de Passy », 15 h., entrée, Mme Willer (Paris et son histoire).

« Histoire de la Cité », 14 h. 30, portail central de Notre-Dame (Paris pittoresque et insolite).

« Vieilles rues, abbaye Saint-Martin-des-Champs », 14 h. 30, métro Etienne-Marcel, M. Teurnier (le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

9 h. 15, Collège de France, salle 5, Gilbert Etienne : « Chine-Inde : deux grandes civilisations, deux voies de développement ».

18 h., 2, place du Palais-Royal, Catherine Dike : « Les cannes à système » (le Louvre des antiquaires).

18 h., 33, faubourg Saint-Honoré, Gabriel de Broglie : « L'orléanisme, une querelle ou une conviction » (Cercle de l'Union interalliée).

18 h., 100, rue du Cherche-Midi, M. Siza : « Saint Victor et Evora » (Société française des architectes).

18 h. 30, salle d'Actualité à Beaubourg, J. Perriault, D. Wolton, P. Flichy : « Les industries culturelles : vers une production industrielle des messages ? ».

19 h. 30, 1, place Mayot, Jean-Jacques Rosa : « Dîner-débat : les perspectives de la politique économique française » (Anciens Sciences-Po).

20 h., 26, rue Bergère, R. Aradou, G. Beney, M. de Smedt, Y. Donnars : « La conspiration du Verseau. Débat sur la transformation personnelle et sociale dans les années 80 » (l'Homme et la connaissance).

20 h. 30, 62, rue Madame, Michel Terrasse : « Châteaux de l'Espagne musulmane » (Arcus).

20 h. 30, 5, rue Largillière : « Le Pérou entre ciel et terre : Machu-Picchu » (Nouvelle Acropole).

Le Monde

culture

MUSIQUE

«Les Mamelles de Tirésias», salle Favart

Une pochade grave

Sans cette soirée Poulenc qui va se prolonger jusqu'au 30 mai, on aurait presque oublié que l'on donnait encore des spectacles salle Favart. Après deux ans d'une résurrection laborieuse et dont les véritables raisons n'ont jamais été clairement avouées (il s'agissait en réalité de faire l'aumône, avec un budget dérisoire, au répertoire français négligé par Rolf Libermann), tout porte à croire à une nouvelle mise en sommeil, sauf si une décision, assortie d'une politique véritable, intervenait en faveur d'un maintien et d'un élargissement du répertoire de l'Opéra-Comique. Ce spectacle, précise le programme, a été conçu comme exercice d'élèves des jeunes artistes de l'Ecole d'art lyrique de Paris. De là sans doute cette animation constante qui règne sur le plateau d'un bout à l'autre des Mamelles de Tirésias qui n'en demandaient pas tant.

Composé en 1944 sur un texte de Guillaume Apollinaire, qui l'avait écrit en 1903 puis révisé en 1916, cet opéra-bouffe n'est peut-être pas d'une gaieté aussi superficielle que le metteur en scène, Jean Le Poulain, voudrait nous le faire croire. Il est sans doute extravagant de représenter une jeune féministe qui voit sa barbe pousser en même temps que ses revendications, dont les mamelles se détachent et qui échange avec son époux le privilège de faire des enfants. Ce dernier s'acquitte fort bien de cette tâche si nécessaire au lendemain des guerres, puisqu'il en produit quarante mille d'un seul coup, clamant bien haut que les enfants font la fortune des ménages. Le chœur final conseille aux spectateurs de «faire des enfants, vous qui n'en faisiez guère ».

Guère en effet rime trop bien avec guerre pour que ce soit un simple hasard et si cette critique, en forme d'apologie, de la politique nataliste des gouvernements, résonne sur le mode comique, elle n'est pas pour autant exempte d'arrière-pensées plus sombres. Le directeur du théâtre vient bien prévenir l'auditoire que le sujet n'est nullement frivole, mais comme il dit cela avec sérieux on a tout lieu de croire qu'il veut simplement nous faire rire.

Beaucoup de clins d'œil, donc, avec bien des vulgarités gauloises, une religieuse montée sur patins à roulettes, des costumes imités de ceux des années folles, mais avec des couleurs plus vives : Jean Poulain et Bernard Daydé ont fait de leur mieux, quitte à se montrer quelquefois ennemis du bien. La musique de Poulenc, sous la baguette de Manuel Rosenthal, n'a rien perdu de sa verve ; elle coule si naturellement qu'il est aisé à présent d'oublier l'anachronisme qu'on pouvait lui reprocher naguère. La distribution, assez homogène, réunit notamment Michel Sénéchal, qui, dans le rôle du mari, n'a pas de mal à se tailler la part du lion ; Danielle Chlostawa, qui tient là un emploi sur mesure, même si son timbre ne se départit pas d'une certaine acidité ; Michel Trempont, gendarme solide, et Gino Quilico, qui sait donner au grand monologue du directeur sa véritable intensité.

Les Mamelles de Tirésias *sont précédées du* Bal masqué *de Poulenc. Il s'agit d'une suite de mélodies pour baryton et orchestre sur des fantaisies poétiques de Max Jacob, entrecoupées d'intermèdes orchestraux. Michel Trempont, debout sur la gauche de la scène, les chante avec une diction et un style parfaits, tandis que Patrick Dupond mime ce qu'on pourrait appeler « la journée d'un danseur ». Cette performance, car c'en est une, et Gigi Caciuleanu en a réglé la chorégraphie avec une précision rythmique évidente, s'adresse surtout aux amateurs de danse ; elle n'ajoute rien à la musique.*

GÉRARD CONDÉ.

★ Prochaines représentations les 14, 16, 19, 20, 22, 27, 28 et 30 mai.

Trois ateliers de Pierre Boulez

« L'œil et l'oreille »

Après «Le Temps musical» et «Matériau et invention musicale» (1), Pierre Boulez a commencé le 11 mai à Radio-France un troisième cycle d'ateliers et de concerts consacré à «L'œil et l'oreille», autrement dit à la relation entre l'écriture musicale et ce que l'auditeur perçoit : «Il y a ambiguïté entre le message délivré et le message perçu ; ce qu'on analyse et ce qu'on voit sur une partition ne correspond pas toujours ou pas entièrement à ce qu'on entend.»

De nombreux exemples ont jalonné le sujet : le Concerto op. 24 *de Webern, où, partant de la cellule la plus simple, l'écriture est presque toujours saisissable par l'oreille ; la* Symphonie op. 21 *du même Webern, où, au contraire, des procédés très clairs visuellement (telle la rétrogradation) sont difficiles à percevoir.*

A propos des Funérailles I et II, *de Ferneyhough, Boulez montre qu'au-delà d'une certaine limite l'oreille est incapable de distinguer la complexité de l'écriture, elle-même à la limite de l'injouable ; complexité nullement gratuite cependant, dans la mesure où elle oblige l'interprète à atteindre «approximativement» une richesse, rythmique notamment, qu'une écriture simplifiée ne permettrait pas d'obtenir.*

Enfin, le Kammerkonzert *offre une belle démonstration de l'importance et de la relativité des références «littéraires» et des symboles numériques dont Berg a bourré son œuvre ; excellente illustration de cette dialectique de «l'œil et de l'oreille» dont Boulez a écrit dans un texte parallèle à ces ateliers (2) : «La rigidité de l'attitude mentale entraîne le dépérissement de l'invention. Encore faut-il que l'invention soit alimentée par une «vision», dans ce sens que si l'oreille est laissée à elle-même, si elle n'est pas sous la surveillance vigilante de l'œil, si elle n'est pas relancée par l'imaginaire et sa force de transgression, sa capacité d'inventer se dilue trop aisément dans les clichés auxquels elle est alors tentée de s'abandonner.»*

On regrettera que ces ateliers ne puissent qu'effleurer de tels sujets, mais les analyses si claires et brillantes de Boulez sont de précieuses semences.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Les œuvres de Webern, Ferneyhough et Berg seront données intégralement, ce mardi 12 mai, à la Maison de Radio-France, par l'Ensemble intercontemporain, sous la direction de Boulez. Prochains ateliers les 15 mai (Boulez, Carter, Messiaen) et 22 mai (Bartok, Stockhausen, Berio).

(1) Ces premières séries ont été reprises en sept cassettes réalisées en coproduction par l'IRCAM et Radio-France.

(2) «L'écriture du musicien : le regard du sourd ?», un très remarquable essai publié dans le n° 408 de la revue *Critique*, qui comprend aussi des études d'Hugues Dufourt, Célestin Deliège, Dominique Jameux et Charles Rosen, sur le thème de ce cycle.

INSTITUT

Académie des sciences morales et politiques

JORGE LUIS BORGES ET YOSIYUKI NODA ASSOCIÉS ÉTRANGERS

L'Académie des sciences morales et politiques a élu lundi deux associés étrangers aux sièges vacants par *le décès de Bertil* Ohlin et de Feridun Cemal Erkin : MM. Jorge Luis Borges et Yosiyuki Noda.

[Jorge Luis Borges, écrivain argentin de renommée mondiale, n'a plus à être présenté. Né en 1899 à Buenos-Aires, il vit aujourd'hui à Paris, presque aveugle. Ses ouvrages de fiction qui introduisent le lecteur dans un domaine fantastique où le réel et l'imaginaire se renversent souvent, ses *mythologies* alternent avec les essais littéraires et historiques : *Terror de Buenos-Aires, Histoire de l'éternité, Histoire de l'infamie, Fictions, Labyrinthes, l'Aleph,* etc., sans omettre des récits proches du genre policier.]

[Yosiyuki Noda, éminent juriste japonais, est né le 15 octobre 1912. Il a notamment occupé pendant trente ans la chaire de professeur de droit français à l'université de Tokyo et est devenu en même temps professeur de droit comparé, discipline dans laquelle il a développé une doctrine où la comparaison doit porter non seulement sur les règles, les institutions, le système juridique, mais sur la civilisation même des pays envisagés, se ralliant à la conception «socio-culturelle» du droit comparé.]

REGGAE

La mort de Bob Marley

(Suite de la première page.)

La musique s'est électrifiée, les mélodies se sont affinées, et Bob Marley apparaît comme le musicien qui a contribué le plus à l'introduction du reggae en Occident. Cette musique qui vit au rythme des passions et qui rythme la vie, avec ses impulsions moites et lascives, ses climats déroutants et ses appels à la fois pressants et nonchalants à la danse.

En Jamaïque, l'information passe aussi *par le reggae qui, mieux que* tout autre média, donne le ton et l'humeur de l'île, qui plus qu'une simple musique détermine un mode de vie, comme l'exutoire essentiel *pour échapper aux douleurs et, pour* un temps, à la misère qui règne dans les quartiers déshérités de Kingston.

Bob Marley ne ment pas, il est le porte-parole des ghettos, l'homme de la vérité, celui dont le discours suppose une conscience socio-politique, *religieuse, directement* issue du peuple. L'homme est un rasta, qui prêche le retour à la terre promise, l'Afrique et l'amour de Dieu, source infinie de joie et d'espoir, qui appelle à la mémoire du peuple noir et l'exhorte à défendre ses droits dans ses chansons : *Get up, Stand up* (levez-vous, tenez bon, n'abandonnez pas le combat). Dans la seconde moitié des années 70, alors qu'une guerre froide ravage les ghettos, c'est à lui qu'on fait appel pour instaurer un *statu quo*.

Lors d'un concert gratuit à Kingston, il réunit, devant quatre-vingt mille personnes, les deux leaders des partis opposants en Jamaïque. Peu après, il est victime d'un attentat dans sa maison de Kingston et s'exile aux Etats-Unis et à Nassau. De retour dans la capitale en 1979, où il est au centre d'une communauté rasta, Bob Marley est devenu une personnalité intouchable en Jamaïque.

Coiffé de dread locks (signe de liberté), avec sa chevelure de lion, Bob Marley laisse une image désormais gravée à jamais dans les *mémoires*. Il restera comme le créateur essentiel du reggae, dont l'inspiration n'a jamais faibli au fil des disques et des années. Il restera comme l'inspirateur nouveau des nombreuses générations de musiciens sans lequel la musique contemporaine n'aurait peut-être pas trouvé de second souffle. *L'homme, qui avait* compris que la musique est aujourd'hui le moyen d'expression le plus rapide et le plus instantané pour toucher la conscience et la sensibilité du peuple. Le pape du reggae ? Juste un homme qui avait le cœur de ceux qui croient en quelque chose de magique, quelque chose qui ressemble à l'amour, à la liberté, à la vie.

ALAIN WAIS.

★ Discographie : *Catch a Fire, Burnin', Natty Dread, Wailers Live, Rastaman Vibration, Exodus, Kaya, Babylon by Bus, Survival.*

ROCK

Albert Marcœur au Palais des glaces

L'aventure menée par Albert Marcœur et ses compagnons est hors des modes, originale et cohérente, patiente et intransigeante, humaine autant que musicale. Commencée il y a cinq ans, cette aventure tire d'abord sa force d'une vie communautaire sans fausse naïveté ni alibi. Marcœur et les sept musiciens qui l'entourent sont tous de très bons instrumentistes, qui s'efforcent de mettre en pratique certaines idées musicales, de trouver de nouveaux alliages de sons, de s'exprimer dans des genres de musique différents et étroitement imbriqués, de s'inspirer du vécu et de jouer sur une certaine folie.

Le nouveau spectacle, ouvert et large, complexe, drôle et tendre qu'offre Albert Marcœur épouse plus que jamais les pulsations de la vie. Et il faut souligner la remarquable cohésion d'ensemble du groupe, son travail solide et rigoureux.

Un public apparemment fidèle — et nombreux — vient apprécier l'œuvre de Marcœur dans un Palais des glaces qui a fait, pour l'occasion, un effort louable de présentation.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Palais des glaces, à 20 h. 30.





هكذا من الأصل

CULTURE

THÉATRE

« Ma vie dans l'art »,

Un livre de Constantin Stanislavski

Cahier de régie d'une existence

De l'immense somme théorique qu'il projetait, pas moins qu'« *une espèce de grammaire de l'art dramatique, comportant des séries d'exercices pratiques* », Stanislavski n'aura rédigé que quelques chapitres épars, traduits sous des titres aussi redoutablement définitifs que *la Formation de l'acteur* ou *la Construction du personnage*. Il n'en fallait pas plus pour que ce qu'il appelait son « système », jetant lui-même sur le mot le soupçon des guillemets, devînt la méthode majuscule, avec son orthodoxie et ses hérésies, ses conflits de légitimité, des résultats aussi — le tout-venant de la succession des maîtres à penser.

C'est un Stanislavski assez différent du gourou de la tradition stanislavskienne qui se manifeste dans l'autobiographie artistique qu'il dicta, en 1922-1923 (il abordait la soixantaine), au cours d'une tournée du Théâtre d'Art en Europe et aux Etats-Unis. On connaissait jusqu'alors *Ma vie dans l'art* à travers une traduction française, passablement élaguée, de la version originale américaine ; la collection « Théâtre Années vingt », poursuivant son travail de restitution de textes fondamentaux, donne enfin accès à une version intégrale établie d'après l'édition russe ultérieure *remaniée* par l'auteur.

Ce gros livre de souvenirs au rythme fluvial, bourré d'anecdotes d'intérêt divers, de dits et de redites, exerce d'abord chez le lecteur deux facultés capitales : la patience et le sens de l'observation. On peut alors entrer dans ce qui apparaît à l'usage comme un *Bildungsroman*, un roman de formation où théorie et pratique se rejoignent à l'infini, là où se situe en fait l'idéal lointain de l'acteur. Le « *système* » n'est donc pas un système achevé mais un processus, l'histoire d'un apprentissage, le cahier de régie d'une vie entière passée à tâtonner, à expérimenter des voies royales dont la plupart se terminent en cul-de-sac et des chemins de traverse qui croisent une série d'échecs : « *J'avais bien jeté le rôle sur mes épaules, comme un manteau mis à la hâte, mais je n'étais parvenu à en enfiler qu'une seule manche!* »...

Aux acteurs qui seraient pressés de jeter sur leurs épaules son propre manteau, Stanislavski ne cesse de répéter qu'il n'est point d'enseignement par l'exemple, que *l'imitation n'est que bricolage*, que la « tradition » est le plus souvent l'appellation noble de la routine, le masque formel d'une forme morte. Il faut donc aller vers l'intérieur, vers l'« *essence* » de l'œuvre. Mais à ceux qui prendraient au pied de la lettre ses considérations sur la « *vie spirituelle* » du rôle, sur l'« *émotion créatrice* » et les vertus du « *supraconscient* », il rappelle qu'il n'existe pas *sur* scène d'état de grâce spontané, que le talent se travaille, que tout art est une discipline.

On serait *tenté* de sourire d'une terminologie aux contours flous, mêlant notions idéalistes et concepts scientifiques, si elle ne témoignait de l'approche consciente d'un problème qui demeure entier et que Stanislavski est le premier à formuler aussi explicitement : celui du « *langage de la répétition* », autrement dit des lois objectives qui régissent l'acte artistique, singulier et subjectif — la négation même de la répétition. Personne n'a la réponse, il suffit que la question soit posée en permanence. Ce qu'il y a de plus productif dans l'effort théorique c'est l'effort.

Plus que de préceptes ou de recettes, *Ma vie dans l'art* est ainsi jalonné d'interrogations, de doutes, qui gardent tout leur pouvoir « créateur ». Les leçons peuvent paraître minces : jouer, mettre en scène, c'est une passion et c'est une éthique ; l'art n'a d'effets sociaux que s'il exprime les plus hautes exigences artistiques — que s'il est de l'art. Mais il est des évidences qui prennent un air neuf inscrites au chapitre « Découverte de vérités depuis longtemps connues ».

L'apprenti comédien de 1981 peut difficilement faire l'économie de ce livre. Et quel metteur en scène pourrait diriger une pièce majeure de Tchekhov sans avoir lu les pages admirables et admiratives que Stanislavski consacre au vieux médecin, au *compagnon* de son actrice Olga Knipper ?

JACQUES POULET.

★ *Ma vie dans l'art*, de Constantin S. Stanislavski, traduction du russe, préface et notes de Denise Yoccos, éd. L'Age d'homme, coll. « Théâtre années vingt », 564 pages.

■ Le Groupe 190 d'Amnesty International (Port-Royal, 5e et 13e) organise un concert, le vendredi 22 mai, à 20 h. 30, à la chapelle de la Salpêtrière (47, boulevard de l'Hôpital, 75013 Paris).

Au programme : « Vêpres de la Vierge Bienheureuse », de C. Monteverdi (la Grande Ecurie et la Chambre du Roy avec chœur et solistes, direction J.-C. Malgoire); J.-S. Bach, N. Hanss, W. A. Mozart et C. Daquin (Michèle Guyard, organiste).

Location sur place à partir de 18 heures le jour même. Prix des places : 40 F (25 F tarif réduit).

« Hypermarket-sur-Mer » pour les enfants

Deux espaces et deux temps, le dessous et le dessus, le décor et son envers. « Hypermarket », c'est une plage qu'on ne voit pas, un ciel et une mer absents pour les employés d'un grand magasin mis en effervescence par la « saison ». C'est aussi le tableau d'une hiérarchie et de tous les jeux qu'elle entraîne, du *sous-directeur aux garçons magasiniers*. On y trouve le comique des zélés et des tire-au-flanc, le pathétique des ratés, le tragique plaisant des jeunes loups et louves dont les dents traversent le plancher.

« Hypermarket » dit aussi les faux-semblants, les compromis, les petitesses pour le partage ou la prise du pouvoir en milieu de consommation. C'est un spectacle très *instructif sur un sujet ignoré de* l'école, d'après une pièce de Raymond Dutherque. Daniel Bazilier et Patricia Giros ont mis en scène avec humour ce que d'autres auraient rendu pesant. Les décors sont très beaux, tant ces cages infernales de l'entrepôt que ce mur de miroirs et ces draperies fantomatiques du magasin la nuit. Tous les comédiens, Claude Legros et Jean-Pierre Moreux surtout, jouent presque trop juste ce carnaval des boutiquiers. Un virage réussi dans le fantastique les préserve dans la seconde partie des écueils de l'hyper-réalisme.

BERNARD RAFFALLI.

★ Théâtre Gérard-Philipe. Jusqu'au 25 mai.

LETTRES

MORT DE NELSON ALGREN l'auteur de « l'Homme au bras d'or »

L'écrivain américain Nelson Algren est mort, le samedi 9 mai, à la suite d'une crise cardiaque, dans sa maison de Sag-Harbor (Etat de New-York).

D'ascendance judéo-germanique du côté maternel et suédoise du côté paternel, Nelson Algren, né à Detroit en 1909, grandit dans la pauvreté et l'insécurité. Toute sa vie il restera proche des déshérités et des mauvais garçons qui peuplent ses nouvelles et ses romans. Il habita longtemps un modeste appartement dans un quartier lugubre de la périphérie de Chicago.

Celui que Hemingway plaçait tout de suite après Faulkner reçut en 1931 un diplôme de journaliste *de l'université de l'Illinois* et, ne trouvant pas d'emploi stable en cette période de crise, vécut de « petits boulots » à La Nouvelle-Orléans et au Texas. Se sentant une vocation d'écrivain, il vola une machine à écrire, ce qui lui valut quatre mois de prison. De retour à Chicago, il publie sa première nouvelle en 1933. Son premier roman *Tous ceux qui sont en bottes* (Somebody in Boots) paraît en 1935. Il écrit ensuite *Le matin se fait attendre* (Never come Morning). Mais le grand succès lui vint en 1949 avec *l'Homme au bras d'or* (The Man with the Golden Arm), qui devint un best-seller et reçut un National Book Award. Le livre fut traduit en français par Boris Vian. Otto Preminger en tira un film qui fit *date* dans l'histoire du cinéma : il n'était pas fréquent à l'époque de porter l'histoire d'un drogué à l'écran. *La Rue chaude* (A Walk on the Wild Side), paru en 1956, connut également les gros tirages. Nelson Algren venait de terminer un nouveau roman, qui doit paraître d'abord en allemand au mois d'octobre. On n'oubliera pas que c'est à l'écrivain disparu que sont dédiés *les Mandarins* de Simone de Beauvoir, qui connut Nelson Algren aux Etats-Unis et y fait allusion en de nombreux passages de son œuvre.

هكذا من الاصل

SPECTACLES

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES

Les Fiancés de Loches : Boulogne T.B.B. (603-60-44), 10 h. 30.
Les Amis : Lucernaire (222-26-50), 20 h. 30.
Toi et les nuages : Théâtre de la Mer (589-70-22), 21 h.
Ainsi Solange, Paris ou ailleurs : Petit Odéon (325-70-32), 18 h. 30.
Crime banal pour motif de peu d'intérêt : Petit TEP (797-96-06), 20 h. 30.

Les salles subventionnées et municipales

Comédie-Française (296-10-20), 20 h. 30 : la Folle de Chaillot.
Chaillot (727-81-15), salle Gémier, 20 h. 30 : Broers.
Odéon (325-70-32), 20 h. 30 : A Memphis, il y a un homme d'une force prodigieuse.
TEP (797-96-06), 20 h. 30 : Têtes rondes, têtes pointues.
Carré Silvia Monfort (531-28-34), 20 h. 30 : Compagnie de danse populaire française.
Théâtre de la Ville (274-11-24), 18 h. 30 : Ben Zimet ; 20 h. 30 : Nederlands dans theater.

Les autres salles

Aire libre (322-70-78), 20 h. 30 : Elle lui dirait dans l'île ; 22 h. 15 : la Voiture.
Antoine (208-77-71), 20 h. 30 : Potiche.
Astelle-Théâtre (238-35-53), 20 h. 30 : les Bonnes.
Atelier (606-49-24), 21 h. : les Trois Jeanne.
Carrefour de l'Esprit (633-48-65), 20 h. 30 : les Dilemmes de la balance.
Cartoucherie, Aquarium (374-99-61), 20 h. 30 : Un conseil de classe très ordinaire. — Chaudron (328-97-04) : Festival international de la culture juive.
Centre d'art celtique (258-97-62), 20 h. 30 : Cie Hellequin, mime.
Cinq Diamants (588-01-06), 20 h. 30 : Metropolitan Opera.
Cité internationale universitaire (589-38-69). Resserre, 20 h. 30 : Une conversation chez les Stein sur M. Goethe absent. — Galerie, 20 h. 30 : Lotte à Weimar.
Comédie Caumartin (742-43-11), 21 h. : Reviens dormir à l'Elysée.
Comédie des Champs-Elysées (723-37-21), 20 h. 45 : Madame est sortie.
Comédie de Paris (281-00-11), 20 h. : Boris Supervian ; 21 h. 30 : la Grande Guerre des p'tites étoiles.
Daunou (261-69-14), 21 h. : Et ta sœur !
Edouard-VII (742-57-49), 21 h. : Deburau.
Espace Gaîté (327-95-94), 21 h. 45 : Ivres pour vivre.
Espace Marais (271-10-19), 20 h. 30 : les Bonnes ; 22 h. : Culture d'amour en douce campagne.
Essaïon (278-46-42), 20 h. 30 : Ça.
Fontaine (874-74-40), 20 h. 30 : J'aimerais bien aller à Nevers ; 22 h. : les Aviateurs.
Gaîté-Montparnasse (322-16-18), 22 h. : Elle voit des nains partout.
Galerie 55 (326-63-51), 20 h. 30 : le Chant du bouc.
Huchette (326-38-99), 20 h. 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h. 30 : la Leçon.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre Noir, 18 h. 30 : Où donc est-elle ma lumière ? ; 22 h. : les Ecrits de Laure. — Petite salle, 18 h. 15 : Parlons français.
Madeleine (265-07-09), 20 h. 45 : Arsenic et vieilles dentelles.
Marigny (256-04-41), 21 h. : Domino. — Salle Gabriel (225-20-74), 21 h. : le Garçon d'appartement.
Mathurins (265-90-00), 21 h. : Huis clos ; Pétition.
Michel (265-35-02), 21 h. 15 : On dînera au lit.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 12 mai

Montparnasse (320-89-90), 18 h. 45 : Exercice de style. — Petite salle, 20 h. 30 : Pierrot d'Asnières ; 22 h. : J. Benguigui.
Nouveautés (770-52-76), 21 h. : Ferme les yeux et pense à l'Angleterre.
Œuvre (874-42-52), 20 h. 45 : Un habit pour l'hiver.
Palais-Royal (297-59-81), 20 h. 30 : Joyeuses Pâques.
Roquette (805-78-51), 20 h. 30 : Pentablogues ; 22 h. 30 : Angel.
T.A.I. Théâtre d'Essai (278-10-79), 18 h. 30 : Une saison en enfer ; 20 h. 45 : l'Ecume des jours ; 22 h. : Journal d'un fou.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 30 : J. Blot ; 22 h. : Nous, on fait où on nous dit de faire.
Théâtre 18 (226-47-47), 20 h. 30 : la Tragique Histoire d'Hamlet, prince de Danemark.
Théâtre en rond (387-88-14), 20 h. 30 : Douze hommes en colère.
Théâtre du Marais (278-03-53), 20 h. 30 : le Pique-Assiette.
Théâtre Marie-Stuart (508-17-80), 20 h. 30 : les Aventures de l'archer Yi.
Théâtre de la Mer (589-70-22), 19 h. 30 : le Testament du père Leleu.
Théâtre de Paris (280-09-30), 20 h. 30 : Vu du pont.
Théâtre du Rond-Point (256-70-80), 20 h. 30 : l'Amour de l'amour.
Variétés (233-09-92), 20 h. 45 : l'Intoxe.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 19 h. 30 : P.-G. Monneret ; 20 h. 30 : Jamais deux sans moi ; 21 h. 30 : Woody Folles ; 22 h. 45 : la Revanche de Nana.
Blancs-Manteaux (887-17-84), 20 h. 15 : Areuh = MC2 ; 21 h. 30 : A. Didier ; 22 h. 30 : les Bulles dans l'encrier. — II, 21 h. 30 : Sardines grillées ; 22 h. 30 : R. Mattera.
Café d'Edgar (320-85-11), 18 h. 30 : M. Havet ; 20 h. 30 : Sœurs siamoises cherchent frères siamois ; 21 h. 30 : la Jacassière ; 22 h. 30 : les Suisses.
Café de la Gare (278-52-11), 21 h. : A. More et E. Wiener.
Connétable (277-41-40), 21 h. 30 : Hommage à Gribouille ; 22 h. 30 : J. Huet et Djalma ; 23 h. 30 : les Nichols.
Coupe-Chou (272-01-73), 20 h. 30 : le Petit Prince ; 21 h. 45 : Va-t'en je t'aime.
L'Ecume (542-71-16), 20 h. 30 : Diabloguement vôtre ; 22 h. : Claude Astier.
Le Fanal (233-91-17), 20 h. : La chasse est ouverte ; 21 h. 15 : le Président.
Petit Casino (278-36-50), I, 21 h. : Phèdre à repasser ; 22 h. 15 : le Concerto déconcertant. — II, 21 h. : Poupette Pompon ; 22 h. : Des bigoudis à l'intérieur de la tête.
Pied bleu (285-32-16), 20 h. : la Caisse du chat ; 21 h. 15 : Ah ! si j'avais su...
Point-Virgule (278-67-03), 20 h. 30 : Tranches de vie ; 21 h. 30 : les Demoiselles de Rochechouart.
Sompap (278-27-54), 20 h. : Amours noires, humours tendres ; 21 h. 30 : A l'ombre d'A. Breffort.
Splendid (887-33-82), 20 h. 15 : Tendresse ; 22 h. : le Troisième Jumeau.
La Tanière (337-74-39), 20 h. 45 : M. Haillant.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : Un polichinelle dans le tiroir ; 21 h. 30 : Il en est... de la police ; 22 h. 30 : Chris et Laure.

Théâtre des Quatre-Cents-Coups (320-39-69), 20 h. 30 : les Jumelles ; 21 h. 30 : la Grande Shirley ; 22 h. 30 : l'Amour en visites.
Tremplin de Paris (281-56-79), 20 h. 15 : Vous avez dit ringard ?
Vieille Grille (707-60-93), 20 h. 30 : D. Van Hecke.

Les comédies musicales

Cirque d'Hiver (806-83-30), 20 h. 45 : Barnum.

La danse

Centre Mandapa (589-01-60), 20 h. 45 : Trajectoires.
Théâtre Présent (203-02-55), 20 h. 30 : Ma-Danse Théâtre.

Les music-halls

Casino Saint-Martin (208-21-93), 21 h. : Stone et Charlotte Julian ; 22 h. : Génération Hollywood.
Espace Gaîté (327-95-95), 20 h. 15 : Blou-Pouchain.
Essaïon (278-46-42), 20 h. 30 : Jacinta.
Forum des Halles (297-53-47), 20 h. 30 : Atahualpa Yupanqui.
Gaîté-Montparnasse (322-16-18), 20 h. 15 : Gwendal.
Lucernaire (544-57-34), 22 h. 15 : Sylvie Joly.
Moderne (874-10-75), 20 h. 45 : le Chant du peuple juif assassiné.
Olympia (742-25-49), 21 h. : Serge Reggiani.
Palais des Congrès (758-22-58), 20 h. 30 : Michel Sardou (dern.).
Palais des Sports (828-40-48), 20 h. 30 : Véronique Sanson.
Potinière (261-44-16), 18 h. 30 : Stilletos ; 21 h. : H. Christiani.

Les concerts

Croq'Diamants, 19 h. : Ensemble Diferencias.
Lucernaire, 21 h. : J.-M. Damase, E. Stockhausen, I. Hubert (Sauguet).
Radio-France, Grand Auditorium, 20 h. 30 :
Théâtre des Champs-Elysées, 20 h. 30 : Cl. Arrau (Mozart, Schubert, Schumann).
Salle Gaveau, 20 h. 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. : J.-P. Wallez, sol. : M. Debost, Ph. Bride, J.-P. Brosse (Bach).
Eglise Saint-Séverin, 21 h. : Orchestre et chorale P. Kuentz (Bach).
Cité universitaire, Grand Théâtre, 21 h. : Chorale de la Cité, Chorale du Vᵉ, Chorale du XIᵉ, dir. : G. Pernoo (Mozart, Berlioz).
Eglise Saint-Roch, 21 h. : Orchestre français d'oratorio, chœurs J.-B. Corot, dir. : G. Boulanger (Mozart, Purcell).
Eglise Saint-Germain-des-Prés, 21 h. : Chœur Tchaïkovski, dir. : G. Grigorieva (grandes Pâques orthodoxes).
Salle Cortot, 20 h. 30 : S. Collot, B. Bellik, J. Gottlieb, Trio Debussy (Tiet, Marcel, Loucheur, Del Tredici, Jolas, Albright, Cloëtre, Leibowitz).
Eglise Saint-Germain-l'Auxerrois, 20 h. 30 : L. Perus, L. Sugama, T. Fèvre (Leclair, Telemann, Bach).
Eglise des Blancs-Manteaux, 20 h. 30 : Ensemble 2 E 2 M, dir. : A. Dubois (Gagneux, Roquin, Kagel).
Kiron-14ᵉ, 19 h. : Narendra-Bataju, Krishna-Govinda, Vidya (musique de l'Inde).
Unesco, 21 h. : Danses et chants folkloriques turcs.
Porte de la Suisse, 20 h. 30 : GERM (retour de Malmö).

CENTRE CULTUREL CANADIEN
5, r. de Constantine (7ᵉ) - 551-35-73
Métro Invalides
JEUDI 14 MAI, A 20 H 30
Récital du compositeur
MARC-HUGO FINALY
Promenade pianistique dans les parcs Jasper et Banff
Entrée libre

Musique THEATRE DE LA VILLE
18 h 30
une heure sans entracte 22 F
du mardi au samedi
du 19 au 23 mai
alain **marion** flûte
maxence **larrieu** flûte
jean-claude **pennetier** piano
fantaisies sur des opéras de
Bellini Verdi Rossini Donizetti Bizet
tél. 274.11.24

13 MAI - ST-SÉVERIN
ΣRATO
NORDMANN, harpe

YUPANQUI
THEATRE PETIT FORUM
du 12 mai au 6 juin à 20 h 30
SON DERNIER ALBUM
MADRE DEL MONTE
LE CHANT DU MONDE

BERNSTEIN A PARIS
ORCHESTRE DE PARIS
PALAIS DES CONGRÈS
Mercredi 13 mai - 20h30
Jeudi 14 mai - 20h30
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Vendredi 15 mai - 20h30
LEONARD BERNSTEIN
(avec l'aimable autorisation de l'Orchestre National de France)
MAHLER
Symphonie n° 7
Location aux caisses de 11h à 18h sauf le dimanche - Location par téléphone de 13h à 17h au 258.27.08.
AVIS AUX ABONNÉS ET AUX COLLECTIVITÉS. Les billets pour les concerts des 13, 14, 20, et 21 mai ne sont valables qu'aux dates pour lesquelles ils ont été émis.

SAUVEGARDE DU PATRIMOINE
DIMANCHE 24 MAI - 17 H.
Récital J.S. Bach
BRUNO BAHUREL
(Piano)
Eglise de FEIGNEUX (proximité de Crépy-en-Valois : A 1 sortie Senlis, R.N. 324).
Prix des places : 25 F.
Loc. : Mairie de Feigneux (60800) Tél. (16-4) 459-03-05 (15 h./16 h. 30)

ORCHESTRE COLONNE
lundi 18 mai 20 h 30
PIERRE **DERVAUX**
JEANNE-MARIE **DARRÉ**
piano
Saint-Saëns - Ravel
lundi 25 mai 20 h 30
DERVAUX/MUTTER
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS-CHÂTELET
places de 20 F à 80 F
loc. aux caisses de 11 h à 18 h 30

CONCERTS Radio France

L'ŒIL ET L'OREILLE
en coproduction avec l'IRCAM
RADIO FRANCE Grand Auditorium Mardi 12 mai 20 h. 30 — B. FERNEYHOUGH - BERG WEBERN. Ensemble Intercontemporain. M. FRIED - E. LEONSKAIA. Dir. : Pierre BOULEZ

MAITRISE DE RADIO FRANCE
EGLISE SAINT-SEVERIN Mercredi 13 mai 20 h. 30 — RECITAL DE CHANT CHORAL. Dir. : Henri Farge. Sol. : M. NORDMANN, F. RIEUNIER, E. PECLARD, J. VANDEVILLE. Britten - Poulenc. Jolivet - Mendelssohn

SAISON LYRIQUE
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES Jeudi 14 mai 20 heures — CHAUSSON. LE ROI ARTHUS. N. Lorange, S. Minsgern, P. Jeffes, N. Tailler, G. Friedmann, B. Laplante, L. Polgar, J.-P. Voicke. Chœurs de Radio France. ORCH. NATIONAL DE FRANCE. Dir. : Lionel FRIEND

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE
ESPACE CARDIN Jeudi 14 mai 20 h. 30 — Dir. : Ogan D'NARC. Sol. : A. Weissenberg. MOZART

L'ŒIL ET L'OREILLE
en coproduction avec l'IRCAM
RADIO FRANCE Grand Auditorium — Vendredi 15 mai : 20 h. 30 Atelier. Lundi 18 mai : 20 h. 30 Concert. P. BOULEZ, E. CARTER, O. MESSIAEN. A. Rössler, B. Canino, A. Ballista. Quatuor Arditti

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE
RADIO FRANCE Grand Auditorium Mardi 19 mai 20 h. 30 — Dir. Hubert SOUDANT. Sol. : Marie-Annick Nicolas. BRITTEN - WEILL - BARTOK - POULENC

PRESTIGE DE LA MUSIQUE
EGLISE SAINT-ROCH Mardi 19 mai 20 h. 30 — ORFEO de MONTEVERDI. ORCHESTRE J.-F. PAILLARD. Chorale AUDITE NOVA. Dir. : JEAN SOURISSE. Sol. : C. Alliot-Lugaz, S. Browne, M. Etcheverry, P. Huttenlocher, J. Tomlinson, M. Brodard, A. Thompson, M. Nordmann, F. Bloch, P. Carboz, L. Sgrizzi, J. Rubin. Dir. : Michel CORBOZ

SAISON LYRIQUE
RADIO FRANCE Grand Auditorium Jeudi 21 mai 20 heures — ROSSINI. MATHILDE DE SABRAN. T. Zylis-Gara, A. Terzian, C. Watkinson, B. Brewer, B. Pittman-Jennings, O. Mori, G. Secci, P. Faires, B. Malet. Chœurs de Radio France. NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE. Dir. : Maurizio ARENA

L'ŒIL ET L'OREILLE
en coproduction avec l'IRCAM
RADIO FRANCE Grand Auditorium Vendredi 22 mai 20 h. 30 : Atelier. THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES Mardi 26 mai 20 h. 30 : Concert — BARTOK - L. BERIO, K. STOCKHAUSEN. New Swingle Singers. Dir. : Ward SWINGLE. ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE. Dir. : Pierre BOULEZ

Loc. : RADIO FRANCE, salle et agences

FESTIVAL BACH
dir. : **jean-pierre wallez**
23 AVRIL, 5, 7, 12, 14, 19, 21, 26 MAI
SALLE GAVEAU - MARDI 19 MAI - 20H30
SUITE N° 4 BWV 1069
CONCERTO POUR CLAVECIN ET ORCHESTRE BWV 1056
SONATE POUR VIOLONCELLE ET CLAVECIN N° 2
CONCERTO BRANDEBOURGEOIS N° 1
robert veyron-lacroix - paul boufil
SALLE GAVEAU - JEUDI 21 MAI - 20H30
SUITE N° 1 BWV 1066
CONCERTO POUR VIOLON BWV 1042
SUITE ANGLAISE BWV 807
CONCERTO POUR CLAVECIN ET ORCHESTRE BWV 1052
jean-pierre wallez - huguette dreyfus
ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS
DIRECTEUR JEAN-PIERRE WALLEZ
Location Salle Gaveau



CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

SALLE GAVEAU, Mercredi 13 mai à 20 h. 30 (p.e. Kiesgen) — ORCH. du CONSERVATOIRE de PARIS. Dir. : Alain LOUVIER. Sol. : Erik BERCHOT, Piano - Prix Chopin Concours Varsovie 1980. J. MAYEUR, mezzo. Ph. Leroux (1er aud.) - Mahler. M. VERSCHAEVE, baryt. Ravel — Chopin

THEATRE NATIONAL DE L'OPERA, Samedi 16 mai à 21 heures (p.e. Valmalète et B.C.P.) — Chistiane EDA-PIERRE. Piano : Christian IVALDI. LULLY - MOZART - SCHUBERT - WEBER

SALLE GAVEAU, Samedi 16 mai à 17 heures (p.e. Mondial Musique) — Amis Musique de Chambre. Jean-Marie FOURNIER, Piano. BRAHMS, BEETHOVEN, LISZT

EGLISE DES BILLETTES, Dimanche 17 mai à 17 heures (p.e. Kiesgen) — CHANTAL DE BUCHY, Piano. PHILIP BRIDE, Violon. DANIEL CATANALOTTI, Cor. BRAHMS : Trio et Sonate pour violon et piano. BEETHOVEN : Son. cor et piano

ABBAYE DE ROYAUMONT (Val-d'Oise) 12 km au sud de Chantilly, Dimanche 17 mai à 17 h. 30 (p.e. Werner) — ENSEMBLE VOCAL Michel PIQUEMAL. Bruno CANINO, piano. ROSSINI, chœurs et pièces pr piano. Loc. 3 FNAC et 035-30-16

SALLE GAVEAU, Lundi 18 mai à 21 heures (WERNER) — Récital de piano. ALICE ADER. DEBUSSY. MOUSSORGSKY, Tableaux d'une exposition

SALLE CORTOT, Lundi 18 mai à 20 h. 30 (Invitations à la salle) (p.e. Kiesgen) — TOMOKO HORINAKA-MONTY. Pianiste. Diplôme supérieur d'exécution E.N.M.P. 1980. Bach, Beethoven, Schumann, Debussy, E. Falla

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, Mardi 19 mai à 20 h. 30. Loc. ouv. le 28 avril. (Valmalète) — Bruno-Leonardo GELBER. Chopin - Beethoven - Schumann

EGLISE SAINT-SEVERIN, Lundi 18, Mardi 19 mai à 20 h. 30. Location : face église (Werner) — Saison Parisienne 1981. ORCHESTRE et CHORALE KUENTZ. Les 18 et 19 20 h. 30. J.S. BACH St MATTHIEU

THEATRE DES VARIETES, Mercredi 20 mai à 21 heures. Prix : 35-80 F. Louez : 508-42-41 (p.e. Kiesgen) — LES RÉCITALS DES VARIÉTÉS. Jean Fontaine présente RITA STREICH. Piano GEOFFREY PARSONS. Schubert - Schumann. Dvorak - Moussorgsky. Mercredi 3 juin, 21 heures. ELIZABETH HARWOOD

SALLE CORTOT, Vendredi 22 mai à 20 h. 30 (Invitations à la salle) (p.e. Kiesgen) — PAOLA MOTTA. Pianiste. Diplôme supérieur d'exécution E.N.M.P. 1980. Sarlatti, Rameau, Debussy, Beethoven, Chopin, Calbi...

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, Les lundi 25 et mercredi 27 mai à 20 h. 30. Loc. ouv. au Théâtre le 4 mai et à l'EGLISE SAINT-ROCH, 296, rue St-Honoré, le mardi 26 mai à 20 h. 30. Loc. ouv. le 4 mai à l'Eglise et à Office de tourisme 11 bis, rue Scribe du lundi au vendredi de 14 heures à 18 heures (p.e. Valmalète) — 3 CONCERTS DE L'ORCH. de CHAMBRE de LAUSANNE. Dir. Armin JORDAN. Le lundi 25 : Sol. : Jean-Pierre RAMPAL. Haydn, Telemann, Mozart, F. Martin, Ravel. Le mercredi 27 : Sol. : Pierre AMOYAL. Chœurs de la Radio Suisse Romande. MOZART, WAGNER, BRAHMS. Église Saint-Roch. Mardi 26 : Sol. : Edith MATHIS. Schoeck, Mozart, R. Strauss

EGLISE SAINT-ROCH, Lundi 25 mai 21 heures (p.e. Valmalète) — Concerts Lamoureux. BACH Cantate 51. BEETHOVEN 9ᵉ SYMPHONIE. Chœurs de Saint-Eustache. Chœurs Conservatoire de Rouen. Dir. : J.-Cl. BERNEDE. Sol. : J.-A. PICKENS, A. DUTERTRE, J. DUPOUY, Louis HAGEN - WILLIAM

SALLE GAVEAU, Eliminatoires du 8 au 17 juin et finales les 12 et 19 juin. THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, Finales avec Orchestre les 13 et 20 juin (Valmalète) — CONCOURS INTERNATIONAL Marguerite LONG Jacques THIBAUD. Violon et piano

CBS MASTERWORKS — présente
Le classique au présent

LEONARD **BERNSTEIN**
MAHLER - Symphonie n° 7 / Album
New York Philharmonic / 2 disques
Dir. : Leonard Bernstein / CBS 77284
BERNSTEIN dirige la 7ᵉ de MAHLER avec l'orchestre de Paris
les 13, 14 mai au Palais des Congrès
le 15 mai au Théâtre des Champs-Élysées
(à 20 h 30)




هكذا من الاصل

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans

La cinémathèque

Chaillot (704-24-24), 15 h. : Quartier sans soleil, de S. Yamamoto ; 19 h. : les Cahiers du cinéma 1951-1981 : la Concentration, de P. Garrel ; 21 h. : Cinéastes de notre temps : D'un silence l'autre, de A.-S. Labarthe.
Beaubourg (278-35-57). — Relâche.

Les exclusivités

ALLEMAGNE, MERE BLAFARDE, (All., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Marais, 4e (278-47-86) ; Olympic, 14e (542-67-42).
L'AMOUR HANDICAPE (All., Suisse, v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
L'AMOUR TROP FORT (Fr.) : Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).
THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45).
BON PEUPLE PORTUGAIS (Port., v.o.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).
LA BOUM (Fr.), Richelieu, 2e (233-56-70) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Grand-Pavois, 15e (554-46-85).
BRUBAKER (A., v.o.) (**) : Biarritz, 8e (723-69-23).
LA BRUNE ET MOI (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; H. Sp., Studio Cujas, 5e (354-89-22), H. Sp.
CAFE-EXPRESS (It., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).
LA CAGE AUX FOLLES No 2 (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
CANNIBAL HOLOCAUST (It., v.f.) (**) : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00).
LA CITE DES FEMMES (It., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98) ; (v.f.) : Tourelles, 20e (364-51-98), mar., 21 h.
COMMENT SE DEBARRASSER DE SON PATRON (A., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C.-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; (v.f.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Rotonde, 6e (633-08-22).
LE CONCOURS (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Bonaparte, 6e (326-12-12).
LA DAME AUX CAMELIAS (Fr.-It.) (*) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
DES GENS COMME LES AUTRES (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; (v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LE DERNIER METRO (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Grand-Pavois, 15e (554-46-85) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83).
DIVA (Fr.) : Concorde, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont-Halles, 1er (297-49-70).
DIVINE MADNESS (A., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29) ; Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82).
DON GIOVANNI (Fr.-It., v. it.) : Vendôme, 2e (742-97-52).
ELEPHANT MAN (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Concorde, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) ; Wepler, 18e (387-50-70).
L'ESPRIT DU VENT (A., v.o.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (634-13-26) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).
EST-CE BIEN RAISONNABLE ? (Fr.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Français, 9e (770-33-88).
FAIS GAFFE A LA GAFFE (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
FAME (A., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29)
FANTOME D'AMOUR (It., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Colisées, 8e (359-29-46). — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Nation, 12e (343-04-76) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Murat, 16e (651-99-75).
LES FAUCONS DE LA NUIT (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-01) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
FAUT S'FAIRE LA MALLE (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
LA FEMME DE L'AVIATEUR (Fr.) : Olympic-Balzac, 8e (561-10-60).
LA FILLE PRODIGUE (Fr.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).
LES FOURBERIES DE SCAPIN (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), H. Sp. ; Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93), H. Sp.
GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
GRAINE D'AMOUR (A., v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52).
L'HOMME FRAGILE (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).
KAGEMUSHA (Jap., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).
LILI MARLEEN (All., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-69) ; Mayfair, 16e (525-27-06). — V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
MAC VICAR (Ang., v.o.) : Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00).
LES MALHEURS DE SOPHIE (Fr.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), mat. ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86), mat. ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50), mat. ; ABC, 2e (236-56-54), mat.
LES MARGINAUX (Ind., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).
LES MERCENAIRES DE L'ESPACE (A., v.f.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Mazéville, 9e (770-72-86).
NASHVILLE LADY (A., v.o.) : 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
ON M'APPELLE MALABAR (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08) — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; U.G.C.-Gare-de-Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
ON N'EST PAS DES ANGES, ELLES NON PLUS (Fr.), Capri, 2e (508-11-69) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Studio Raspail, 14e (320-38-98).
OUT OF THE BLUE (Ang., v.o.) : Forum-Halles, 1er (297-53-74) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-01) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
PLEIN SUD (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; A.B.C., 2e (236-55-54) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) ; Passy, 16e (288-62-34).
PRESENT ANGOLAIS/TEMPS MUMUILA (Ang., v.o.) : Action République, 11e (805-51-33).
PULSIONS (**) (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
QUELQUES JOURS DE LA VIE D'OBLOMOV (Sov., v.o.) ; Cosmos, 6e (544-28-80).
RENDS-MOI LA CLEF (Fr.) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
LE RISQUE DE VIVRE (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04).
LE ROI DES CONS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33).
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
SAUVE QUI PEUT (La Vie) (**) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), J., S., Ma.
SCANNERS (**) (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Tourelles, 20e (364-51-98)
SI C'EST ÇA LE DESTIN (All., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18)
SIGNE FURAX (Fr.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52).
THE ROSE (A., v.o.) : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97).
LE TROUPEAU (Turc, v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), Mer., V., D., L.
UN ASSASSIN QUI PASSE (**) (Fr.) : Colisée, 8e (359-29-46) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27).
UNE SALE AFFAIRE (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45)
LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
VIENS CHEZ MOI, J'HABITE CHEZ UNE COPINE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paris-Loisirs Bowling, 18e (606-64-98)
VIVRE VITE (**) (Esp., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Forum, 1er (297-53-74).

LES FILMS NOUVEAUX

LES AILES DE LA COLOMBE, film français de Benoît Jacquot. — Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Studio, 5e (634-13-26) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
COMME UN HOMME LIBRE, film américain de Michael Mann. — V.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08). — V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
L'ETUVE, film autrichien de John Cook. — V.o. : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sf. S. et D.).
LA FORMULE, film américain de John-G. Avildsen — V.o. : Quintette, 5e (354-35-40) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Rio-Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C-Gare-de-Lyon, 12e (343-01-59) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Murat, 16e (651-99-75).
IN GIRUM IMUS NOCTE ET CONSUMIMUR IGNI, film français de Guy Debord. — Quintette, 5e (354-35-40) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LA FUREUR DU JUSTE, film américain de Eric Karson. — V.o. : Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).
KASSBACH, film autrichien de Peter Patzac. — V.o. : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sf. S., D.).
L'OISEAU DE MADAME BLOMER, film français de David Delrieux. — Marais, 4e (278-47-86).
LA PUCE ET LE GRINCHEUX, film américain, de Walter Bernstein. — V.o. : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18). — V.f. U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Mazéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C.-Gare-de-Lyon, 12e (343-01-59) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Mistral, 14e (539-52-43)
QUELQUE PART DANS LE TEMPS, film américain, de Jeannot Swarc — V.o. : Quintette, 5e (354-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Broadway, 16e (527-41-16) — V.f. Impérial, 2e (742-72-52) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00).
AINSI PASSENT LES JOURS, film égyptien d'Ataf Salem. — V.o. : Delta 9 (878-02-18)

SPECTACLES POUR ENFANTS

(Du 12 au 19 mai)

SALLES SUBVENTIONNEES

Carré Silvia Monfort (531-28-34), les mer. à 15 h 30, les sam. et dim. à 14 heures et 16 h. 30 : Cirque Gruss à l'ancienne.

MARIONNETTES

Marionnettes des Champs-Elysées, square Marigny, les mer., sam. et dim., à partir de 15 h : Théâtre du Vrai Guignolet.
Marionnettes du Luxembourg, les merc. et dim., à 14 h. 30, 15 h. 30 et 16 h. 30, le sam., à 15 h. et 16 h. : la Légende de Blanche-Neige.
Vincennes, Théâtre d'animation (365-44-41), ts les merc., sam. et dim., à 14 h. 30 et 16 h. 30 : la Petite Fille aux allumettes.

CIRQUE

Cirque d'Hiver-Bouglione (700-12-25), sam., 15 h. et 21 h. ; dim., 14 h. et 17 h.
Cirque de Paris, porte de Champerret (736-80-04), mer., sam. et dim., à 15 h.
Stars Circus (343-81-87), ts les mer., sam. et dim., à 15 h
Palais des Congrès (758-27-88) (dim. soir), 20 h. 45, sam., 16 h., et dim., 15 h. : le Cirque de Pékin (à partir du 16).

THEATRE

Blancs-Manteaux (362-51-37), sam. et dim., 16 h. ; mer., à 14 h. 15 et 18 h. : Monsieur Gabilolo Shérif. — II : Gabilolo et le bonhomme de neige.
Café d'Edgar (320-85-11), mer., à 14 h. et 16 h. ; sam. à 15 h. et 16 h 30 : l'Oiseau de feu.
Coupe-Chou (272-01-73), mer. et sam., à 15 h. : Magie.
Comédie de Paris (281-00-11), ts les mer., à 14 h. 30 : Henri Dès ; à 15 h 30 : le Journal intime de Caroline Petard
Croq' Diamants (363-51-37), ts les merc. à 14 h. 15 et 15 h. 30, les sam. et dim. à 16 h. : Monsieur Gabilolo se met au vert.
Dix-Heures (526-36-81), ts les mer. et sam., à 15 h : le Sicilien ou l'Amour peintre.
Dunois (584-72-00), tous les mer., jeud., ven. et sam., à 15 heures : un Soir Mactralois. Mactralaiere
Fontaine (950-12-42), le 13, à 14 h. 30 : les Fourberies de Scapin ; les 14, 15 et 19 : les Femmes savantes.
Salle Asca (707-94-38), tous les mer., sam et dim., à 15 heures : L'Acrobate-pâtissier et sa brioche magique.
Théâtre Astral (588-84-13), tous les jours à 14 h. 30 sauf samedi : la Dame au chapeau rose.
Théâtre de la Gaîté-Montparnasse (533-42-21), mer., sam. et dim., à 14 h. 30 : le Palais du fond des mers.
Théâtre de Paris (281-48-40), ts les jours à 14 h 30, sauf mer., sam. et dim. : le Médecin malgré lui ; tous les jours, à 14 h. 15, sauf sam. et dim. : le Malade imaginaire.
Théâtre Présent (203-02-55), les merc. à 14 h. 30 : Juha et son âne.
Théâtre le Point-Virgule (278-67-03), les mer., à 14 h. 15 ; sam., à 15 h. : Bonnes Vacances Mr Petouche ; les mer. et dim., à 15 h. 30 ; le sam. à 16 h. 30 : Pissenlit cherche un ami.
Théâtre Roquette (805-78-51), mer. à 16 h 30 : Je t'envoie un nuage. Les mar., à 14 heures, mer. et ven., à 14 h 30, sam., à 16 h 30 : Chansons en l'air, de Claude Pontfréda.

RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 12 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h Journal.
20 h 30 Document : Portrait de François Mitterrand. Réalisation J.-C. Heberley (rediff.).
21 h 40 Série : les Grandes Aventures de l'Himalaya. Les femmes dans l'Himalaya. Réalisation D. Costelle et G. Herzog.
Interview des deux premières femmes à avoir gravi le sommet de l'Everest : une Chinoise et une Japonaise : deux conceptions de l'héroïsme.
22 h 25 Magazine : Questionnaire. de J.-L. Servan-Schreiber. Alexandre Hay, président du comité international de la Croix-Rouge.
23 h 25 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord. (I.N.C.).

20 h 40 Les dossiers de l'écran : une Cadillac en or massif.
Film américain de R. Quine (1956), avec J. Hollyday, P. Douglas, P. Clark, J. Williams, H. Sherman, N. Patterson (N.).
Une jeune actrice en chômage possédant une dizaine d'actions d'une très grosse firme de New-York, s'intéresse à la gestion de l'affaire. Elle confond les administrateurs combinards, en défendant les petits porteurs de parts.
Comédie satirique et sociale dans l'esprit des films de Frank Capra, d'avant-guerre. Le film, très drôle, est dominé par Judy Hollyday.
22 h Débat : Les grosses affaires et les petits porteurs d'actions.
Avec MM. Y. Flornoy, syndic de la Compagnie des agents de change, B. Tricot, président de la Commission des opérations de Bourse, G. Benatti, président de l'Association pour la promotion et la défense de l'actionnariat, M. Tixier, président de l'Association nationale des actionnaires français, D. Hua, directeur adjoint de la Société générale, P. Uri, économiste.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma : « la Belle Américaine ».
Film français de R. Dhéry (1961), avec R. Dhéry, C. Brosset, A. Ducaux, L. de Funès, J. Richard, B. Lavalette (Rediffusion).
Un ouvrier devient propriétaire d'une luxueuse voiture américaine que la veuve d'un homme d'affaires lui a vendue (pour raison personnelle) à un prix dérisoire. Cela lui attire pas mal de mésaventures.
Entre René Clair (peinture d'un milieu populiste) et Tati (comique d'observation), le meilleur film de Robert Dhéry, riche de gags. Une joyeuse équipe d'acteurs.
22 h 5 Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h, Dialogues franco-espagnols : L'Espagne et la France aujourd'hui et demain, avec J.-M. de Areilza et A. Fontaine.
21 h 15, Musiques de notre temps : L'Ecoute de Haendel aujourd'hui.
23 h 30, Nuits magnétiques : God save my cup of tea.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 5, Première loge : Mozart, Donizetti, Offenbach, par Peter Anders (ténor).
20 h 30, Concert : Musiques sacrées : Scarlatti, Vivaldi, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. V. Negri, et les chœurs de Radio-France, dir. J. Jouineau.
22 h 30, Les chants de la terre : Musiques traditionnelles.
23 h, Ouvert la nuit : La vie musicale en Belgique (Bosseur, Franck, Fetis, Bach, Bartok, Pousseur).

Mercredi 13 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 5 *Réponse à tout.*
12 h 25 Une minute pour les femmes. Qui fait quoi à la maison ?
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 35 Portes ouvertes.
13 h 55 Les visiteurs du mercredi.
Spécial 6-10 ans ; 14 h 10 Heidi ; 14 h 45 Le Petit Vic ; 15 h 10 Spécial 10-15 ans ; 16 h 40 La super-parade des dessins animés ; 17 h 25 Studio 3.
18 h Auto-mag.
18 h 25 Un, rue Sésame.
18 h 50 Avis de recherche.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
19 h 50 Tirage de la Loterie nationale.
20 h Journal.
20 h 30 Tirage du Loto.
20 h 35 Série : Julien Fontanes, magistrat.
6. — Un si joli petit nuage. Réalisation J. Pignol, avec G. Darrieu, Y. Barsacq, P. Destailles.
22 h 5 *La rage de lire.*
de Georges Suffert.
A quoi servent les géographes ? Avec Mme J. Beaujeu-Garnier (la France des villes). MM. Y. Lacoste pour la revue Hérodote *et pour l'*Atlas du tiers-monde, *A. Frémont* (Paysans en Normandie), *H. Le Bras et E. Todd* (l'Invention de la France), *J. Rovan* (la Bavière).
23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : les Amours des années folles.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Les mercredis d'Aujourd'hui madame.
15 h 10 Super Jaimie.
Gagner, c'est l'essentiel.
16 h 10 Récré A 2.
Emilie ; Félix le Chat ; Boule et Bill ; Les Blancs jouent et gagnent ; La panthère rose...
18 h 10 Cours d'anglais.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Journal.
20 h 10 Sports : Football.
Finale de la Coupe des coupes, en direct de Dusseldorf.
22 h 10 Magazine : Grand Stade.
23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h Travail manuel.
18 h 30 Pour les jeunes.
Coup double.
18 h 55 Tribune libre.
Organization Reconstruction Travail.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé : l'Ile noire.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma : « les Centurions ».
Film américain de M. Robson (1966), avec A. Quinn, A. Delon, G. Segal, M. Morgan, M. Ronet, C. Cardinale, G. Aslan (Rediffusion.)
Des officiers de parachutistes, anciens de la guerre d'Indochine, se retrouvent en Algérie au moment de la rébellion du F.L.N. Ils s'opposent sur les méthodes à appliquer.
D'après le roman de Jean Lartéguy, un film complexe et courageux sur le rôle de l'armée dans les guerres coloniales. Une brillante interprétation.
22 h 35 Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : L'homéopathie ; le complexe d'Œdipe...
8 h, Les chemins de la connaissance : Afghanistan, Tibet de l'Islam (regards vers l'Inde) ; à 8 h 32, L'ésotérisme chrétien et patristique.
8 h 50, Echec au hasard.
9 h 7, Matinée des sciences et des techniques : Ronchamp, lecture d'une architecture ; Mémoires de l'ombre et du son ; Le magnétisme terrestre.
10 h 45, Le livre, ouverture sur la vie : Le théâtre, avec P. Alfaenger.
11 h 2, Epopées et ballades de tradition orale (et à 17 h 32)
12 h 5, Agora : La bourgeoisie, avec P. Perrot.
12 h 45, Panorama : Actualité sur le Vietnam.
13 h 30, Solistes : J. Palgarons, piano, A. Goulard, violon et G. Martiny, piano.
14 h, Sons : A Orly.
14 h 5, Un livre, des voix : Le grand soleil, de Jean Cau.
14 h 47, L'école des parents et des éducateurs : La formation de l'E.P.E.-Ile-de-France.
15 h 2, Points d'interrogation : Le phénomène européen : Médecine et démographie.
16 h 20, Actualité : Homéopathie et allopathie.
16 h 50, Départementale : A Mondeville.
18 h 30, Les cinq sous de Lavarède.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, La science en marche : Quelles recherches pour quels habitats ?
20 h, La musique et les hommes : Mahler et la sécession.
22 h 30, Nuits magnétiques : God save my cup of tea.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Quotidien musique : Moments musicaux à Reims (Des Prés, Machaut, Susato, Hardouin, Grigny) ; 7 h 2, Intégrale de la semaine (R. Schumann) ; 7 h 30, Informations culturelles.
9 h 2, Le matin des musiciens : Sibelius et l'avant-garde de 1910-1914 (Webern, Sibelius, Schœnberg).
12 h 2, Midi-Deux : Magazine de la vie musicale ; 12 h 30, Jazz classique : les chanteuses de blues classique ; 14 h, Musique légère (Walberg, Dubois, Ingelbrecht).
14 h 30, Microcosmos : Les études à l'étude (Popper) ; 15 h, Kaléidoscope (Mingus, Solal, Portal, Peterson) ; 15 h 45, Jeu des énigmes ; 16 h, Galerie de portraits (Loewe) ; 16 h 30, Chants de village ; 17 h, Feuilleton : croches et doubles croches, d'après C. Debussy ; 17 h 5, Haute infidélité « Pérégrinations microphoniques »
17 h 30, Le royaume de la musique.
18 h 2, Club de jazz : Les irréfutables altistes.
18 h 30, Quotidien concert : Festival estival de Paris (Couperin, Frescobaldi, Monteverdi, Gluck, Cavalli, Vivaldi, Ravel, Rodrigo, Lorca).
20 h 5, Les chants de la terre : Musiques traditionnelles.
20 h 30, Concert (Association pour la collaboration des interprètes et des compositeurs) : Lachatre, Decourt, Webern, Mefano, Monteverdi, Tessier.
22 h 30, Ouvert la nuit : Intermezzo (Scriabine) ; 23 h, Les mémoires de la musique (Pierné, Duruflé, Fauré, Rabaud).

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 12 MAI

MM. Jose Maria de Areilza, ancien ministre espagnol des affaires étrangères, qui vient d'être élu président de l'assemblée du conseil de l'Europe (voir page 3) et *André Fontaine* participent à un débat sur le thème « L'Espagne et la France aujourd'hui et demain » sur France-Culture à 20 heures.

France-Inter réalise une édition spéciale sur le thème : « Les différents aspects du programme socialiste » à 19 h. 15.

MERCREDI 13 MAI

M. Gaston Defferre, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, député P.S. des Bouches-du-Rhône, est l'invité de l'émission « Face au public » sur France-Inter, à 19 h. 15.

● *Radio-Brest-Atlantique*, radio locale née à l'initiative des jeunes socialistes brestois, qui avait émis pendant une semaine durant la campagne électorale, a repris ses émissions le 10 mai, au soir. Après l'élection de M. François Mitterrand, Radio-Brest-Atlantique va continuer à émettre (sur 101 mgh M.F.) et modifier sa formule : à côté de l'association des amis de Brest-Atlantique, une large S.A.R.L. sera formée pour gérer la radio locale qui espère obtenir l'aval des nouveaux pouvoirs publics en respectant les normes prévues (cinq minutes de publicité par heure notamment). Une équipe de professionnels sera mise sur pied d'ici quelques jours afin d'assurer la qualité et la pérennité des émissions. Rappelons que le programme du candidat socialiste envisage l'autorisation des radios libres dans la mesure où elles respecteraient les obligations d'un cahier des charges (qui reste à établir).

● La chaîne de télévision américaine N.B.C. souhaite prendre part à l'expérimentation du système de télétexte français Antiope actuellement en cours à Los Angeles, avec la participation des chaînes C.B.S. et P.B.S.



ANNONCES CLASSEES

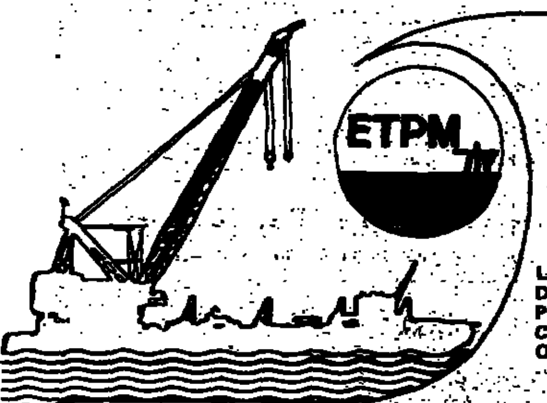
	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)
emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)



LEADER EUROPEEN DE L'OFFSHORE PETROLIER
C.A. : 1,7 Milliard de FF
Oscar à l'exportation

Nous recherchons pour l'Etranger :

CADRES ADMINISTRATIFS expérimentés

Les postes à pourvoir :
Après une brève période de formation au Siège Social à Paris, vous serez affecté à l'une de nos régions d'activité (MOYEN-ORIENT, EXTREME-ORIENT). Vous prendrez en charge, sous l'autorité du Responsable Administratif de la région, l'ensemble des questions ayant trait à la comptabilité, la trésorerie, les assurances, les relations avec les autorités locales... liées à la réalisation d'importants chantiers.

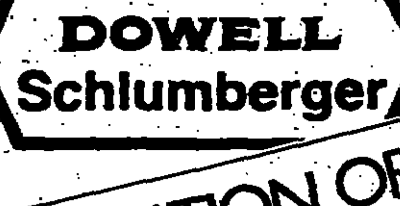
On pourra vous confier à terme l'organisation et la gestion administrative directe de nouvelles implantations décentralisées soit au MOYEN-ORIENT soit dans une autre région du Monde.

Ces postes à l'étranger comportent un statut d'expatriation particulièrement attractif.

Votre profil :
Vous avez 28 ans au minimum; vous possédez une formation ESC-DECS ou équivalent et avez acquis une expérience confirmée de la gestion administrative de chantiers ou de succursales situés à l'étranger.

La pratique courante de la langue anglaise écrite et parlée est impérative.

Envoyez C.V., photo et prétentions sous référence 3938M à P. LICHAU S.A. B.P. 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.



APPLICATION OF ELECTRONICS IN THE OIL INDUSTRY
FF 200 000+

Voir en page 42

LA BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT (BEI)

est l'institution de crédit à long terme de la Communauté Européenne dont le siège est à Luxembourg.

Elle finance des projets dans les dix pays membres de la CEE, dans plus de 70 pays en Afrique et dans les régions de la Méditerranée, du Pacifique et des Caraïbes. Le personnel de la BEI est originaire des dix pays membres et travaille en équipes multinationales.

Actuellement, la Banque recherche

UN ASSISTANT CONSEILLER TECHNIQUE Energie nucléaire

âgé de préférence entre 35 et 40 ans

Il aura pour tâche d'assister le Conseiller Technique dans l'évaluation technique et économique ainsi que dans le contrôle des projets du secteur énergie, notamment les centrales nucléaires et les installations du cycle du combustible.

Il aura fait des études techno-économiques de production, transport et distribution d'énergie, particulièrement électrique et des études de projets comprenant les énergies renouvelables, les projets d'épargne d'énergie et le chauffage urbain.

Le candidat sera ingénieur en électricité ou mécanique de niveau universitaire ou équivalent, un complément de formation en économie et gestion serait souhaitable. Il aura au moins 6 ans d'expérience (dont 2 à l'étranger) dans la préparation, la gestion et/ou l'évaluation et dans le suivi des projets du secteur énergie.

Une bonne connaissance du français et de l'anglais est requise. La connaissance d'autres langues communautaires, notamment l'italien ou l'allemand serait appréciée.

Le traitement initial se situera, en fonction de la qualification, entre FB 87 000,- et FB 100 000,- par mois net d'impôts et de contributions sociales. Il sera complété, le cas échéant, par des allocations familiales. La Banque offre par ailleurs des avantages sociaux intéressants (régime de pension et caisse de maladie autonomes, allocations scolaires, etc.).

Les intéressés possédant la nationalité d'un des pays membres de la Communauté sont priés d'envoyer leur curriculum vitae détaillé et une photographie à la :
BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT
Division Recrutement et Carrières
L - 2950 LUXEMBOURG

Les candidatures seront traitées avec la discrétion de rigueur.

Pour la coordination de l'exécution de nos contrats de *construction nous recherchons un*

DIRECTEUR DE ZONE
ARABIE SAOUDITE
Base RIYADH

Ingénieur Grandes Ecoles, il exercera contrôle et autorité sur les différents conducteurs de travaux en assurant le suivi des relations avec les clients.

Responsable de la bonne marche et de la gestion, il est assisté d'un adjoint et d'un comptable et rend compte au Directeur Général dont il dépend étroitement.

Contrat durée limitée TROIS ANS, logement et voiture fournis, rémunération motivante.
Anglais parfait et expérience de direction en pays arabes exigés.

Curriculum vitae détaillé + photo + prétentions à :

M.S. 811 SOFREDEX
228, faubourg Saint-Martin, 75010 PARIS.



RESIDENT MANAGER
Arabie Saoudite
DAMMAM

◇ Une société d'ingénierie et d'électronique en forte expansion recherche pour sa filiale en Arabie Saoudite :

UN MANAGER

qui sera chargé de diriger les départements d'électronique et d'ingénierie pétrochimie en liaison avec la maison-mère.

◇ Ce poste s'adresse à un cadre confirmé, de formation supérieure, habitué aux contacts internationaux et ayant la pratique de fonction de direction et de gestion à haut niveau, les années d'expérience devront être acquises en milieu pétrolier.

◇ La connaissance de la péninsule arabique et de la langue anglaise seront appréciées le niveau de rémunération sera fonction de l'expérience et sera assorti d'avantages divers liés à l'expatriation.

Faire offre par lettre manuscrite, curriculum vitae + photo à l'attention de
Madame ROLAND
ANPE [illegible]
13, place Croix-de-Bourgogne, 54000 NANCY

BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE (B.D.E.A.C.)

AVIS DE RECRUTEMENT 1981

La B.D.E.A.C. se propose de recruter des jeunes diplômés d'enseignement supérieur, originaires du Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon et Tchad, en vue de leur formation pour occuper les postes d'encadrement suivants :

- **QUATRE POSTES D'ANALYSTES DE PROJETS**
  (DIPLOME D'INGÉNIEUR EXIGÉ)
- **UN POSTE DE COMPTABLE SUPÉRIEUR**
  (D.E.C.S. EXIGÉ)
- **UN POSTE D'INGÉNIEUR STATISTICIEN**

Les candidats intéressés pourront recevoir sur demande adressée au plus tard le 20 mai 1981, au siège de la B.D.E.A.C. (B.P. 1177, Brazzaville, République populaire du Congo), une note d'information. Ils pourront également la retirer à la direction nationale de la banque des Etats de l'Afrique centrale des pays suivants : Cameroun, Centrafrique, Gabon et Tchad.

Les candidats sélectionnés subiront, dans des centres de sélection qui seront précisés ultérieurement, des tests et des interviews courant juillet 1981.

directeur de chaudronnerie industrielle

Implantée dans un port d'Afrique noire francophone, notre société réalise des travaux de chaudronnerie, constructions métalliques et entretien pour des sociétés pétrolières, minières et maritimes.

Pour assurer la direction de l'entreprise (100 personnes dont 4 cadres européens, fortes croissance et rentabilité), nous recherchons un "patron" autonome et entrepreneur maîtrisant bien le métier de la chaudronnerie : élaboration et négociation des devis, fabrication et gestion.

Rémunération et avantages importants. Lycée français sur place.

Merci d'envoyer C.V. détaillé, photo et rémunération *actuelle sous réf. MC 03, à notre* conseil KEY MEN 23, rue d'Anjou 75008 PARIS.

KEY MEN
média-system

Sofitel HOTELS UTH

recherche pour HOTEL DE LUXE
AFRIQUE FRANCOPHONE

UN CHEF COMPTABLE

Le candidat devra :
- posséder une formation comptable supérieure (niveau DECS exigé).
- avoir plusieurs années d'expérience professionnelle dans un poste à responsabilités.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo Mme FAGET
Personnel expatrié
8, rue Louis-Armand
75738 PARIS cedex 15.

Marketing-Assistenten (in)

HENKELL & CO

GABON recrute
PROFESSEURS DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET TECHNOLOGIQUE

LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE GABONAISE
recherche pour la rentrée 1981-1982

Professeurs d'enseignement technique et technologique titulaires d'un des diplômes suivants :

Ingénieurs, BTS, BT, BEI, BP, CAECET et CAPET.
Expérience professionnelle ou pédagogique de 3 ans minimum dans les spécialités :
- Constructions métalliques.
- Mécaniques automobiles.
- Mécaniques entretien.
- Maçonnerie.
- Electromécanique.
- Constructions mécaniques (dessin industriel).
- Dessin du bâtiment.
- Froid - climatisation.
- Electronique.
- Secrétariat (BTS minimum).

Pour enseignement dans les lycées et collèges, capitale et provinces.
Logement meublé; avantages familiaux; voyage - vacances tous les ans.

Salaire de base pour expérience 5 ans :
- BP/BEI/BT ....: indice 195 = 2 752 F
- BTS .... indice 325 = 4 160 F
- CAECET ....: indice 350 = 4 490 F
- CAPET ....: indice 665 = 7 560 F

Adresser candidature avant le 15 juin 1981 à Service Culturel, ambassade du Gabon, 26 bis, avenue Raphaël, 75016 Paris (comprenant lettre manuscrite, 2 photos, copie certifiée des diplômes, curriculum vitae, état des services, extrait de casier judiciaire, fiche familiale d'état civil).

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS SPÉCIALISÉ EN BIENS D'ÉQUIPEMENT

recherche
pour son unité de fabrication
EN ESPAGNE A BURGOS

• RESPONSABLE PRODUCTION

- de formation ingénieur AM.
- *30 ans minimum.*
- bilingue Espagnol.

Il devra après une période de 6 mois de stage en France prendre la direction d'une unité de 100 personnes.

pour son siège social à MADRID

• RESPONSABLE COMPTABLE ET FINANCIER

- *30 ans minimum.*
- bilingue Espagnol.
- de formation type *Sup de Co* ou équivalent Espagnol.

Il sera chargé de la comptabilité, des relations financières, de la trésorerie et du reporting.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à :
Société AMRI
Service du Personnel
50, Avenue Daumesnil - 75012 PARIS

bleu

GABON recrute
PROFESSEURS ET INSTITUTEURS

LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE GABONAISE
recherche pour la rentrée 1981-1982

PROFESSEURS :
P.E.G.C., licenciés, maîtrises et certifiés pour enseignement 2me degré général et technique en mathématiques, physique, chimie, sciences naturelles, enseignement manuel et technologique, français dans *lycées et collèges, capitale et provinces.*

INSTITUTEURS :
Normaliens pour enseignement 1er degré capitale et province.

Logement meublé; avantages familiaux; voyage - vacances tous les ans.

Salaire de base pour expérience pédagogique 5 ans :
- Instituteurs ....: indice 325 = 4 160 F
- P.E.G.C. ....: indice 350 = 4 410 F
- Licenciés ....: indice 410 = 5 010 F
- Maîtrises ....: indice 485 = 5 760 F
- Certifiés ....: indice 665 = 7 560 F

Adresser candidature avant le 15 juin 1981 à Service Culturel, ambassade du Gabon, 26 bis, avenue Raphaël, 75016 Paris (*comprenant lettre manuscrite, 2 photos*, copie certifiée des diplômes, curriculum vitae, état des services, extrait de casier judiciaire, fiche familiale d'état civil).

SOCIETE DE SERVICES PUBLICS
recherche pour la
Martinique

INGENIEUR ou TECHNICIEN SUPERIEUR ELECTROMECANICIEN

Ce poste de responsabilités peut convenir à un Ingénieur ou à un Technicien Supérieur ayant déjà une solide pratique (5 à 10 ans) en électromécanique.

Une expérience complémentaire en Génie Civil ou en Travaux Publics sera appréciée.

Une formation adaptée aux problèmes de la distribution de l'eau d'une durée de 3 mois en Métropole sera assurée avant la prise effective de fonction.

Le poste est à pourvoir immédiatement et exige une implantation définitive en Martinique.

Ecrire avec CV et prétentions à no 16645.
COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris *q.t.*

هكذا من الاصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Seine Maritime — **Sucrerie**

CHEF DU SERVICE ENTRETIEN

Rattaché au Directeur technique avec lequel il collabore étroitement, le titulaire du poste est responsable de l'entretien et de la maintenance de l'outil de production.

En intercampagne, il définit et suit le planning des remises en état des installations. En campagne betteravière, il est le garant du bon fonctionnement des matériels de fabrication.

Aidé par un contremaître et des chefs d'atelier (chaudronnerie, mécanique, électricité régulation...), il anime et contrôle un effectif d'environ 40 professionnels. Il est responsable de ses budgets et de la gestion du magasin.

Pour ce poste qui est un des rouages essentiels de l'entreprise, nous souhaitons rencontrer un homme (minimum 30 ans), ingénieur d'école ou «maison», il a, dans les deux cas, une solide compétence technique et il justifie d'une expérience significative acquise en entretien d'installations industrielles de préférence de type génie chimique.

L'Entreprise est basée à promixité de la mer.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M.6172 B. à

egor industrie
8 rue de Berri 75008 Paris

média system

RESPONSABLE RELATIONS HUMAINES

Cette entreprise, un des leaders français de l'agro-alimentaire à la gamme de produits très complète, est en constant développement.
Son expansion la conduit à créer le poste de Responsable des Relations Humaines.
Sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier, dans le contexte d'un mode de direction très participatif, il couvre tous les aspects de la fonction.
Son titulaire propose et met en œuvre les plans de gestion prévisionnelle, de recrutement et de formation. Il prend en charge les relations sociales, l'information et la communication dans l'entreprise. Il intervient en soutien à l'animation des réunions.
Nous recherchons un jeune diplômé de l'Enseignement Supérieur, venant de la Fonction Personnel ou attiré par celle-ci. Il possède une première expérience professionnelle significative. Il est particulièrement motivé par la dimension d'animation de la fonction.
Il est basé au siège, proche d'une grande ville du littoral Sud-Ouest.
La taille humaine de l'entreprise, les conditions offertes, les perspectives d'évolution, sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.
Merci d'adresser CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 14470 B à,

egor 8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

CHEF de PUBLICITE

Notre entreprise (C.A. 150 MF) fabrique et commercialise des produits de grande consommation dans le commerce traditionnel sous des marques connues du grand public. Notre développement nous amène à créer le poste de chef de publicité. Rattaché au Directeur de Marketing, il gère un budget de 4 M. et assure la relation avec notre agence.
En raison de la pluralité de nos marques et de la diversité de nos messages, nous avons besoin d'un publiciste complet, excellent rédacteur-concepteur mais apte à bien concrétiser ses préconisations et à choisir au cas par cas les supports adaptés à notre communication (publicité-consommateurs, publicité-prescripteurs, PLV, relations publiques...).
Ce poste sera confié à un publiciste jeune, justifiant d'une expérience (5 à 10 ans) de généraliste acquise dans une petite agence ou chez un annonceur de produits de marque.

RESIDENCE SUD-OUEST DE LA FRANCE.

Nous vous remercions d'adresser un CV détaillé, une photo et votre salaire actuel sous Nº 6412

PARFRANCE Annonces
4, rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

MARKETING/ACHAT 150 000 F +/an

UNION DE COOPERATIVES basée dans une région du grand sud-ouest, recherche son

RESPONSABLE MARKETING/ACHAT

pour lui confier l'ensemble de ses approvisionnements (produits en « libre service », et produits agricoles de base).

Dans le cadre d'une politique qu'il définit sur la base d'une approche marketing des besoins de vente, il devra planifier et mettre en œuvre ses objectifs d'achats en assurant les négociations fournisseurs avec l'aide de son service (5 personnes), optimiser la gestion des stocks et déterminer les tarifs de vente en liaison avec le « terrain ».

Une formation de base marketing + une connaissance générale des produits distribués dans les circuits agricoles + une bonne expérience d'acheteur (quincaillerie, jardinage, bricolage, phyto-sanitaires, semences) acquise de préférence dans une Centrale d'Achats sont vivement souhaitées.

Envoyez C.V., photo et salaire actuel sous réf. 716 M à :
PUBLISCOPE JUNIOR, 11 rue Royale 75008 PARIS.

ALUMINIUM PECHINEY
une stratégie qui s'appuie sur la recherche et le développement

Centres de recherches de VOREPPE près de Grenoble et de ST-JEAN DE MAURIENNE (Savoie)

Polytechniciens, Centraliens, Mineurs, diplômés de Physique-Chimie et de Chimie Paris, ingénieurs docteurs ou titulaires d'un DEA, d'un master ou d'un Ph D (options métallurgie, thermique, physique, résistance des matériaux, automatismes, etc.),

Si vous êtes débutants, enthousiastes, polyvalents, adaptables, créatifs, si vous avez l'esprit d'équipe, si la recherche est synonyme pour vous de contacts permanents avec l'industrie, si un poste en production au bout de 5 ans vous intéresse (France, USA, Grèce, Espagne, Hollande, Cameroun, Australie),

Si vous voulez avec nous exporter partout dans le monde notre technologie (cuves électrolyse haute intensité mises au point à St-Jean de Maurienne, alliages étudiés à Voreppe pour l'Airbus A 300 etc.),

Si vous voulez rendre l'aluminium encore plus performant,



alors écrivez-nous !
ALUMINIUM PECHINEY - DRP/Recrutement
23, rue Balzac - 75008 PARIS.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon recherche

un(e) responsable de cycles de formation

Dans le cadre de centres de formation *proposant, notamment, une gamme im*portante de cycles de perfectionnement en matière d'actions commerciales et de gestion et, au sein d'une équipe en place, le titulaire du poste sera responsable d'un ensemble de cycles à vocation professionnelle : développement qualitatif et quantitatif ; coordination pédagogique, administrative, financière.

Profil : les candidats (es) devront justifier d'une expérience réussie dans une fonction commerciale, doublée si possible d'une pratique de la formation tant au niveau animation qu'administration.

Ils ou elles devront faire preuve d'une grande aisance dans les contacts à tous niveaux, d'un sens du travail en équipe et être convaincus (es) de la nécessité et de l'efficacité de la formation dans les Petites Entreprises.

Adresser : lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions à : Direction du Personnel et des Relations Sociales Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon - 20, rue de la Bourse 69289 Lyon-Cédex 1

Havas Contact

IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE
à forte VOCATION EXPORTATRICE et en EXPANSION CONSTANTE
Au premier plan mondial dans son secteur d'activité recherche
pour l'une de ses UNITES de PRODUCTION

un ingénieur de fabrication

Fonction :
Dépendant du Chef de Département «Usinage» (280 personnes), il sera responsable :
- de la tenue des objectifs de production
- de l'optimisation des moyens
- des résultats d'exploitation
- de l'animation des hommes

Profil :
- ingénieur mécanicien (A.M. ou équivalent)
- possédant, de préférence quelques années d'expérience
- homme de terrain animé par le sens des relations humaines

un cadre ordonnancement

Fonction :
- gestion d'un stock de 8000 références de composants électriques et électroniques
- interlocuteur de la direction informatique de la société pour la mise en place des applications informatiques en usine

Profil :
- diplômé d'une Ecole supérieure de commerce ou Universitaire
- possédant quelques années d'expérience notamment sur des dossiers informatiques

Les conditions offertes et les perspectives de l'entreprise constituent des atouts intéressants, pour des candidats de valeur.

Lieu de travail : VILLE CENTRE OUEST.

Envoyer CV, photo et prétentions à No 96.940 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Directeur Administratif

Pays de Loire

Nous sommes une société de NEGOCE DE PRODUITS PETROLIERS, employant 300 personnes au siège et dans différentes agences et filiales.

Nous connaissons une évolution soutenue et une restructuration liée à un départ en retraite nous amène à renforcer notre équipe de direction.

Dépendant du PDG, ce cadre se verra confier la responsabilité globale de 3 services :
- Administratif : tous les problèmes juridiques, contrats assurances...
- Personnel : la gestion de l'ensemble du personnel du groupe.
- Financier : il coiffe la comptabilité, la trésorerie, l'informatique...

Ce poste convient à un homme de formation juridique et comptable, possédant une solide expérience identique pour s'imposer facilement par sa compétence.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. et prétentions) sous référence 6197 B à CAPFOR B.P. 846 - 44020 NANTES cedex.

CAPFOR
NANTES - PARIS - LYON - MARSEILLE

MEDIA PA

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Avec 6.000 T./an, 200 personnes, un outil neuf, la concrétisation de notre projet de développement a des bases solides.
Pour prendre en charge la totalité de la production, nous recherchons un cadre confirmé de la Salaison, dont le savoir-faire technique, humain, d'organisation, est aujourd'hui reconnu.
En prise directe avec le P.D.G., il aura autorité sur l'ensemble du cycle-usine, de l'arrivée des porcs à l'expédition des P.F.
Sa compétence personnelle sera renforcée par le soutien actif de nos actuels chefs de fabrication, informés de la présente recherche.
Prière d'adresser dossier très complet (C.V., références, photo, indication de salaire) sous identification C 824, au :

SALAISONS QUIMPER

Conseil d'Entreprises
CEIP 56270 Ploemeur

GROUPE LIMAGRAIN

EUROVERT
crée dans le cadre du développement de ses activités un poste de

Chef des ventes France Export

Commercial confirmé, il devra :
- assurer en France, pour une partie la commercialisation des semences fourragères auprès des distributeurs,
- participer, au niveau du Groupe, à l'élaboration de la politique commerciale et d'en coordonner, avec les différentes unités, l'application,
- prendre en charge, pour l'exportation, l'ensemble des activités commerciales.

Pour assurer ces fonctions, le candidat justifiera d'une expérience de terrain de plusieurs années *acquise dans le domaine des semences ou des produits phytosanitaires.*

Les personnes intéressées par ce poste basé dans la région d'Angers, sont priées d'envoyer un curriculum vitae détaillé sous la référence 183 M à Société LIMAGRAIN - BP 51 - 63360 GERZAT.

Industrie Micromécanique de l'Est
1200 pers., en expansion régulière,
leader de sa branche dans le Marché Commun, exportant 70% de sa production
recherche

DIRECTEUR DE DEUX UNITES DE PRODUCTION MODERNES
(700 pers.) AM - ENSI ou similaire

Expérience minimum : 5 à 10 ans de commandement et de gestion de fabrications de grande série, en mécanique de précision (telles que automobile, petits électro-mécanismes, roulements etc.).
Mission : diriger la production, animer et faire évoluer l'encadrement des services : production, méthodes, ordonnancement, entretien...
Mettre en place, exploiter et affiner avec eux les outils de gestion de la production.
Poste d'avenir stable. Région agréable. Logement facilité.
Adr. CV dét. ss réf. : 945 à

seletec

emplois internationaux
les départements d'Outre-Mer

CAMEROUN
SOCIÉTÉ AGRO-INDUSTRIELLE
recherche

UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN
Pour direction d'usine (formation marine ou équivalent)

UN DIRECTEUR D'EXPLOITATION AGRICOLE
(Formation supérieure et expérience antérieure en cultures tropicales requises.)

UN DIRECTEUR COMPTABLE
(Formation école supérieure de commerce et D.E.C.S.)

Ecrire avec C.V., prét. et photo sous nº T 026.948 M à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ PÉTROLE recherche pour ÉTRANGER

2 INGÉNIEURS

pour réparations navales, aménagement BARGE
BILINGUE ANGLAIS
T.A.I. 113-115, rue du Cherche-Midi, Paris-6e. - 548-41-62.

POUR ETRANGER

INGÉNIEURS 2B/3

Electroniciens, Grandes Ecoles. Bil. Anglais. Ecrire SOPRAS, 100, boul. VOLTAIRE, 75011. 355-36-68.

Société Assistance Technique recherche

INGÉNIEURS TP

(GENIE MARITIME)
pour interventions outre-mer
Ecrire en précisant sur l'enveloppe la réf. 1704/773 à MEDIA PA, 9 Bd des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra.

Au pair et domestiques : HOMEMPLOYMENT AGENCY 35, Moor Lane, Maidenhead Berks, Angleterre (UK Permis).



L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE NANTES

DANS LE CADRE DE SON DÉVELOPPEMENT RECRUTE

4 PROFESSEURS ASSISTANTS EN :
- Finance • Marketing
- Sciences Humaines
- Stratégie et Organisation des Entreprises

25.30 ans diplômé d'une grande école commerciale. Expérience en formation et en entreprise souhaitée.

Envoyer C.V + photo à J.-C. CLERGET
E.S.C. NANTES, B.P. 72,
44003 NANTES CEDEX

Société française d'implantation nationale recherche pour étoffer sa direction régionale d'ORLEANS

INGENIEUR METHODE

Expérience industrielle diversifiée de préférence 5 ans minimum.
Très grande faculté d'adaptation.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 3057 à INTER P.A. - B.P. 508 - 75066 Paris cédex 02 qui transmettra.



VALLEE DU RHONE

300 MF de CA - 1100 personnes en Europe
Siège Social à Valence
recherche son

Organisateur

qui concevra et mettra en place les nouveaux systèmes d'organisation en comptabilité, gestion, administration.
Formation supérieure en gestion + 3 à 5 ans d'expérience en cabinet ou dans un service d'organisation.
Les relations fréquentes avec nos filiales européennes exigent une bonne pratique de l'Anglais et si possible de l'Allemand.

Ecrire à Guy ROMESTANT
SPIT - BP 104 - 26501 Bourg-lès-Valence



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

BISSEUIL Toulouse

La Filiale du Groupe BOUYGUES en MIDI-PYRENEES

recrute

un Directeur Bâtiment

Pour assurer en toutes responsabilités la gestion de son Département Habitat Collectif - Ouvrages Fonctionnels

Notre Entreprise, 500 personnes actuellement (170 en janvier 1979), *tous secteurs d'activités B.T.P.* recherche UN DIRECTEUR pour développer et rentabiliser un C.A. *supérieur à 100 millions. Il intégrera une structure lui per*mettant d'évoluer en véritable Entrepreneur en étendant son *activité au commercial et à la coordination des travaux sur* des chantiers situés en MIDI-PYRENEES où l'Entreprise *intervient en gros œuvres et T.C.E.*

La poursuite de notre expansion et celle du groupe dont nous sommes filiale assurent de larges possibilités de carrière, au niveau le plus élevé.

Nous souhaitons rencontrer un leader gestionnaire et *animateur, de formation Ingénieur Grande Ecole (X - ECP -* AM) complétée d'une expérience d'une dizaine d'années *dans le bâtiment incluant des études, du chantier et une* Direction d'Agence ou de Département similaire.

Les dossiers de candidatures seront à adresser sous réf. 96481 à Gérard LEMARIE - Directeur du Personnel - BISSEUIL - 131, avenue de Lespinet - 31029 TOULOUSE.



LES FROMAGERIES BEL
recrutent pour leur usine de
LONS LE SAULNIER (JURA)

CHEF DU PERSONNEL

Il collabore étroitement avec le Directeur pour *définir et suivre* l'application de la politique sociale de l'Entreprise.

Ses actions seront plus particulièrement orientées sur les questions d'amélioration de conditions et de prévention d'accidents du travail, de restructuration des tâches, de formation permanente.

Il assure également les relations avec les partenaires sociaux, gère le tableau de bord et supervise l'administration du personnel.

Ce poste conviendrait à un cadre de formation supérieure, ayant une première expérience dans la fonction personnel.

C'est un homme de terrain et de dialogue, connaissant bien la législation sociale, motivé par une approche évolutive de la gestion du personnel.

Adresser C.V. rémunération souhaitée et photo
à FROMAGERIES BEL, Service du Personnel
4, rue d'Anjou - 75008 PARIS

jeune «patron» de produits

Lille 120 000 F/an

Pour être le véritable patron d'une ligne de produits de notre centrale d'achats, vous allez non seulement analyser les ventes, établir les gammes de produits, négocier et faire respecter les engagements des fournisseurs, mais aussi « vendre » vos produits aux hommes des magasins (30 hypermarchés).

Qui êtes-vous?

Diplômé d'une école de commerce par exemple, vous réalisez votre premier objectif professionnel : vendre et faire vendre. Cette réussite est due à votre ténacité et à vos talents de négociateur. Votre forte personnalité, votre autonomie, une certaine disponibilité géographique vous font chercher, dès maintenant, une fonction plus riche et plus passionnante.

Leader avec la progression la plus rapide dans notre branche grâce, entre autres, à des moyens de gestion de pointe, nous pouvons donc proposer aux hommes de notre entreprise de larges possibilités d'évolution.

Notre consultant, J.M. ROUSSEAU, vous remercie de lui écrire (réf. 265 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
2, RUE G.-DE-CHATILLON - 59000 LILLE
PARIS - LYON - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC



Un organisateur
créatif
pour nos services commerciaux

L'offre : animer une petite cellule chargée de l'organisation et des méthodes administratives au sein de services commerciaux qui traitent des com*mandes de plusieurs milliards* NF.

Devenir par conséquent un interlocuteur privilégié, aussi bien pour nos services de vente que pour nos usines.

Le poste est basé dans une ville du Nord.

Vous êtes : diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou de gestion et au cours d'une première *expérience professionnelle vous vous êtes pas*sionné pour l'organisation avec l'aide de l'informatique. Vous aimez concevoir des procédures, vous savez aussi convaincre de les utiliser.

Nous sommes : un très grand groupe français multinational dont les produits sont présents dans toutes les activités industrielles. Les jeunes qui nous rejoignent ont un avenir ouvert.

Merci de nous adresser votre C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 104169 M (à mentionner sur l'enveloppe) à notre Division « Industrie ».

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

Groupe Français C.A. 180 M.F.
Leader national dans sa branche
(matériel électrique)
recherche pour l'une de ses unités de production
250 personnes Région ROUEN
fabrications moyenne série :
découpage, assemblage, peinture

DIRECTEUR D'USINE

35 ans minimum

De formation E.C.P., A.M. ou similaire
Il devra justifier d'une expérience réussie (Gestion et commandement) dans un domaine comparable.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 1304 à :
P. LICHAU SA - BP 220 - 75063 PARIS Cédex 02
qui transmettra.

BANQUE

recherche

pour poste à pourvoir
en PRINCIPAUTE DE MONACO

CHEF DU SERVICE ÉTRANGER

Le candidat, niveau classe V - VI devra :

- avoir une expérience effective d'au moins trois ans au sein d'un service étranger d'une banque de dimension moyenne ;
- être parfaitement au courant de la réglementation des opérations avec l'étranger et notamment celles concernant les investissements directs et les emprunts à l'étranger ;
- avoir une connaissance réelle et pratique de la langue anglaise.

Le poste à pourvoir qui comporte des avantages particuliers appréciables convient à des hommes ou femmes ayant le goût des contacts et le sens des affaires. Il doit permettre à un candidat de valeur de faire une carrière intéressante au sein d'une équipe jeune et dynamique.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo d'identité récente et prétentions à HAVAS MONTE-CARLO, Nº 1033.

Cadres Contrôle de Gestion

Région Ouest

Un **Organisme Bancaire Régional** recherche **2 CADRES** pour son **Contrôle de Gestion** (débutants acceptés).

Ils se verront confier, au sein d'une équipe, particulièrement l'un le suivi des frais généraux du groupe, l'autre la gestion des agences.
Les candidats justifieront d'une formation supérieure (Ecole de Commerce, Sciences Economiques) et posséderont des connaissances en informatique. Ils sauront faire preuve de rigueur et d'esprit de synthèse.

Merci d'adresser C.V. manuscrit détaillé, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 781 à



MEDIA PA
9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées).

MEDIA PA

Une importante Société Agro-Alimentaire

Crée dans ses usines un Service Instrumentation et recherche pour chacune d'elles un

Responsable de l'Instrumentation

Sa mission

Sous la responsabilité des Ingénieurs de l'usine *et en liaison étroite avec les services techniques,* il sera responsable de l'entretien et devra pro*poser des solutions nouvelles pour améliorer la* production.

Sa formation

B.T.S. ou D.U.T. électronique industrielle ou régulation. Une expérience de 3 ou 4 années serait souhaitée dans des domaines similaires (Bailey, Eckardt, Sulzer, Motorola, Digital, Foxboro).

Ses qualités

*Seul à la création du poste, ses qualités d'auto*nomie de contact et de sens des responsabilités *doivent l'amener, à terme, à être capable d'étof*fer le service.

Nombreuses possibilités d'évolution vers des postes de responsabilités dans l'usine ou dans le groupe.

Postes à pourvoir dans le Nord et l'Ouest de la France.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo (retournée) sous réf. 2862/MI à A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS qui transmettra. Discrétion assurée.



elf aquitaine

recherche
pour sa DIRECTION/PRODUCTION

DES INGENIEURS D'ETUDES DE HAUT NIVEAU

Ils seront chargés d'études industrielles et de recherches appliquées sur divers problèmes posés par l'exploitation des *gisements d'hydrocarbures (étude thermodynamique des* fluides de glissement ; récupération améliorée du pétrole ; *traitement et évacuation des bruts produits).*

Les travaux comportent études de laboratoires, calculs scientifiques et expérimentations sur pilotes industriels.

Profil : Ingénieur Grande Ecole et/ou thèse de spécialité. Formation ENSPM si possible.

Spécialités : mécanique des fluides, thermodynamique, génie chimique.

Conditions : dynamisme, aptitude à l'expatriation. Anglais courant. Pratique du calcul numérique.

Lieu de travail : **SUD-OUEST de la FRANCE** pour débuter.

Ecrire avec C.V. et prétentions à no 96788 S.N.E.A.P.
D.C. Recrutement 26, avenue des Lilas (Tour 12.04)
64018 PAU CEDEX

FRANCE CONSTRUCTION

une des plus importantes sociétés françaises de PROMOTION,
filiale du Groupe
BOUYGUES
recherche dans le cadre de son développement

POUR DIJON

DIRECTEUR REGIONAL

De formation supérieure et possédant une bonne expérience de l'immobilier. Sa connaissance de la région Franche-Comté/Bourgogne lui permettra de faciliter le démarrage de notre Agence.

POUR NANCY ET MULHOUSE

CHEFS DE PROGRAMMES

De formation supérieure et possédant une expérience de quelques années : ils assureront la gestion de programmes immobiliers.

Les candidatures (avec C.V. détaillé), photo et prétentions sont à adresser sous référence PhR/SYM à:

FRANCE - CONSTRUCTION
8 Place de la Carrière - 54000 NANCY

LES ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES
Caisse Régionale de l'Aube
(Encaissement : 60.000 000 F.)
recherchent un

SOUS-DIRECTEUR GESTION-FINANCE

Après le départ en retraite du titulaire actuel (août 1982), il sera nommé Sous-Directeur, s'il a fait ses preuves.
Il assumera alors en propre la fonction comptable et financière (placements) et sera chargé de développer AVEC LES CADRES LE CONTROLE DE GESTION.
Pour ce poste, il est nécessaire d'avoir une formation supérieure.
Le DECS est souhaité.
Le candidat aura au minimum 33 ans ainsi qu'une expérience professionnelle confirmée, en particulier dans un environnement informatisé.
L'esprit de synthèse et l'aptitude à travailler en équipe sont essentiels pour ce poste.
Adresser C.V. photo et prétentions sous réf. 111 M à Corinne VAN LOEY

degré Conseil 11, rue La Boétie 75008 PARIS

A BORDEAUX ET A ORLEANS LA VALEUR N'ATTEND PAS...

Dès votre entrée dans la vie active, vous jouez un rôle important en assumant de larges responsabilités.

Nous sommes une grande société française d'hypermarchés et vous offrons, avec une formation assurée sur le terrain, de réelles perspectives d'avenir en étant d'abord RESPONSABLE COMMERCIAL dans nos magasins de **Bordeaux** et **d'Orléans.**

PROFIL DU POSTE: 23 ans minimum.
Formation: commerciale supérieure, ESC, EDHEC, etc
universitaire, Sciences Economiques,
ingénieurs: AM, ISA, etc

Ambitieux, pressé de transformer vos connaissances en savoir-faire, vous êtes:

- *actif, doué pour les contacts* humains, et vous avez un sens commercial développé;
- *disponible*, capable d'efforts soutenus pour atteindre vos objectifs;
- meneur d'hommes diplomate, pour animer et diriger du personnel;
- méthodique, apte à élaborer et à mettre en œuvre: plans, programmes, etc...

Carrière évolutive. Rémunération liée au départ sur la valeur et la personnalité, et ensuite aux résultats.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à:



promonor
52, RUE DE DOUAI - 59000 LILLE
DISCRÉTION ABSOLUE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Nous sommes la filiale européenne d'une société internationale spécialisée dans la fabrication et la vente de biens d'équipement.
Située dans les Vosges, nous avons réalisé en 1980, un chiffre d'affaire de 360 Millions de francs et employons 1.100 personnes.

Restructurant notre service informatique, actuellement équipé d'un ordinateur IBM 370-138 sous DOS/VSE (un nouvel IBM 4341 est en commande), nous recherchons :

un Ingénieur Système

qui sera plus spécialement chargé :
- de développer des outils-systèmes spécifiques à nos besoins.
- d'assurer la mise en place et la maintenance des produits de base.

Si vous êtes intéressé par ce poste, nous vous demandons de bien vouloir adresser votre C.V., photo et prétentions sous la référence 10.033 à P. LICHAU S.A. B.P. 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

APAVE DU SUD-EST
32, rue Edmond-Rostand, 13006 MARSEILLE
recherche :

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Formation X, Centrale, Sup.-Elec., A. et M. ou équivalent, 30 ans minimum, connaissances construction chaudronnée pétrole-pétrochimie appréciées.

Anglais indispensable. Espagnol souhaité. Parfaitement disponible pour déplacements fréquents France et étranger.

Rémunération suivant qualités personnelles.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions.

BANQUE SPÉCIALISÉE dans le financement immobilier
recherche

SECOND D'AGENCE POUR TOULOUSE

- Le candidat doit être un professionnel de la GESTION des CRÉDITS aux PROMOTEURS, ayant au minimum 5 ans d'expérience dans cette activité.
- Il devra en outre avoir une personnalité très affirmée.

LA RÉMUNÉRATION NE SERA PAS INFÉRIEURE A 110.000 F.

Adresser curriculum vitae et photo + rémunération actuelle sous le N° 3.667 à PUBLIFOP, 29, rue Bleue, 75009 PARIS, qui transmettra.

TIOXIDE S.A. - CALAIS
FILIALE FRANÇAISE DE TIOXIDE GROUP LIMITED G.B.
Premier producteur européen d'oxyde de titane

recherche pour son service Assistance à la clientèle

UN INGÉNIEUR CHIMISTE

Ayant si possible quelques années d'expérience dans l'industrie des peintures ou des matières plastiques.

LA FONCTION IMPLIQUE :
- Des responsabilités techniques vis-à-vis d'une clientèle européenne ;
- De fréquents déplacements de courte durée après une période d'adaptation ;
- La pratique courante de l'anglais et d'une autre langue européenne, de préférence l'allemand ou l'italien.

Si vous êtes intéressé, envoyez votre curriculum vitae manuscrit avec photo et prétentions au
DIRECTEUR DU PERSONNEL
TIOXIDE S.A.,
B.P. 89 - 62102 Calais Cedex.

Ordis

SUD-OUEST (littoral)
IMPORTANT CENTRE DE FORMATION POUR ADULTES
recherche dans le cadre de ses activités nouvelles un

RESPONSABLE FORMATION INFORMATIQUE

Rattaché au Directeur Général, il se verra confier la CREATION et la PROMOTION des activités de formation informatique. Il coordonnera, définira et contrôlera l'élaboration des produits en apportant sa double spécialité de PEDAGOGUE et d'INFORMATICIEN.
De formation supérieure (Ecoles d'Ingénieur ou équivalents), les candidats que nous souhaitons rencontrer auront acquis une expérience de quelques années de préférence en SSCI ou chez un constructeur, en tant que chef de projet par exemple et participé à des actions de formation (construction de cours, animation de stages).
Ce poste offre une réelle AUTONOMIE d'action et de larges possibilités d'avenir.
Connaissance EAO vivement appréciée - Anglais indispensable.
Adresser pour examen confidentiel votre C.V. avec photo et prét. ss réf. T/CRI à B. THELLIER.

Ordis CONSEIL EN RECRUTEMENT
10 rue Auber - 75009 PARIS

IMPORTANT GROUPE FINANCIER ET IMMOBILIER
recherche
pour sa direction régionale de l'OUEST

UN PROSPECTEUR FONCIER

Une formation et une expérience *commerciale et juridique* sont souhaitées.

(Résidence dans une grande ville de l'Ouest.)

Adr. C.V., photo et prét. s/n° T 026998 M. à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur - 75002 Paris.

VILLAGE VACANCES PORT-BARCARES (P.-O.)
rech. pour juin à septembre 81
REGISSEUR des SPECTACLES
Exigé : expérience dans cette pratique.
Qualification au matériel électro-acoustique.
Env. C.V. et photo à HAVAS, 8487/86, B.P. 442, 66004 PERPIGNAN, *qui transmettra.*

Promodès

17 400 personnes en France
1er grossiste multidistributeur en Europe
CA (Groupe consolidé) 1980 :
11,750 Milliards de Francs
dans le cadre de la Création de son
Centre Recrutement Formation Conseil
souhaite intégrer un

PSYCHOLOGUE D'ENTREPRISE

Lieu de résidence : **Caen.**

Ses principales fonctions le conduiront à mener des actions complètes de **recrutement** de Cadres Confirmés et de Futurs Cadres de la Distribution.

Ses capacités d'adaptation l'amèneront rapidement à conduire des **séminaires** Relations Humaines.
Son temps sera alors partagé entre des actions de recrutement et de formation.

Formation Supérieure du type psychosociale ou psychologie industrielle indispensable.
Expérience de 2 années minimum de recrutement de Cadres en entreprise ou en cabinet nécessaire.

Si cette proposition vous intéresse
venez vous joindre à notre petite équipe
et envoyez CV, photo et prétentions sous Réf. MM 04 à Madame F MOULINJEUNE

Interactions
Recrutement - Formation - Conseil
groupe Promodès
Place de la Mare - 14000 CAEN.

HAVAS CONTACT



La filiale française d'un des leaders mondiaux de l'industrie pharmaceutique recherche pour son centre de production situé en proche banlieue de Strasbourg un jeune

Analyste Financier H/F

Intégré au **CONTROLE DE GESTION**, il pourra valider sa formation supérieure (**HEC, ESSEC, ESCP** ou similaire) et son expérience (environ 2 ans) de la fonction dans l'élaboration et le suivi de plans, budgets et tableaux de bord, la détermination de standards et la réalisation d'études financières ponctuelles.

Bon technicien, ouvert aux systèmes informatisés, il doublera ses aptitudes par de réelles dispositions à la communication pour l'assistance et le conseil spécialisé à la hiérarchie. La maîtrise de l'anglais paraît indispensable pour les relations avec le groupe US.

Les *perspectives de carrière*, la *rémunération* et les avantages sociaux constituent un support de motivation complémentaire.

Votre dossier complet adressé au Département du Personnel bénéficiera du meilleur accueil ainsi que de la discrétion de rigueur.

ELI LILLY FRANCE - Zone Industrielle - 67640 FEGERSHEIM

MEDIA PA

DECS,
BP, BTS Comptabilité ou équivalent

Promodès 17 400 personnes
1er grossiste multidistributeur en Europe,
CA (Groupe consolidé) 1980 : 11,750 milliards de F
recherche

FUTURS CADRES COMPTABLES

Après un stage d'adaptation rémunéré d'un an maximum, comportant de fréquents déplacements, les candidats retenus seront affectés en tant que responsables d'une unité comptable de 8 à 10 salariés :
— soit au Siège Social à Caen ;
— soit dans une plate-forme régionale.

Une expérience de quelques années serait *appréciée.*

Du fait du développement de notre Groupe, une promotion rapide est certaine pour les candidats de valeur qui devront être :
— libérés des obligations militaires ;
— obligatoirement disponibles et mobiles géographiquement.

Adresser CV, photo et rémunération souhaitée sous réf. MM 03 à Madame F MOULINJEUNE.

Interactions
Recrutement - Formation - Conseil
groupe Promodès
Place de la Mare - 14000 CAEN.

HAVAS CONTACT

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE RÉGION NORD
recrute

dans le cadre de son développement informatique :
- **1 ingénieur informaticien** : quelques années d'expérience, de préférence en suivi de production en temps réel et terminaux industriels.
- **1 programmeur** : D.U.T. ou équivalent, quelques années d'expérience.

Pour ces deux postes, la connaissance du langage Cobol et l'expérience des applications transactionnelles sont souhaitées.
Rémunération et avantages sociaux intéressants.
Déplacements de courte durée éventuels.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae détaillé, et rémunération souhaitée.

DISCRÉTION ASSURÉE

Ecrire sous le n° 8.376 *Le Monde* Pub.
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

SFERNICE
COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES
recherche

INGÉNIEUR DE DÉVELOPPEMENT

FORMATION PHYSICO-CHIMIE

pour prendre en charge et mettre en œuvre une ligne pilote de produits de petites et moyennes séries mises au point par le laboratoire de recherche de la société.

La fonction nécessite une expérience d'au moins 5 à 10 ans dans les domaines de la physico-chimie et de la micro électronique.

Rattaché à la Direction Recherche, le poste implique une responsabilité de production et la conduite d'une équipe de 15 à 20 personnes (ouvriers, techniciens, ingénieurs).

Lieu de travail : NICE.
Poste à pourvoir rapidement.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à SFERNICE, Service du Personnel, B.P. 17, 06021 NICE Cedex.

NEYRPIC-GRENOBLE
recherche

D.U.T. mesures physiques

FONCTION :
- Réalisation d'essais mécaniques, industriels, sur turbines hydrauliques : préparation, réalisation, dépouillement.

QUALITES - CARACTERISTIQUES :
- Poste ouvert à débutant mais expérience professionnelle souhaitée dans un travail équivalent, vibrations, extensométrie, capteurs instrumentation.
- Aptitude au travail autonome et en petites équipes.
- Sens des responsabilités
- Connaissance appréciée de l'anglais ou du portugais
- Travail nécessitant disponibilité pour déplacements sur chantiers France et Etranger.

Adresser C.V. sous réf. 3586/L à
CONTESSE PUBLICITE 74, rue Bechevelin
69363 LYON CEDEX 2
qui transmettra.

---

responsable comptabilité gestion

LYON

Société de promotion immobilière, nous sommes liés à un puissant groupe industriel et financier.

Nous avons acquis une forte notoriété grâce à la qualité et à la diversité de nos prestations

Avec 20 personnes nous gérons un volume d'opérations qui dépasse 100 MF

Notre Directeur Général recherche un collaborateur pour diriger et animer l'équipe comptabilité-gestion. Rattaché directement à lui, il sera responsable de la gestion administrative et comptable de la société et en relation avec la direction des programmes de la gestion et du contrôle financier

Cette fonction large et diversifiée permet de participer à tous les aspects de la vie de l'entreprise

Nous souhaitons rencontrer un candidat d'environ 35 40 ans, de formation supérieure + DECS et possédant une expérience dans l'immobilier ou une [illegible] mettant en œuvre le même type de [illegible] (bâtiment TP, entreprises d'installation, chantier)

Ecrivez sous réf LTE 581
à KEY MEN B.P. 235
69215 Lyon Cedex 1

KEY MEN

SUD OUEST

leader de sa spécialité

ENTREPRISE DE CONSTRUCTIONS METALLIQUES

200 personnes, 60 M de CA

Implantée à 30 km d'une ville importante et pittoresque recherche, pour être placé directement sous les ordres du Directeur Général, un

chef comptable

qui sera chargé de la comptabilité, de la paie, de la fiscalité courante et de la gestion du personnel avec un service de 5 personnes. Il travaillera en étroite liaison avec le Contrôleur de Gestion.

Traitements sur logabax et par service bureau extérieur.

Situation *intéressante dans société stable et bien gérée.*

Envoyez C.V. photo et prétentions sous référence 3960-M à
MAMREGIES
3 rue d'Hauteville - 75010 Paris qui transmettra.

A VALENCE

DIVISION AÉROSPATIAL
Service QUALITÉ FIABILITÉ
recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

pour mission ASSURANCE QUALITÉ et FIABILITÉ sur des Equipements de haute technicité dans les applications aéronautiques et spatiales.

Postes alliant valeurs humaines aux compétences techniques - *ANGLAIS* indispensable.

Expérience dans activité similaire appréciée.

Adresser C.V., photo, références, prétentions sous le n° de référence 196, à :

Crouzet

25, rue Jules-Védrines, 26027 Valence Cedex.

Landes **150000 +**

PME agro-alimentaire, leader national dans notre spécialité, (30 % de taux de croissance par an), nous avons mis sur pied un important *projet de développement (50 millions de francs)* destiné à doubler notre capacité de production d'ici fin 83.
Pour mener à bien cette mission, dans les meilleurs délais, nous recherchons notre

Ingénieur Travaux Neufs

De haut niveau, capable de rechercher et concevoir les moyens adaptés, sélectionner les fournisseurs, passer les marchés et suivre étroitement la réalisation.
A l'issue de cette mission, le développement de la société lié à son avance technologique assurera de larges perspectives qui seront précisées au cours des entretiens.
Nous souhaitons trouver un homme jeune (28 ans minimum) de formation électromécanique (type Arts et Métiers), en pleine évolution personnelle, ayant déjà traité ce type de projet par exemple, dans l'ingénierie.
Il bénéficiera de l'appui de l'équipe en place à laquelle il devra impérativement s'intégrer.
Nous avons confié cette recherche à OCS qui traitera votre dossier en toute discrétion.
Merci de leur adresser votre lettre de candidature, avec C.V., photo et prétentions sous réf 2328 LM

ocs Conseil en Recrutement
37 Quai Richelieu
33024 BORDEAUX cedex

MEDIA PA

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION MÉCANIQUE
recherche

INGÉNIEUR

De formation mécanique, pour analyse et programmation sur ordinateur.

Grande ville de Province

Ecrire avec curriculum vitae détaillé à n° 96538 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

REGION NORD

Important Groupe industriel français
(C.A. 2 milliards de Francs)
recherche
pour une usine du Nord

INGENIEUR DE PRODUCTION

chargé tout d'abord de différentes missions d'assistance en production - *"trouble shooting"* - il se formera ainsi pendant 2 ans environ, aux techniques particulières de notre industrie.
Il s'associera progressivement aux problèmes d'exploitation, en prenant une part croissante à leur résolution.
Homme de terrain, ingénieur généraliste, ECP, Mines ou A&M, il doit avoir la carrure d'un futur chef opérationnel.
Les candidats seront débutants ou mieux auront quelques années d'expérience dans une industrie lourde en continu.
De nombreuses possibilités d'évolution future de carrière, dans la vingtaine d'usines du Groupe en France, sont ouvertes au candidat retenu.

Adresser CV et prétentions à n° 5135
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney 75002 PARIS.

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE DE PRODUITS CHIMIQUES
recherche pour son usine en
ALSACE

UN INGÉNIEUR ACHETEUR

Rattaché directement au responsable des Services Achats, ce collaborateur de haut niveau animera une équipe chargée des approvisionnements et de la gestion des stocks.

Les candidats devront justifier de deux à trois ans d'expérience dans la fonction Achats, une formation orientée vers la *mécanique* ou la chimie.
La connaissance de l'anglais est souhaitée.

La rémunération, très motivante, sera fonction de l'expérience et du potentiel.

Adresser demande de candidature, curriculum vitae et rémunération souhaitée sous n° 96.860 à Contesse Pub., 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

FINANCE / COMPTABILITE.

Un poste évolutif pour un SUP de CO ESSEC...

Notre spécialité est l'ingénierie et la fabrication de machines destinées aux industries de transformation des métaux et B.T.P. Le plein développement de notre société (diversification des activités, acquisition de nouvelles unités de fabrication, 170 personnes, 50 MF CA) demande la collaboration d'un homme jeune, mais suffisamment expérimenté pour devenir, à terme, notre Directeur Financier.

Travaillant avec notre Chef comptable, il prend en charge l'aspect financier de la comptabilité (banques, trésorerie).

Il contrôle également les opérations d'achats, analyse les coûts de production et assure la gestion financière des stocks. Ce poste présente des aspects juridiques et fiscaux, exige une connaissance de la législation du travail et de la gestion informatisée. Enfin, votre expérience minimum de 3 ans dans l'industrie de fabrication fait de vous un interlocuteur solide et autonome face à la Direction.

Votre salaire : 150 000 F environ. PONTOISE.

Adressez lettre manuscrite et CV sous réf. 10601 à

CNPG 105 av. Victor Hugo 75116 Paris

Société spécialisée dans l'exploration pétrolière recherche dans le cadre de son développement

INGENIEUR ELECTRONICIEN

pour diriger un atelier de construction et de maintenance d'appareils de mesure et d'enregistrement et pour concevoir de nouveaux produits.

Plus que les diplômes (école ingénieurs ou BTS), une expérience (5 à 10 ans) dans la fonction, ainsi que des connaissances en micro-processeurs seront déterminantes.

Anglais souhaité.

Ce poste offre de réelles possibilités d'évolution *directement liées à l'expansion de la Société.*

Envoyez C.V. + prétentions sous réf. 9421 à :

VALENS CONSEIL
VALENS CONSEIL
BP 359 - 75064 PARIS CEDEX 02

Filiale d'une Multinationale recherche

DIRECTEUR DES VENTES PRODUITS ALIMENTAIRES

La Fonction :
- Direction, animation d'une équipe de vente,
- Participation à la définition de la politique commerciale en relation directe avec le General Manager,
- Relation avec les Centrales d'Achat pour référencements, accords,...

Le Candidat :
- A impérativement travaillé dans une filiale en France d'une Société de type anglo-saxon, donc est habitué aux procédures de ces entreprises,
- A assumé très récemment soit la même fonction – ou bien en tant qu'adjoint - soit éventuellement celle d'Inspecteur des Ventes,
- S'occupe actuellement de produits alimentaires, donc est parfaitement au courant de la distribution de ces produits,
- Dynamique, a le sens de la relation humaine et est apte à poursuivre le développement de la Société tant sur le plan de l'activité commerciale que sur celui de la structure de vente.

La Société :
- Encore de taille moyenne en France, est en forte croissance sur un marché porteur,
- Dispose d'une excellente image de marque et de produits connus et réputés,
- A son Siège Social et bureaux à Paris.

Envoyer C.V., photo, prétentions sous réf. 81545 à :
ROLAND BERGER & GREP Ass.
International Management Consultants,
7, rue Marcel Allégret - 92190 MEUDON

G.R.E.P.

Swearts



emplois régionaux — emplois régionaux

Région Provence : Groupe Immobilier recherche près du Directeur Technique

CHEF DE SERVICE

pour prendre en charge le secteur travaux neufs
Ingénieur A.M. ou E.T.P. ou I.N.S.A.
Sens des responsabilités, rigueur, autorité.
Expérience Bâtiment et V.R.D. souhaitée.

Adresser C.V. + lettre manuscrite + photo s/n° 886120 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE ORLEANS

Recherche pour développer son Centre Informatique

- **1 RESPONSABLE DES ETUDES**
  - Formation Supérieure
  - Expérience en Organisation et *Méthodes Informatiques*
- **1 PROGRAMMEUR SYSTEME**
  C.I.C.S. - D.L. 1
- **2 ANALYSTES - PROGRAMMEURS**
  D.U.T. ou M.I.A.G.E.
- **1 PREPARATEUR D'EXPLOITATION CONFIRME**
- **1 PUPITREUR**
  Pour ces 2 postes BAC et Anglais exigés

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES
- Ordinateur IBM 303 X SOUS M.V.S.
- C.I.C.S. - I.M.S./D.B.
- T.S.O./S.P.F. - COBOL

Adresser lettre manuscrite et C.V. très complet à :
CAMPBELL SOUS REFERENCE 325
B.P. 57 - 75824 PARIS CEDEX 17

DIRIGER LES COMPTABILITES

D'ETABLISSEMENTS ET DE CHANTIERS FRANCE ET EXPORT

Une très grande entreprise de la Construction Electrique élargit l'autonomie de son Département installations (CA + 300 MF) et crée auprès du Chef des Services Administratifs un poste de Chef Comptable qui sera en liaison avec la Direction Financière du Groupe, animera la comptabilité générale et la comptabilité analytique et participera à la mise en place d'un système informatique décentralisé.

Diplômé d'études supérieures, il aura acquis une bonne *expérience au sein d'une grande entreprise ayant si* possible des filiales à l'étranger.

Poste basé à Lyon

Nombreuses perspectives d'évolution dans le groupe.

Les premiers entretiens se dérouleront à Paris ou à Lyon. *Les candidatures précisant le niveau de rémunération* seront étudiées avec la plus grande discrétion par

v.d.b conseil
Recherche et sélection de personnel
Chamandre - 01340 FOISSIAT

média-system

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ HAUT-RHINOISE

recrute au sein de sa DIRECTION COMMERCIALE

JEUNE GESTIONNAIRE COORDONNATEUR DES MOYENS INFORMATIQUES

Formation : G.E., E.N.S.A.E., MAITRISE SC. ÉCO. (Maîtrise Maths appréciée)

MISSION :
- Recherche des moyens d'optimisation des ventes ;
- Etude de la rentabilité et des marges en vue de l'application d'une meilleure politique des prix ;
- Suivi statistique des opérations ;
- Participation au perfectionnement des méthodes et de la stratégie commerciale.

Devra maîtriser l'outil informatique ou du moins les généralités. Première expérience souhaitée mais non indispensable.

Curric. vitae manuscrit dét. + photo à : FRED KIFFEL, Conseil en recrutement, sous la référence PM.
B.P. 1. - 67270 SCHWINDRATZHEIM.

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL DE L'ÉTAT RÉGION OUEST LITTORAL

recherche

Ingénieur chef de projet simulation temps réel ayant quelques années d'expérience en informatique temps réel, logiciel et matériel spécifique.

Ingénieur compétent en techniques nucléaires ou, à défaut, génie industriel pour emploi dans le service *chargé de l'entretien des chaufferies nucléaires embarquées.*

Jeune Ingénieur Gr. Ecole ou Doct. 3e cycle pour études de base et conception matériel et système. Bonne formation en électronique et traitement du signal et connaissances de base en informatique scientifique demandées. Pratique de l'anglais souhaitée.

Ingénieur ayant exercé pendant au moins quatre ans dans un chantier naval, de préférence en bureau d'études, et intéressé par l'enseignement de la spécialité « Structures *navales – Charpente » dans une Ecole d'ingénieurs.* Expérience d'enseignement souhaitée.

Ecrire avec curriculum vitae détaillé et photo sous n° 8.344 *le Monde* Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS qui transmettra.

LIMAGRAIN

offre à de
JEUNES INGENIEURS EN AGRICULTURE
intéressés par des opportunités de carrière au sein du Groupe, des postes de

Délégués commerciaux

Responsables de la vente et de la promotion des *semences sur plusieurs départements, leur formation* technique devra leur permettre d'assurer ces actions *auprès de la clientèle directe ou indirecte.*

Ces postes basés à Bourges et Reims, intéresseront des hommes de terrain justifiant de réelles qualités de contact et pouvant évoluer dans l'avenir dans une filière commerciale ou technique.

Une expérience de la vente dans le domaine agricole est souhaitée.

Ecrire avec C.V. sous **référence 184 M** à Société **LIMAGRAIN** - BP 51 - 63360 GERZAT.

IMPORTANTE SOCIETE DE FABRICATION MECANIQUE DE SERIE pour INDUSTRIE PETROLIERE MIDI-PYRENEES recherche un

COMPTABLE
niveau BTS ou DECS
3 à 5 ans d'expérience
ANGLAIS INDISPENSABLE.

Chargé
- des procédures de contrôle,
- de la centralisation.

Envoyer C.V. et prétentions s/n° 86.787 à CONTESSE Publicité, 20 avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

Foyer de Post-Cure pour toxicomanes (Maubeuge) cherche pour compléter son équipe d'encadrement, des personnes susceptibles d'assurer la vie, les activités et la gestion de cette collectivité.
Ecrire (avec C.V.) à Association la Bernière, 13, ch. Bois-Blancs, 59910 BONDUES.

SOCIETE DE 2.000 PERSONNES

recherche

dans la fonction personnel :
- Personne de contact et d'action.
- Age minimum 30 ans.
- Ayant de bonnes connaissances en droit du travail et possédant une expérience dans la fonction.
- S'occupera plus particulièrement d'études juridiques en matière sociale et de problèmes d'informations.
- Il lui est demandé d'avoir une bonne facilité pour s'exprimer et rédiger.
- Formation supérieure souhaitée, mais non indispensable ; les qualités personnelles constituent le principal critère d'appréciation.
- Lieu de travail : Région AUVERGNE.

Si vous êtes intéressé, veuillez adresser votre dossier, lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération souhaitée et numéro de téléphone à HAVAS 63.002 CLERMONT-FERRAND Cedex 44601.

Importante Société d'Aménagement LANGUEDOC - ROUSSILLON (600 P. — C.A. 300 MF) recherche

CHEF DE SERVICE

Directement rattaché à la Direction Générale, il assurera dans les domaines de la construction et des réalisations touristiques et d'accueil, notamment en milieu rural :
- la prospection des opérations ;
- l'organisation, le montage administratif et financier, la direction et le suivi des réalisations ;
- l'évaluation financière des projets.

Le candidat retenu devra avoir au moins 35 ans.
Formation supérieure (grandes écoles de gestion ou équivalent) et expérience minimum d'une huitaine d'années nécessaires, ainsi que qualités de négociateur, esprit imaginatif et capacités d'adaptation.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo (retournée) et rémunération souhaitée sous n° 8.392 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Club de Prévention des Alpes-Maritimes
recrute pour septembre 1981
UN EDUCATEUR SPECIALISE ou ANIMATEUR SOCIO-EDUCATIF (diplômés) H. ou F.
écrire avec curriculum vitae
Club de Loisirs et de Prévention, Avenue de la Borde
06150 CANNES-LA-BOCCA.

ECOLE D'ASSISTANTS DE SERVICE SOCIAL
41, av. de la Liberté — 57050 LE BAN-ST-MARTIN — METZ recherche pour sept. 1981 un formateur permanent 30 ans minimum.
DEAS ou maîtrise.
formation supérieure service social expérience formateur.
Adresser candidature + C.V. à Madame la Directrice.

Organisme Agricole Montpellier cherche d'urgence *TECHNICIEN seul* responsable de la bonne marche d'un petit réseau sur mini-ordinateur et 50 terminaux, et capable de faire évoluer le logiciel *d'application* (COBOL) à partir d'une base de données en fonction de besoins nouveaux.
Ecrire : CEVILAR - B.P. 27 - 34970 LATTES.
Prétentions et C.V. avant le 28 mai 1981.

Commune de bord de mer, classée de 5 à 10.000 habitants, recherche
Secrétaire Générale.
licenciée en droit — logement de fonction — adresser curriculum vitae et photo s/n° 8.413 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris, qui transmettra.

VILLE DE VILLEFRANCHE (Rhone)
RECRUTE
par voie de concours sur titres

UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

classement indiciaire Villes de 40.000 à 80.000 habitants
Adresser candidatures avec curriculum vitae, copie des diplômes et photo avant le 5 JUIN 1981 à *Monsieur le Maire* - Service du Personnel - B.P. 419 - 69653 VILLEFRANCHE-SUR-SAONE Cedex.

VILLE DE VILLEFRANCHE (Rhone)
RECRUTE
par voie de concours sur titres

UN INGÉNIEUR EN CHEF

classement indiciaire Villes de 40.000 à 80.000 habitants + primes de technicité.
Possibilité d'avancement au grade de Directeur Général de Services Techniques.
Adresser candidatures avec curriculum vitae, copie des diplômes et photo avant le 5 JUIN 1981 à Monsieur le Maire – Service du Personnel - B.P. 419 - 69653 VILLEFRANCHE-SUR-SAONE Cedex.

UNIVERSITÉ STRASBOURG II SCIENCES HUMAINES recherche pour 1/10/81

LECTEUR DE RUSSE

Candidatures reçues jusqu'au *20/06/81 inclus, adressées à* M. L. JOST, directeur institut d'études slaves et soviétiques. *Université de Strasbourg II* 22, rue Descartes, 67084 STRASBOURG Cedex.

CORSE - Important promoteur Corse, commercialisant plusieurs lotissements bord mer avec permis de construire et plage, à 10 km environ aéroport Bastia. Cherche vendeurs ou vendeuses en immobilier.
Age souhaité 30 ans minimum. Professionnels (les) ayant déjà quelques années de pratique de la *promotion immobilière. Contacter* M. OST, CB CONSEILS Tél. : (16-3) 956-20-47.

Entreprise 50 personnes. RÉGION BOURGES (Cher), *recherche.*
COMPTABLE QUALIFIÉ
devant assumer les problèmes comptables, administratifs et sociaux. Écrire avec curriculum vitae et toutes références :
SICA - Fruit du Berry
18220 - Les-Aix-d'Angillon
Téléphone : (16-48) 55-41-87.

Ville du Havre recrute

2 INGÉNIEURS SUBDIVISIONNAIRES

diplômés, pour service voirie et assainis. Salaire net mensuel : 4.700 F + primes de technicité. Adresser curriculum vitae et *photocopies diplômes à* M. le Maire de la ville du Havre. 76600 — (Bureau gestion et formation personnel).

ÉTABLISSEMENT CAS SOCIAUX *RÉGION LYONNAISE CHERCHE*

ÉDUCATEURS (TRICES) SPÉCIALISÉS (ÉES)

diplômés (CC 66) pour entrer en fonctions les 15/7 et 1/9. Écr. s/réf. 5913, HAVAS SUP. 81, r. *République.* LYON-2e.

Importante société de CONSEILS recherche

POUR VILLE DE L'OUEST

JURISTE

Connaissance approfondie en *DROIT SOCIAL* et EN DROIT de la DISTRIBUTION. *Expérience professionnelle* souhaitée.

Ecrire avec C.V., lettre manuscrite et photo s/réf. n° 3.852 à ORGANISATION et PUBLICITE, 2, rue Marengo, 75001 Paris, qui transmettra.

Société recherche

ÉTUDIANT

pour distribution de tracts dans les universités de province *(4). et voiture nécessaires.* Tél. 359-00-34.

Aix-en-Provence Sté comm. en expansion cherche adjoint à son département

GENIT CLIMAT.

pour chiffrage, suivi, relance.

TECHNICO-COMMERCIAL

organisé, méthodique, dynamique. Formation ou expérience en froid *et conditionnement d'air* souhaitée.
Ecrire C.V. et prét. à HAVAS n° 1420 AIX 13100.

Directeur du développement

Futur Directeur Général Adjoint

A M — Anglais parlé — Paris

Le Président Directeur Général d'une PME performante spécialisée dans l'étude et la production de matériel de détente des Gaz et de régulation, souhaite préparer sa succession à moyen terme en intégrant à la structure de la société (C.A. 30 millions de francs) un Ingénieur de haut niveau diplômé de l'ENSAM, de l'ECP ou d'une grande école généraliste sensiblement équivalente, âgé de 38 ans au moins et alliant dans l'idéal une réelle expérience de la régulation ou de la robinetterie technique à des compétences confirmées dans les domaines du développement, de l'organisation et de la gestion. Rémunération ouverte.

Les candidatures détaillées seront traitées confidentiellement par SVP RESSOURCES HUMAINES. Référence 1042.

SVP RESSOURCES HUMAINES
7 rue de Logelbach 75017 Paris.

Cadre Technico-Commercial machines-outils

Pour répondre à son expansion sur le marché de la machine - outil, la filiale d'un groupe industriel important, bien introduite depuis plusieurs années auprès des utilisateurs industriels, recherche un :
CADRE TECHNICO - COMMERCIAL.

Mission : promouvoir et vendre la gamme de machines - outils présentant un excellent rapport performance - prix, sur Paris et région Ouest.

De formation ingénieur, BTS ou équivalent, cet homme a une expérience d'environ trois ans en Bureau d'Etudes, plus des possibilités commerciales qu'il souhaite mettre en valeur, ou une expérience de la vente auprès d'une clientèle industrielle, de préférence dans des produits similaires.

Rémunération attrayante : fixe important + intéressement + frais.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous référence 81536 M à Madame Claude FAVEREAU.

EMPLOI centor — 13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS

SOCIETE IMMOBILIERE d'importance nationale, filiale d'un puissant Groupe Financier du secteur public recherche des

INGENIEURS

pour postes de

chargés d'opérations

Dans un premier temps, les titulaires des postes seront *affectés* au Siège à PARIS et placés en formation auprès d'Ingénieurs-Conseils de la Direction Technique. Au *cours de cette période,* ils seront appelés à effectuer des missions ponctuelles d'assistance auprès des chargés *d'opérations des unités opérationnelles décentralisées.*

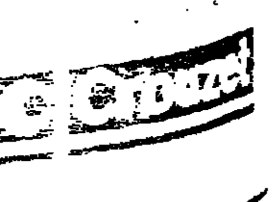
Au terme d'une période de 18 mois à 2 ans, les titulaires *de ces postes recevront une affectation de* Chargés d'Opérations dans une des implantations régionales de la Société, *en France métropolitaine.*

Il est demandé un diplôme d'Ecole d'Ingénieurs (PONTS et CHAUSSEES, MINES, CENTRALE, E.T.P. ou similaire). Une expérience de 2 à 4 ans dans le Bâtiment est souhaitée, ainsi que dans le domaine des Etudes de Prix T.C.E.

Adresser C.V., lettre manuscrite et prétentions sous référence 3859 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.





هكذا من الاصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

CEM Systèmes . SCAM

INGENIEURS GRANDES ECOLES ET TECHNICIENS

CEM Systèmes SCAM est une division en pleine expansion du groupe CEM-Cie Electro-Mécanique, partenaire français du groupe BBC-Brown Boveri.
Elle comprend environ 1.000 personnes.
Elle a pour mission de développer, de construire et d'installer des ensembles complets destinés à la production d'énergie, *des installations de conversion, de distribution et d'utilisation de l'énergie*, ainsi que tous les systèmes de contrôle-commande et de téléaction.

Ces différentes activités sont regroupées au sein de trois unités dites :
- Ingénierie des systèmes énergétiques
- Ingénierie des systèmes industriels
- Ingénierie des systèmes informatiques.

Une part importante de ses bureaux de projets, d'études et de réalisations est installée dans la tour «Les Mercuriales», à la Porte de Bagnolet.

votre carrière / votre spécialité	PEPINIERE INGENIEURS DEBUTANTS	INGENIEURS CONFIRMES (plus de 30 ans)	RESPONSABLES DE GRANDS PROJETS OU D'ACTIVITES (plus de 38 ans)
Ingénierie des Systèmes Energétiques	**INGENIEURS GRANDES ECOLES THERMICIENS - MECANICIENS** Après une période de formation de 2 à 5 ans dans les Centres de Production, d'Etude et d'Essais, ils prendront la position d'ingénieurs technico-commerciaux - postes qui s'ouvrent sur les fonctions d'ingénieurs confirmés ou de *responsables de grands projets.* Il leur sera aussi possible, au bout de 5 ans, d'orienter leur carrière à l'étranger, dans les Représentations ou Usines du Groupe, après avoir éventuellement suivi un stage adapté dans ses Sociétés Européennes. Anglais ou allemand obligatoire. Réf. PEP I	**INGENIEURS GRANDES ECOLES THERMICIENS - ELECTRICIENS** Pour projets et réalisations de centrales thermiques, hydrauliques et Diesel et appareils thermiques. Ingénieurs grandes écoles françaises ou Communauté européenne. Dès leur prise de fonction, ils mettront en œuvre leurs connaissances d'ingénierie pour participer avec l'aide du réseau international de notre groupe à la prise de commandes, à la gestion, à la mise en service des projets. *Evolution vers les postes de responsables de grands projets ou d'activités.* Anglais ou allemand obligatoire. Réf. IC IA **INGENIEURS RESPONSABLES DE LIGNES HAUTE ET MOYENNE TENSION** Compétence et expérience dans tous les aspects d'étude et de réalisation de lignes HT et MT. Fonction technico-commerciale dans ces domaines. *Anglais ou allemand obligatoire.* Réf. IC IB	**INGENIEURS - CHEFS DE GROUPE D'ACTIVITES** *Ecole Centrale, Arts et Métiers, Mines de Paris* ou ingénieurs ENSI + doctorat 3ème cycle ou grandes écoles étrangères - option mécanique et thermique. Ils seront chargés, après formation aux méthodes de notre groupe, de la responsabilité globale d'un centre de profit. Ces postes supposent un sens élevé des relations humaines, de la rigueur dans le jugement et la décision et de l'esprit d'entreprise. *Anglais ou allemand obligatoire.* Réf. GP I
Ingénierie des Systèmes Industriels	**INGENIEURS GRANDES ECOLES ELECTRO-TECHNICIENS** Dès leur embauche, ils sont intégrés à des équipes de mises en service (France ou étranger) ou d'études. Ils poursuivent leur carrière comme spécialistes de ces disciplines ou après passage dans chacune d'entre elles, ils accèdent à des postes d'ingénieurs - technico-commerciaux ou de spécialistes. Anglais ou allemand obligatoire. Réf. PEP II	**INGENIEURS DE PROJETS INDUSTRIELS** Stations de pompage, cimenteries, usines clés en main. Ingénieurs grandes écoles françaises ou Communauté. Expérience antérieure ingénierie française ou étrangère. Anglais ou allemand obligatoire. Réf. IC II	**INGENIEURS RESPONSABLES D'AFFAIRES D'INSTALLATIONS ELECTRIQUES** Compétence dans les domaines électrotechniques et électroniques appliquée aux installations industrielles et aux infrastructures publiques. *Fonction d'acquisition et de gestion de contrats de moyenne et grande importance en France et à l'étranger.* Bonne expérience antérieure nécessaire. Anglais ou allemand obligatoire. Réf. GP II
Ingénierie des Systèmes Informatiques	**JEUNES INFORMATICIENS** Ingénieurs grandes écoles ou doctorat 3ème cycle avec spécialisation informatique ou électronique. Après une période de formation de deux ans dans notre groupe en France et à l'étranger, ils poursuivront en équipes des réalisations de projets sur commande ou de développements et seront orientés sur des postes d'ingénieurs d'affaires technico-commerciaux ou de chefs de projets techniques. *Anglais ou allemand obligatoire.* Réf. PEP III	**INGENIEURS DE PROJETS** Ingénieurs ou universitaires doctorat 3ème cycle ayant quelques années d'expérience dans la réalisation, le suivi de fabrication, les essais ou les mises en service de projets *de téléconduite et de contrôle de processus industriels* mettant en œuvre les techniques de mini-informatique, micro-informatique, de télécommunications. Anglais ou allemand obligatoire. Réf. IC III	**INGENIEURS D'AFFAIRES CONFIRMES DIPLOMES ENSEIGNEMENT SUPERIEUR** Pour prospection et suivi de réalisations de grands projets internationaux de téléconduite, de contrôle de processus *dans la sidérurgie, cimenterie, papèterie, etc.* Expérience de contrôles ou de réalisations complètes d'un projet exigée. Anglais ou allemand obligatoire. Réf. GP III
Assistants et Secrétaires	**DIPLOMES BTS OU IUT** De jeunes diplômés BTS ou IUT ayant une expérience de trois à quatre ans sont recherchés pour des postes d'assistants et de secrétaires d'ingenieurs confirmés ou de chefs de groupe ou de département. Après un passage d'un an dans un des Services, ils peuvent éventuellement demander leur mutation pour un ou deux ans dans une des sociétés de notre groupe dans le monde entier. Anglais ou allemand obligatoire. Réf. BPDI	Ecrire, en précisant la référence du poste choisi, avec C.V. à CEM Systèmes SCAM, Service du Personnel, «Les Mercuriales» - 40, rue Jean Jaurès, 93176 - BAGNOLET CEDEX	

TESTEZ AUCHAN ET TESTEZ VOUS

Paradoxal pour une société qui recrute ?
Non, pas du tout; c'est tout simplement une preuve de réalisme.
Quand vous débutez dans la vie active, vous n'avez pas d'idées très arrêtées. Vous voulez faire des expériences, juger, choisir en toute connaissance de cause.
Quant à la grande distribution, vous en avez souvent une image assez négative. Nous le savons aussi. Est-elle justifiée ? Nous ne le croyons pas; il y a des à-priori qu'il serait bon de remettre en cause. Objectivement.

Aujourd'hui, la grande distribution a les dimensions d'une nouvelle industrie. Elle en a les méthodes et les outils, les exigences et les perspectives.
Mais elle en a aussi les besoins, parmi lesquels il en est un, essentiel, sans lequel on ne progresse pas : des hommes de talent.

Chez AUCHAN peut-être plus qu'ailleurs, depuis toujours, nous attirons les talents. C'est une des explications de notre développement exceptionnel et de la place que nous occupons aujourd'hui dans ce secteur.
Beaucoup de nos cadres sont issus des grandes écoles et des universités. Leur bagage et leur talent personnel, nous avons *su en tirer parti; comme ils ont* su les valoriser avec AUCHAN, *car c'est là qu'ils ont trouvé* un climat favorable à leur épanouissement professionnel : liberté d'initiative et facilité de dialogue. Chez Auchan, on sait faire confiance très tôt à ceux qui seront un jour les managers de l'entreprise.

Alors si l'idée d'une solide formation sur le terrain vous intéresse, si vous voulez vous initier à toutes les techniques de la vente moderne (gestion des stocks, informatique, merchandising), si vous espérez manager rapidement et efficacement, n'hésitez pas, prenez contact avec nous.
Vous pouvez écrire à M. Audiffret, sous référence 4455 A. AUCHAN, R.N. 5, 77240 CESSON — ou à M. Mailley, sous réf 4455 B. AUCHAN, avenue du Bois-au-Coq Prolongée, 76620 LE-HAVRE-BELLEVILLE.

média-system

AUCHAN



SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PROPULSION

Établissement de VERNON
recherche pour son
Département Essais

le chef du groupe coordination-synthèse

Il animera une équipe, composée d'une vingtaine d'ingénieurs et de techniciens supérieurs, qui a pour mission :
- de coordonner les activités de préparation des essais;
- *d'émettre les ordres d'essais;*
- d'analyser et de valider les résultats;
- d'établir les rapports de synthèse.

Ce poste conviendrait à un ingénieur expérimenté, issu d'une GRANDE ÉCOLE, d'un haut niveau de culture scientifique et technique, notamment en mécanique des fluides, mesures physiques, analyse numérique.

Adresser lettre de candidature manuscrite accompagnée d'un CV détaillé, sous réf. 287 M à Société Européenne de Propulsion - BP 802, 27207 VERNON.

HAVAS CONTACT

Le pari de la recherche pharmaceutique...

Etre une Entreprise de moyenne importance et se doter de moyens dignes d'une véritable politique de recherches n'est pas chose courante. C'est pourtant le choix qu'ont fait les laboratoires CHAUVIN-BLACHE (*240 personnes - 80 M.F.*) leader français de l'ophtalmologie.

Continuant dans cette voie, les laboratoires CHAUVIN-BLACHE augmentent de façon notable leurs investissements et renforcent leur structure de recherche en recrutant :

4 Chercheurs en Physiologie Biochimique
Paris - Montpellier

Intégrés dans une équipe jeune et professionnelle, chaque chercheur aura la responsabilité d'un thème dont il deviendra le spécialiste au sein du laboratoire. A ce titre, il sera amené à jouer un rôle important au niveau de la définition des sujets de recherche concernant son thème.

Ces postes qui ne recquierent pas de connaissances particulières en ophtalmologie, s'adressent à des jeunes biochimistes ayant une formation scientifique supérieure (D.E.A., doctorat...) et une première expérience de la recherche.

De nombreux avantages sociaux (participation et intéressement aux bénéfices, prime de vacances, horaires variables, 5 semaines de congé) sont offerts.

Le dynamisme, la créativité, le sens du concret et l'enthousiasme sont les principales qualités que notre conseil est chargé de déceler au cours des premiers entretiens. Les dossiers de candidature (lettre manuscrite + C.V. + prétentions) lui seront adressés sous référence LM 541.



MEDIAPA



L'OFFICE D'ANNONCES (filiale du groupe HAVAS) importante Société tournée vers la Télématique et connaissant une évolution rapide.
Regisseur de la publicité dans les annuaires des TELECOMMUNICATIONS.
recherche

INGÉNIEUR-CONCEPTEUR en informatique

- Vous êtes diplômé(e) d'une école d'ingénieurs ou équivalent et vous avez acquis 3 à 5 années d'expérience dans la mini ou micro informatique
- Vous êtes intéressé(e) par les applications de pointe (Telematique, Informatique Grand Public, Traitement d'images, Privatique, Informatique de communication, Annuaire electronique).

Votre mission consistera à
- *participer à la définition des programmes de* recherches et d'actions;
- rédiger les cahiers des charges correspondants;
- chiffrer les projets et établir les plannings de réalisation;
- gérer les budgets informatiques;
- collaborer à la réalisation des projets.

Vos connaissances en TÉLÉCOMMUNICATION et VIDEOTEX seront vivement appreciées.
Vous serez en etroite relation avec notre Direction de la Recherche et du Développement.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions a OFFICE D'ANNONCES, Evelyne MALACH, 136, av. Charles-de-Gaulle, *92200 NEUILLY-SUR-SEINE.*

HAVAS CONTACT

TITN
Société d'engineering en informatique
Filiale **THOMSON CSF INFORMATIQUE**

Notre expansion rapide dans les domaines de la téléinformatique, de la gestion interactive temps réel et des microprocesseurs, nous conduit à renforcer largement nos équipes techniques et à rechercher :

Ingénieurs Chef de Projet

GRANDE ECOLE, pour la conception et la réalisation de systèmes (téléinformatique, base de données). (réf. 1 M)

Ingénieurs Système

GRANDE ECOLE, connaissances matériels INTEL et MOTOROLA appréciées. (réf. 2 M)

Ingénieurs d'Application

GRANDE ECOLE, MIAGE, DEA, même débutants, pour logiciel système de gestion interactive sur mini-ordinateur. (réf. 3 M)

Analystes Programmeurs

IUT informatique, même débutants. (réf. 4 M)

Support Produits Logiciel

Ce poste s'adresse à de jeunes ingénieurs possédant une première expérience des systèmes de gestion en temps réel et des bases de données. (réf. 5 M)

Envoyez C.V., photo et prétentions en précisant les références choisies à **T.I.T.N - 1 à 5 rue Gustave Eiffel - 91420 MORANGIS.**

MEDIAPA

هكذا من الاصل



Informatique Secteur Public
Directeur

Un centre chargé d'assister les administrations et organismes du secteur public dans le développement des techniques de l'informatique recherche son Directeur à Paris.

Ce patron, 35 ans minimum, ayant une formation Grandes Ecoles d'ingénieurs, une réelle expérience informatique, est un :

ANIMATEUR :
au plan interne il a déjà dirigé des équipes de niveau comparable ;
à l'extérieur il a prouvé son aptitude à la négociation, y compris à de hauts niveaux dans l'administration de l'Etat.

GESTIONNAIRE :
Il a le sens de l'efficacité et de la rentabilité.

Le «challenge», les conditions offertes sont de nature à intéresser un Directeur de valeur.

Ecrire sous référence 81110 M à Madame Claude FAVEREAU qui traite confidentiellement cette recherche.

EMPLOI centor — 13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS

---

aerospatiale aerospatiale

PREMIERE ENTREPRISE AERONAUTIQUE EXPORTATRICE D'EUROPE

Des performances faisant appel aux technologies les plus avancées aux moyens industriels les plus évolués.
Un développement permanent conditionné par le savoir, et le savoir faire de son potentiel humain.

Vous êtes :
INGENIEURS
Diplômés d'une de nos grandes écoles nationales
ELECTRONICIENS et AERONAUTICIENS
débutants ou expérience récente.

Vous souhaitez :
Mettre en pratique l'esprit de créativité qui vous anime.
Développer votre sens de l'innovation dans un souci de réalisme et de rigueur.
Participer à la conception et à la réalisation de projets nouveaux.
Vous intégrer au sein d'équipes jeunes et dynamiques.

INGENIEURS

LA DIVISION DES ENGINS TACTIQUES
Propose pour son Etablissement de Châtillon-S/Bagneux de nombreuses possibilités de carrière au sein de sa Direction Etudes, dans des domaines très variés tels que :
- Autodirecteur infra-rouge à guidage terminal sur réflexion laser.
- Stato réacteurs.
- Guidage inertiel.
- Calculateurs à base de microprocesseurs.
- Micro électronique hybride.
- Contrôle automatique.
- Conception assistée par ordinateur.
- Technique de l'enroulement filamentaire et des matériaux réfractaires.
- Piles thermiques à haute énergie.

Adresser votre dossier de candidature détaillé sous référence 9415 à
VAGENS-CONSEIL
B.P. 359
75064 PARIS Cédex 02

aerospatiale aerospatiale

SURETE NUCLEAIRE

Grande Entreprise, Secteur Nucléaire, banlieue Sud de Paris, recherche

ingénieurs grandes écoles

pour conduire des analyses de sûreté des Centrales PWR aux différents stades de la conception, du démarrage, des essais. Le travail, vivant et diversifié, comporte de nombreux contacts techniques avec les constructeurs, les exploitants de centrales, et les autorités de sûreté. Il comprend, outre les analyses, une fonction de synthèse, et une fonction de conseil. Il peut convenir à des ingénieurs possédant une expérience professionnelle de quelques années, acquise de préférence dans la construction et l'exploitation de grands ensembles industriels. Des connaissances en hydraulique, en mécanique des structures (métalliques et béton), en contrôle non destructif seront appréciées. La connaissance des réacteurs nucléaires est souhaitable, bien qu'une formation intensive au fonctionnement des Centrales PWR soit prévue. Anglais souhaitable. Déplacements et séjours sur les sites envisageables.

Ecrire sous référence 81.18-M aux Consultants du Département Recrutement d'EUREQUIP chargés de la recherche.

EUREQUIP
DÉPARTEMENT RECRUTEMENT
B.P. 30 - 92420 Vaucresson.

PARIS LONDRES HOUSTON LAUSANNE

membre de Syntec

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PROPULSION

Établissement de **VERNON**
recherche pour son
Service Mesure

ingénieurs
grandes écoles supelec ou équivalent

pour prendre des postes de responsabilités dans les domaines suivants:

— définition et développement de l'instrumentation de mesure sur matériel spatial:
— traitement numérique des données de mesure sur système informatique hautement spécialisé;
— mesures commandes sur banc d'essai de lanceur; pour ce poste, le candidat assurera l'encadrement d'une équipe de 10 à 15 ingénieurs et techniciens.

SEP Energie Propulsion Industrie

Adresser lettre de candidature manuscrite accompagnée d'un CV détaillé, sous réf. 292 M, à Société Européenne de Propulsion - BP 802 - 27207 VERNON.

HAVAS CONTACT

---

etap — 4, rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Recherche opérationnelle X, ECP, Mines...
référence OD 519 CM

UN DES PREMIERS GROUPES BANCAIRES FRANÇAIS offre **deux postes d'ingénieurs** au sein de son service "Recherche Opérationnelle.

Ce service, directement rattaché à la Direction Générale, comprend une petite équipe d'ingénieurs de haut niveau chargés d'élaborer les outils de décision concernant tous les domaines d'activité de la banque et d'en promouvoir la mise en œuvre.
Ces postes conviendraient à des ingénieurs diplômés de grandes écoles X, ECP, Mines... (formation complémentaire en informatique ou en gestion appréciée), débutants ou ayant une première expérience de 1 à 2 ans en RO, informatique, finances...
Ces postes requièrent des aptitudes pour des contacts à haut niveau, le goût du travail en équipe, un dynamisme certain.
Après quelques années dans ce service, de larges possibilités d'évolution leur sont ouvertes dans tous les secteurs de la banque.
Poste à Paris.

Chef de projet haut niveau
référence SH 522 AM

PUISSANT GROUPE FRANÇAIS ASSURANCES parmi les plus performants et dynamiques, offre au sein de sa DIRECTION DES ÉTUDES INFORMATIQUES un poste de **Chef de Projet haut niveau** ingénieur diplômé grandes écoles ou universitaire.

Sa mission :
- élaborer et mettre en œuvre avec une équipe qualifiée de nouvelles applications informatique de gestion en relation avec télématique et bureautique.

Son expérience :
- avoir assurer la responsabilité de projets importants,
- disposer d'une expérience temps réel et base de données et avoir la connaissance d'un matériel puissant : biprocesseurs génération 81.

Traitement attractif pour candidat de valeur ayant un esprit résolument prospectif.
Poste à Paris.

Agronome chef du service assistance technique export Bassin Méditerranéen Amérique du Sud
référence LA 516 AM

UN DES PREMIERS EXPORTATEURS FRANÇAIS EN SEMENCES POTAGÈRES ET FLORALES, filiale d'un puissant groupe agro-industriel, *offre à un Ingénieur Agronome le poste de* **Chef du Service Assistance Technique Export Bassin Méditerranéen et Amérique du Sud.**

Un effort de développement étant envisagé dans ces pays, il y contribuera par une aide technique accrue apportée aux commerciaux et à la clientèle ainsi que par la mise en place et l'animation d'un réseau de techniciens.
Sa mission impliquera :
- d'assurer l'expérimentation des variétés nouvelles en liaison étroite avec la recherche,
- **de participer à la définition** de la gamme de produits adaptés à chaque pays, en liaison avec les commerciaux et la recherche,
- **d'assurer la promotion** technique des produits en liaison avec le réseau de techniciens.

Poste intéressant et évolutif pour candidat dynamique ayant si possible acquis une expérience export dans le secteur agricole. La candidature d'un débutant particulièrement motivé par l'export et le développement d'activités nouvelles serait favorablement envisagée.
Bonnes connaissances de l'anglais, si possible de l'espagnol.
Poste : ville Sud-Est.

HEC, ESSEC, ESCP - pour responsabilités commerciales évolutives
référence NC 518 CM

UN GRAND GROUPE FRANÇAIS (produits industriels de grande diffusion) offre une intéressante opportunité de carrière à un candidat de formation grande école commerciale, ayant environ 5 ans d'expérience de ventes.

Il commencera sa carrière dans le groupe en assumant des responsabilités polyvalentes : vente sur le terrain, organisation commerciale, liaisons usines. Il se préparera ainsi à accéder à des responsabilités commerciales plus importantes.

Poste : ville Rhône-Alpes.

Chef des fabrications
référence MB 517 AM

UNE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE RENOMMÉE ET LEADER DANS SON DOMAINE, *filiale d'un grand groupe international (secteur mécanique* recherche son **Chef des fabrications.**

Ce poste conviendrait à un ingénieur AM ou équivalent, ayant une très solide expérience (minimum 5 ans) dans la direction de fabrications, la mise en œuvre de machines-outils modernes (connaissance commandes numériques appréciées), la gestion budgétaire. Il dirigera 4 ateliers, comportant un effectif de 500 personnes, dans un secteur de produits de grande fiabilité, fabriqués en moyenne série.
Poste intéressant, dans une société solidement implantée, pour candidat dynamique, animateur et organisateur.
Bonnes connaissances en anglais indispensables.
Poste : proche banlieue Est Paris.
Rémunération suivant expérience : 170.000 F +

Ingénieur d'affaires
référence PE 520 AM

Ingénieur électronicien
référence RG 521 AM

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL (matériel armement haute technicité), CÔTE D'AZUR, recherche

- un **INGÉNIEUR D'AFFAIRES** parlant anglais couramment et espagnol si possible. Il sera chargé de négocier et de gérer des contrats importants avec l'étranger en assurant un suivi technique et économique des affaires traitées. Des déplacements de courte durée sont à prévoir,

- un **INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN.** Adjoint d'un Chef de Projet, il aura une mission d'organisation, de coordination et d'animation auprès des différents services et sous-traitants, intervenant dans la réalisation de projets mettant en œuvre des techniques de pointe. La connaissance de la langue anglaise serait appréciée.

Ces deux postes demandent une formation de type ENSI, 3 à 5 ans d'expérience industrielle, le goût des contacts et du travail en équipe et permettent de prendre des responsabilités avec autonomie.

Pour ce poste, écrire en précisant la référence, à
Madame SANTAMARIA, E.T.A.P., 30 rue Catros, 33000 BORDEAUX.

etap — 4, rue Massenet 75016 Paris

INFOREX
LE TRAITEMENT DISTRIBUE DE L'INFORMATION

RECRUTE, DANS LE CADRE DU LANCEMENT DE SES NOUVEAUX PRODUITS
- Réseaux locaux
- Partage des ressources
- Traitement réparti

INGÉNIEURS-TECHNICO-COMMERCIAUX

- Avant et après-vente ordinateurs/formation.
- Lieu de travail : PUTEAUX.
- Interventions : PARIS-PROVINCE.
- Formation : 2 à 3 ans d'expérience en télécommunications/bases de données/cobol.
- Anglais nécessaire.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. à :
Service du personnel
INFOREX FRANCE
10, rue Jean-Jaurès
92807 PUTEAUX

HAVAS CONTACT

Entreprise française du secteur aéronautique, leader européen sur son marché, recherche pour son établissement Sud de Paris 1400 personnes.

LE CHEF DU PERSONNEL

Celui-ci, après une période de 6 mois/1 an, en position d'Adjoint de l'actuel titulaire du poste, prendra en charge l'ensemble de la fonction pour l'usine, le centre de recherche et l'équipe de vente.

Homme d'action et de dialogue, il aura de par sa formation supérieure (licence en droit-CIFFOP, grande école de commerce, IEP, etc...) et par une expérience de 5 ans au moins en milieu industriel, acquis les compétences nécessaires pour assumer l'ensemble de ses responsabilités.

Adr. lettre de candidature et CV sous réf./1105 BAILLY CONSEIL 40, av. Hoche 75008 PARIS.

Emplois et Entreprises

هكذا من الاصل

BANQUE PRIVEE

CHARGE DE CLIENTELE

« Grandes Entreprises »

Cette banque française appartient à un puissant groupe financier bénéficiant d'une implantation internationale. Elle est connue pour son dynamisme et la qualité de ses innovations.
Afin d'accentuer sa présence au sein des grandes entreprises, elle propose un poste de chargé de clientèle.
Ce collaborateur a pour mission de prospecter et de développer une clientèle de grandes entreprises. Il est leur interlocuteur privilégié et traite avec elles toutes les opérations bancaires et financières, en liaison avec les différents départements de la banque.
Nous souhaitons rencontrer un candidat, minimum 32 ans, de formation supérieure (Sc. Po. HEC ou équivalent) justifiant d'une expérience exclusivement bancaire d'au moins 8 ans dont la majeure partie passée à Paris au *développement de compte de grandes entreprises.*
Lieu de travail : Paris.

Pour recevoir informations complémentaires. écrire sous référence M 8360 B.

Nous précisons que toutes les candidatures seront traitées avec la plus grande discrétion.

egor 8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

PARIS

MARKETING PRODUIT

Cette société est la filiale française d'un important groupe industriel européen de biens d'équipement.
En France. le volume de ses ventes place cette filiale du groupe en position de leader et elle est de plus en plus concernée et impliquée par la politique « Produit ». Elle doit donc penser « développement produit » en fonction d'une approche française mais également européenne pouvant s'inscrire dans une politique industrielle.
Le dirigeant de cette filiale assure ce « rôle moteur » et souhaite s'adjoindre un collaborateur capable de le seconder dans cette tâche marketing produit.
Nous souhaitons rencontrer pour ce poste très ouvert un homme (28 ans *minimum) de formation supérieure, possédant une expérience significative de la* démarche Marketing dans son aspect commercial mais également technique et technologie du produit.
En dehors de son expérience. c'est avant tout les qualités de l'homme. son adaptabilité. son ouverture d'esprit qui feront sa réussite et qui définiront ses missions.
La pratique de la langue allemande est indispensable dans la mesure où c'est la langue de communication du groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite de motivation. CV. photo et prétentions sous *réf M 6239 R. à*

egor 8 rue de Berri 75008 Paris

média system

FORMATION

CONSULTANTS

Cette Société Internationale basée à Bruxelles et Paris, filiale d'un puissant groupe international, a pour mission de développer et mettre en place des programmes de formation destinés à tous les niveaux de la hiérarchie : de *la direction au personnel d'usine.*

Etant donné la rapide croissance de ces deux dernières années cette firme doit engager plusieurs consultants.

Sous l'autorité d'un Directeur de Projets, chaque consultant établit d'abord un diagnostic précis suivent des procédures originales. Sur ces bases, il élabore et met en application des programmes de formation adaptés aux besoins spécifiques définis pour l'entreprise. Son champ d'activité est l'Europe.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel, minimum 35 ans, de formation supérieure, capable de mener l'analyse diagnostic, d'établir le plan de formation et d'en assurer l'exécution.
Il anime les cessions et procède à des entretiens individuels avec des participants de tous niveaux.
Une forte personnalité paraît être un gage de réussite ainsi qu'un bon équilibre personnel.

Le candidat idéal doit parler l'anglais et la connaissance d'une autre langue en plus de sa langue maternelle serait un atout supplémentaire.

Ce travail implique des voyages constants, les séances de formation ayant lieu dans l'entreprise.

Nous remercions les personnes intéressées d'adresser, sous réf. M 8465A, à

egor 8 rue de Berri 75008 Paris

média-system



Cii Honeywell Bull

recherche pour sa Direction des Systèmes et des Automatismes pour l'Informatisation

INGENIEURS ELECTRONICIENS

pour étude, développement et test de machines à base de microprocesseur.
Connaissance de la programmation en assembleur appréciée.
Lieu de travail : Louveciennes ou Les Clayes sous Bois.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 145 M (à préciser sur l'enveloppe) à Cii Honeywell Bull - PC 0G 021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

Chefs de Projets

Informatique de gestion de pointe

Nous appartenons à un très important groupe du secteur tertiaire. Nos activités, notre croissance télétraitement intègrent des applications informatiques avancées dans tous les domaines de la gestion.
Afin de développer notre potentiel, nous recherchons :

Un Responsable de Projets (Centrale, I.D.N.,...).

Il assurera la coordination d'équipes chargées de l'élaboration et de la mise en place de projets informatiques de grande envergure.
Il a impérativement une expérience d'au moins trois ans de conduite de projets sur gros système, de préférence dans le secteur tertiaire (banques, assurances, V.P.C., grands magasins...). (réf. 81807 M).

Un Chef de Projet (Niveau ingénieur CNAM ou similaire).

Il animera une équipe chargée de la maintenance et des aménagements d'une importante application de gestion.
Il a impérativement une connaissance approfondie du matériel IBM exploité sous OS/MVS. Pratique du V/SAM et expérience d'utilisation du télétraitement souhaitées. (réf. 81808 M).
Ces deux postes, basés à Paris, intéressent des ingénieurs ayant le goût de l'innovation, de l'animation, du travail en équipe et recherchant le «challenge».
Les conditions de rémunération et les avantages sociaux offerts sont de nature à intéresser des professionnels de valeur.
Merci d'adresser votre candidature sous référence choisie à François CORNEVIN qui traite confidentiellement cette recherche.



EMPLOI centor

13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS
Tél : 285.15.53

Notre société d'ingénierie est en constant développement principalement à l'exportation. Le long cycle de réalisation des projets qui lui sont confiés dans le domaine des ensembles industriels, clés en mains posé des problèmes spécifiques de gestion.
Nous recherchons pour notre siège de PARIS,

L'ADJOINT DE NOTRE CONTROLEUR DE GESTION

Le candidat retenu, de formation supérieure, possédera une expérience réussie (2 ans) de l'entreprise.

Il participera :
- à l'élaboration et au suivi des budgets
- à l'analyse mensuelle des résultats *(tableau de bord, commentaire)*
- à la réalisation d'études ponctuelles
- au perfectionnement des outils de gestion.

Merci d'adresser une lettre manuscrite C.V., photo et salaire actuel sous réf. 4570.

egor promotion 8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

SOCIETE INTERNATIONALE DE SERVICES
recherche pour Direction Restauration

responsable marketing

Le candidat âgé de 30 ans minimum, de formation Supérieure, aura, si possible, une expérience pratique de responsable d'une unité de restauration.

Il sera chargé, au niveau international :
- de l'analyse des résultats de l'exploitation,
- *des études de marché*
- de l'étude et de la promotion de produits nouveaux
- de l'animation et de la coordination de l'action *commerciale*
- de l'orientation et du suivi de la formation.

Ce poste qui implique des déplacements de durée limitée à l'étranger, offre des possibilités intéressantes d'évolution de carrière.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions salariales sous référence 5847 sur enveloppe à
JEAN REGNIER PUBLICITE
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.



GOULD

Société Multinationale Américaine spécialisée dans l'Instrumentation Electronique (BANLIEUE SUD)
recherche

CONTROLEUR DE GESTION

RESPONSABLE DE LA COMPTABILITE ANALYTIQUE

Rattaché au Directeur Financier, il supervisera une équipe de deux personnes et assumera : • le contrôle des coûts de production, • l'analyse de la rentabilité par ligne de produits, • le suivi des stocks, • le reporting.
Nous recherchons un candidat (HEC, ESSEC, SUP. de CO., MBA etc . . .), connaissant la comptabilité anglo-saxonne, *ayant eu 3 ans d'expérience à un poste* similaire (ou Audit), capable d'assumer la fonction de contrôleur. L'expérience du travail avec l'outil informatique serait appréciée. La parfaite connaissance de l'ANGLAIS est une garantie de pouvoir progresser au sein du groupe.

Adresser CV et prétentions sous réf. GI/10 à
COGEPLAN SELECTION
Tour de Lyon - 185, rue de Bercy
75012 PARIS.
à qui nous avons confié cette recherche.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

COGEPLAN

Schweppes

220 MILLIONS DE F. - FILIALE FRANÇAISE
(PETITE ÉQUIPE TRÈS PERFORMANTE)
DU GROUPE
CADBURY - SCHWEPPES INTERNATIONAL
recherche pour PARIS (quartier Ouest)

CHEF DE PRODUITS SENIOR

Bénéficiant des moyens importants d'un Groupe *International puissant.* IL AURA EN CHARGE LE DÉVELOPPEMENT : RECHERCHE DE NOUVEAUX MARCHES et LANCEMENT DE NOUVEAUX PRO*DUITS, de la phase d'analyse jusqu'au suivi de leur* lancement.

ÉVOLUTION IMPORTANTE
si savoir-faire et potentiel

OPPORTUNITÉ PASSIONNANTE
pour
CHEF DE PRODUITS EXPÉRIMENTÉ AYANT RÉALISÉ DES LANCEMENTS RÉUSSIS en PRODUITS ALIMENTAIRES (de préf.) ou *Produits* de G.C. A FORTE CONCURRENCE
BILINGUE ANGLAIS indispensable

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. *détaillé,* rémunération et photo ss réf. 4667 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS. 75017 PARIS

Les entreprises ont besoin de mini ordinateurs Hewlett Packard. Devenez leur spécialiste informatique.

Vendre un système informatique, c'est avant tout résoudre un problème.
Chez Hewlett Packard, nous mettons quotidiennement nos compétences ainsi que notre avance technologique au service de nombreuses entreprises. Compte tenu de notre forte croissance, nous désirons rencontrer des jeunes ingénieurs électroniciens et / ou informaticiens débutants ou confirmés intéressés par des postes (à Paris ou en province)

d'Ingénieurs commerciaux ordinateurs scientifiques ou de gestion.

Outre les réelles opportunités d'évolution, nous vous offrons une formation de 6 à 12 mois comprenant un stage en Europe ou aux *U.S.A.*. les produits issus de la technologie du 3[e] constructeur mondial de mini-informatique. ainsi qu'un puissant support logistique avant vente et après vente. Une voiture personnelle vous sera également fournie après période de formation.
Depuis plus de 20 ans, nous faisons progresser l'informatique ; venez continuer avec nous.

Les dossiers de candidature comprenant une lettre manuscrite, un CV et une photo sont à envoyer à Hélène Ducongé, Hewlett Packard, Service recrutement, 91947 Les Ulis Cedex Réf. 4243

HEWLETT PACKARD

média-system





Une carrière évolutive pour un jeune diplômé *école de commerce ou* de gestion

L'offre : Vous intégrer à l'équipe commerciale (55 personnes) et participer au développement de notre entreprise.

Dans un premier temps, vous serez responsable de l'administration des ventes (facturation - douane, transport, études générales...) et recevrez une formation à nos différents produits (biens industriels). Ce poste, qui est un tremplin, doit déboucher rapidement sur une fonction commerciale auprès d'un chef de produits.

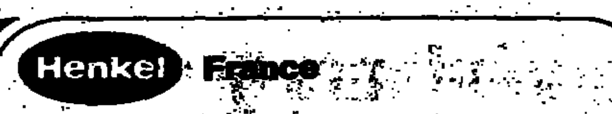
La rémunération est motivante et évolue en fonction de vos compétences.

Vous avez : Une formation supérieure (type ESC, ISG...) et un à deux ans d'expérience. *Mais vous pouvez aussi être débutant. Vous n'avez pas en tête un plan de* carrière précis, mais êtes ouvert aux opportunités qui se présentent et, chez nous, elles sont nombreuses. Ambitieux, vous avez le goût des négociations et êtes adaptable à des situations diverses.

Nous sommes : Une entreprise à taille humaine (850 personnes) appartenant à un *très grand groupe français multinational. Nos produits sont présents* dans toutes les activités industrielles. Nous sommes situés à 50 km au nord de Paris dans une région agréable.

Merci d'adresser votre C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 104175 M (à mentionner sur l'enveloppe) à notre Département « Industrie ». Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06



Henkel France

filiale d'un des premiers groupes chimiques européens, recherche pour coordonner l'activité liants et adjuvants dans plusieurs branches industrielles

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Il assurera, au niveau du siège, les relations avec la clientèle, la force de vente et les laboratoires de recherche appliquée. Il traitera toute la documentation technique. Il procédera en permanence à l'analyse du marché et gérera les produits.

Il a une expérience de 3 à 5 ans de vente ou d'application de produits chimiques organiques et parle allemand.

Écrire HENKEL FRANCE, Direction des Relations Humaines, BP 111 - 94250 GENTILLY, sous référence 2065

HAVAS CONTACT

GROUPE SG2

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE SERVICE ET DE GESTION
3000 personnes, 36 Agences en France, 16 Filiales à l'étranger.

SPÉCIALISTES DL1

souhaitant valoriser une bonne expérience de la programmation de *CICS/DL1* ou de IMS en prenant en charge des tâches variées ayant trait à la conception, à la programmation d'applications, à l'encadrement ou au conseil. Leur niveau de responsabilité dans notre société et le secteur d'activité sur lequel ils interviendront (banques, industrie, ...) seront déterminés en fonction de leur formation, de leur expérience et également de leurs affinités.

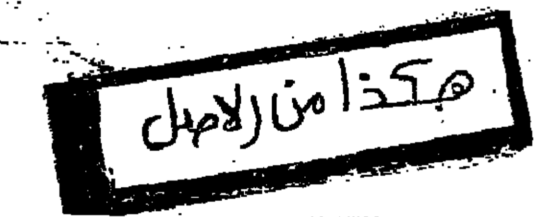
ANALYSTES-PROGRAMMEURS DE MAINTENANCE

Les candidats auront un minimum de 2 ans de pratique de Cobol sur matériel *IBM 370 ou 303 X. Ils seront chargés de la maintenance* d'applications bancaires importantes (plusieurs millions de mouvements traités quotidiennement).
Ils recevront pour cela une formation technique et bancaire. Certains postes sont organisés en équipe 3x8 avec compensations financières. De larges possibilités de perfectionnement et d'évolution leur seront offertes.

Adresser CV et prétentions sous références LC à SG2
12, avenue Vion-Whitcomb, 75016 PARIS.

HAVAS CONTACT





OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

LE CRÉDIT LYONNAIS

recrute pour sa

DIRECTION DE L'INFORMATIQUE et DE L'ORGANISATION

des

Ingénieurs grandes écoles

(débutants ou avec au maximum deux années d'expérience en informatique.)

Les fonctions qui leur seront proposées leur permettront ***d'acquérir une double formation informatique et bancaire***, débouchant sur des postes de responsabilités au sein de cette Direction.

Ils pourront, notamment, participer aux études de développement d'applications et de systèmes, déjà considérés comme parmi les plus avancés (bases de données, télétraitement...).

Un profil de carrière très ouvert devrait leur permettre d'évoluer dans les différents services de la Banque, tant en France qu'à l'étranger. Cette évolution exige non seulement des compétences techniques indiscutables mais aussi des aptitudes à la gestion, à la négociation et à l'exercice de responsabilités d'encadrement.

Les candidatures, accompagnées d'un CV, et d'une photo, sont à adresser, sous référence M/17, au

CRÉDIT LYONNAIS
Recrutement Cadres - 5, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS.



HAVAS CONTACT

CABINET JURIDIQUE
LEADER

dans un domaine particulièrement attractif
recherche

pour prendre en charge un secteur de son activité, assurer le contact clientèle et diriger un service de plusieurs juristes et secrétaires,

un DOCTEUR ou un LICENCIE EN DROIT

Haut niveau.

Qualités humaines, expérience minimum de 3-4 ans du type cabinet juridique. Anglais courant indispensable. Il peut s'agir pour un candidat de valeur d'une occasion de

CARRIERE EXCEPTIONNELLE.

Ecrire avec curriculum vitae et photo à M. Fruchard,
7, rue du Printemps - 75017 Paris
(réponse et discrétion assurées)

CONSEIL IMMOBILIER INTERNATIONAL

recherche

JEUNE INGENIEUR

- E.T.P., Centrale, Ponts, A et M,
- diplômé I.C.H. ou titulaire d'une formation juridique fiscale et économique applicable à l'immobilier,
- doté d'un bon dynamisme commercial.

Au sein du service :
INVESTISSEMENTS PROMOTION

Le candidat sera appelé à participer à toutes les phases du développement des projets (conception, montage, réalisation, commercialisation).
Envoyer CV à :

Weatheralls FRANCE
64, rue La Boétie 75008 Paris

Pompes Salmson - Groupe THOMSON

Société fabriquant et commercialisant des pompes industrielles et domestiques, recherche, pour son SECTEUR COMMERCIAL, un

ingénieur responsable de la formation

Dépendant du Directeur Commercial, c'est avec lui qu'il définira les besoins de formation et d'information de la Force de Vente (Ingénieurs et Techniciens France et Export) mais aussi des Clients.

Il sera responsable de la réalisation des actions prévues qu'il assurera lui-même et/ou en collaboration avec des spécialistes de l'entreprise ou de la profession, en fonction de leur nature et de ses compétences personnelles. Il disposera pour ce faire d'un Budget.

Nous choisirons un Ingénieur plus particulièrement compétent en hydraulique et/ou électro-mécanique, mais nous attacherons une importance primordiale à ses qualités humaines (disponibilité, puissance de persuasion et sens pédagogique).

Poste basé à St Cloud. Déplacements France et Etranger : Anglais souhaité.

Veuillez adresser à Claude LAMY, sous réf. 105120, un dossier complet de candidature (lettre de motivation manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions).

S ORION 35 rue du Rocher 75008 Paris

GERER ET ANIMER LES ACHATS

W.R. GRACE, groupe multinational, largement implanté en Europe (8500 personnes dans 15 unités opérationnelles) recherche un

DIRECTEUR DES ACHATS

pour sa principale filiale française (à 40' de Montparnasse, à 13 km de Rambouillet) qui emploie 1000 personnes et réalise un CA de 500 millions de Francs.

Cette unité fabrique et commercialise des films plastiques, des joints caoutchouc et des spécialités chimiques diverses.

Responsable d'une équipe de douze personnes, il gèrera un important budget, optimisera les méthodes et structures du service et négociera les gros contrats d'achats (matières premières, équipements, services, etc...).

Ce poste sera confié à un "LEADER" qui a fait preuve de réelles qualités de GESTIONNAIRE, ANIMATEUR et NEGOCIATEUR dans une fonction similaire ou à la tête d'un service de production, d'engineering, de développement, etc... de préférence dans l'industrie chimique.

INGENIEUR GENERALISTE ou CHIMISTE, âgé de 35 ans environ, il parle couramment Anglais et si possible Allemand. Il trouvera dans le développement des activités du groupe, en France et en Europe, grâce à ses qualités d'entrepreneur et à son potentiel, de réelles perspectives de carrière.

F. RAMON, vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature.

STE GRACE - B.P. 10 - 28230 EPERNON.

GRACE

JEUNES INGÉNIEURS

(généralistes, mécaniciens, automaticiens, physiciens, chimistes...)

Nous vous proposons de débuter ou d'orienter votre carrière dans les domaines suivants :

Production
Etudes
Recherche
Développement
Informatique

Notre société est française. Sa dimension est internationale.
Elle occupe le premier rang mondial dans sa spécialité.
Elle conçoit et fabrique des produits diversifiés, mettant en œuvre des techniques d'avant-garde.
Elle offre à des hommes et des femmes de caractère des possibilités d'évolution à leur mesure.

Ecrire en joignant curriculum-vitae et photo à INTERMEDIA n° 423 – 59 rue La Fayette - 75009 PARIS — Discrétion assurée

L'IRCAM
recrute un

ingénieur - système

chargé de maintenir les moniteurs et le logiciel de base de ses PDP 10 et PDP 11 dans un contexte de laboratoire de recherche, et d'assurer l'interface avec les programmes d'applications.

Expérience souhaitée : programmation système TIME-SHARING, Assembleur, langage de haut niveau (EG - PASCAL). Expérience du PDP 10 et PDP 11 appréciée.

Ecrire avec C.V. et prétentions au :
Service du Personnel - IRCAM
31, rue Saint Merri - 75004 PARIS

Des techniciens pour un grand de l'automatisation

TELEMECANIQUE, un des leaders européens des constituants pour automatismes industriels (11 000 personnes dans le monde, des filiales dans 24 pays, une représentation dans 68 autres pays, 32 % du CA réalisé à l'export) recherche 4 techniciens pour faire face au développement de ses activités.

■ Technicien de développement d'applications

Titulaire *d'un BTS ou DUT en électronique, il devra* posséder des connaissances en microélectronique, microprocesseurs et interfaçage industriel ainsi qu'une expérience industrielle de 2 à 3 années.

Il se verra confier l'élaboration et la mise au point de systèmes. (Réf. 786 T1/M)

■ Technicien de pré-développement et recherche appliquée

Titulaire d'un BTS ou DUT en électronique. Il justifiera d'une expérience industrielle de 5 à 10 années.
Il aura pour mission l'élaboration et la mise au point de montages électriques et électroniques. (Réf. 787 T2/M)

■ Technicien d'études

Titulaire d'un BTS, le candidat retenu sera débutant et libéré du service national.
Il participera à la conception de produits nouveaux (électromécanique). (Réf. 788 T3/M)

■ Technicien de mesures de grandeurs physiques

Débutant, il possédera un BTS ou un DUT (mesures physiques) et sera libéré du service national. Il se verra confier des missions au sein d'un atelier *pilote. (Réf. 789 T4/M)*

Pour ces postes à pourvoir dans nos établissements de *NANTERRE, nous vous* remercions d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence du poste à MEDIA P.A. 9, Bd des Italiens 75002 PARIS, qui transmettra. (Réponse et discrétion assurées).

MEDIA



Telemecanique

CHAINE HOTELIERE INTERNATIONALE
réalisation et exploitation d'hôtels neufs France et Etranger
recherche pour la Direction Générale

DIRECTEUR D'AFFAIRES

Le titulaire du poste aura la responsabilité, en liaison avec les services fonctionnels de la Société, de la promotion et du suivi des opérations depuis la recherche des terrains jusqu'à l'ouverture des hôtels.

La réussite dans ce poste implique, outre un haut degré d'initiative, des qualités de négociateur, d'analyse économique et commerciale.

Nous souhaitons un candidat, âgé d'au moins 30 ans, de formation Supérieure, qui pourra justifier d'une responsabilité budgétaire importante et d'une propension au travail d'équipe.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions salariales sous référence 5596 à JEAN REGNIER PUBLICITE - 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

BRAS DROIT

Pour commander 600 personnes réparties dans une centaine d'unités, vous devez avoir l'expérience d'un poste opérationnel, connaître les techniques de base de gestion du personnel, et disposer de la psychologie indispensable pour ce type de poste.

Notre affaire (C.A. 81 : 1,4 milliard) est exclusivement commerciale et le produit que nous vendons est très attrayant. Vous devez donc avoir eu pendant quelques années l'expérience de la vente de préférence à des Firmes ou chez un distributeur au grand public.

Notre nom est ancien. Notre personnel a eu et a encore la possibilité de faire carrière par promotion interne. Votre souplesse vous permettra de vous adapter aux usages, mais votre détermination vous permettra d'imposer de nouvelles habitudes pour maintenir notre position de leader.

Nous sommes enfin une Filiale d'un Groupe International important.

Vos possibilités de carrière seraient multiples.

Nous vous remercions d'adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 5820 sur enveloppe à : JEAN REGNIER PUBLICITE 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

هكذا من الاصل

TOTAL

Compagnie Française des Pétroles

Dans le cadre du développement de différents champs pétroliers, la Direction Développement de TOTAL EXPLORATION PRODUCTION recherche le

RESPONSABLE de son SERVICE PROCUREMENT

Dans les domaines de :
- l'Achat de matériels et d'équipements,
- l'inspection en usine de ces matériels et équipements,
- l'Acheminement de ces matériels et équipements vers les sites de construction,

sa responsabilité sera de :
- définir les règles d'exercice de ces activités,
- procéder à la mise en pratique de . ces règles chez les prestataires,
- expertiser les résultats de fonctionnement des prestataires.

Diplômé de Grande Ecole, le candidat aura acquis au moins dix ans d'expérience dans ces domaines, et, si possible, à un niveau de responsabilité équivalent. Une très bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire. Basé à Paris, le poste nécessite de fréquentes missions à l'étranger.
L'évolution de carrière ultérieure sera facilitée par une disponibilité à l'expatriation.

Si ces perspectives vous intéressent, veuillez envoyer lettre manuscrite, curriculum vitaë et photo au Service Recrutement de TOTAL EXPLORATION PRODUCTION, 39 à 43 Quai André Citroën 75739 PARIS CEDEX 15, sous la référence 1 MO 11.

Sté de Lotissement, filiale du Groupe Bouygues, recrute un

RESPONSABLE FONCIER

REGION PARISIENNE

Lieu de travail : Cergy (95)
Noisy-le-Grand (93)

Vous êtes de formation supérieure, très disponible et dynamique, négociateur. Vous avez une première expérience de recherches d'opérations de lotissement, vous souhaitez vous affirmer au sein d'une structure nouvelle aux objectifs ambitieux.

Saisissez cette chance, rejoignez-nous:
Avantages en rapport (fixe et intéressement + voiture de fonction).

Adressez C.V. détaillé, photo et prétentions à :
Mme Damien - France Cottages
204, Rond Point du Pont de Sèvres
92516 BOULOGNE CEDEX





Société d'Ingénierie exerçant son activité dans la construction de grands ensembles du secteur du cycle du combustible nucléaire

recherche :

Des INGENIEURS diplômés Grandes Ecoles

(Centrale, Ponts & Chaussées, Arts et Métiers, SUPELEC, INSA, I.E.G. ou équivalent)

de formation principale en :
- Mécanique ou Génie mécanique
- Génie civil
- Electromécanique et Automatisme
- Génie chimique

Les postes sont à pourvoir pour l'un des domaines suivants :
- l'analyse fonctionnelle d'une chaine de fabrication en vue d'en créer le système de gestion
- l'étude et l'analyse de conduite de systèmes au niveau des installations (électromécanique et automatisme)
- la coordination des études et le suivi du planning sous la responsabilité d'un Chef de Projets et en liaison avec les divisions spécialisées et le bureau d'études
- l'étude et la réalisation du gros-œuvre des unités de traitement et des constructions métalliques haute technologie
- l'étude du choix des équipements mécaniques pour les postes «opérations» et le convoyage automatique
- la conception et la réalisation d'une unité «Fluides», partie non électrique
- l'installation générale.

Selon le poste, nous souhaitons recruter :
- soit des ingénieurs confirmés ayant déjà l'expérience de l'ingénierie,
- soit de jeunes ingénieurs ayant une première expérience.

Ces postes demandent le sens du dialogue et du travail en équipe.

Des ACHETEURS Cadres

chargés, en liaison avec les services techniques, de la préparation et du lancement des appels d'offres, de la négociation, de la rédaction des commandes et du suivi commercial.

Expérience de la fonction - 5 à 10 ans dans une Société d'Ingénierie, ou spécialisés dans la réalisation d'ensembles industriels, clés en mains.

Des AGENTS TECHNIQUES confirmés

pour ordonnancement et suivi de planning, connaissant méthodes PERT et Potentiels avec expérience de planification tous corps d'état, notions de dessin industriel et sens de la rédaction.

Des AGENTS TECHNIQUES ELECTROMECANICIENS BT ou BTS

avec expérience de bureau d'études et bonne connaissance des équipements moyenne et basse tensions.

Ces postes sont à pourvoir en proche Banlieue Sud de Paris.

Ecrire avec CV, photo et prétentions à Chef de Personnel, USSI, 116, avenue Aristide Briand, BP 72, 92223 BAGNEUX.
Discrétion assurée.

SAINT-GOBAIN INTERSERVICES

Souhaite intégrer à l'une de ses équipes techniques informatiques un

INGÉNIEUR OU SCIENTIFIQUE DE HAUT NIVEAU

Débutant ou première expérience informatique.

Ses activités s'orienteront vers le Système.
Un candidat non informaticien, mais de bon niveau, recevra une formation à l'Assembleur et aux techniques utilisées par notre entreprise.
Lieu de travail : PARIS-OUEST.

Les dossiers de candidature, accompagnés d'un CV, sont à adresser sous la réf. 71669 M à :

GROUPE ETHNOS
Conseil en Recrutement
Membre de Syntec-Informatique
9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

GESTION DES CADRES FORMATION, RECRUTEMENT...

Filiale (1100 personnes) d'un grand groupe industriel, nous désirons développer ce secteur de la «Fonction Personnel».

Nous souhaiterions rencontrer de jeunes spécialistes de ces questions afin de leur exposer notre projet. Ceux-ci auront 2 à 3 ans d'expérience professionnelle dans le milieu industriel, une formation juridique supérieure et seront titulaires d'un 3e cycle de spécialisation de type CIFFOP, IGS, CELSA, etc.

Le poste est à pourvoir au siège social de la Société, situé dans la proche banlieue de Paris (Quartier de la Défense).

Veuillez adresser sous réf. 71648/LM, lettre de candidature, CV + photo à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT



Cii Honeywell Bull

pour renforcer ses équipes de développement recherche

INGENIEURS LOGICIEL

Diplômés Grandes Ecoles (option informatique), ils rejoindront les équipes de haut niveau, responsables du développement de logiciel de base des grands et moyens systèmes : bases de données, système, langages, transactionnel ...
Lieu de travail : Paris 20ème, puis Banlieue Ouest.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 142 M (à préciser sur l'enveloppe) à Cii Honeywell Bull - PC 0G021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

IMPORTANT HOLDING FRANÇAIS DE RÉPUTATION INTERNATIONALE
CHAMPS-ÉLYSÉES
recherche

UNE ATTACHÉE DE DIRECTION

POUR ASSISTER LE DIRECTEUR PLANIFICATION FINANCES, CONTROLE DE GESTION

30 ans minimum
B.T.S.S. - Niveau licence
Parfaite bilingue anglais
(conversation, correspondance, sténodactylo).

- Possédant au moins 5 ans d'expérience dans une société similaire à vocation Export.
- Discrétion à toute épreuve.
- Courtoisie, diplomatie.
- Excellent standing.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions sous référence n° 1.369 à :

Centre de Psychologie et d'Efficience
17, rue des acacias, 75017 Paris

LEADER DE L'INFORMATIQUE TEMPS REEL
SCIENTIFIQUE - INDUSTRIELLE - TELECOMMUNICATIONS

MODCOMP FRANCE recherche

ingénieurs commerciaux

3 ans d'expérience de vente de systèmes temps réel dans ses domaines d'application.

ingénieurs technico-commerciaux

5 ans d'expérience technique de l'informatique temps réel dans ses domaines d'application.

Adresser C.V. — photo à MODCOMP FRANCE - Service du Personnel
17, rue des Solets — SILIC 115 — 94513 RUNGIS CEDEX.

MODCOMP

IMPORTANTE ENTREPRISE
PROCHE BANLIEUE NORD-OUEST

Etudiant et réalisant des systèmes de Télécommunications *civils et militaires en France et à l'étranger, recherche*

UN INGÉNIEUR

E.S.E. ou EQUIVALENT (Réf. 143)
Il sera chargé de la conception et du calcul des équipements d'alimentation en énergie électrique de relais de Télécommunications.

UN INGÉNIEUR

A.M. ou EQUIVALENT (Réf. 212)
Il participera à des études et réalisations d'infrastructures de stations de télécommunications.

- De préférence, quelques années d'expérience.
- Disponibilité pour déplacements en France et étranger.
- Bonne connaissance de l'anglais.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions (sous réf. 131) à Trendances, 41, av. Friedland, 75008 Paris, qui transmettra.

Nous sommes l'un des bons fabricants et importateurs français de composants et de systèmes électroniques. Notre CA dépasse les 500 MF. Notre Président cherche pour notre siège à Paris (banlieue Ouest), notre

secrétaire général.

Celui-ci donne à une fonction existante une nouvelle dimension en étant l'homme de la gestion quotidienne (fonctionnement pratique du siège, gestion, recrutement et formation du personnel), mais surtout celui de l'organisation et du plan (organisation générale et procédures, plan informatique, plan humain, contrôle de gestion de filiales à l'étranger). Il fait partie de la petite équipe de direction générale.
Vous avez 35 ans au moins, êtes HEC, ESSEC, X, ECP... et avez une expérience variée en organisation, audit, informatique ; mais vous avez aussi dirigé et géré des hommes et pris des décisions dans des affaires modernes.

Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 3996LM).

un analyste de gestion pour seconder notre directeur financier.

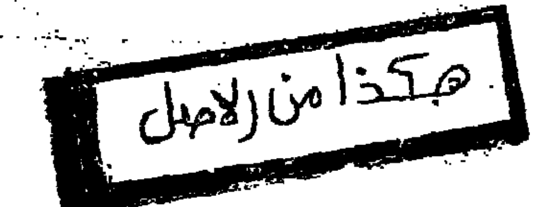
Nous sommes une importante société de commerce international en expansion. Notre directeur financier cherche un analyste de gestion pour analyser, contrôler et améliorer le tableau de bord de la société et de ses filiales. Il effectue des analyses économiques et financières, participe à l'amélioration des procédures, procède à toutes études ponctuelles qui peuvent lui être confiées.
C'est un cadre, diplômé d'une grande école de commerce option finances et gestion *(ou possédant des diplômes équivalents)*. Son expérience lui permet de bien connaître les techniques de gestion, de préférence dans un contexte international. Une bonne maîtrise de l'allemand est un atout supplémentaire pour ce poste à la rémunération attrayante et localisé à Paris dans un agréable quartier d'affaires.

Notre consultant, G. BARDOU, vous remercie de lui écrire (réf. 3990 LM).

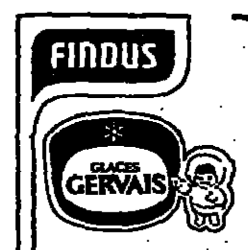


ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC



FINDUS



FRANCE GLACES FINDUS

Groupe Nestlé

Notre développement nous amène à renforcer nos équipes en recrutant

chef de distribution régional

De formation SUP de CO ou équivalent, le candidat âgé d'environ 30 ans pourra justifier d'une expérience de gestionnaire et d'animateur d'hommes dans un poste similaire, afin de prendre la responsabilité au sein d'un de nos centres :
— des problèmes de stockage et de distribution ;
— de la gestion administrative et informatique ;
— de l'animation d'une équipe de 40 collaborateurs.
Adversaire convaincu de l'immobilisme, il acceptera, de temps à autre, de changer d'air pour contribuer au développement de nos différents centres de distribution.

Référence CDR

assistants chef de produits

De formation HEC, ESCP, ESSEC, ESCAE, ... débutants ou avec une première expérience du marketing, les candidats auront déjà fait preuve de leur efficacité face à des situations difficiles par leur puissance de travail et leur faculté d'adaptation.

Ces postes basés à notre Siège Social, leur permettront d'aborder un marketing complet sur des marchés porteurs.

Référence ACP

adjoints chef de distribution régional

De formation SUP de CO ou équivalent, débutants ou ayant une première expérience, ils auront pour mission de seconder efficacement le CHEF DE DISTRIBUTION.

Référence ACDR

PLUS QUE DES POSTES, NOUS OFFRONS DES CARRIERES.

Adressez-nous votre CV, accompagné d'une photo et de vos prétentions en précisant la référence du poste choisi
FRANCE GLACES FINDUS — Direction du Personnel - 4, rue Brantôme - 75152 CEDEX 03.

pmid

La SOGEP, FILIALE DU GROUPE REDOUTE

Nous sommes une jeune Société: créée en 1973, nous comptons actuellement 800 personnes. Notre activité: la livraison à domicile de colis par l'intermédiaire de 25 agences réparties sur toute la France. Pour faire face à notre développement, nous recherchons:

UN JEUNE INGÉNIEUR

Dans un premier temps, il nous aidera à optimiser notre outil informatique (Digital, Équipement P.D.P 11/34 CTF 500 256K mémoire centrale) et à mettre en place les programmes dont nous avons besoin: gestion de personnel, gestion budgétaire, gestion parc de véhicules... Dans ce cadre, il aura des contacts avec tous les utilisateurs et sera l'interlocuteur privilégié des sociétés de service avec qui nous travaillons. A terme, il deviendra le responsable de notre service Informatique.

Le candidat que nous attendons est un jeune Ingénieur ayant suivi une option informatique. Ses qualités de contact lui permettront de s'intégrer rapidement à une équipe de 25 personnes.

Le poste est à pourvoir à notre Siège Social à Boissy-St-Léger à proximité immédiate du RER.

Merci d'envoyer votre candidature (Lettre avec CV, photo et prétentions) sous référence 81.15.38 à Bernard DESTREBECQ

LA REDOUTE
Direction des Affaires Sociales
57, rue de Blanchemaille
59100 ROUBAIX

La Redoute

Au cœur de la vie économique . . .

IBM est au cœur de la vie économique française.
Elle emploie, aujourd'hui, plus de 20.000 personnes en France.

Une technologie de pointe et des produits nouveaux nous permettent de progresser régulièrement.
Nous avons l'intention de poursuivre ce développement.
C'est pourquoi notre Division ORDINATEURS propose d'exercer la fonction d'INGENIEUR COMMERCIAL à de

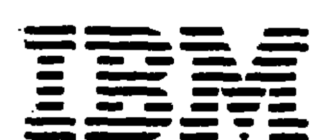
JEUNES DIPLOME(E)S GRANDES ECOLES

DEBUTANTS, de formation COMMERCIALE ou SCIENTIFIQUE.

Nous leur confierons en PROVINCE ou à PARIS une mission de grande responsabilité : proposer aux Entreprises les matériels ou services informatiques IBM les plus adaptés à leurs besoins.

Mobilité géographique et bonnes connaissances en anglais sont nécessaires.

J.P. ASTOR recevra avec intérêt votre candidature adressée sous référence DO/05 à : Compagnie IBM France
2, rue de Marengo - 75001 PARIS.



GROUPE
SG2
SOCIETE GENERALE DE SERVICE ET DE GESTION

dans le cadre du développement de son activité « Réseaux » recherche

—Ingénieurs-Informaticiens expérimentés

ayant une bonne connaissance des architectures de réseaux.

Réf. : ACR1

—Ingénieurs-Informaticiens débutants

voulant se spécialiser dans ce domaine.

Réf. : ACR2

—Programmeurs/ Analystes-Programmeurs.

Expérience assembleurs minis et micros dans un environnement temps réel, téléinformatique.

Réf. : ACR3

Écrire avec C.V. et prétentions, sous réf. correspondante, à SG 2, 12-14, avenue Vion-Whitcomb - 75016 PARIS.

HAVAS CONTACT

SOCIETE IMMOBILIERE d'importance nationale, filiale d'un puissant Groupe Financier du secteur public recherche des

INGENIEURS chargés de la qualité

Dans un premier temps, les titulaires des postes seront affectés au Siège à Paris et placés en formation auprès de la *Direction Technique. Au cours de cette période,* ils seront appelés à effectuer des missions d'assistance auprès des unités opérationnelles décentralisées.
Au terme d'une période de 1 à 2 ans, ils recevront une affectation de Chargés de la Qualité en matière de logement dans une des implantations régionales de la Société en France métropolitaine.
Possibilités d'évolution vers des postes de CHARGES D'OPERATIONS. Diplôme d'Ingénieurs exigé (E.T.P. - C.N.A.M. . . .).

Adresser C.V. et prétentions sous la référence 3891 à :

O/P organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.



THOMSON-CSF

Division T.V.T.

recherche pour
Banlieue NORD et SUD-OUEST

AGENTS TECHNIQUES

Pour études et développement de récepteurs radars et de systèmes d'aide à la navigation.

Mise au point de prototypes.
Formation B.T.S. - D.U.T. option électronique, avec expérience souhaitée en analogique (moyenne et hyperfréquences) logique T.T.L. et en informatique.

Déplacements occasionnels en France et à l'étranger.

Prière envoyer C.V. et photo sous n° 96.944, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Schlumberger

dans le domaine

MESURE ET REGULATION

recherche des

chefs de personnel

Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation supérieure complétée si *possible par une spécialisation dans le domaine du personnel et par une expérience de* 3 à 5 ans dans une fonction de généraliste.

Responsable de tous les aspects de la fonction (recrutement, formation, relations sociales, gestion prévisionnelle du personnel, gestion administrative...), vous aurez la charge, dans un premier temps, d'une petite unité autonome en région parisienne. *Votre évolution vous permettra de prendre des responsabilités nouvelles au sein de* différentes unités du groupe Schlumberger, ce qui suppose une mobilité géographique.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature à France Sticotti, C.D.C., BP 56, 92123 Montrouge cedex.

média-system





Centre National d'Études des Télécommunications

Ingénieur informaticien haut niveau

Diplômé d'une Grande Ecole, il a 5 ans d'expérience au moins en *informatique de gestion.* Il sera susceptible de participer à la conception et au développement de systèmes de gestion comportant des applications temps réel sur ordinateur. Des contacts fréquents avec les utilisateurs exigent un sens marqué des relations humaines. L'anglais lu, écrit et parlé est *indispensable. Adressez CV photo* et prétentions sous réf. 507 M à notre conseil : Joëlle DUJOUR.

ALPHA CDI.
59, rue St Didier - 75116 PARIS.

GROUPE BANCAIRE
PARIS 8ème
recherche

ATTACHES COMMERCIAUX

DUT techniques de commercialisation ou Licence Sciences Economiques.

Chargés d'un secteur dans lequel ils auront la responsabilité du développement des activités du Groupe à l'intérieur d'une unité décentralisée.

Poste autonome et évolutif demandant dynamisme, initiatives et disponibilité.

Adresser C.V. + photo (indispensable) sous référence *7653* à :



qui transmettra.

UNE ELECTRONIQUE DE POINTE POUR L'AERONAUTIQUE

Notre appartenance à l'un des tout premiers groupes français d'AERONAUTIQUE vous assure le meilleur environnement possible. *Dans le cadre de la maintenance d'un très important programme* d'équipements automatisés embarqués (à base de microprocesseurs, Hard et Soft) nous recrutons de

jeunes ingénieurs électroniciens

(ENI Brest, ENSEEIH Toulouse, ENSERM Bordeaux, EFRP Paris, TELECOM).

Ces fonctions très formatrices dans un secteur particulièrement *dynamique ouvrent de larges horizons. (La connaissance de l'Anglais est nécessaire).*

Nous vous présenterons nos projets et perspectives.
Faites-nous part de vos aspirations et motivations
en adressant votre candidature détaillée sous référence 3885 à :

O/P organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

هكذا من الاصل

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

STC

STORAGE TECHNOLOGY CORPORATION

leader
dans les périphériques de hautes performances

Constructeur à moyen terme :

- d'ordinateurs compatibles haut de gamme,
- de contrôleurs de communications,

recrute

des INGÉNIEURS SYSTÈMES

- Expérience pratique MVS (expérience OS/VS trois ans) ;
- *Sens du contact humain et commercial ;*
- Désir de s'intégrer à une équipe dynamique

POUR FOURNIR UN SUPPORT SYSTÈME A NOS INGÉNIEURS COMMERCIAUX

- 150.000-200.000 F/an ;
- Voiture de fonction ;
- Réelles possibilités d'évolution compte tenu de l'expansion de la société.

Adresser C.V. à Sam TAUB, S.T.C., B.P. 96, 3, rue de l'Arrivée - 75749 PARIS Cedex 15.

---

*annonce parlée**

Important Groupe Français National leader dans la distribution de matériel électrique et électronique recherche pour une de ses filiales en région parisienne

Chef des services comptables et financiers

Ce poste conviendrait à un (e) diplômé (e) DECS ou équivalent ayant acquis une solide expérience. Il se verra confier des responsabilités étendues dans les domaines comptables, fiscaux, financiers et administratifs.

** Avant de faire acte de candidature, prenez connaissance par téléphone du descriptif détaillé de cette offre conçu pour vous par SVP Information Carrière. Vous serez informé immédiatement en toute discrétion et notre rencontre s'en trouvera accélérée. Appelez le 763.11.15, référence 1069*

SVP Information Carrière
7 rue de Logelbach 75017 Paris.



Olympia International

Département : **GESTION**

Une nouvelle arme pour les

INGENIEURS COMMERCIAUX

de la Micro-Informatique :

le BOSS

Un salaire confortable étroitement lié aux résultats.

Vous avez l'envergure pour vendre ce «MICRO».

Débutants (tes) et confirmés (ées), de formation supérieure, libres rapidement, proposez votre candidature : lettre manuscrite *CV, photo à la Direction du Personnel* OLYMPIA FRANCE S.A.
10, av. Réaumur - 92142 Clamart Cedex

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION
de gros matériel thermique et nucléaire
située à VELIZY (78)
recherche pour son département NUCLÉAIRE

UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES

- Ingénieur (grandes écoles), Mines, Ecole centrale, Arts et Métiers ou équivalent.
- Débutant ou quelques années d'expérience.
- Il sera chargé de la coordination et du suivi technique et commercial d'affaires importantes dans le domaine des échangeurs ou des installations de traitement d'effluents pour réacteurs nucléaires.
- Il interviendra tant au stade de la préparation d'offres qu'à celui de l'exécution de commandes.
- Anglais indispensable.
- Allemand ou espagnol souhaité.

Adresser curriculum vitae et prétentions sous n° 2.750 à SWEERTS, B.P. 269, 75424 Paris Cedex 09, qui transm.

Ingénieurs Informaticiens

débutants et expérimentés

Constructeur informatique, filiale d'un très important *groupe industriel français, recherche, pour la région parisienne,* des ingénieurs informaticiens formation écoles d'ingénieurs, DEA d'informatique ou équivalent.

Assistance technico-commerciale avant-vente :

2 à 5 ans d'expérience mini-informatique temps réel, connaissance Mitra ou Solar appréciée. (Réf. ITC 1)

Assistance technique après-vente :

conseil à la réalisation d'applications sur produits de gestion interactive. (Réf. ITC 2)

Débutants ou plusieurs années d'expérience en informatique de gestion.

Envoyez lettre manuscrite, C.V. et photo en précisant le poste choisi, et en indiquant sur l'enveloppe la réf. 783 à



9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées)

ORGACONSEIL

ORGANISATION ET CONSEIL D'ENTREPRISE

recherche

INGENIEURS GRANDE ECOLE débutants

Adresser votre curriculum vitae à
ORGACONSEIL
55, Quai de Grenelle - 75015 Paris

SOURIAU

Leader européen de la connexion

EN EXPANSION CONSTANTE

recherche

INGENIEUR PRODUCTIVITE

- Une première expérience acquise dans un bureau d'études, un service méthodes ou en Production, vous a donné le goût des [illegible] et le souci de la rentabilité.
- Nous vous proposons de [illegible] notre équipe Productivité chargée auprès des différents secteurs de l'entreprise et en particulier [illegible], de *préparer et d'animer des actions de Productivité.*
- Ce poste implique autonomie, persuasion, sens technique, goût des contacts. Il doit préparer [illegible] à une carrière intéressante [illegible] en développement.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. et prétentions *sous référence 81.03, SOURIAU, 11, rue Galliéni* 92100 BOULOGNE.

CENTRE TECHNIQUE INDUSTRIEL
Grande Banlieue Nord de Paris
recherche
pour lui confier la responsabilité et la coordination des actions d'information, de conseil et d'assistance menées en faveur des industriels en *matière* d'ECONOMIE d'ENERGIE

UN INGENIEUR

ARTS et METIERS ou équivalent

40 ans minimum,
ayant une solide expérience en installations thermiques et en économies ou récupération d'énergie.

Cet ingénieur sera un homme de contact et de « terrain ».

Des déplacements fréquents et de courte durée sont à prévoir.

Connaissance de l'anglais souhaitée.

Adresser lettre de candidature, CV et prétentions à No 96.766
CONTESSE et CIE
20, av. de l' Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Un des plus importants groupes industriels français, d'envergure internationale, recherche pour étoffer le Service Juridique de son siège social à Paris, un

JURISTE CONFIRMÉ

ayant, outre une solide formation de base - 3e cycle universitaire ou *Institut d'Études Politiques* par exemple - au minimum 5 années d'expérience professionnelle, soit comme juriste d'entreprise, soit en cabinet conseil, avec des compétences particulières en droit des sociétés et dans le domaine des contrats. Anglais indispensable.

Adresser lettre de candidature avec indication de la rémunération actuelle ou souhaitée, sous réf. 37.513 à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

Discrétion absolue assurée.

HAVAS CONTACT

IMPORTANTE SOCIETE
SECTEUR DE POINTE
(9 000 personnes - 7 milliards C.A. - 45 filiales)

recherche pour son Siège Social
(Banlieue Sud-Ouest Paris)

SERVICE CONTROLE DES FILIALES :

CADRE DEBUTANT

pour prendre en charge différentes tâches administratives et financières intéressant la gestion des filiales du groupe.
FORMATION : *le candidat devra être diplômé de l'enseignement supérieur* (Ecole de Commerce - DECS), avoir de bonnes connaissances comptables et la pratique de langues étrangères (Anglais indispensable, autres langues appréciées).
Il devra être disponible pour des déplacements en France et à l'Etranger.
Possibilités d'évolution de carrière dans la société ou ses filiales françaises ou étrangères.

Pour tous renseignements complémentaires écrire avec curriculum vitae, photo et prétentions à
N° 1181 telex PA
34, bd Haussmann, 75009 PARIS qui transmettra

Recherchons VIe arrondissement

MAQUETTISTE

pour revue mensuelle de grande diffusion à caractère culturel et artistique.
Connaissances et pratique des techniques de presse, des arts graphiques et de l'imprimerie indispensables.
Env. C.V. et prét. s/réf. n° T886.177 M, Régie-Presse, 85 bis r. Réaumur, 75002 Paris.

CABINET RAVASSE

recherche
pour PMI 100 personnes
Filiale française d'une multi-nationale

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Ce cadre énergique de 35 ans minimum sera avant tout *EXCELLENT GESTIONNAIRE,* devra avoir fait ses preuves en PMI et avoir une bonne connaissance de l'espagnol.

Adresser C.V. manuscrit détaillé photos et prétentions

Cabinet RAVASSE
1, rue du Départ
75014 PARIS

Important groupe

INGÉNIEURS SYSTÈMES

2 ans expérience H.B. 66.
Les ingénieurs débutants sont acceptés, formation assurée.

INFORMATIS SÉLECTION
26, rue Daubenton, 5e.
Tél. 337-99-22.

Entreprise T.P. à MONTROUGE (porte d'Orléans) recherche

COMPTABLE DAME

25 ans minim., 5 ans expér. comptab. gale et analytique. Libre rapidement.
Adr. C.V. et prét. s/réf. 7684, à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

SOCIETE POUR L'INFORMATIQUE — SPI

INGENIEURS COMMERCIAUX EN INFORMATIQUE

Notre division progiciel est une réussite. Elle a beaucoup d'ambition et recherche les moyens nécessaires pour atteindre un nouvel objectif : le doublement de son chiffre d'affaires dès cette année.

Cette nouvelle politique nous conduit à recruter des

INGENIEURS COMMERCIAUX,

fortement motivés par les réalités de l'entreprise et ayant une expérience réussie de la négociation avec les décisionnaires (dans le domaine du service informatique). Nos produits sont compétitifs, nos équipes techniques vous assureront un appui à la hauteur de nos ambitions.

Nous vous proposons une formation adaptée et une *rémunération fixe très motivante.*

Adressez votre candidature à :
SPI - *Service des Affaires Sociales*
98, boulevard Victor Hugo - 92115 CLICHY

PECHINEY UGINE KUHLMANN

EUROSOFT TELEMATIQUE ESPACE

Nouvelle filiale du Groupe EUROSOFT spécialisée dans les techniques de pointe, recherche

INGENIEURS D'ETUDES
INGENIEURS-CONCEPTEURS
et CHEFS DE PROJET

(postes à pourvoir à Toulouse et à Paris)

- *Département micro-informatique*
- Département télématique (systèmes de télécommunication, de télédétection et de traitement d'images).

Envoyer C.V., photo et prétentions à EUROSOFT TELEMATIQUE ESPACE
J.C. FRAVAL Directeur des Opérations
45, Bld *Riquet* 31000 TOULOUSE et
38, Bld Henri Sellier 92150 SURESNES

IMPORTANTE ENTREPRISE FRANÇAISE
recherche pour son département OFFSHORE

1 INGÉNIEUR

- Exp. montage de structures métalliques (bâtiment, engins flottants, grands ensembles chaudronnés).
- Exp. chiffrage, estimation temps, choix de matériel, contrôle devis en exécution.

Bonnes connaissances de l'anglais souhaitées.
Déplacements fréquents de courte durée.
Qualités humaines : facilités de travail en équipe, esprit rigoureux.

Lieu de travail : PARIS - BOULOGNE

Adresser lettre manuscrite + C.V., sous n° 96.298, à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

---

steria

Vous voulez développer vos talents personnels dans des domaines techniques de pointe, toujours nouveaux, souvent difficiles.

Vous avez le sens des contacts humains,

Vous êtes

INGENIEURS Electroniciens ou Automaticiens

ayant de 1 à 4 ans d'expérience en informatique temps réel,

STERIA INGENIERIE

vous propose de rejoindre ses équipes travaillant *à la* réalisation de systèmes avancés en automatique, robotique, télésupervision, simulation, C/FAO et d'équipements modernes de communication.

Vous travaillerez dans un environnement caractérisé par :

- un grand dynamisme,
- une grande expérience,
- un esprit d'équipe développé.

Envoyez votre curriculum vitae à :

steria
J.C. NARCONTI
STERIA
26, Av. de l'Europe
78140 VELIZY-VILLACOUBLAY



THOMSON-CSF

recherche :

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Position II

Ingénieur chargé d'affaires
Domaine d'activités :
- Télécommunications, radars, systèmes d'armes marines et terrestres.

Formation ingénieur grandes Écoles : E.S.E., I.S.E.P., I.S.E.N., E.N.S.T. et E.S.E.O.

Une première expérience d'homme de terrain à l'étranger sera appréciée.

Lieu de travail : région parisienne Sud.
Nombreux déplacements de courte durée.

Envoyer C.V., photo et prétentions à THOMSON CSF à l'attention de M. CORDAVILLE,
34, boulevard Ornano, 93204 SAINT-DENIS.

OECD — OCDE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

AGENCE INTERNATIONALE POUR L'ENERGIE

recherche

Programmeur Principal

En particulier pour développement de programmes, tenue à jour de systèmes existants, assistance aux services utilisateurs dans leur système de traitement des données.

- *COBOL et ALGOL pour Burroughs B6822* ; possibilité APL sur équipement IBM.
- Salaire net impôt à partir de 102.360FF par an, plus éventuellement indemnité d'expatriation, allocations de foyer et pour personne à charge, etc.
- Poste ouvert sans distinction aux candidats des deux sexes.

Candidatures des ressortissants des Pays Membre de *l'OCDE accompagnées d'un CV détaillé spécifiant* AIE/PROG à :
DIVISION DU PERSONNEL OCDE,
2, rue André Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

BANQUE DE 1er PLAN

recherche

pour sa direction du Personnel à Paris

UN STATISTICIEN

de formation supérieure mathématique ou économique

- Sa mission consistera à améliorer les outils statistiques existants en liaison avec l'informatique et à *contribuer* au développement de la gestion prévisionnelle.
- Evolution possible à terme vers d'autres secteurs d'activité.

Ecr. avec photo et prétent. s/n° T 026960 M à R.-Presse 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE NÉGOCE INTERNATIONAL

recherche

CADRE COMMERCIAL DE DIRECTION GÉNÉRALE

30 ans environ

- Libre rapidement.
- Lieu de travail : Porte Maillot, 75116 Paris.

QUALIFICATIONS REQUISES :

- Spécialisation en matière d'exécution de contrats de négoce international portant plus particulièrement sur produits pétroliers, céréales, commodities.
- Excellentes connaissances et pratique en matière maritime : affrètements, assurances, contentieux.
- Maîtrise parfaite de la langue anglaise.
- Grande disponibilité.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions sous n° 8.397 à *le Monde* Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE ET D'AUDIT
Recherche

1) UN CHEF DE GROUPE SUPERVISEUR

capable de diriger missions de révision et d'organisation. Environ 3 ans d'expérience dans la révision. Rémunération motivante pour candidat de valeur.

2) STAGIAIRES EXPERTS-COMPTABLES

Formation H.E.C., E.S.C., Université + D.E.C.S.

Env. C.V. + lettre manuscrite avec photo et prétentions sous n° T 026996 M à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

CONSULTANT RECRUTEMENT

Pantouflard, démobilisé, indisponible et simplement motivé par le confort matériel, restez où vous êtes !

PSYCHOLOGUE DIPLÔME, concret et réaliste, 30 ans min., disponible, mobile, PROFESSIONNEL DU RECRUTEMENT OU DÉSIREUX DE LE DEVENIR, venez rejoindre Guy Moreno pour le seconder dans la recherche de cadres supérieurs et moyens, dans le développement et l'insertion du potentiel humain auprès de sa clientèle.

Bien qu'attaché à nos bureaux parisiens, vous devrez vous déplacer beaucoup.

Merci d'adresser votre CV manuscrit détaillé avec photo et rémunération actuelle sous réf. 3715 à Guy Moreno.

17, rue Courmeaux - B.P 111 - 51054 REIMS CEDEX.

58, Avenue de Wagram - 75017 PARIS.

MORENO CONSULTANTS
Recrutement Structures et Communication

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DE COMMERCE INTERNATIONALE
recherche

UN INGÉNIEUR CADRE EXPORT DÉBUTANT

Son programme :
Se familiariser d'abord avec les produits, les techniques commerciales, administratives et financières. Ensuite, prendre une responsabilité au sein d'un service géographique soit en France, soit à l'étranger.

Le candidat est diplômé E.S.C. ou équivalent et parle bien l'anglais.

Env. lettre manus., C.V., photo sous n° T 026.949 M à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Importante Banque
recherche un

Diplômé I.U.T.
Gestion des Entreprises

(Option Administration-Finances)

pour renforcer son service administratif.

Le candidat âgé de 25 ans minimum, possèdera quelques années d'expérience professionnelle.

Des perspectives de développement intéressantes sont possibles pour un élément de valeur.

Lieu de travail : Paris 2ème.

Ecrire avec CV, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 778 à

MEDIA PA.
9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA.

Notre Société dont l'activité concerne les techniques de pointe de l'imprimerie, notamment dans le domaine de la photocomposition, recherche pour renforcer son équipe commerciale à Paris 6ème

2 INGENIEURS COMMERCIAUX

Jeunes diplômés ESC ou Vendeurs confirmés, très à l'aise pour négocier avec les grosses entreprises et pour élaborer le produit.

Ils se créeront un porte-feuille et géreront les grandes affaires.

Les candidats désireux de FAIRE CARRIERE recevront une solide formation (3 mois).

Pendant la 1ère année leur rémunération sera couverte par un minimum garanti confortable estimé selon leur valeur.

Les candidats seront reçus très rapidement à Paris.

Ecrire avec CV et photo s/réf.M ou téléphoner à

JOB conseil
4 ter rue du Tapis-Vert 54000
NANCY - Tél.16 (8) 336.45.71

TRIPETTE ET RENAUD
39, rue Jean-Jacques-Rousseau, Paris (1er)
recherche

INGÉNIEURS, IUT, UNIVERSITÉ
TECHNICO-COMMERCIAUX

pour département appareils labo agro-alimentaire.

Expérience vente dans secteur et anglais appréciés.

Ecrire avec curriculum vitae à : M. DUBOIS (adresse ci-dessus).

UNIROYAL

groupe international de réputation mondiale,
recherche pour Paris

JEUNE SUP de CO
(ou équivalent)
pour le poste de

CHEF DE PRODUIT

Au sein du Département Marketing, il participera notamment aux études de Marché, à la conception des futurs produits et à la promotion des Ventes.

Pour cela, il devra avoir le sens des contacts à tous les niveaux et une bonne connaissance de l'Anglais et si possible de l'Allemand.

Adresser C.V. manuscrit et photo récente (retournée) en indiquant prétentions à

PNEU UNIROYAL ENGLEBERT
Département Personnel, Mme GRIFFART
B.P.163 – 60205 COMPIEGNE

P.R.B.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
EST PARISIEN, TAILLE EUROPÉENNE
Dans le cadre du développement de son département TECHNIQUES AVANCÉES, recherche

INGÉNIEUR AUTOMATICIEN

Diplômé Grandes Écoles

Il aura pour mission l'élaboration de projets d'automatismes.
Anglais ou Allemand souhaité.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions s/n° 96.528 à CONTESSE Publicité, 20 avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

Ingénieurs Commerciaux
Informatique

Constructeur informatique, filiale d'un très important groupe industriel français, recherche pour la région parisienne, des **INGENIEURS COMMERCIAUX**, formation supérieure et/ou expérience.

Salaire : 80 000 à 150 000 F/An.

- Secteurs administrations et entreprises publiques.
- Secteurs privés.

Envoyez lettre manuscrite, C.V. et photo en précisant sur l'enveloppe la réf. 784 LM à

MEDIA PA.
9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées).

MEDIA PA.

Laboratoires
MILES
à Epernon



recherchent

PHARMACIEN

pour diriger service de fabrication pommades et injectables

- Goût réel de la production.
- Expérience poste similaire, minimum 2 ans indispensable.
- Anglais courant.

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite à Madame SINOU

Laboratoires MILES
Rue des Longs Réages
28230 EPERNON

bleu

---

ingénieur d'affaires

Une entreprise T.C.E., pour répondre au développement important de ses marchés à l'exportation souhaite intégrer à son équipe un jeune

INGENIEUR GRANDE ECOLE

ayant une première expérience dans la CONSTRUCTION.

Il assurera le suivi économique et technique d'affaires importantes (il doit donc avoir le goût de la rentabilité).

Il se déplacera pour de courtes durées sur les chantiers en France et à l'étranger.

Les candidatures (lettre manuscrite et C.V. sous réf. 2055-M), précisant le niveau de rémunération et le délai de disponibilité, seront examinées avec la discrétion d'usage par

a. et j. ourlin — CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALSACE-LORRAINE
92160 ANTONY

CSNCR — CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Entreprise de CONSTRUCTION

tous corps d'Etat pour faire face à son développement important à l'exportation cherche

adjoint à la direction administrative

minimum 30 ans ayant une formation de départ juridique ou École supérieure de Commerce et une pratique courante de l'anglais, déjà bien rôdé à la variété des tâches administratives dans le BATIMENT et ayant des qualités d'organisateur.

Il devra avoir la maîtrise des domaines suivants :

- législation du travail (gestion du Personnel du Siège et expatrié)
- droit des Sociétés
- assurances
- contentieux
- élaboration des contrats d'entreprise
- services généraux.

Ce poste suppose des voyages de courte durée sur les chantiers et ouvre de réelles possibilités d'avenir.

Les candidatures (lettre manuscrite et C.V. sous référence 2056-M), précisant le niveau de rémunération et le délai de disponibilité, seront examinées avec la discrétion d'usage par

a. et j. ourlin — CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALSACE-LORRAINE
92160 ANTONY

CSNCR — CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS
D'IMPORTANCE INTERNATIONALE
recherche pour son EQUIPE METHODES
de son Siège Social à PARIS

un ingénieur A.M ou similaire

3 à 4 ans de pratique en entreprise.
Disponible rapidement.

Dans un premier temps le poste implique de fréquentes interventions en Province sur un grand chantier hautement mécanisé.

Adresser C.V. et prétentions s/réf. 97003 à
CONTESSE PUBLICITE
20, av. de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01
qui transmettra.

Groupe français en pleine expansion, fabriquant des composants électro-mécaniques (3500 personnes - 10 filiales)

Nous recherchons pour

L'ADMINISTRATION DU PERSONNEL

UN CADRE JEUNE, *de formation juridique supérieure, ayant une première expérience professionnelle acquise soit dans un organisme conseil, soit au sein d'une entreprise.*

Outre l'administration du personnel du Siège (650 pers.), il sera chargé du suivi de la réglementation et des problèmes de législation sociale de la Société (conseil et assistance des Directions).

Lieu de travail : PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à No 96946
CONTESSE Publicité 20, Avenue Opéra
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CENTRALE D'ACHATS
Région Parisienne
recherche

AIDE-ACHETEUR Bazar

Expérience professionnelle *pratique* indispensable.
Préciser les rayons déjà connus.
Adresser CV manuscrit, photo et prétentions sous réf. 1192M, à :

SOURCES
16 Rue Jean-Jacques Rousseau
75001 Paris

Importante Société Industrielle en constante expansion, C.A. 350 MF, proche banlieue Nord-Est,
recherche

jeune INGENIEUR

- Expérience souhaitée en thermique et électronique.
- Sera notamment chargé du développement des produits utilisant les énergies nouvelles.

PERSPECTIVES D'AVENIR POUR CANDIDAT DE VALEUR

Envoyer C.V., photo et prétentions à N. 1059 - *PUBLICITES REUNIES*
112, Bd Voltaire - 75011 Paris

Cabinet International d'Audit
recherche
pour son bureau de Paris

FISCALISTE

Fortement motivé par un travail d'équipe dans le milieu international des affaires.

Formation : maîtrise de droit + formation comptable complémentaire.

Pratique de la langue anglaise exigée.

Expérience minimum de 3 ans dans la fiscalité *des entreprises.*

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 7652 à

PIERRE LICHAU SA BP 220 75063 PARIS Cédex 02

qui transmettra.

Roucaire

INSTRUMENTS SCIENTIFIQUES
recherche

RÉDACTEUR
(H. ou F.)
de son CATALOGUE GÉNÉRAL

Nous demandons :

- Une formation scientifique.
- Une bonne connaissance du matériel utilisé *dans les laboratoires de nombreuses branches* d'activité : industrie, recherche, médecine.
- Les qualités requises pour la rédaction des textes du catalogue : logique et précision.

Des notions d'Allemand et d'Anglais pour exploiter les documents originaux seront appréciées ainsi que d'éventuelles références dans un domaine analogue.

Nous offrons :

- Position cadre - place stable - vacances 1981 - 13e mois - restaurant d'entreprise - participation

Adresser C.V. manuscrit et photo à :
BP 65 - 78143 Velizy-Villacoublay Cedex

bleu

SOCIETE D'INGENIERIE NUCLEAIRE RECRUTE POUR SERVICES ETUDES ET PROJETS EXPORT A PARIS

JEUNES INGENIEURS

DIPLOMES ELECTRO–MECANIQUE

DE FORMATION LINGUISTIQUE ANGLAISE, PREMIERE EXPERIENCE PROFESSIONNELLE APPRECIEE.

DEBOUCHE DE CARRIERE ASSURE DANS LE *SERVICE PUBLIC* DE L'ELECTRICITE.

ENVOYER C.V., LETTRE MANUSCRITE SOUS REFERENCE 96956 A CONTESSE PUBLICITE 20, AV. DE L'OPERA - 75040 PARIS CEDEX 01 QUI TRANSMETTRA.

Société propriétaire d'un important patrimoine immobilier à caractère industriel et commercial,

recrute

UN GESTIONNAIRE D'IMMEUBLES

Au sein de l'équipe existante, il aura en charge le suivi d'environ 250 dossiers (en *location simple et crédit* bail) *sur les* plans administratif, financier, juridique et fiscal (*assurances, modifications de contrat*, négociations de cession, de renouvellement ou de rachat de crédit bail, assemblées de locataires ou de copropriétaires, rapports avec les gérants, etc....)

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé *d'études supérieures (licence en Droit*, E.S.C.P., etc....) possédant une première *expérience* professionnelle de *préférence* dans la même branche d'activité.

Adresser lettre manuscrite, curric.-vitae, photo et prétentions à
Madame ROBIN
37, rue de Surène, 75008 Paris.

P.R.B.

CORNING MÉDICAL
recherche pour son département
IMMUNODIAGNOSTIC des

ingénieurs commerciaux
pharmaciens ou biochimistes

pour leur confier la vente de ses produits sur une partie du territoire français.

Une expérience de vente de 2 à 3 ans acquise dans le milieu médical est nécessaire ainsi que la connaissance *de la langue anglaise. Évolutions de carrière au plan* national ou international pour des candidats de valeur.

Localisation : Le Vésinet. Voiture de fonction

Envoyer C V.. photo et remunération actuelle a
CORNING MEDICAL
B. P. 36. 78110 LE VÉSINET

PA SVP

هكذا من الاصل



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) — emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

APPLICATION OF ELECTRONICS IN THE OIL INDUSTRY

FF 200 000+

We are the fastest growing oil cementing, stimulation and testing service company in the world, providing services to the oil and gas industry in 50 + countries around the globe.

We are looking for someone to head up our electronic group

- 30 years old, mobile, ambitious engineer.
- SUPELEC, ENSI or equivalent.
- 3 years experience in design engineering in either digital electronics or process control.
- fluent English.

You will be directly responsible for field application of our new technology to the measurement and control of our wellsite operations.

After 3 months orientation in the oilfield you will be based in Paris and will travel extensively. The job will normally lead to a management position in our international field organization.

Please send your resume in English to:
Personnel Director
DOWELL SCHLUMBERGER
8 rue Bellini
75782 PARIS CEDEX 16

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE FIDUCIAIRE DE FRANCE
recherche pour PARIS

conseil en organisation commerciale et marketing

30 ANS MINIMUM

— Expérience pratique de la vente.
— Goût pour le Conseil.

Envoyer C.V détaillé photo et prétentions à :
FIDEX - DIRECTION PARIS
18 bis rue de Villiers
92300 LEVALLOIS-PERRET

VILLE D'ORSAY (Essonne)
13.581 habitants
recrute

ATTACHÉ COMMUNAL

pour la direction du service des affaires culturelles et relations publiques
Adresser candidature manuscrite avec curriculum vitae + photo à M. le Maire d'Orsay (91406).

Experts-Comptables 17e
RECHERCHE

ASSISTANT (e)
N2 - N3 CONFIRMÉ

merci d'adresser C.V. + photo
G.I.E. 26, rue Saussier-Leroy, 75017 PARIS.

Centre Hospitalier Spécialisé de Ville-Evrard à NEUILLY-S.-M.
Est de Paris
30' du centre par R.E.R., recrute

30 INFIRMIERS (ÈRES)

diplômés en psychiatrie ou D.E. pour service malades mentaux.
Statut assimilé fonctionnaire.
Salaire de début : 4.530 F.
Ancienneté dans administration reprise.
Ecr. au Directeur 2, av. J.-Jaurès, 93330 NEUILLY-SUR-MARNE.

BUREAU VERITAS
recherche
pour la section
SÉCURITÉ INCENDIE
de sa direction du contrôle des Constructions et de la Sécurité

INGÉNIEUR

10 ans d'expérience professionnelle souhaitée pour exercer des activités fonctionnelles et opérationnelles dans le domaine des vérifications ERP, IGH, APSAIRD.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous référence n° 24 à BUREAU VERITAS, Service du contrôle des Constructions et de la Sécurité.
35, rue Paul-Vaillant-Couturier, 92300 LEVALLOIS-PERRET.

La Société Française

B.P.

d'exploration
recherche un

CONTROLEUR COORDONNATEUR
pour la

GESTION DES OPÉRATIONS D'EXPLORATION
de B.P. FRANCE

Lieu de travail : COURBEVOIE
Probabilité de quelques déplacements en province.

Les candidats devront être :
- Titulaires d'un D.U.T. de gestion ou d'un B.T.S. de comptabilité et gestion d'entreprise.
- Dégagé des O.M.
- Avoir une expérience de quelques années de gestion.
- Avoir une bonne maîtrise de l'anglais.

40 heures en 5 jours
Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V., photo (retournée) et prétentions en précisant date de disponibilité au Service Personnel du Siège des Pétroles B.P., 10, quai Paul-Doumer, 92412 Courbevoie Cedex.

ERIN

recherche
pour développement logiciel de base contrôle de processus industriels (sur mini et micro ordinateurs).

● **DES INGÉNIEURS**
(Grandes Ecoles option informatique ou Universitaires).

● **DES ANALYSTES PROGRAMMEURS** min. DUT
Informatique. Complément formation assuré.

Ecrire avec C.V. s/réf. 7110 à : Axial Pub., 27, rue Taitbout, 75009 Paris qui transmettra.

Important bureau d'études techniques du bâtiment et infrastructures
(Métro : Mairie de Montreuil)
recherche
1 DESSINATEUR (TRICE) projeteur - électricien pour conception équipements électriques courant fort et faible. Connaissances théoriques et expérience professionnelle entreprise souhaitées.

Ecrire sous référence 4.447 à O.P.F., 2, rue de Sèze, 75009 Paris, qui transmettra.

CANAL
recrute
pour importante société d'assurance à Paris

PROGRAMMEUR ANALYSTE
DIPLOME
INGÉNIEUR SYSTÈME

Connaissant I.B.M., COBOL - OS C.I.C.S. apprécié
Tél. pour R.V. 292-06-77, p. 7.

Entreprise T.P. recherche

DESSINATEUR

d'exécution. Quelques années d'expérience appréciées. Possibilité d'évolution pour personne compétente. Travaux à Montrouge, Porte d'Orléans. Ecrire avec C.V. et prét. ; s/réf. 7.665 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

Cabinet comptable Paris-8e
recherche

COLLABORATEURS
Niveau D.E.C.S., D.E.C.S.

Certificat supérieur expérimenté, minimum 1 an cabinet.
Adresser C.V., photo, prétentions s/réf. 3.053 à INTER P.A., B.P. 506, 75066 Paris Cedex 02, qui transmettra.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

Société d'électronique leader dans son domaine
recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Position I ou II
pour étude et développement de matériels nouveaux.
Connaissances en micro-informatique demandée et télécommunication souhaitée.
Lieu de travail : PARIS.
Adr. C.V. détaillé à M. VOISIN, 93, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

P.L.1. cobol - I.M.S. test
Crit Intérim, 37, rue de Miromesnil, Paris (8e), 265-28-25.

RECHERCHONS A PARIS
Pour notre département « Télégraphie et Transmission de données »
Pour notre département « Petit Système de Gestion et de saisie de données pour commerce, hôtellerie et restauration »

2 CHEFS DE DÉPARTEMENT

Auront pour mission :
- Promouvoir la vente des produits commercialisés par chaque département.
- Gestion commerciale et administrative.
- Animation du réseau de vente.
- Aptitude à la négociation commerciale à haut niveau.

Ayant de solides connaissances en ÉLECTRONIQUE et MICRO-INFORMATIQUE, découlant d'une expérience de plusieurs années. Anglais parlé courant.

Adresser C.V. manuscrit, avec photo et prétentions à L.T.P. sous n° 4.702, 31, bd Bonne-Nouvelle, 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra.

G. INFO
Engineering et conseils

INGÉNIEURS PROJETS
Coordination technique expér. LOGICIEL/MATERIEL

ING. LOGICIEL-SYSTÈMES
expérience MITRA OU SEL

ING. ETUDE ET REALISATION DE SYSTEME TEMPS REEL (Logiciel)
Conn. en télé-informat., réseau.

ING. ETUDES EN TELEPHONIE MOTOROLA 6800.

ING. ETUDES ELECTRONIQUE - Position III.

ING. PROJETS
spécialiste de la commutation temporelle.

Lieu d'affectation : REGION PARISIENNE ET BRETAGNE.
Salaire envisagé : 108.000 à 192.000 F/an.
Ecrire Service du recrutement, 7, rue de l'Isly, 75008 Paris.

Experts comptables recherchent

STAGIAIRES et COLLABORATEURS
- N. 2 - N. 4.

Env. C.V. et prét. AUDIT DE FRANCE - SODIP, 60, r. du Rendez-vous, 75012 Paris.

LABORATOIRE DE MÉTÉOROLOGIE DYNAMIQUE du C.N.R.S. recherche pour 12 à 15 mois

UN ANALYSTE

pour programmation scientifique (FORTRAN).
Niveau maîtrise + D.E.A. ou école d'ingénieurs équivalente.

Adr. C.V. et prét. à L.M.D., 24, r. Lhomond, 75231 Paris Cedex 05.

INGÉNIEURS P2 P3
Electroniciens 790-40-30.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRAVAUX PUBLICS
à vocation internationale
recherche d'URGENCE
pour son SIÈGE à CLICHY

UNE EMPLOYÉE ADMINISTRATIVE
3e ÉCHELON

- Expérience BTP souhaitée, dactylo indispensable, connaissant bien paie manuelle et informatique.

Env. C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée, s/réf. 3952, à P. LICHAU, S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cédex 02 qui transmettra.

Société recherche pour poste fixe

INGÉNIEUR
ELECTRONICIEN

Logique Analogique. Ecrire SOPRAS, 100, boul. VOLTAIRE 75011. Tél. 355-36-69.

Société Internationale Paris-8e recherche un(e)

CADRE COMPTABLE
EXPERIMENTE (E)

Motivé, organisé, efficace, c'est un comptable d'un très bon niveau, intéressé par l'analyse des comptes, le contrôle budgétaire, l'explication des écarts.

Anglais apprécié.

Env. C.V. et lettre manuscrite, photo (retour.) s/réf. 10245 M à CLA RECRUTEMENT 11, av. Delcassé — 75008 Paris.

CLINIQUE CHIRURGICALE de SARTROUVILLE,
20, avenue Maurice-Berteaux,
recherche URGENT

CHEF DE BLOC
QUALIFIE.

Tél. pour r.-v. : 914-21-27.

CABINET BREVETS
d'invention
Quartier SAINT-AUGUSTIN
recherche coll.

INGÉNIEUR

Spécialisé électron.-électric.
Exp. de préf. C.B.I.
Connaiss. angl., allem. indisp.
Ecrire s/n° 8.411 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

IMPTE SOCIÉTÉ
recherche :

AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS

(BTS ou niveau équivalent Débutants ou expérimentés) pour installation et maintenance de systèmes informatiques industriels.

Outre les compétences techniques indispensables, il est demandé :
- une bonne présentation ;
- une disponibilité pour les déplacements ;
- une aptitude aux contacts clientèle.

Envoyez C.V. à n° 97.069 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra ou tél. au 830-11-11, poste 438.

SOCIETE ELECTRONIQUE MEDICALE
Banlieue EST PARIS
recherche

INGÉNIEUR CHEF DE SERVICE ÉTUDES

(Très bonnes connaissances circuits digitaux, micro-processeurs et compétence pour industrialisation.)

Adresser C.V. manuscr. photo et prét. à n° 96.537 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CABINET PARIS
recherche urgent

SPÉCIALISTE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Juriste ou ingénieur connaissant Droit des contrats (licence, franchise, savoir-faire)
— Contentieux propriété industrielle.
— Droit de la concurrence.
— Accords internationaux.
Anglais lu, écrit, parlé.
Allemand lu.
Pour poste actif, varié, nécessitant qualités organisation.

Salaire selon expérience et qualification.

Env. C.V., référence et prétent. n° 96.900 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er.

INFORMATIS

Sté d'engineering et de systèmes informatiques rech. pour d'importants projets internationaux.
PARIS-PROVINCE-ÉTRANGER

INGÉNIEURS LOGICIELS
Ayant 3 ans expér. en développement de logiciels de base (Editeurs de liens, Compilateurs, Moniteurs...)

INGÉNIEURS SYSTÈMES
Ayant 3 ans expér. en processus industriels à base de SOLAR, MITRA, PDP 11, INTEL, MOTOROLA.

INGÉNIEURS SYSTÈMES
Ayant expér. en logiciel et téléphonie pour participer à des gros projets de Télécommunications, Téléphonie et Télématique.

INGÉNIEURS LOGICIELS
INTEL 8085, MOTOROLA, ZILOG
Déplacements possibles URSS
26, r. Daubenton-5e. 337-99-22.

PME EN FORTE EXPANSION
région LAGNY recherche
CHEF COMPTABLE CONFIRMÉ

Si vous avez une expérience solide, si vous êtes dynamique et capable de vous intégrer rapidement, adressez C.V. manuscrit et prétentions à HAVAS 771000 MEAUX n° 1919 qui transmettra.

Société recherche URGENT

COMPTABLE (H ou F)

niveau DUT ou équivalent. 1 à 2 ans expérience souhaité.
Notions informatique.
Adresser lettre manuscrite et C.V. à l'attention de M. Marie-Lance, UFC, Que choisir, 7, rue Léonce-Reynaud 75016 Paris.

SOCIÉTÉ INGÉNIERIE
(Marly-le-Roy)
Economies d'énergie, énergies nouvelles en développement
recherche

INGÉNIEUR

débutant ou quelques années exp. dans domaine thermique pour poste de responsabilités d'affaires.
Env. C.V. prét. s/n° T 26962 M à Régie-Presse, 85 bis rue Réaumur, 75002 Paris.

MAGAZINE
recherche
SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Maquettiste.
Libre de suite.
Envoyez lettre avec C.V. à NEOMEDIA, 221, rue La Fayette, 75010 Paris.

FIDUCIAIRE EXPERTISE COMPTABLE
recherche à Paris

RÉVISEURS

— Niveau D.E.C.S.
— Expérience révision notamment dans ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS.

Adresser curriculum vitae détaillé avec prétentions et photo s/n° 8.377 *le Monde* Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

secrétaires

LE PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE d'une importante Société filiale du GROUPE HAVAS
recherche

Sa SECRÉTAIRE-ASSISTANTE DE DIRECTION

Vous avez 30 ans minimum.
Votre formation et votre expérience vous permettent de répondre aux exigences d'un secrétariat de très haut niveau.
Vive, adaptable et disponible, vous possédez des qualités certaines de rédactrice et une aisance réelle dans les contacts.
Votre connaissance de l'anglais sera vivement appréciée.

Rémunération élevée pour candidate de valeur.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous le n° 40568 M, à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann, 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRAVAUX PUBLICS
à vocation internationale
recherche d'URGENCE
pour son SIÈGE à CLICHY

UNE SECRÉTAIRE BILINGUE

Niveau BTS ou équivalent, ayant bonne maîtrise de l'anglais, expérience en BTP indispensable.

Envoyer C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée, sur réf. 3953, à P. LICHAU, S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cédex 02 qui transmettra.

Dactylo, factur. et trav. de bur., place stable. OFERSOP, 28, rue des Petites-Ecuries, Paris (10e). Tél. : 824-93-39.

Société allemande recherche pour sa filiale française à NANTERRE (R.E.R.)

SECRÉTAIRE BILINGUE
ALLEMAND-FRANÇAIS

Ecrire avec C.V. détaillé et date disponibilité à P. LAURENT, 139, rue Pelleport, Paris-20e.

ETABLISSEMENT PUBLIC PARIS
recherche

UNE SECRÉTAIRE STÉNODACTYLOGRAPH.

possédant CAP ou BAC G1.
Pour remplacement sous contrat 5 mois, éventuellement renouvelable.
Salaire mensuel brut de 3.425 F à 3.850 F selon qualification.

Envoyer lettre manuscrite et curriculum vitae détaillé sous référence 11068 à : P. LICHAU Boîte Postale 220, 75063 PARIS CEDEX 02.

S.C.P.E. recherche

SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO
CONFIRMÉE

Connaissance import-export. Esprit d'initiative, méthode. 40 h/sem. + avantages sociaux. Envoyer C.V., photo et prét. à S.C.P.E., 34, rue de Provence, 94619 RUNGIS CEDEX.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

représentation offres

Urgent rech. J.H. célibataire 30 ans environ pour visiter pharmacies Paris. Expérience en représentation souhaitée. Voiture fournie + frais + fixe + commission. Ecrire avec C.V. sous n° 2233 à Havas, B.P. 303, 03201 Vichy Cedex.

formation professionnelle

1, 2 et 3 juin 1981
INFORMAT. CADRE DE VIE. Rens. PROMOCA, 2, avenue de Paris, 78 Versailles, 950-55-40.

information divers

POUR **TROUVER** UN **EMPLOI**

LE CENTRE D'INFORMATIONS DE L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages) :
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans.
- Les bnes réponses aux tests.
- La graphologie et ses pièges.
- Les trois types de curriculum vitae, etc.

Pour informations, écrire CIDEM, 6, sq. Mondovi, 78 Le Chesnay.

Pour connaître les emplois offerts à l'étranger (Australie, Afrique, Amériques, Asie) demandez la revue spécialisée MIGRATIONS, 3, rue Montyon, 75429 PARIS Cedex 09.

Pour bien choisir votre métier FRANCE-CARRIÈRES chez les marchands de journaux à Paris et en banlieue.

Emplois Outre-Mer, étranger. MIGRATIONS chez les marchands de journaux à Paris et en banlieue.

occasions

ACHAT BRILLANTS

Rubis, saphirs, émeraudes, bijoux or, argenterie.
Perrono Joailliers, orfèvres, 4, Chaussée-d'Antin, Opéra. 37, av. Victor-Hugo, Etoile. Vente très bonnes occasions. Cette semaine remise supplémentaire 10 % aux lecteurs du journal.

travail à domicile

SECRETAIRE, culture littéraire niveau universitaire, dactylographie et met en page vos manuscrits en français et allemand. Tél. : 327-90-38.

Je frappe THESES (Sc. Humaines, Droit, Médecine, etc.), Mémoires, Manuscrits, s/I.B.M. Tél. : 535-28-65.

villégiature

44 LE POULIGUEN - LE CROISIC
A louer Juin ou Juillet Appart. et Maisons 2 à 8 personnes. AGENCE DE LA PLAGE, 23, quai Jules-Sandeau, 44510 LE POULIGUEN. Tél. : (40) 60-51-10.

COTE D'AZUR VAROISE
A louer meublés, du studio à la villa, bord de mer avec piscine. Semaine, quinzaine ou mois. AGENCE A.G.I., 83608 St-Aygulf Téléphone : (94) 81-07-25.

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.

A VENDRE ID SUPER 1970 B.E.G. PRIX A DÉBATTRE. T. 747-86-33 (poste 24) h.b.

divers

NEUBAUER
PEUGEOT-TALBOT

PRIX SPÉCIAL !
SUR VÉHICULES D'EXPOSITION 0 KM.
Téléphonez : M. Gérard, 821-60-21.

هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE – Spécialiste exportation agro-alimentaire, ingénierie navale, transports, tourisme, constitutions participation et gestion filiales à l'étranger – Expérience redressement et développement de trésorerie.
RECHERCHE : direction, secrétariat général, conseil ingénierie assistance à entreprise industrielle ou commerciale (section B.C.O./J.C.B. 49).

CADRE chargé de recrutement et relations entreprises – 30 ans – formation supérieure – 8 ans expérience recrutement cadres et ingénieurs dans organisme spécialisé – sensible au coût que représente la recherche d'un collaborateur cadre – habitué aux contacts haut niveau – sens des relations publiques.
RECHERCHE : situation dans organisme conscient des problèmes de recrutement et intéressé à renforcer équipe en place ou créer département au sein service personnel – Paris (section B.C.O. J.C.B. 50).

CHIMISTE MINÉRALE – 45 ans – docteur 3e cycle – anglais, espagnol, français – 15 ans expérience analyse minérale, spécialiste phosphates.
RECHERCHE : situation dans sociétés minières ou énergies nouvelles (géothermie) – responsabilité et goût travail en équipe – disponibilité immédiate (section B.C.O./J.C.B. 51).

CADRE EXPORTATION relations industrielles et internationales – 18 ans expérience dans ou pour stés multinationales – trilingue – prospection – étude et promotion des marchés étrangers : Afrique, Venezuela, Mexique, le Golfe – développement de projets – implantation de stés, création de réseaux de distribution – habitude négociation à l'échelon gouvernemental ou investisseurs privés – organisation manifestations commerciales et suivi.
RECHERCHE : poste de responsable du développement marketing – France, étranger (section B.C.O./J.C.B. 52).



ECRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél. : 285-44-40, poste 33 ou 26.

SALES MANAGER
PRODUITS INDUSTRIELS
Français, 40 ans, mobilité totale

ÉTUDIERAIT TOUTE PROPOSITION : création, restructuration, développement entreprise en France ou à l'étranger. Contrat à temps déterminé ou part-time possible.

CARRIÈRE : chef de vente groupe PHARMACEUTIQUE international ; Directeur export grande marque THERMIQUE DOMESTIQUE.

EXPÉRIENCE : Marketing-Mix industriel. Formation, Animation des hommes, gestion de réseaux de distributeurs ; Innovation systèmes/produits, négociation à tout niveau.

FORMATION : école de Commerce. Quadrilingue : G.-B., D., NL.

ÉCRIVEZ sous la référence 5.914 à HAVAS-LYON.
TÉLÉPHONEZ AU (75) 76-33-61.

INGÉNIEUR de SÉCURITÉ
- Spécialiste en études systématiques de prévention industrielle et contrôle.
- Ergonomie fonctionnelle de la production et des bureaux.
- Vous propose sa collaboration immédiate formation, assistance, organisation-sécurité missions contrôle.
- Paris-Province.

Ecrire s/n° T 026922 M à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

COMMERCIAL HAUT NIVEAU
HOMME JEUNE

EX-DIRECTEUR COMMERCIAL P.M.E.
(10 ans expérience). Plusieurs langues.

Deux dernières années, occupant poste D.G. Ayant créé réseau export plus 30 pays.
Relations prof. importantes. Disponibilité totale pour voyager.
Recherche situation identique, seconder P.-D.G. ou D.G., P.M.E. ou P.M.I.

Ecrire s/n° 8.404 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE GÉNÉRALISTE, 31 ANS
Ingénieur + formation gestion-marketing, commercial + Anglais. Expériences diversifiées en tant que leader ou responsable en P.M.E.

HOMME DE TERRAIN ET D'ANALYSE

offre ses services pour poste de responsabilité.

Ecrire sous n° 3.386 *le Monde* Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.
NOTA : résidence actuelle PARIS.

Bibliothécaire d'orchestre, dipl. École de Sèvres, 13 ans d'expér. disque, éditions music. Organisat. de stages pratiq. musicale permanente. Ch. poste respons. Etud. toutes proposit. T.278-54-71 (à partir de 20 h. de préférence).

Psychologue, expérience, cherche consultations dans cabinet médical de groupe. Tél. 010-69-64.

CHEF PERSONNEL ET SERVICES GÉNÉRAUX
Homme 40 ans, formation Droit, 14 ans expérience industrie laitière et banque, recherche emploi région Rhône-Alpes ou 2 Savoies. Adresser propositions sous référence 1.139 à TELEX P.A., 34, bd Haussmann, 75009 Paris, qui transmettra.

Ingénieur haut niveau, 40 ans, spécialiste applications aluminium dans bâtiment exper. entreprise et négoce, étudierait toutes posit. responsabilités techniques, commerc. ou marketing. Écrire sous n° 3.383 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Secrétaire direction sténodactylo sérieuses références, 12 ans expérience comptabilité gestion trésorerie, cherche poste stable région Avignon, Nîmes. Libre juin. Écrire sous n° 8.395 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CHEFS D'ENTREPRISE
vous recherchez débutants ou confirmés
HEC - ESCP
IEP, SC. ECO, IAE, DECS
Rigoureusement sélectionnés.
AFIPEC : 281-13-44

DIRECTEUR ÉQUIP. SOCIO-CULTUREL, 32 ans, Capasa + form. niv. III, 11 ans exp. prof., étudierait toutes prop. précise collab. avec C.E. ou Association 1901, région indiffér. Écrire sous n° 8.360 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

RÉDACTEUR INDÉPEND.
Expérience. Tél. 435-51-03.

CADRE DE DIRECTION
43 ans
Domaines de compétences :
- PERSONNEL (politique, gestion, administration, supervision paie, relations sociales).
- JURIDIQUE (gestion contrats, assurances, contentieux dont social, droit des sociétés, gestion immobilière).
- ADMINISTRATIF (organisation, procédures, achats, direction services généraux).
- RELATIONS EXTÉRIEURES.

Esprit ouvert, rigoureux, sens commercial, étudierait toute proposition en rapport avec expér.. Paris et R.P. préfér. secteurs NORD ou EST. Libre rapidement. Écrire ss n° 3.387 le Monde Pub., 5 rue des Italiens, 75009 Paris.

Professeur d'anglais cherche trav. dans famille mois d'août. Écrire à Mr King, Rydon School, Storrington, W. Sussex, Angleterre.

M. 58 ans, doctorat ès lettres 3e cycle, dipl. d'économie polit., anglais, allemand, néerlandais parl., cherche poste resp. édition, presse, librairie. Sté de traduct. Écr. ss n° 3.380 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Etud. archi. A 4, 25 ans, perm. VL-PL, ch. tt empl. vacc. été. T. (91) 91-17-41 Marseille soir.

Psychologue clinicienne américaine, 30 ans, carte de travail, DESS clinique, DESS conseil (Paris V), expér. petite enfance, enfance, adultes, thérapie familiale, musicothérapie, cherche poste ou vacations Ile-de-France. Écr. ss n° 3.382 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Technicien électro-mécanicien, connaiss. climatisation, 20 ans expér., 10 ans S.A.V., résidant Alger, disposant voiture, recherche emploi. Etudierait toutes propositions. Faire offre à Thebault, 145 J, bd S.-Bouskour, Alger.

Cadre F. 37 ans, direct. compt. administrat. finances, recherche travaux d'organisation et gestion en vue place stable. Écrire sous n° 8.403 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Traductrice diplômée allem., 26 ans, trilingue français, anglais, expérience approfondie de traductions, bonnes connaissances dactylo, offre sa collaboration à société en France. Gudrun Piwowarski, Olleweg 8, D-2950 Leer.

J.F., maîtrise lettres, dipl. lectrice, lic. d'info, prép. H.E.S.S., connaiss. angl., esp., cherche empl. lectr., traduct. Etud. ttes propositions analogues. Écr. F. DELCAMBRE, 36 bis, r. du Pont-Colbert, 78000 Versailles.

FINANC. GESTIONNAIRE
Homme, 30 ans, Britannique, bilingue français-anglais, notions espagnol. Formation sup. Chartered accountant. Exp. P.M.E. française, multinationale, polyvalent, dynamique, cherche défi. Disponible rapidement. Tél. : (16-32) 38-88-36.

Dernier poste occupé : DIRECTEUR GÉNÉRAL.
Spécialiste mark. Afrique, rés. Midi, telex + tél domic. Pilote avion. Grande mobilité. Ttes prop. missions/collab. Écrire s/n° 8414 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE EXPORT
gde exp. négoce, inter., parfaite connaissance marché (Algérie Tunisie). Téléph. : 878-59-58.

Cadre féminin, 57 ans, ayant dirigé P.M.E. pendant 20 ans, grande expérience gestion, administration, personnel, recherche poste à responsabilités. Écr. ss n° T 026.943 M à Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

SECRÉTAIRE ADMINISTRATIVE Sténodactylo, 15 ans expérience, sérieuses références, ayant parfaite connaissance de la tenue des livres comptables, des questions bancaires et de titres cherche emploi avec mercredi après-midi libre, pour Paris ou 92, pour début juillet 81. Écr. ss n° T 026.999 M à Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

H. expérimenté ch. mi-temps ou temps partiel dans bibliothèques entreprises. T. : 948-22-32 ou écr. HOCHET, 4, résidence de la Grande-Prairie, 91330 YERRES.

Je dactylographie sur I.B.M. vos manuscrits, travail de mise en page. T. 587-37-64 après-midi.

RESPONS. FINANCIER
34 ans, DIPL. exp. compt. + form. tech. comm., 6 ans exp. cabinet + 6 ans exp. ent. (DAF) recherche situation dans direct. financière ou contrôle de gestion (région parisienne). Écr. s/n° T026925 M R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

FOURRURE
Dame connaissant toile, patron, essayage, vente, finition, doublage cherche emploi stable libre de suite. Tél. 962-74-39.

Prof. d'anglais, 41 a., nationalité britannique, 20 ans d'expér. en France et Gr.-Bretagne, cherche poste dans le privé pour septembre 1981, Paris ou région parisienne. Écrire : T2422 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ATTACHE DE DIRECTION GÉNÉRALE, 35 ans, diplômé E.S.C. + I.C.G., recherche poste à responsabilité (secrétariat général adjoint de direction). Libre après préavis. Écrire HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 Paris sous référence 86.209.

Directeur administratif comptable et financier
51 ans. Homme d'entreprise, formation supérieure, habitué aux situations difficiles et possédant solide expérience de tous les systèmes de gestion et d'administration d'entreprises françaises et anglo-saxonnes. Parlant anglais, espagnol, portugais, italien. Libre rapidement. Écrire s/n° 3.388 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CONSEIL FISCAL Hme 37 ans, 10 ans expérience, spécialisé contentieux fiscal, étudierait toutes propositions. Écrire sous n° 86.987 à CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr.

J. H. exp. École C.C.I. Paris option distribut., cherche emploi. Tél. 341-09-72.

Professeur à Paris I de secrétariat recherche emploi stable. Écrire s/n° 2528 à Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 31 ans, DECS complet, 6 ans expérience cabinet expert-comptable, cherche emploi 32 h./semaine, libre au 1-9-81, banlieue Nord, proche Montmorency. Bonne rémunération + 13e mois. Écrire sous n° T 026.997 M à Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

PSYCHOLOGUE
Echangerait plein temps IMP Montpellier contre plein temps ou mi-temps Paris ou banlieue. Écrire sous n° 2.798 à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

capitaux propositions commerciales

NOUS SOMMES
CATRY
Société spécialisée dans l'achat et la revente des biens immobiliers. Nous vous offrons de créer VOTRE PROPRE AFFAIRE de bénéficier de notre impact pour un démarrage immédiat et par la suite de notre support juridique, technique, commercial, publicitaire et gestion.

VOUS ETES
soit déjà averti de cette activité, soit désireux de la découvrir et vous disposez de 50.000 F.

Premier contact : écrire Catry, 43, CRS Estienne-d'Orves 13001 MARSEILLE.

AGADIR MAROC
Particulier disposant 8 ha terrain pour complexe touristique cherche associés. Écrire B.P. 1.212 AGADIR.

Créateur d'Entreprise
Collectivité du sud du Massif Central, pourrait offrir conditions d'implantation réellement exceptionnelles à toute entreprise susceptible de créer 10 à 20 emplois féminins.
Un projet fiable serait susceptible d'être entièrement financé. C.A.L.E.P. - 6, boulevard Gambetta, 12000 RODEZ.

immobilier information

BRETAGNE SUD :
5 Programmes de Résidences secondaires en Loire Atlantique...
- ☐ Batz/Mer – Résidences du Golf, 3 et 4 pièces avec parking
- ☐ Préfailles – A 150 m de la mer, 9 minutes de 3 et 4 pièces avec garage
- ☐ La Turballe – A quelques pas de la plage des Bretons, terrains à bâtir de 486 à 581 m2 (V.E.F.A.)
- ☐ Piriac – Lotissement du Crého, 12 terrains à bâtir de 403 à 516 m2 (V.E.F.A.)
- ☐ Carheil – 320 terrains boisés à bâtir dans un cadre exceptionnel de verdure avec tennis, piscine, club house, club hippique et allées cavalières

Pour plus de renseignements cochez le(s) programme(s) qui vous intéresse(nt) et retournez cette annonce à

les Pavillons de l'Atlantique
1er CONSTRUCTEUR DEPARTEMENTAL
route de Vannes Le Lièvreau 44260 MALVILLE
Tél (40) 89 92 44

Nom ______
Adresse ______
______ Tel ______

L'immobilier

appartements vente

1er arrdt
PYRAMIDES 5 pièces 2 salle de bains Prof. lib. Particulier. 296-07-61.

AVENUE DE L'OPÉRA
Très bel immeuble, asc., appt séjour, 2 chambres, cft, 90 m² env. Travaux intérieurs à refaire. Prix : 1.000.000 de francs à déb. Tél. : 574-75-88.

VENDOME - ST-HONORÉ
5 P. 130 m² + balcon. calme, soleil. Classique et raffiné. ANJOU - Tél. 266-27-55.

2e arrdt
OPÉRA MONSIGNY
studios et 2 p. aménagés dans bel immeuble restauré, calme, soleil, asc. Tél. : 261-27-46.

3e arrdt
Vieille du Temple-Bretagne
60 m², 3 P., ASC.
Rénovation luxe. 364-95-10.

CŒUR DU MARAIS
S/jardin, superbe 100 m² en duplex, récent, terrasse, park. 1.560.000 F. Tél. 278-29-20.

4e arrdt
ILE ST-LOUIS QUAI SUD SOMPTUEUX DUPLEX
Salon 100 m² (5,80 m. sous-plaf.), 3 chbres, 370 m², 2 terrasses plain-pied. Boiseries except. DORESSAY - 548-43-94.

5e arrdt
GOBELINS Bel imm. pierre de taille
Très beau living, 2 ch., cuisine, bains, balcon, soleil. Prix : 900.000 F. 325-83-81.

6e arrdt
BEAUX-ARTS
Très beaux appts restaurés 2-3 pièces calmes, soleil. Vue sur jardin. - 261-27-46.

Dans HOTEL PARTICULIER, 17e, angle Cherche-Midi, pptaire vend duplex 218 m² + 13 m² terrasse plein sud, salon, bibliothèque, salle à manger, 3 chbres, 3 bains, 1 park. Agences s'abstenir. Tél. 222-82-46.

7e arrdt
STE-CLOTILDE - VERDURE
dans Hôtel Part. 1830 magnif. escalier d'honneur privatif récept. dignes d'ambassade au 1er + 5 chbres au 2e. Prix justifié. DORESSAY - 548-43-94.

Mº VARENNE 5/6 P. Imm. XVIIIe
1.650.000 F - Tél. : 526-92-13.

SÈVRES Babylone 2 pces, Bains
48 m², 6e étage. Tout cft - 590.000 F
MICHEL & REYL. 265-90-05.

Exceptionnel. Péniche (Jack hollandais), 30 m. Poss. stat. ds Paris, 125 m² ent. am. en 2 log., mot. nf GM471, 120 CV, chauff. cent., salle de bains. Prix : 520.000 F. Tél. 329-43-58, après 17 h.

CHAMP-DE-MARS
BEL IMM. PIERRE TAILLE
GRAND 6 P. ent. cuis., w-c bns, ch. cent.
VUE SUR VILLAGE SUISSE + CHAMBRE DE SERVICE.
Prix : 1.575.000 F.
Voir mercredi, jeudi 14 h. à 18 h.
52, AVENUE DE LA MOTTE-PICQUET, esc. D ou TÉL. 723-91-28.

8e arrdt
PRÈS **PARC MONCEAU**
6 pces, 2 bns, 165 m², 2e étage. MICHEL & REYL -265-90-05.

82, bd Malherbes, vis-à-vis parc Monceau, mar. 12, merc. 13 mai, 10 h. à 18 h. Part. vd 75 m² parkg neuf, 6e ét., 1.400.000 F. Tél : 561.15.95/833.27.43.

9e arrdt
TRINITÉ Grand standing triple réception. 3 ch., superbe cuis., park.
BOURDAIS 562-51-32.

12e arrdt
Neuilly-Armenonville, 1930. 4 P., 121 m² + service, excellent état. 1.200.000 F. - 504-53-94.

Pte Dorée. Pr invest. Beau 2 P., entr., cuis., w.-c., bns, pend., ét. neuf. Loué 1.100 F/mois. Prix : 210.000 F. Tél. : 755-82-30.

14e arrdt
14e RÉCENT PRÈS MÉTRO très beau 3/4 P., 75 m² tt cft. 596.000 F. 577-74-38.

ALESIA Bel imm. calme 3 p. Cft, à rénov. Px 490.000 F. Tél. 327-52.44.

Pr. Montparnasse. 364-95-10
JARDIN - ARBRES
Rez-ch. 2 pces., soleil, calme.

DENFERT. Duplex original, poutres, aménagement de qualité, soleil. TRIPLE EXPOSIT., ascens., cave. Px : 460.000 F. Téléphone : 322-31-20.

PLANTES-ALÉSIA. 364-95-10
VILLA 180 m² + 80 m² JARD. 100 m², CALME.

Mº ST-JACQUES 4e étage ascens.
PIERRE de T. Chauffage central, 3 grandes pièces, clair, s/jardin, entrée, cuisine, bains, 70 m². Téléph. matin au 544-21-97.

15e arrdt
VOLONTAIRES, bel immeuble pierre de taille, 5e étage, balcon charmant, 3 pces, chff. central 475.000 F. - Tél. : 320-99-80.

12, r. Lacordaire, 9 h-18 h. Très joli 2 P. Cft, 5e ét. sans ascens. 300.000 F. 577-96-85.

CONVENTION, bon imm. coquet, 2 p., cuis., bains, w.-c., ch. cent., gaz. 360.000 F. Visite les 13 et 14 mai, de 15 à 19 h., 123, rue de la Croix-Nivert.

16e arrdt
COLOMBIE - MUETTE
HOTEL PART. 470 m²
Verdure, soleil. 364-42-70.

BOULEVARD MURAT, charmant 2 P. 42 m² + terrasse 44 m², balcon, vue, soleil
BOURDAIS 562-51-32

16e NORD
BEAUX 5 et 6 PIÈCES, service MATIN : Tél. 567-47-47.

16e FACE BOIS BALCON-TERRASSE
6e ét. 7/8 P., 3 sanitaires 3.800.000 F
Possib. prof. libérale
C. ACHARD - 637-32-93.

AUTEUIL Superbe living 57 m² + 2 CHBRES. TRÈS LUXUEUX. 1.580.000 F - Tél. 548-63-50.

PASSY Part. vend immeuble bourgeois
Magnifique 4 p., entrée, cuis. équipée, bains. R.-DE-CHAUSS. Plein soleil + chambre service 870.000 F - Tél. : 325-75-42.

17e arrdt
GUY MOQUET
3 P. tt confort, 5e ét., 58 m² imm. récent standing 490.000. Ardouin. 229-44-81.

Mº VILLIERS. Imm. bourgeois Gd 2 Pces, tt cft, refait neuf. Téléph. pptaire au 387-95-97.

AV. NIEL Près. 2 PIECES, cuis., w.-c., bains à instal. 5e ét. 325-77-33.

AV. TERNES Près. 2 PCES, cuisine, w.-c., Bains à inst., 5e ét. 325-77-33.

18e arrdt
Pour INVESTISSEMENT.
Immeuble ramis à neuf sur boulevard 18e, LIBRES
6 APPTS de 3 pièces, 54 m².
4 STUDIOS de 2 p., 19 à 23 m².
GD STUDIO 8e étage, 43 m².
NERET - Téléph. : 225-62-20.

BUTTE-MONTMARTRE, av. Junot « Le Hameau des Artistes » triplex tout confort s/verdure 1.250.000 F. 255-66-18.

BUTTE MONTMARTRE
rue P.-Feval, 3 p. + belles ch., serv., w-c, bns, dressing, 2e ét. s/rue. 650.000 F. 255-66-18.

19e arrdt
2 P. tt cft ds récent stand. en pleine verdure sur LES BUTTES - 367-03-03.

20e arrdt
GAMBETTA, SAINT-FARGEAU Immeuble récent, R.-d.-Ch. sur jardins. 4 pces 89 m² + loggias. Park. - 600.000 F. Profess. lib. autorisée. Téléph. : 562-05-56

92 Hauts-de-Seine
NEUILLY-SABLONS
Mod. Séjour, 3 chambres, 2 bns. 2e étage. 115 m². Impeccable. Michel & Reyl. - 265-90-05.

GARCHES. Prox. centre 93 m² en duplex avec terrasse. Très belle vue, calme, soleil. Px 790.000 F. T. 741-58-46.

VAUCRESSON de PARC 15 ha
4 P. construction récente, grand standing, à partir de 600.00 F. ANJOU. 266-27-55.

NEUILLY SAINTE-CROIX
CHARME DE LA RIVE GAUCHE
54 m², liv. + 1 ch. 550.000 F. Matin - Tél. : 577-60-10.

BOULOGNE (BOIS)
Dans immeuble grd standing,
3 P. grand hall, séjour, cuis. équipée, 2 chambres.
Bains + salle douche, parking, parfait état, loggia, plein sud. 562-41-28 - Tél. 562-47-21.

94 Val-de-Marne
VINCENNES Métro Château
près R.E.R. Bon imm., 3e étage SEJOUR, CHAMBRE, entrée CUIS., bains, w-c, chauffage. Refait à neuf. Prix intéressant. Téléph. propriétaire : 873-57-80.

CHARENTON près bois et métro
Imm. PROVINS grand 3 P. s/rue et jardin, balcon, tout confort, 635.000 F. Micot 344-43-87.

95- Val-d'Oise
ISLE-ADAM
Proximité de la forêt et centres hippiques.
Luxueuse résidence de deux immeubles de deux étages avec ascenseurs dans parc naturel.
3 APPARTEMENTS DE 4 P. Grande terrasse avec barbecue. PRIX : 480.000 F
(Reste également un 3 pièces et un 5 pièces). Visite sur place ts les jours de 15 à 20 h, sauf lundi et mardi.
92, av. des Bonshommes, Isle-Adam ou sur R.-V. 469-32-99.

appartements achats

EMBASSY SERVICE
8, Av. de Messine, Paris (8e) rech. pour clientèle étrangère et diplomates, APPTS, HOTELS PARTIC. et VILLAS Paris ou Ouest résident. **562-02-37**

JEAN FEUILLADE, 54, av. de la Motte-Picquet, 15e, 566-00-75 recherche Paris 15e et 7e pour bons clients appts toutes surf. et immeub. Paiement comptant.

RECHERCHE 2 à 4 Pièces, Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. PAIEM. CPT CHEZ NOTAIRE. Tél. : 873-23-55, même le soir.

ACHÈTE comptant chez notaire
3 et 4 pièces. Paris. Bon quartier. Mme LEULIER, tél. : 261-39-78 ou le soir : 900-84-25.

ACHÈTE COMPTANT PARIS
BON QUARTIER. URGENT STUDIO. Tél. : 873-20-97.

locations non meublées offres

Paris
PARIS - GAMBETTA
STUDIO A LOUER TOUT CONFORT
Tél. 020-16-28 après 20 h.

Région parisienne
NEUILLY
Avenue Charles-de-Gaulle, Immeuble neuf, JAMAIS HABITÉ 2, 4, 5 ET 6 PIÈCES. Libres de suite. 563-52-09.

locations non meublées demandes

Paris
Cadre de banque (allemand) cherche meublé ou pas, quartier agréable. Tél. bur. 359-07-07, p. 426 ou P.K., 54, r. Prony, 17e.

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, Paris (8e) rech. pour clientèle étrangère et diplomates, APPTS, HOTELS PARTIC. et VILLAS Paris ou Ouest résidentiel. **562-78-99**

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction beaux appartements de standing 4 pièces et plus. 285-11-08.

PPTAIRES Louez vos appts sous 24 heures. Nous garantissons vos loyers. Services gratuits. 272.02.62.

Région parisienne
Etude cherche pour CADRES villas, pavil. ttes banl. Loyers gar. 5.000 F max. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris
H. INTERNATIONAL
recherche pour BANQUES ETRANGERES et DIPLOMATES appart. et maisons Paris et Ouest résidentiel. VIDE ou MEUBLÉ - LOCATION ou ACHAT - Tél. : 555-84-23.

immeubles

RECH. DIRECTEMENT ou par intermédiaire immeub. de rapport Paris ou banl. imméd. Paiement comptant. Discrétion assurée. CLARIDE 11, r. Amiral d'Estaing, 16e. Tél. 720-16-51.

fonds de commerce

Petite ville touristique haut Languedoc, vends **TABAC** bimbeloterie disques pêche, cadeaux.
Prix 450.000 F. Écrire Amitrano, 58, Gde-Rue, 34220 Saint-Pons.

A céder maison de convalescence, 60 lits, centre Ouest. Deschamps, 9, cité Trévise, Paris. Téléphone : 770.51.26.

bureaux

CONSTITUTION de SOCIÉTÉS – télex-secrétariat tous services
BUR. MEUBLÉS 8e, 9e, 15e
ASPAC PARIS-8e 293-60-50 +
votre SIÈGE SOCIAL – délais rapides - prix compétitifs

VOTRE SIÈGE A PARIS
VOTRE SIÈGE A LONDRES
de 80 à 300 F par mois
CONSTITUTION DE SOCIÉTÉS
G.E.I.C.A., 296-41-12 +
56 bis, rue du Louvre, Paris (2e)

DOMICILIATIONS
Bureaux meublés, secrétariat, télex, constitution de sociétés
PARIS FLASH BUREAU
605-43-21.

CHAMPS-ÉLYSÉES
Loue directement 1 bureau ou + dans imm. standing. 563-17-27.

SIÈGES DE SOCIÉTÉS
Avec secrétariat, tél., télex TOUTES DÉMARCHES POUR CRÉATIONS D'ENTREPRISES
ACTE S.A., 261-80-88 +

hôtels particuliers

15e SUD, PLEIN SOLEIL Hôtel part. 5/6 p. + gd atelier artiste. 320-73-37.

VERSAILLES
SANTANDREA
vend 2 hôtels particuliers.
Dans quartier résidentiel. 270 m² habitables, 2 niveaux, jardins 550 m², parfait état.
Centre, 310 m² habitables, 3 niveaux, jardin 100 m², profession libérale possible.
Prix élevés justifiés. Tél. 260-87-38 ou 260-87-68.

maisons individuelles

Région Ouest près de Cholet, à vendre très belle maison construction 79. Comprenant grd salon, salle à manger, grde cuisine, 3 chbres, salle de bns, grde entrée, avec sous-sol, garage 3 voit., salle de jeux sur terrain de 1.200 m², 90 min. de la mer. Pour tous renseign. téléph. après 20 h. au 16 - 51 91-68-36 ou dans la journée 16 - 41 82-30-22.

maisons de campagne

Dans village vauclusien 20 km Avignon 60 km Marseille
A RESTAURER
Dans petite copropriété DEUX MAISONS de Village avec possibilité de création de terrasse.
Prix 90.000 F et 120.000 F.
APPARTEMENT de 120 m² avec jardin 300 m².
PRIX 160.000 F. CATRY
Téléphone : (91) 54-92-93.

UZES (30)
Maison caractère, vue splendide, 6 p., 2 bains, 2 w.-c. Garage. Sur 2 ha harboré, avec puits. Prix : 1.207.000 F. Agence ALEXANDRA, tél. : 16 (66) 22-18-49.

villas

10 km VERSAILLES
SITE EXCEPTIONNEL
Vue splendide - Villa récente 200 m². Séjour 54 m², 5 chbres, 3 bains, jard. 1.465 m². Urgent. 1.050.000 F. Tél. : 954-68-00.

propriétés

LOIRET
Luxueuse ferme aménagée sur 25 ha, possibilité augmenter superficie jusqu'à 40 ha, étang, possibilité location chasse, 150 ha attenant. Écrire Havas MONTARGIS, N° 200135, 42, rue Dorée, 45200 MONTARGIS.

BOIS-LE-ROI. 900 m² de terrain. Très belle villa sur 2 étages. 140 m² habitables, parfait état, soleil, calme, près gare. 870.000 F. Tél. 298-15-53, poste 216.

PRÈS VERNON (Eure)
Très belle ppté 12.000 m². Parc. 4 MAISONS INDIVIDUELLES NERET 51, av. F.-Roosevelt, 8e. Téléphone : 225.62.20

LE CHESNAY Résidentiel 10' gare R.D.
Belle meulière, séjour 50 m². Bureau, cuis., office, 9 chbres, sous-sol total. Gar. 3 voitures. Chauffage gaz. Terrain 800 m². Px 2.100.000. Tél. 954-68-00.

domaines

Achète
GRAND DOMAINE
à vocation forest. et chasse, préférence départements 45 - 41 - 18 - 89 - 58.
Écr. Havas Neuilly, n° 200138, 136, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 NEUILLY-SUR-SEINE.

châteaux

2 CHATEAUX A VENDRE
1° 80 km SUD-EST PARIS, classé, 12 P., 3 avec boiseries, Parc 68.000 m², avec rivière ;
2° 90 km Ouest, STYLE XIIIe, 17 pièces, confort.
C.I. RAYNAUD.
32, avenue de l'Opéra Paris (2e). Tél. : 742-88-34.

YVELINES 20 km PARIS
Superbe château XVIIIe, 18 P. + commun bon ét. d'entret. parc 15.000 m². Ec. SIPEP, réf. 1.050, 3, r. de Choiseul, 75002 PARIS.

هكذا من الأصل

Le Monde

économie

ÉTRANGER

ALORS QUE LES RÉSERVES EN DEVISES DU MAROC SONT AU PLUS BAS

Le plan 1980-1985 prévoit cent onze milliards de dirhams d'investissements

Les dirigeants marocains sont tentés de parier sur l'avenir, quitte à essayer d'oublier la mauvaise passe que traverse le pays et que la sécheresse de cet hiver a encore aggravée (« le Monde » des 5 février et 31 mars). Inaugurant, le 28 avril à Fez, les travaux du Conseil supérieur de la promotion nationale et du plan, qui se sont terminés à Rabat le 7 mai, le roi Hassan II a donné le ton, affirmant qu'en dépit des difficultés économiques et financières, « il n'était pas possible à un pays, quelque étendus que soient ses besoins et quelle que soit l'importance des moyens dont il dispose, de se passer de planification au vingtième siècle ». Il a élevé au rang de ministre M. Taïeb Bencheikh, quarante-trois ans, qui est depuis plusieurs années secrétaire d'État au plan et au développement régional et qui a, à ce titre, élaboré le plan quinquennal 1980-1985. Il a, en outre, précisé que l'enveloppe globale du plan s'élèverait à 111 milliards de dirhams (1).

De notre correspondant

Le souverain a énuméré trois priorités : l'exploration des richesses halieutiques et des fonds marins (il vient de nommer un *ministre des pêches*), celle des richesses du sol et du sous-sol et enfin la formation des individus. Il a rappelé l'importance des ressources agricoles et a cité les schistes bitumineux dont le Maroc dispose en quantité. *« Nous demeurons persuadés que le sol de notre pays renferme du pétrole »*, a-t-il affirmé avant de rappeler que la *société* Elf-Aquitaine a récemment découvert plusieurs gisements de gaz naturel. Il a enfin mentionné l'uranium qui sera extrait de l'acide phosphorique, dérivé des phosphates.

Le roi a aussi appelé les petites et moyennes entreprises à prendre le relais de l'État et a promis de nouveau la publication prochaine du code des investissements (il en avait parlé pour la première fois en octobre, lors de la rentrée du Parlement).

De son côté, le 4 mai, à Rabat, M. Maati Bouabid, a ouvert les travaux des quatre commissions du Conseil supérieur du plan, en rappelant les grandes réalisations du plan triennal 1978-1980 dont il a estimé les résultats *« dans l'ensemble positifs »*. Selon le premier ministre, ce plan aurait permis de maintenir le budget de l'équipement à un niveau convenable (7 830 millions de dirhams par an contre 10 360 en 1977) et de réduire le déficit de la balance commerciale revenu de 8,5 milliards de dirhams en 1977 à 7,2 *milliards* en 1980, soit un taux de couverture de 57,3 % contre 41 %. Le déficit budgétaire a été également abaissé de 17 % du produit intérieur brut en 1977 à 11,5 % en 1980.

Déséquilibres et concours extérieurs

Toutefois, d'après les derniers chiffres disponibles, les grands déséquilibres financiers, tant intérieurs qu'extérieurs, n'ont pas été réduits à la fin du plan triennal. Le taux de couverture commercial *s'est*, certes, amélioré et le Maroc a, en 1980, accru ses exportations de 26,5 % grâce surtout *aux phosphates et à l'acide phosphorique*. Toutes les ventes phosphatières réunies n'auront cependant pas permis de payer la seule facture pétrolière.

Au total, la fin de 1980 a enregistré une aggravation du déficit de la balance des paiements (1 milliard de dirhams contre 125 millions en 1979), une diminution des avoirs extérieurs de 35 % par rapport à 1979 et une augmentation de la dette extérieure qui a atteint 7 milliards de dollars. *Pour l'ensemble de* l'année, l'inflation a été officiellement de 9,7 % et le déficit budgétaire de 7,2 milliards de dirhams, moins élevé qu'en 1977, demeure sensiblement du même ordre qu'en 1979, en dépit de la suppression, à partir de septembre, d'une partie des subventions destinées à rendre moins chers les produits de première nécessité.

Ces déséquilibres se sont accentués au début de 1981 : les avoirs extérieurs ont encore chuté en janvier de 75 % et le Maroc ne disposait plus que de huit jours d'importations en devises. En février, le bilan des avoirs extérieurs est même devenu négatif, le déficit commercial mensuel s'est aggravé et le taux de couverture est retombé en janvier à 42,7 %. Sur le plan intérieur, les différentes aides au Trésor ont progressé de 21 % et l'inflation a repris à vive allure : 1,3 % en janvier, 1,9 % en février, revenant toutefois à 0,5 % en mars.

Certes, le Maroc ne manque pas *de concours extérieurs. Depuis* la fin de l'année 1980, il n'a pas reçu moins de sept prêts d'organismes internationaux ou de consortiums bancaires, sans compter une aide de 62,4 millions de marks accordée le 25 février par *la R.F.A.* pour l'alimentation en eau de Casablanca et de Kenitra. Ces sept prêts ont été attribués par la Banque mondiale pour le développement de la zone du fleuve Loukos (34 millions de dollars) le 29 décembre 1980 et pour la promotion du tourisme (100 millions de dollars) le 5 février 1981 par un consortium de *banques arabes* (100 *millions de* francs suisses) le 10 février pour l'accroissement des exportations marocaines, par la Banque européenne d'investissement (18 millions de dollars) le 7 avril pour l'équipement des P.M.E., par *l'Export-Import Bank* (35 millions de dollars) le 8 avril pour l'Office chérifien des phosphates, par la Banque mondiale à nouveau (36 millions de dollars) le 16 avril pour l'assainissement des bidonvilles de Meknès et de Kenitra, par un groupe de banques britanniques (40 millions de dollars) le 29 avril pour un *laminoir* à Nador. Sans *oublier* qu'à la fin de décembre 1980 le Maroc s'était vu confirmer l'octroi d'un prêt important, de 988 millions de dollars, utilisable jusqu'en octobre 1983 et dont il put tirer aussitôt une première tranche de 56,2 millions de dollars.

Le pays pourra-t-il assurer la croissance prévue dans le nouveau plan quinquennal, soit 6,5 % par an, même en tenant compte de cette aide extérieure ? Cette croissance ne serait pas aussi forte que durant la période faste de 1975-1977 où elle avait atteint 9 %. Toutefois, elle serait bien supérieure à la moyenne enregistrée pendant la durée du plan triennal, que M. Bouabid a évaluée à 4 % par an, mais que d'autres experts chiffrent à 3 % au plus. Pour 1980, la croissance n'aurait été que de 3 à 4 %. Il *s'agirait donc* d'un nouveau bond en avant qui supposerait une progression correspondante des investissements que M. Bouabid lui-même a chiffrée à 8 % par an.

L'État investirait 70 milliards *de dirhams dans* l'agriculture (construction de douze barrages), l'énergie, les mines, le tourisme, sans oublier les dépenses sociales. Mais le secteur privé, tant marocain qu'étranger, devrait faire le reste. Dans la situation financière actuelle du Maroc, les perspectives du nouveau plan quinquennal apparaissent comme un pari *sur l'avenir*.

ROLAND DELCOUR.

(1) 1 dirham = 1,05 F.

En R.F.A.

LES PRIX ONT AUGMENTÉ DE 0,7 % EN AVRIL ET DE 5,6 % EN UN AN

Wiesbaden (*A.F.P.*). — Le coût *de la vie en Allemagne fédérale* a augmenté de 0,7 % en avril, soit autant qu'en février et en mars et presque autant qu'en janvier (+ 0,8 %), indique l'office fédéral de statistiques sur la base de données définitives. En un an, la hausse des prix à la consommation s'est établie à 5,6 %.

Le maintien de l'inflation à un niveau *relativement* élevé pour la R.F.A. est dû d'abord à l'augmentation de la taxe sur les carburants, intervenue au 1[er] avril, qui a entraîné un bond de 6 % en un mois du prix de ces derniers. Elle s'explique aussi par le renchérissement du gaz (+ 1,6 % en avril), du courant électrique (+ 0,9 %) et de certaines denrées alimentaires.

FIN DE LA GRÈVE DES EMPLOYÉS ET CADRES SUÉDOIS

Le patronat souligne la fragilité du modèle des négociations sociales

De notre correspondant

Stockholm. — L'accord, intervenu le 11 mai, entre la Confédération du patronat suédois (SAF) et le Cartel des employés et cadres du secteur privé (P.T.K.), a mis fin à une semaine de grèves dans cinq grandes firmes, dont le groupe automobile Volvo et la compagnie des téléphones L.M. Ericsson ainsi que dans une partie de la marine marchande. La menace d'une extension du conflit par un lock-out de deux cent cinquante mille employés à partir de ce mardi 12 a donc été écartée au dernier moment.

La commission de médiation, dont les propositions acceptées par le *patronat avaient, à deux reprises,* été rejetées par le syndicat, est finalement parvenue à trouver un terrain *d'entente entre* les partenaires sociaux en conflit depuis le 9 avril. Les salaires de quelque quatre cent *mille cols blancs affiliés* à P.T.K. seront relevés de 8,8 % au total en 1981 et 1982, ce qui représente des augmentations à peu près identiques à celles obtenues par la Confédération générale du travail (L.O.) en février et qui devaient faire figure de « modèle » pour l'ensemble du marché du travail.

Les employés et cadres ont plusieurs fois déclaré qu'ils étaient prêts à accepter des améliorations modérées en raison des difficultés économiques, mais qu'ils n'entendaient pas obéir à la baguette au syndicat ouvrier, d'autant plus que celui-ci bénéficie d'un glissement de salaires par rapport à l'accord paritaire central. Sur ce point, qui constituait la principale pomme de discorde entre employeurs et employés, et curieusement aussi entre les deux principales organisations suédoises, un compromis est intervenu.

Les cols blancs obtiendront, au 1[er] janvier 1983, une augmentation automatique de 8 % si le glissement des rémunérations des ouvriers est supérieur à 8 % en 1981 et 1982. Cette garantie a permis de débloquer les discussions et d'éviter un conflit social d'envergure.

Les critiques adressées ces derniers jours par le président de L.O. ne sont certainement pas étrangères non plus à l'assouplissement des positions des cadres. M. Gunnar Nilsson avait notamment déclaré : *« Cette grève est incompréhensible. Elle est déclenchée par le cartel des employés, non pas pour faire pression sur le patronat, mais pour protester contre le rôle prépondérant de L.O. Nous sommes dans une situation unique et absurde qui risque de détériorer les rapports futurs entre employés et ouvriers. »*

La Confédération du patronat *estime que l'accord du 12 mai est* trop « coûteux » et va poser des problèmes à l'industrie exportatrice. Elle souligne que le « modèle » suédois de négociations paritaires est devenu fragile, puisqu'il a été impossible ces deux dernières années de parvenir à des accords centraux sans grèves ni lock-out.

Le renouvellement des conventions collectives dans les secteurs public et privé pour 1981 et 1982 n'est pas encore tout à fait achevé. La centrale L.O. va étudier en détail l'accord SAF-P.T.K. Si cet examen montre que les employés ont obtenu plus que les travailleurs, il ne faut pas exclure que L.O. demande une renégociation des conventions conclues en février.

ALAIN DEBOVE.

AFFAIRES

En Grande-Bretagne

TALBOT OFFRE DES COURS DE CONDUITE GRATUITS

Talbot U.K., filiale britannique du groupe Peugeot, a imaginé, pour enrayer l'effondrement de ses ventes (25 % de pertes en un an), une méthode de promotion inusitée, qui fera rêver de ce côté-ci de la Manche. Talbot offre des leçons de conduite gratuites (vingt heures) à tous les apprentis conducteurs ayant déjà pris au moins vingt-cinq heures de leçons au volant d'une Talbot. Une fois l'examen réussi, la société s'engage même à rembourser la totalité des leçons si le nouveau titulaire achète une voiture de la marque. *L'avantage n'est pas mince : en* France, à titre de comparaison, il en coûte au minimum de 2 000 F à 3 000 F *pour obtenir* le précieux petit livret rose.

LE JAPON ET LES ÉTATS-UNIS VONT BAISSER LEURS TARIFS DOUANIERS SUR LES COMPOSANTS

Les États-Unis et le Japon viennent de conclure un accord de principe pour baisser réciproquement les droits de douane sur *les semi-conducteurs. Les deux* pays ramèneraient leurs taxes au printemps 1982 à 4,2 %. Actuellement, les taxes japonaises sont de 10 % et aux États-Unis de 5,6 %. Cet accord a été élaboré à l'occasion de la visite à Washington, la semaine dernière, du premier ministre japonais, M. Suzuki.

Les deux pays demanderont aux pays de la C.E.E., qui appliquent un tarif de 17 %, de réduire leurs droits.

Cet accord intervient au moment où l'industrie japonaise des circuits intégrés arrive à maturité. *Pendant des années*, les autorités avaient maintenu un tarif douanier élevé afin de permettre à leurs industriels de reconquérir le marché intérieur jusqu'alors dominé par les fabricants américains.

Les nouveaux dirigeants d'I.C.L. rompent les négociations avec d'autres constructeurs

Nouvelle étape dans l'histoire mouvementée de la société britannique *International Computer Limited* (I.C.L.), numéro un de l'informatique européenne. On sait que la compagnie connaît des difficultés financières depuis plusieurs mois (*le Monde* des 21 et 27 mars). En mars, le gouvernement *avait accordé sa garantie* à des crédits bancaires d'un montant de 200 millions de livres afin de débloquer la situation.

Cependant, les problèmes de fond demeuraient, et deux voies s'offraient à I.C.L. pour tenter d'y répondre. Soit la firme passait peu ou prou dans l'orbite d'un de ses grands concurrents. Soit elle choisissait de s'en sortir seule. Dans ce cas, une profonde restructuration et un changement *complet* d'équipe étaient, semble-t-il, jugés nécessaires par les autorités britanniques.

Après quelques semaines de flottement, la seconde solution a été choisie par le conseil d'administration d'I.C.L. et les pouvoirs publics. Tout l'état-major d'I.C.L. est modifié. M. Christopher Laidlaw, vice-président de British Petroleum, remplace le banquier Philip Chappel à la présidence du conseil d'administration de la compagnie. M. Robert Wilmot, *directeur général de la filiale britannique* de Texas Instrument, devient directeur général à la place de M. Christopher Wilson. Un troisième gestionnaire, M. John Gardiner, président-directeur général du groupe Laird (construction mécanique), viendra renforcer le conseil d'administration.

Nommé lundi, M. Laidlaw a annoncé que les négociations avec d'autres constructeurs en vue de l'absorption d'I.C.L. étaient rompues. On sait que plusieurs sociétés étaient intéressées par une prise de contrôle d'I.C.L., notamment les groupes américains Sperry Univac, Burrough, Control Data, Siemens et un groupe japonais. Les nouveaux dirigeants d'I.C.L. ont indiqué que leur objectif prioritaire était d'abord de rétablir la rentabilité de la compagnie.

Une telle solution « insulaire » ne veut pas dire pour autant que I.C.L. n'envisage aucune coopération avec des groupes étrangers. Mais, chez I.C.L., on souhaite développer les coopérations « ponctuelles ». Celles qui existent déjà avec Control Data, ou Hitachi *dans la recherche, mais aussi* de nouvelles avec d'autres partenaires.

Dans cette affaire, Mme Thatcher et son gouvernement ont mis de côté leurs principes libéraux. Il est vrai que le caractère stratégique d'I.C.L., ses implications militaires, les pressions des administrations et de grandes sociétés *équipées en ordinateurs* d'I.C.L. plaidaient pour la solution nationale. L'opinion publique britannique, et les Communautés européennes, n'auraient pas très bien compris que la Grande-Bretagne, après tant d'années d'efforts en *faveur de son constructeur national*, l'abandonne au milieu du chemin.

La nomination de la nouvelle équipe s'est faite, en tout cas, en étroite liaison avec le cabinet britannique et on remarque que le nouveau président d'I.C.L. est également vice-président de la société nationale British Petroleum. — J. M. Q.

CORRESPONDANCE

L'affaire de la bibliothèque Méjanes à Aix-en-Provence

M. Alain Joissains, maire d'Aix-en-Provence, avait, dans le Monde *du 2 mai, réagi à un article publié dans* le Monde *daté 19-20 avril à propos du conflit qui l'oppose à Mme S. Estève, ancienne directrice de la bibliothèque Méjanes. Celle-ci, invoquant son droit de réponse, nous a fait tenir la lettre suivante :*

Je tiens à mon tour à vous faire savoir que, archiviste paléographe, nommée à la direction de la bibliothèque Méjanes par arrêté du ministre de l'éducation nationale du 12 septembre 1973, j'en suis toujours le conservateur en chef.

Les propos de M. Joissains sont fallacieux et ne cherchent qu'à semer la confusion.

Animateur du comité de soutien du pays d'Aix à M. Valéry Giscard d'Estaing, il n'hésite pas à m'accuser faussement, je l'affirme, d'avoir largement milité pour la défaite de M[e] Ciccolini, son prédécesseur socialiste, grief qui, de sa part, ne manque pas de saveur et qui sera certainement apprécié par ses supporters.

Quant au fameux dossier qu'il brandit comme une menace et qui me mettrait personnellement en cause, il n'est pas inopportun de rappeler que, conformément à l'article 6 bis de la loi du 17 juillet 1978 sur la liberté d'accès aux documents administratifs, j'en ai, en vain, réclamé la communication par lettres du 29 octobre 1980 à M. Joissains lui-même et à M. le ministre de la culture, puis par lettre du 7 février 1981 à M. le directeur du livre. Toutes ces lettres sont restées sans réponse et la commission d'accès aux documents administratifs, saisie par lettre du 26 janvier 1981, le 20 mars 1981, m'a renvoyée au ministère de la culture.

Ce dossier a été constitué par M. Joissains pour obtenir mon départ et a motivé une enquête effectuée en juillet 1980 par un inspecteur général de l'administration centrale du ministère de la culture. Le rapport qui en a résulté en a *fait justice*. Et c'est parce que M. Joissains n'a pas obtenu satisfaction qu'il a trouvé plus simple de me mettre dehors après avoir fait changer les serrures de l'établissement.

Ce faisant, il a passé outre le statut des fonctionnaires et pris une décision qui n'aurait pu relever que de la seule compétence du ministre des universités. Si le maire a pris cette décision, s'il l'a exécutée dès le 3 mars 1981 en luttant de vitesse avec le tribunal *administratif de Marseille*, si, ensuite, pendant trois semaines, il s'est opposé au jugement du 25 mars 1981 prononçant le sursis, donnant ainsi à ses administrés un bien curieux exemple, ce serait, dit-il, à la demande des syndicats C.G.T. et F.O. d'employés communaux d'Aix-en-Provence qui l'auraient rendu destinataire de courrier contre mon éventuelle réinsertion dans la bibliothèque Méjanes.

Lui auraient-ils aussi conseillé de me remplacer, en violation avec les articles L. 341-2 et R. 341-15 du code des communes et l'article 3 modifié du décret n° 69-1265 du 31 décembre 1969, à la tête de la bibliothèque Méjanes par un agent communal, pas même titulaire du baccalauréat et qui n'a jamais satisfait à aucun des concours prévus par le statut du personnel communal pour les bibliothèques ?

Or c'est à cet employé, qu'il soutient avec la plus étonnante exemplarité, fût-ce en violation de la loi, que M. Joissains a remis la bibliothèque Méjanes, un des joyaux du patrimoine français par l'importance de son fonds ancien.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● *Les prix des modèles Citroën*, à l'exception de ceux de la « Visa 2 » et de la gamme « CX », seront majorés de 2 % en moyenne à partir du lundi 11 mai. La précédente augmentation des *tarifs Citroën datait* du 16 décembre 1980 et atteignait 4 % en moyenne pour tous les modèles.

● *Le Japon pourrait réduire de 5 % à 7 % ses exportations d'automobiles vers la Belgique*, annonce un journal économique japonais, *Nihon Keizai*, citant des sources gouvernementales. *Au* cours des trois premiers mois de l'année les exportations de voitures japonaises vers la Belgique ont atteint trente-trois mille unités, soit 26 % de plus que l'an passé. — (*A.F.P.*)

● *Total renforce sa participation dans la société* off shore *AMREP*. — La Compagnie française du pétrole vient de renforcer sa participation dans la société AMREP, l'un des deux principaux constructeurs de plates-formes pétrolières off shore. Grâce au rachat d'une partie des actions du fondateur d'AMREP, M. André Miller, Total et Paribas deviennent les principaux *actionnaires d'AMREP par le* biais d'une société créée spécialement à cet effet, AUXIREP. Après l'annonce de la prise de participation d'une minorité de blocage de 34 % d'Elf Aquitaine dans Bouygues off shore, il se confirme ainsi la création dans ce secteur d'avenir de deux pôles français autour des deux compagnies pétrolières nationales de l'industrie para-pétrolière.

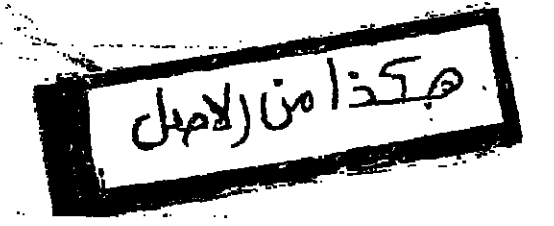
● *Les négociations pour le renouvellement de l'accord Multifibre (A.M.F.) s'ouvriront le 13 juillet* à Genève, a décidé le 8 *mai* le comité textile du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et de commerce). L'A.M.F., qui expire le 31 décembre 1981, fixe les règles du commerce international de produits textiles.

Presse

● *Le groupe Express a été* condamné par le conseil des prud'hommes à verser 120 000 F au journaliste Edouard Bailby pour « *licenciement sans motif réel ou sérieux* ». Grand reporter, spécialiste de l'Amérique latine à *l'Express*, Edouard Bailby avait été renvoyé en juillet 1979, sans avertissement préalable. Le motif invoqué était la « *non-adaptation à une politique rédactionnelle* », consécutive à l'arrivée de M. Goldsmith et de la nouvelle direction de l'hebdomadaire. Le défenseur du plaignant réclamait 350 000 francs.

● *Le Figaro* a porté son prix de vente à 2,80 F depuis le lundi 11 mai.

● *Aux « Dernières nouvelles d'Alsace »*, un accord est intervenu à la veille du second tour de l'élection *présidentielle* entre la direction et les ouvriers du Livre C.G.T. Le conflit avait empêché la sortie du journal au tour précédent. L'accord prévoit une semaine de 38 heures en cinq jours, au lieu de 35 heures, ce qui permet de repousser l'embauche des deux dactylos-clavistes jusqu'à la fin de la période de *reconversion du personnel linotypiste* sur le matériel moderne. Il prévoit également l'ouverture, dès la semaine prochaine, de négociations entre la C.G.T.-Livre et la direction des D.N.A. sur le statut des dactylos-clavistes.



LOGEMENT

A PROPOS DE...

LES CONTESTATIONS DES USAGERS DU LOGEMENT

Taudis à Paris

Les taudis n'ont pas disparu à Paris, affirment les organisations d'usagers du logement. Les procédures pour résorber l'habitat insalubre existent, mais le relogement des occupants reste très aléatoire.

Au 3-5, passage Basfroi, dans le onzième arrondissement, trente familles, dont une vingtaine de jeunes enfants, vivent parmi les gravats et les rats. Quelques poutres d'étaiement sommaires soutiennent plafonds troués et murs couverts de salpêtre. Les loyers sont de l'ordre de 500 F par mois pour des deux pièces de *20 à 25 mètres* carrés. Les premières demandes de relogement datent de 1971.

Le 25 février 1981, la majeure partie de l'immeuble a été frappée d'un arrêté *préfectoral « d'interdiction immédiate à l'habitation jour et nuit »*, indique-t-on à la mairie de Paris. Cette mesure confère aux occupants le statut de *« demandeur très prioritaire »* d'un logement à caractère social auprès de la préfecture de Paris.

De même source, on précise qu'il y a actuellement de quinze à vingt mille demandeurs prioritaires à Paris tandis que la préfecture dispose d'un contingent nettement plus réduit d'appartements vacants réservé à *leur usage : trois mille cinq* cents logements en 1980.

Pour qu'il y ait effectivement dans un tel cas relogement immédiat des occupants, comme le stipulent les documents officiels en la matière, il faudrait qu'il y ait évacuation par les services de la préfecture de police. Mais ceux-ci n'interviennent que lorsque *« la sécurité des personnes et du voisinage est menacée »*, par exemple lorsque l'effondrement d'une partie de l'immeuble entraîne la rupture de canalisations de gaz. Dans ce cas, le *relogement définitif* ou provisoire est assuré par le bureau d'aide sociale de la Ville.

Les taudis ne manquent pas à Paris, affirment la Fédération parisienne du logement et la Confédération générale du logement, qui citent *notamment* des écroulements de caves, cité Popincourt, dans le onzième, ou le cas d'un immeuble de trois étages dans le douzième, habité principalement par des personnes âgées, alors que l'escalier a été plusieurs fois étayé.

De sources officielles, le nombre des immeubles faisant l'objet d'une procédure pour insalubrité est actuellement de quatre cent mille sur l'ensemble du territoire et de sept mille environ à Paris. Pour plus de 75 % le parc *parisien (1,2 million de logements)* a été construit avant 1949. Une consolation (?) toutefois pour les occupants d'immeubles frappés « seulement » *d'interdiction d'habiter : le propriétaire* est civilement et pénalement responsable en cas d'accident...

UN PROCÈS EXEMPLAIRE

Un bail locatif peut-il faire référence aux accords nationaux signés par les propriétaires ?

La Theuillerie, à Ris-Orangis (Essonne), est une résidence confortable comme il en existe un certain nombre dans la région parisienne. Pourtant, un conflit y oppose le *président de l'association des locataires* et la société propriétaire, conflit qui tend à prendre une valeur d'exemple. *Il souligne*, en effet, les difficultés d'application et même *d'interprétation* des accords contractuels *signés* sur le plan national.

Tout a commencé en septembre 1980 lorsque est arrivé à échéance le bail de trois ans accordé à Jean-Paul et Christiane Vossot, qui animent respectivement l'amicale des locataires et l'union fédérale des consommateurs du département.

Sur le nouveau bail qui leur était adressé par la Compagnie lyonnaise immobilière (C.L.I.), qui possède et gère quelque trois mille cinq cents appartements un peu partout en France, ils ont rajouté une mention à leurs yeux indispensable, faisant explicitement référence aux accords signés dans le cadre de la commission Delmon et à la loi du 10 janvier 1978, dite Scrivener. Les accords Delmon sont officiellement définis comme « un premier pas dans la voie d'une clarification des rapports entre propriétaires et locataires ».

Or, la réplique de la C.L.I. fut particulièrement vive. Considérant la phrase rajoutée comme « des conditions particulières », elle a tout simplement donné leur congé aux époux Vossot dès les premiers jours d'octobre avant d'entamer à leur encontre une procédure d'expulsion. « On ne peut admettre dans un bail tous les articles du code et toutes les lois qui pourraient éventuellement les concerner », explique M. Jacques Carnet, responsable du patrimoine à la C.L.I. « Ce qui est important, poursuit-il, c'est d'abord qu'on les respecte. Mais nous ne voulons pas pour autant nous engager sur tous les accords Delmon, même ceux à venir, que nous n'avons donc pas encore signés. Quant à la loi Scrivener, elle vise les actes de commerce, hormis les contrats de louage qui relèvent d'une autre procédure. »

Evidemment, M. et Mme Vossot expriment un tout autre avis. « Notre propriétaire, affirment-ils, ne respecte ni les accords Delmon sur les charges locatives, les dépôts de caution, etc., ni les accords de modération sur les loyers, ni les articles du code *civil régissant le* louage, ni même les récents décrets-lois parus au « J.O. » sur les *économies d'énergie.* » *Ils se sont* retournés contre le Groupement des sociétés immobilières d'investissements, *dont dépend* la C.L.I. qu'ils ont, de concert avec l'union fédérale des consommateurs, assigné devant le tribunal d'instance de Corbeil.

L'audience déjà renvoyée à deux reprises a *eu lieu le 24 avril, le jugement* sera rendu le 22 mai. Mais entre-temps, ce conflit a pris valeur *d'exemple. Pour tenter de se faire* entendre, M. et Mme Vossot ont obtenu le soutien d'une dizaine *d'associations représentant* quelque trois mille cinq cents locataires.

STÉPHANE BUGAT.

● *Mise au point.* — Contrairement à ce que nous avons écrit en note à la fin de l'article « La Cinquième n'est plus ce qu'elle était » *(le Monde* du 5 mai), les *pence* ne sont pas devenus des *pennies* du fait de la décimalisation. En fait, *penny* a deux pluriels : *pennies*, désignant les pièces, et *pence* la valeur. Ce qui a changé avec la décimalisation, et qui explique la confusion commise, c'est l'abréviation de *penny* ou *pence* : on écrivait auparavant *d.* et aujourd'hui *p.*

FAITS ET PROJETS

LES EXPORTATIONS DES TÉLÉCOMMUNICATIONS.

Avec un chiffre d'affaires à l'exportation d'environ 3 milliards de francs en 1980, l'industrie française des télécommunications a représenté 7 % du marché mondial ouvert à la concurrence, selon les estimations de la direction des affaires industrielles et internationales des télécommunications.

Le volume important des commandes enregistrées en 1980 (environ 4 milliards de francs) laisse prévoir une augmentation d'un point par an de la part du marché mondial « occupé » par l'industrie française des télécommunications, précise la direction dans son rapport annuel, qui *ajoute qu'en 1980 les exportations* ont représenté, avec 13,4 milliards de francs, plus de la moitié du total des investissements *(25,3 milliards de francs) réalisés* par la direction générale des télécommunications.

CONTRE LES PIGEONS DE PARIS.

Pour lutter contre la prolifération des pigeons et éviter qu'ils ne détériorent certains bâtiments publics, la mairie de Paris va expérimenter un nouveau système de dissuasion. Il s'agit d'appareils émettant des ondes électro-magnétiques qui perturbent le sens d'orientation des pigeons et les dissuadent d'installer *leur nid*.

De tels appareils vont être installés à l'Hôtel de Ville et dans six marchés couverts. On attendra les résultats d'une telle expérience — conduite après concertation avec *les organismes de* protection des animaux — avant de la généraliser éventuellement.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —	
$ E.-U.	5,5170	5,5210	— 230	— 125	— 455	— 270	—1080	— 660
$ can.	4,5890	4,5935	— 195	— 85	— 370	— 195	— 835	— 460
Yen (100)	2,5210	2,5260	+ 165	+ 235	+ 285	+ 395	+ 840	+1070
DM	2,4080	2,4110	+ 40	+ 100	+ 60	+ 150	+ 215	+ 425
Florin	2,1670	2,1705	+ 60	+ 110	+ 100	+ 190	+ 305	+ 500
F.B. (100)	14,7500	14,7700	— 500	— 195	—1140	— 540	—2700	—1430
F.S.	2,6500	2,6630	+ 110	+ 175	+ 200	+ 310	+ 650	+ 895
L (1 000)	4,8380	4,8420	— 230	— 245	— 620	— 435	—1525	—1075
£	11,5545	11,5290	+ 265	+ 530	+ 500	+ 935	+1335	+2295

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	10 1/8	10 5/8	12 1/4	12 5/8	12 5/8	13	12 5/8	13
$ E.-U.	17 5/8	18 1/8	19 1/4	19 5/8	19 3/8	19 1/2	18 7/8	19 1/4
Florin	9 7/8	10 5/8	10 7/8	11 1/2	11 3/8	11 15/16	11 1/2	12 1/8
F.B. (100)	17 1/2	20	17 1/2	20	17 1/2	20	17 1/2	20
F.S.	3 7/8	4 5/8	9 3/8	9 3/4	9 7/16	9 13/16	9 1/2	9 7/8
L. (1 000)	19	20	19	20 1/2	19	20 1/2	18 1/2	20
£	10 7/8	11 1/2	11 3/4	13	11 7/8	11 13/16	12 1/8	13 1/4
F. français	16	17	18 1/2	19 1/2	18 1/2	19 1/2	18 1/2	19 1/2

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CIT-ALCATEL

Le conseil d'administration, réuni le 6 mai 1981, a arrêté les comptes de l'exercice 1980.

Le résultat d'exploitation de la Compagnie s'élève à *70 120 298 francs*, en retrait sur celui de 1979. La poursuite à un rythme accéléré de la reconversion technique et industrielle nécessitée par l'introduction massive de la commutation électronique temporelle dans le réseau national de télécommunication a pesé en effet sur les comptes de l'exercice. Dans le même temps, la *Compagnie a été conduite* à maintenir à un niveau élevé les frais d'études et de développement de produits nouveaux. Elle a également poursuivi ses efforts commerciaux à l'étranger, dont l'efficacité est attestée par une remarquable progression *(+ 90 %) des commandes prises* à l'exportation, mais dont les effets sur le chiffre d'affaires ne seront sensibles qu'au cours des prochains exercices.

Compte tenu de l'incidence, enregistrée au compte de pertes et profits, *de la reprise d'activités* antérieurement exercées par l'A.O.I.P., de provisions fiscales constituées à l'occasion du rachat du réseau international Roneo, et de la reprise de provisions ou profits antérieurs déjà taxés, la provision pour impôts ne *représente qu'un montant très faible*. L'exercice ne donne, par ailleurs, pas lieu à participation des salariés aux fruits de l'expansion de l'entreprise. Le résultat net du bilan s'élève ainsi à 77 840 840 francs contre 116 621 372 francs en 1979, chiffre qui *comprenait 20 970 000 francs* de plus-values nettes à long terme sur cessions d'immobilisations.

Ce résultat s'entend après des amortissements de 153 720 747 francs (comprenant, pour 9 312 706 francs, l'annuité supplémentaire 1980 afférente à la *réévaluation, prélevée sur* la provision spéciale, et pour 1 758 330 francs l'amortissement partiel des frais d'émission d'obligations convertibles) contre 156 142 000 francs (dont 11 235 000 francs prélevés sur la provision spéciale, et 4 809 000 francs d'amortissement des frais sur emprunt obligataire) en 1979.

Le conseil d'administration, prenant en considération les perspectives de l'exercice en cours, a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, convoquée pour le 22 juin 1981, de maintenir le dividende distribué au même niveau que celui de l'exercice précédent.

Le revenu global par action serait ainsi de 81 francs, soit 54 francs à titre de dividende et 27 francs à titre d'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal). La distribution globale serait en conséquence de 73 948 880 francs; compte tenu de l'affectation de 12 366 414 francs à la réserve des plus-values à long terme, le report à nouveau passerait de 76 538 672 francs à 68 164 419 francs.

Enfin, les actionnaires, convoqués en assemblée générale extraordinaire à l'issue de l'assemblée générale ordinaire, seront notamment invités à se prononcer sur une distribution gratuite d'actions au personnel, à laquelle il leur sera proposé de procéder en application des récentes *dispositions adoptées* en la matière par le Parlement.

SIMCO

Le montant des loyers émis par la société au cours du premier trimestre de l'année 1981 s'élève à 31 425 477 F contre *27 153 540 F* pour le premier trimestre 1980.

Ces montants ne tiennent pas compte des indemnités compensatrices dues par l'Etat.

هكذا من الأصل



Emprunt Crédit Lyonnais

15,30%

Emprunt obligataire
de F. 1.000.000.000
en 200.000 obligations de F. 5.000

Prix d'émission :
le pair, soit F. 5.000 par obligation

Jouissance :
4 mai 1981

Amortissement :
en totalité à la fin de la 8e année, soit le 4 mai 1989 par remboursement au pair, sous réserve des rachats en Bourse effectués notamment dans le cadre d'un fonds de rachat.

Cotation :
demandée en Bourse de Lyon.

Taux de rendement actuariel brut à l'émission :

15,36%

Tous les guichets du Crédit Lyonnais peuvent vous fournir des informations complètes sur l'émission et recueillir vos souscriptions.

Une note d'information qui a reçu le visa C.O.B. n° 81-58 en date du 21 avril 1981 est tenue à la disposition du public.

B.A.L.O. du 11 mai 1981

Crédit Lyonnais
Société Anonyme au capital de F. 537.600.000
Siège Social à Lyon
Siège Central et Administration : 19, Bd des Italiens - 75002 Paris
RCS Lyon B 954 509 741 - APE 8902



BILANS APRÈS AFFECTATION

ACTIF	31/12/79	31/12/80
Caisse, instituts d'émission, trésor public, comptes courants postaux	513 438 844	987 173 083
Banques, organismes et établissements financiers	11 055 795 887	15 171 598 497
Bons du trésor, valeurs reçues en pension ou achetées ferme	667 172 811	185 720 880
Crédits à la clientèle	3 074 451 010	5 009 284 277
Comptes ordinaires débiteurs de la clientèle	56 808 080	61 552 588
Chèques et effets à l'encaissement	46 566 805	88 333 531
Comptes de régularisation et divers	526 240 056	737 241 976
Opérations sur titres	157 713 483	11 071 882
Titres de placement	70 540 015	288 332 498
Titres de participation et de filiales	43 250 448	46 908 810
Immobilisations	16 897 919	19 492 232
TOTAL DE L'ACTIF	18 222 871 256	22 617 707 375

PASSIF	31/12/79	31/12/80
Instituts d'émission, trésor public, comptes courants postaux	2 188 540 058	3 298 774 787
Banques, organismes et établissements financiers	11 495 527 483	14 871 182 915
Valeurs données en pension ou vendues ferme	—	803 339 634
Comptes créditeurs de la clientèle	1 157 770 705	1 571 531 588
Comptes d'épargne à régime spécial	6 785 903	17 887 128
Comptes exigibles après encaissement	40 566 805	99 333 531
Comptes de régularisation, provisions et divers	488 236 699	846 830 718
Obligations	502 000 000	829 859 800
Emprunt subordonné convertible en actions	50 000 000	150 000 000
Réserves	63 523 523	78 427 283
Capital	250 000 000	250 000 000
TOTAL DU PASSIF	18 222 871 256	22 617 707 375

LE FRANCE, 4 RUE ANCELLE 92521 NEUILLY CEDEX
téléphone : (1) 747 11 45 - telex : 610334 et 630087

AGENCES	BAHREIN	P.O. Box 5595 Kanoo-Building Manama/Bahrein
	TOKYO	P.O. Box 6190 Tokyo International Tokyo/Japon
	SEOUL	P.O. Box 1224 Samsung main Building Séoul/Corée
REPRESENTATIONS	BEYROUTH	P.O. Box 0082 Centre Gefinor Beyrouth/Liban
	LE CAIRE	6 Brenler Street (Kasr El Nil) Le Caire/Egypte

DELALANDE S.A.

Le conseil d'administration de Delalande S.A., réuni le 8 mai 1981 sous la présidence de M. André Courtaigne, a arrêté les comptes de l'exercice 1980 et a décidé de convoquer les actionnaires en assemblée générale ordinaire pour le 26 juin 1981. Le même jour, une assemblée extraordinaire sera appelée à statuer sur une augmentation de capital de 1 155 700 F réservée à la distribution d'actions aux salariés en application de la loi du 24 octobre 1980.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Delalande pour 1980 s'élève à 660 056 000 F, soit une progression de 24 % par rapport à 1979. Ce chiffre comprend les ventes de la nouvelle filiale américaine Frances Denney à compter du 2 juillet 1980, date à partir de laquelle elle est comprise dans la consolidation. Si l'on ne tenait pas compte de cette acquisition en cours d'année, le chiffre d'affaires consolidé, comparable à celui de 1979, serait de 616 millions de francs, soit une progression de 16 %.

L'année 1980 a été marquée par une amélioration du chiffre d'affaires et des résultats des Laboratoires Delalande et Carrion en France, et surtout par la croissance de la Division Parfumerie, dont les ventes ont progressé de 35 % en France et ont sextuplé aux États-Unis.

Les comptes consolidés du groupe font apparaître un bénéfice d'exploitation de 66 958 000 F, soit une progression de 47 %, et la marge brute d'autofinancement ressort à une somme de 26 973 000 F, soit une amélioration de 41 % par rapport à 1979.

Le bénéfice net ressortirait à 7 600 000 F s'il n'avait pas été jugé opportun de constituer diverses provisions à raison des pertes de Coparel Inc., afin de pouvoir apprécier sur une base clarifiée le développement futur de l'implantation américaine.

Dans ces conditions, le bilan consolidé se solde par un bénéfice net après impôt de 3 380 000 F.

Au niveau de la société-mère Delalande S.A., le bénéfice d'exploitation est de 3 449 000 F, en augmentation de 16 % par rapport à 1979. Mais, après constitution d'une provision de 6 056 800 F sur les avances consenties par la holding à la filiale Coparel Inc., et d'une provision fiscale de 4 724 000 F pour implantation à l'étranger dans le cadre de l'agrément obtenu pour l'acquisition de Frances Denney, le bilan de Delalande S.A. se solde par une perte de 4 889 000 F.

Néanmoins, compte tenu du redressement des résultats consolidés du groupe, et de sa confiance dans la rentabilité des investissements des dernières années, le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale la distribution d'un dividende de 6 F, assorti d'un avoir fiscal de 3 F, soit au total 9 F par action. Ce dividende serait prélevé à concurrence de 1 699 293 F sur le solde du report à nouveau bénéficiaire après imputation de la perte de l'exercice, et à concurrence de 612 200 F sur la réserve générale, dont le montant serait ramené à 14 687 800 F.

PAPETERIES DE GASCOGNE

Les Papeteries de Gascogne annoncent les résultats suivants pour l'exercice 1980 :

— Ventes de papier : 133.600 tonnes.
— Ventes de sacs : 119.024.000 sacs.

L'exercice a été marqué par une détérioration de la situation au cours du deuxième semestre.

Les ventes sont en diminution de 1,3 % pour le papier et de 9,5 % pour les sacs, par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires hors taxes est de.... 542.083.000 F
La marge brute d'autofinancement s'élève à + 48.613.000 F
et le bénéfice net à + 3.673.000 F

Le Conseil proposera à l'Assemblée générale qui se tiendra à Mimizan le 22 juin 1981, la distribution d'un dividende net de 4 F par action, identique à celui de l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires consolidé de la Société pour l'année 1980 est supérieur à 1.380.000.000 de francs.

COMPAGNIE FRAISSINET

Société anonyme au capital de F 67 149 450
Siège social :
3, rue Beauvau, 13001 Marseille
R.C. : Marseille B 056 801 293

Le conseil d'administration de la Compagnie Fraissinet, réuni le 8 mai 1981, a arrêté les comptes de l'exercice 1980 qui se soldent, compte tenu d'importantes plus-values réalisées sur le portefeuille, par un bénéfice net de 8 411 479,67 F contre 14 046 067,15 F en 1979.

L'exercice précédent avait bénéficié de revenus exceptionnels d'un montant total de 9 234 928,90 F.

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire, qui se réunira le 23 juin 1981, la distribution d'un dividende net de 3,80 F par action assorti d'un avoir fiscal de 1,90 F, soit un revenu global de 5,70 F contre 5,25 F au titre de l'exercice précédent.



CREDIT LYONNAIS
EUROPARTENAIRES
Banco di Roma
Banco Hispano Americano
Commerzbank

Situation au 31 mars 1981

La situation au 31 mars 1981 s'établit à 405 174 millions contre 409 772 millions au 3 mars 1981. Au passif, les comptes d'Instituts d'Émission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux se chiffrent à 19 379 millions de francs et les comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers à 148 452 millions de francs. Les ressources fournies par la Clientèle totalisent 163 603 millions de francs. A l'actif, les comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers s'élèvent à 148 760 millions de francs, les Crédits à la Clientèle à 154 169 millions de francs et les comptes ordinaires débiteurs de la Clientèle à 19 670 millions de francs.



PECHINEY UGINE KUHLMANN

Société anonyme au capital de 2 849 135 300 F
SIÈGE SOCIAL : 23, rue Balzac - 75008 Paris
R.C.S. Paris B 562 095 166

AVIS DE CONVOCATION

MM. les Actionnaires sont convoqués :

1) *En assemblée générale ordinaire,*

le mercredi 17 juin 1981, à 9 h. 30 au Centre International de Paris (Palais des Congrès) - Salle Bleue - à Paris 75017, 2, place de la Porte Maillot, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

1. — Rapport du conseil d'administration sur l'exercice 1980 ;
2. — Rapport général des commissaires aux comptes ;
3. — Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées par l'article 101 de la loi du 24 juillet 1966 ;
4. — Approbation des comptes de l'exercice 1980 et du bilan au 31 décembre 1980 ;
5. — Affectation du résultat de l'exercice - Fixation du dividende ;
6. — Approbation du rapport spécial des commissaires aux comptes et des conventions qui y sont mentionnées ;
7. — *Nouvelle autorisation à donner au conseil d'administration en* vue de procéder à l'émission d'obligations tant en France qu'à l'étranger ;
8. — Délégation de pouvoirs pour les formalités.

2) *En assemblée générale extraordinaire,*

le lundi 1er juin 1981, à 11 heures, au Siège social, 23, rue Balzac 75008 Paris, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

1. — Rapport du conseil d'administration ;
2. — Rapport spécial des commissaires aux comptes ;
3. — Décision à prendre en application de la loi n° 80 834 du 24 octobre 1980 créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales ;
4. — Augmentation du capital social, réservée aux salariés visés par ladite loi, d'un montant égal à 2 % du capital existant à la date du 23 décembre 1980 par la création libérées par compensation avec une créance sur l'État ;
5. — Pouvoirs au conseil d'administration pour arrêter la liste définitive des salariés bénéficiaires, constater, en conséquence de la réalisation définitive de l'augmentation de capital, le montant du nouveau capital et modifier corrélativement l'article 6 des statuts ;
6. — Autorisation à donner au conseil d'administration d'augmenter le capital social d'un montant nominal de 1 milliard de francs en une ou plusieurs fois ;
7. — Nouvelle autorisation à donner au conseil d'administration d'émettre des obligations convertibles pour un montant nominal maximum de 1 milliard de francs ;
8. — Modifications à apporter aux statuts de la société :
   - Augmentation du nombre des actions de garantie de gestion dont les administrateurs doivent être propriétaires ;
   - Modification des articles 21 et 43 des statuts résultant de la suppression des tantièmes par la loi n° 75 1347 du 31 décembre 1975 ;
   - Modification de l'article 45 des statuts relatifs à l'emploi des fonds de réserves ;
   - *Modifications* diverses des articles 12 (Libération des actions), 13 (Indivisibilité des actions), 15 (Perte des titres), 18 (Durée des fonctions des administrateurs), 20 (Organisation du conseil d'administration), 21 (Rémunération des administrateurs), 22 (Réunion du conseil d'administration), 24 (Pouvoir du conseil d'administration), 25 (Direction générale), 44 (Paiement des dividendes).
9. — Délégation de pouvoir pour les formalités.

Il est précisé que cette réunion sera reportée, à défaut de quorum, au mercredi 17 juin 1981, au Centre International de Paris (Palais des congrès) — salle Bleue — à Paris 75017, 2, place de la Porte-Maillot, à l'issue de l'assemblée générale ordinaire convoquée à 9 h. 30.

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit de prendre part à ces assemblées ou de s'y faire représenter, étant précisé que pour l'assemblée générale extraordinaire, le droit de vote appartient au nu-propriétaire pour les actions frappées d'un usufruit.

Toutefois, pour être admis à assister à ces assemblées ou s'y faire représenter, les actionnaires propriétaires d'actions nominatives devront être inscrits sur les registres de la société cinq jours francs avant l'assemblée et les actionnaires propriétaires d'actions au porteur devront, dans le même délai, déposer ou faire immobiliser leurs titres dans l'un des établissements mentionnés ci-dessous ou chez un intermédiaire agréé (banque ou agent de change) qui tiendront à la disposition des intéressés des formules de pouvoir et des cartes d'admission :

Crédit Lyonnais, Crédit Commercial de France, Banque Nationale de Paris, Société Générale, Banque de Paris et des Pays-Bas, Lazard Frères et Cie, Crédit Industriel et Commercial, Crédit Chimique, Banque d'Indochine et de Suez « Indosuez », Crédit du Nord, Société Lyonnaise de Dépôts et de Crédit Industriel, Banque de l'Union Européenne, Banque Worms, Banque Rothschild, Société Marseillaise de Crédit, Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet, Banque de Savoie, Société Nancéienne de Crédit Industriel et Varin Bernier, Caisse Centrale des Banques Populaires, Crédit Suisse, Société de Banque Suisse, Union de Banques Suisses, Pierson, Heldring et Pierson (Amsterdam), Banque Bruxelles Lambert, Deutsche Bank (Francfort, Düsseldorf, Hambourg).

L'avis préalable, prescrit par l'article 130 du décret n° 67 236 du 23 mars 1967, a été publié au « Bulletin d'Annonces Légales Obligatoires » du 30 avril 1981.

Le Conseil d'Administration.

De Dietrich

Le conseil d'administration, réuni le 7 mai 1981, a arrêté le bilan et les comptes de l'exercice 1980 du groupe De Dietrich qui seront soumis à l'assemblée générale du 25 juin.

Après deux années de progression exceptionnelle de 20 % enregistrée en 1978 et 1979, le chiffre d'affaires de l'exercice 1980 totalise 1 384,7 millions de francs, soit + 6 %.

Les ventes à l'exportation, en augmentation de 23 %, s'élèvent à 213,9 millions.

Les résultats du groupe, après déduction d'une provision de 22,4 millions au titre de l'impôt sur les sociétés, d'une annuité d'amortissement de 44,6 millions contre 37,3 millions en 1979 et d'une provision pour participation des salariés de 3,08 millions, ressortent à 21 891 500 francs.

Les résultats comparés des trois derniers exercices se présentent comme suit :

	En millions de francs		
	1978	1979	1980
Bénéfice de l'exercice	18,333	26,716	18,305
Répartition filiales	2,255	2,542	2,891
Total	20,588	29,258	21,196
Plus-values nettes de cession d'actif	771	9,678	496
Primes d'apport	9,803	—	—
Total	31,162	38,936	21,692
Cash-flow net hors plus-values	55,473	67,818	68,061

Les investissements engagés en 1980 ont atteint 67 millions de francs contre 65 millions en 1979.

Il sera proposé à l'assemblée générale du 25 juin 1981 la mise en distribution d'un dividende par action égal à celui de l'exercice précédent (F 41,70 dont F 13,90 d'avoir fiscal), mais s'appliquant à un capital élargi de 322 807 à 336 888 actions, l'emprunt d'obligations convertibles 7,8 % 1971 ayant été totalement amorti au cours de l'exercice 1980.

Le conseil proposera à l'assemblée générale extraordinaire qui suivra l'assemblée ordinaire de ne pas procéder, dans le cadre de la loi du 24 octobre 1980, à une distribution gratuite d'actions aux salariés de la société.

Concernant l'activité des premiers mois de l'exercice en cours, les facturations du premier trimestre 1981 atteignent 348,58 millions H.T., en diminution de 5 %. Les ventes à l'exportation totalisent 81,72 millions, en augmentation de 63 %.

Ces chiffres confirment la tendance du deuxième semestre 1980, savoir : ralentissement des ventes de biens de consommation durables, contrastant avec une activité soutenue en biens d'équipement, notamment à l'exportation.

SEFIMEG

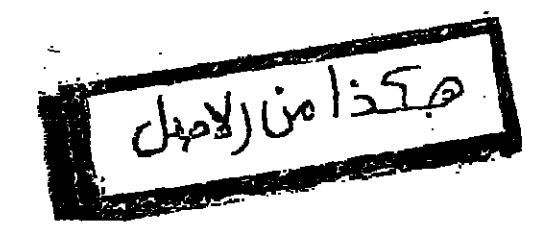
Les recettes de loyers se sont élevées au cours du premier trimestre 1981, à 28 470 000 F, en augmentation de 13,47 % par rapport à celles du premier trimestre de l'année précédente, qui étaient de 25 090 000 F.

Pendant cette période, le taux d'occupation des logements et locaux commerciaux est demeuré proche de 100 % et la société a perçu les premiers loyers de l'immeuble, 126, boulevard Suchet, à Paris-16e acquis à la fin de l'année dernière.

Les recettes totales, comprenant les loyers, primes à la construction et produits accessoires, ont atteint, au cours de ce premier trimestre 1980, 30 950 000 F contre 28 125 000 F pour la période correspondante de 1980.

CESSATION DE GARANTIE

Par suite de résiliation, l'ASCOBATT — Association pour la caution par les banques et les assurances des entreprises de travail temporaire, 26, rue Vernet, à Paris 75008 — fait savoir que la garantie conférée depuis le 1er janvier 1981 par la compagnie Les Assurances du crédit, pour le compte de la Société chaudronnerie navale industrielle ferroviaire-CNIF, immeuble Le Nymphéa, bâtiment B, 9, avenue Séméquier, à Toulon 83000, et au profit d'une part de la Sécurité sociale et des institutions sociales et d'autre part au profit des salariés temporaires prendra fin dans un délai de deux jours suivant la présente publication.





LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

12 MAI

Actions toujours en baisse
Nouvelle avance de l'or

Les actions françaises ont continué à baisser fortement ce mardi à la Bourse de Paris. La cotation de la quasi-totalité d'entre elles n'avait pu avoir lieu hier, faute de pouvoir équilibrer un peu les courants acheteurs et vendeurs et la plupart des titres ont subi le même sort au cours de cette séance.

Ainsi, à la corbeille, en dépit d'un nouveau décalage des cotations de plus d'une demi-heure pour clarifier les ordres — de vente, naturellement, — seule Michelin a pu finalement être cotée à 660 F contre 830 F vendredi.

Aucun espoir n'est apparu d'inscrire un cours pour les valeurs nationalisables.

Côté emprunts, le 7 % 1973, très surveillé par les « petits porteurs », a été coté à 6 430 F contre 7 410 F vendredi, tandis que la rente 4,5 % 1973 fléchit plutôt à 2 530 F contre 2 575 F la veille.

Comme on pouvait s'y attendre, le marché de l'or continue à bénéficier de la désaffection qui frappe les valeurs françaises. Le napoléon est hissé à 950 F (+ 51 F) tandis que le lingot bondit à 95 990 F (+ 3 000) après des écarts sensiblement du même ordre déjà la veille.

Les valeurs étrangères sont également très favorisées avec des écarts à la hausse supérieurs à 3 % sur Hitachi, Quilmes, Sony, Ericsson progressant même de plus de 7 %.

On apprenait ultérieurement que la fin de la séance, normalement fixée à 14 h 30, était reportée d'une demi-heure afin d'essayer de déterminer de nouvelles cotations, une mesure qui pourrait modifier quelques écarts sans bouleverser pour autant la tendance de fond du marché parisien depuis deux jours.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

VALEO. — Les résultats du groupe ont subi une baisse sensible en 1980, le bénéfice net ressortant à 44 millions de francs, contre 217 millions, tandis que la marge brute d'autofinancement régressait à 357 millions de francs (5,3 % du chiffre d'affaires) contre 500 millions (8,3 %) en 1979. La société attribue cette diminution aux filiales françaises du secteur électrique du groupe. D'autre part, souligne Valéo, le déplacement de la demande de la clientèle vers des modèles de voitures de plus faible cylindrée et comportant des équipements moins coûteux a entraîné une baisse du prix moyen de vente des projecteurs. Dressant un premier bilan depuis le début de l'année, la firme constate que la production des constructeurs automobiles français reste inférieure d'environ 10 % à celle de 1980, alors que les ventes de pièces de rechange sont satisfaisantes. Enfin, l'accroissement du chiffre d'affaires du groupe en 1980, à 6,74 milliards de francs (+ 11,5 %), traduit « une stabilité en volume de l'activité du groupe malgré la baisse de la production automobile européenne ».

DELALANDE. — La société a enregistré un net redressement en 1980, avec un bénéfice net consolidé de 3,38 millions de francs, après une perte de 2,78 millions de francs pour le précédent exercice.

De son côté, le bénéfice d'exploitation du groupe ressort à 66,96 millions de francs, en augmentation de 47 % sur 1979, tandis que la marge brute d'autofinancement est en hausse de 41 %, à 26,98 millions. Enfin, le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'élève à 660,98 millions de francs, en progression de 24 % pendant la même période.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1980)

	8 mai	11 mai
Valeurs françaises	101,8	—
Valeurs étrangères	117,6	122

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général 109,8

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 12 mai ...... 14 1/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	11/5	12/5
1 dollar (en yens)	213,70	218,50

NEW-YORK

Forte baisse

Le nouveau renchérissement du loyer de l'argent aux États-Unis a entraîné une nouvelle baisse de la Bourse de New-York qui s'est établie lundi pratiquement à son plus-bas depuis deux mois, l'indice Dow Jones des industrielles accusant, en clôture, un repli de 12,96 points, à 963,44.

Le relèvement du taux de base bancaire (« prime rate ») à 19,5 % contre 19 % précédemment annoncé par Manufacturers Hanover Trust et Bankers Trust a rapidement été entériné par un certain nombre d'autres établissements bancaires de premier rang, telle la Chase Manhattan. De nombreux dégagements ont été constatés au fil des compartiments, I.B.M. apparaissant l'action la plus activement traitée (586 700 titres) avec un cours en baisse de 1 point, à 56-1/4.

En clôture, le nombre des baisses a dépassé celui des hausses dans la proportion de 1 145 contre 443 tandis que 344 actions restaient inchangées. Le volume des transactions a régressé à 37,6 millions de titres, contre 41,8 millions la veille, un des plus étriqués depuis les 33,5 millions enregistrés le 30 mars dernier, ce qui traduit plus la diminution du nombre des acheteurs que l'augmentation de celui des vendeurs.

VALEURS	Cours 8 mai	Cours 11 mai
Alcoa	31 1/2	31
A.T.T.	55 1/8	55 7/8
Boeing	32 1/4	31 7/8
Chase Manhattan Bank	47 3/8	47 1/8
Du Pont de Nemours	47 7/8	46 7/8
Eastman Kodak	75 1/8	74
Exxon	68	65
Ford	22 1/2	21 1/2
General Electric	63 1/2	63 1/8
General Foods	33 3/8	33
General Motors	52 5/8	52 1/4
Goodyear	18 2/8	18
I.B.M.	57 1/8	56 1/4
I.T.T.	33 3/8	33
Kennecott	58 5/8	58 1/2
Mobil Oil	61 7/8	59 3/4
Pfizer	51 1/2	50 1/2
Schlumberger	99 1/4	97 3/8
Texaco	36 3/4	35 3/4
U.A.L. Inc.	24 5/8	24
Union Carbide	55	54 3/4
U.S. Steel	32	32 3/8
Westinghouse	32 3/4	32 7/8
Xerox Corp.	57 5/4	58 7/8

BOURSE DE PARIS — 12 MAI — COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% de coupon
3 %	....	1 841
5 %	40 80	1 384
3 % amort. 45-54	....	2 342
4 1/4 % 1963	....	2 915
Emp. N. Eq. 6 % 66	....	3 882
Emp. N. Eq. 6 % 67	....	5 688
Emp. 7 % 1973	6405	..
Emp. 8,80 % 77	105 50	6 659
Emp. 9,80 % 78	76 70	8 188
E.D.F. 7,8 % 61	....	2 308
E.D.F. 14,5 % 80-92	92 60	12 478
Ch. France 3 %	184 70	..

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.F. (Sté Cent.)	771	760
Ass. Groupe Paris-Vie	2000	2000
Concorde	335	....
Epargne de France	388 80	373 20
Financ. Victoire	270	251 o
France I.A.R.D.	130	130
GAN (Sté Centr.)	738	731

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
S.P.E.G.	170	....
U.A.P.	555	550
Actibail	140 10	134 50 o
— (oblig. conv.)	165	....
Alsacienne Banque	327	306 d
Banque Hervet	180	167 20 o
Bque. Hypoth. Eur.	312	300 o
Bque. Nat. Paris	280	280
B.O.I.C.	24 55	22 80 o
(Li) B. Scalb Dup.	138	119 80 o
Banque Worms	205	....
C.G.I.B.	24 50	24 60
Cie Crédit Univ.	361	337
C.A.M.E.	91	90
Créditel	108	104 o
Créd. Gén. Ind.	240	223 50 o
Crédit Lyonnais	284 20	281 50
Electro-Banque	182 40	158 o
Eurobail	141	....
Financière Sofal	360	360
Fr. Cr. et B. (Cie)	144 50	134 80
France Bail	311 50	276 50 c
Hydro-Energie	22 10	22 10
Immobail B.I.P.	184	170 o
Immobanque	280	281
Immofice	280	....
Interbail	201	187 o
Laffitte-Bail	174	167 o
Locabail Immob.	305	284 o
Loca-Expansion	133 20	128 o
Locafinancière	165	158 50 o
Marseille Créd.	302	....
Paris-Réescompte	497	477 o
Séquanaise Banq.	259	248 70
Sicotel	140 50	131
Siminco	278	268
Sté Cent. Banq.	77	75
Société Générale	253	252
Soficomi	249	231 o
Sovabail	320	....
Unibail	308	296 o
Un. Ind. Crédit	220	211
Cie Foncière	160	155 30
C.G.V.	176 70	170 o
Fonc. Ch.-d'Eau	912	948
(M) S.O.F.I.P.	90	90 50
Fonc. Lyonnaise	1310	1220
Immob. Marseille	1780	1710 o
Louvre	327	304 o
Siméx	140	130
Cogifi	203	203
Foncier	144	138 20 o
Gr. Fin. Constr.	190	185
Immindo	155 50	149 o
Imminvest	151	145 o
Cie Lyon. Imm.	135	126 o
Ufimeg	94 60	88
Ugimo	155	149 o
Union Habit.	261	250
Un. Imm. France	218	209
Sofragi	293	271 60
Applic. Hydraul.	226	211 o
Artois	306 10	284 20
Centen. Blanzy	377	....
(NY) Comrest	112	107 50
(NY) Champex	130	....
Cominco? (Comindus)	412	395 50 o
Cie Industrielle	306	285 o
(Li) Dév. R. Nord	134	134

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Electro-Financ.	307	288 o
(M) Et. Particip	74	....
Fin. Bretagne	83 60	....
Fin. Ind. Gaz Eaux	740	689 o
Fin. Seselle-Mech.	98 60	94 50 o
Fin. et Mar. Part.	89 20	....
France (La)	516	....
Lebon et Cie	370	358
(NY) Lordex	116	....
Cie Marocaine	27	26 o
OPB Paribas	125 20	120 o
Paris-Orléans	103	....
Part. Fin. Gest. Im.	225	....
Placem. Inter.	111	111
Providence S.A.	390	376 o
Rosario (Fin)	153 80	147 50
Santa-Fé	120	115 20
Soffo	149 80	144 o
Cambodge	161 40	159
Clause	370	380
Indo-Hévéas	164	143 50
Madag. Agr. Inc.	28	....
Padang	365	383
Salins du Midi	288	278 50
Allobroge	328	305
Bananía	272	272
Fromageries Bel	325 20	303 o
Bongrain	800	745 o
Cédis	930	863 o
(M) Chambourcy	494	495
Cofradel	635	610 o
Economats Centr.	534	513 o
Epargne	1178	1110
Euromarché	825	792 o
From. P.-Renard	489	489 50
Générale Biscuit	427	....
Genvrain	205	197 o
Goulet-Turpin	185	....
Gds Moul. Corbeil	138	143
Gds Moul. Paris	312	291 o
Nicolas	470	451
Piper-Heidsieck	288	277 o
Potin	1000	960 o
Promodès	1340	1248 o
Rochefortaise	194	192
Roquefort	585	585
Taittinger	365	331
Unipol	111	108 50
Bénédictine	817	784
Bras. et Glac. Ind.	800	580 o
Dist. Indochine	480	....
Ricqlès-Zan	115	....
Saint-Raphaël	110	110
Sogepal	405	408
Union Brasseries	63	58 50 o
Française Sucr.	499	....
Equip. Véhicules	26 60	24 70
Bonie	465	470
Camp. Bernard	285	286 o
Coribati	200 10	192 o
Ciments Vicat	219 50	219
Cochery	65 30	62 70
Drag. Trav. Pub.	275	256 o
Fougerolle	165	158 50 o
Gds Trav. de l'Est	27 20	....
Herlicq	86 80	81 o
Lambert Frères	100	93 o
Leroy (Ets G.)	53 50	57
Origny-Desvroise	139	132 50 o
Porcher	292 70	281 o
Rougier	80	77
Sablières Seine	161 20	161 20
Sacer	41 80	41
Sainrapt et Brice	118 80	110 50 o
Savoisienne	100	100
SMAC Acieroid	180	173 o
Spie Batignolles	113 50	104 50 o
Dunlop	10 80	10 10 o
Hutchinson	40	38
Safic-Alcan	183 30	192
Comiphos	138 10	133 10
Gaumont	420	....
Pathé Cinéma	70	65 20 o
Pathé-Marconi	22	23 50 d
Tour Eiffel	179 80	167 o
Air-Industrie	20	....
Applic. Mécan.	41 80	....
Arbel	155	144 50 o
Bernard-Moteurs	50	....
B.S.L.	126	....
C.M.P.	29 80	20 80 o
De Dietrich	485	460
Duc-Lamothe	325	303 o
E.L.M.-Leblanc	520	485 o
Emaut-Somua	41 80	40 o
Forges Strasbourg	122	....
(Li) F.B.M. ch. fer	70	....
Frankel	350	....
Huard-U.C.F.	101	101
Jaeger	155	150 o
Jaz	77	74 90
Luchaire	156	145 50 o
Métal Déployé	328	310
Nadella	17 30	....
Nodet-G.	[illegible]	354 o
Peugeot (act. ouf.)	124	119
Ratier-For. G.S.P.	7 50	....
Ressorts Indust.	161 20	154 70
Satam	118	109 50 o
Scil	89 20	86 40 o
Scodum Autog.	153	142 60
Speichim	193	185 30
Testut-Aequitas	125	....
Trailor	340	327 o
Virax	57 60	55 20 o
At. Ch. Loire	46 10	44 20 o
Ent. Gares Frig.	184	157 50
Indust. Maritime	310	289 o
Mag. Gén. Paris	190	183
Cercle de Monaco	81 10	....
Eaux de Vichy	1035	1050
Vichy (Fermière)	283	282 50
Vittel	490	456
Ausedat-Rey	30	28 80
Darblay S.A.	28	....
Didot-Bottin	315	315
Imp. G. Lang	6 60	....
La Risle	23 50	21 80 o
Rochette-Cenpa	26	25
A. Thiery-Sigrand	52	50
Bon-Marché	108 50	112 80
Damart-Servip	990	950 o
Frac	250	240
Mars. Madagasc.	42	....
Maurel et Prom.	35 10	33 70 o
Optorg	159	152 50
Palais Nouveauté	301	301
Uniprix	62 20	60 40
Europ Accumul.	155	153 o
Fin. piles CIPEL	131 10	....
Intertechnique	1000	931 o
Lampes	154	148
Merlin-Gerin	428	400 o
Mors	153 50	143 o
Piles Wonder	205 50	192 o
Radiologie	103 50	....
SAFT Acc. Fixes	1020	950 o
Sim	1350	1257 o
Sintra	735	705 o
Unidel	96	....
Carnaud S.A.	89	83
Escaut-Meuse	231 40	215 o
Gueugnon (F. de)	39 50	37 90
Profilés Tubes Es.	17 20	16 50
Tissmétal	54 60	52 50 o
Vincent-Bourget	22 10	23
Kinta	322	315
Mokta	420	....
Amrep G.	1040	1000 o
Elf-Antargaz	300	289 o
Hydroc. St-Denis	126	126 10
Lille-Bonnières-C.	350	336 o
Carbone-Lorraine	70	67 o
Delalande S.A.	170	163 20 o
Finalens	70	68
FIPP	160	149 o
(Ly) Gerland	300	292
Gévelot	78	75 o
Grande-Paroisse	129 50	124 50 o
Ripolin-Georget	85	....
Rousselot S.A.	242	232
Soufre Réunies	169 90	....
Synthelabo	117	109 50 o
Thann et Mulh.	48 60	46 80 o
Ufiner S.M.D.	93	86 60 o
Agache-Willot	390	....
Files-Fourmies	4 75	4 40
Lainière-Roubaix	33 60	32 30
Roudière	208	200
M. Chambon	180	....
Gén. Maritime	15 25	14 60 o
Delmas-Vieljeux	317	....
Gérance et d'Arm.	18 10	17 40
Nation. Navigation	73	71
Navale Worms	114	111
SCAC	250	232 50 o
Stemi	378	364 o
Transp. Citram	133	131
Transp. et Indust.	109 30	106 10
Stanzy-Ouest	238	....
La Brosse	123	118
Conte S.A.	41 80	40 o
Degremont	115	110 40 o
Ecco	1821	1698 o
Ferrailles C.F.F.	210	195
Havas	800	745 o
Locatel	310	310
Lyon-Alemand	218 50	218 50 o
G. Magnant	47	47
MIC	206	....
O.F.P.-Omn. F. Paris	611	588 o
Publicis	680	612
Selan	61 50	....
Sellier-Leblanc	256	256 o
Waterman S.A.	180	172 80 o
Brass. du Maroc	233	233
Brass. Ouest-Afr.	41 10	41 20
A.E.G.	148	....
Akzo	47	49
Alcan Alum	186	184 50
Algemene Bank	645	....
Am. Petrofina	257	270 d
Arbed	156 50	....
Asturienne Mines	54	....
Bco Pop Espanol	98	98
B. N. Mexique	34 30	34
B. Régl. Internat.	42000	42000
Barlow Rand	48 10	....
Bell Canada	84 90	88
Blyvoor	86	83
Bowater	28	....
British Petroleum	46 30	....
Br. Lambert (G.B.L.)	156	....
Caland Holdings	67 50	68
Canadian-Pacific	208 80	....
Cockerill-Ougrée	21 20	....
Cominco	290	....
Commerzbank	305	....
Courtaulds	7 15	....
Dart. and Kraft	269	....
De Beers (port.)	43 40	....
Dow Chemical	192	187
Dresdner Bank	370	....
Est-Asiatique	47	48
Femmes d'Auj.	80 10	....
Finoutremer	105 10	....
Finsider	0 30	....
Fosseco	18 50	25 d
Gén. Belgique	180	....
Gevaert	180	....
Glaxo	38 80	36
Goodyear	98 50	....
Grace and Co	279	279
Grand Metropolitan	24 50	24 90
Gulf Oil Canada	119	118
Hartebeest	329	....
Honeywell Inc.	548	....
Hoogovens	38	....
I.C. Industries	190 10	192
Int. Min. Chem.	286 90	283
Johannesburg	330	....
Kubota	9 40	9 20
Latonia	127	128
Mannesmann	290	....
Marks-Spencer	15 10	....
Matsushita	41 10	43 65
Mineral-Ressourc.	72 95	73 60
Nat. Nederlanden	262	250
Noranda	146	146
Olivetti	21	20 80
Pakhoed Holding	105	....
Petrofina Canada	490	....
Pfizer Inc.	292	285
Phoenix Assuranc.	24 60	....
Pirelli	12 80	....
President Steyn	222	225
Procter Gamble	390	378
Rolinco	562	564
Robeco	515	515
Shell fr. (port.)	43 90	....
S.K.F. Aktiebolag	115	....
Sperry Rand	295	288
Steel Cy of Can.	169	....
Stilfontein	108	....
Suéd. Allumettes	131	....
Tenneco	240	238
Thorn EMI	47	43
Thyssen c. 1 000	160	....
Val Reefs	400	400
Vieille Montagne	137	....
Wagons-Lits	143	142
West Rand	19	....

HORS-COTE

Compartiment spécial

Entrepose	173	161 o
Sicomer	182	158 o
Sofibus	255	261
Rodamco	264	265 40

Autres valeurs hors cote

Alser	130	....
Cellulose du Pin	31	....
Coparex	498	....
Iéna Industries	13	....
La Mure	85	....
Métallurgique Minière	159	....
Océanic	26 60	13 70 o
Pétrofigaz	449	....
Pronuptia	250	....
Sabl. Morillon Corv.	120	....
Total C.F.N.	85	....
Ufiner	213	....
Voyer S.A.	2 16	....
Rorento NV	287	284 60

SICAV

11/5	Emission Frais inclus	Rachat net
1re catégorie	8803 73	8404 52
Actions France	158 33	149 24
Actions-Investiss.	171 62	163 84
Actions sélectives	204 48	195 21
Aedificandi	231 17	220 69
A.G.F. 5000	183 08	174 78
Agfimo	280 19	267 48
Altefi	148 70	141 96
A.L.T.O.	163 05	155 66
Amérique Gestion	295 21	281 82
Bourse-Investiss.	191 43	182 75
C.I.P.	563 72	538 16
Convertimo	189 79	181 18
Cortexa	641 74	612 64
Credinter	231 60	221 10
Croiss. Immobil.	241 77	230 81
Drouot-France	190 63	181 99
Drouot-Investiss.	430 70	411 17
Energie	197 69	188 73
Epargne-Croiss.	845 43	807 09
Epargne-Industr.	317 37	302 98
Epargne-Inter	405 55	387 16
Epargne-Oblig.	133 25	127 21
Epargne-Unie	506 42	483 46
Epargne-Valeur	253 41	241 92
Euro-Croissance	237 48	226 71
Financière Privée	528 72	504 74
Foncier Investiss.	446 13	425 90
France-Épargne	265 16	253 14
France-Garantie	233 81	229 03
France-Investiss.	244 11	233 04
Fr.-Obl. (nouv.)	315 65	301 34
Francic	192 55	183 82
Fructidor	161 19	153 88
Fructifrance	314 99	300 71
Gestion Mobilière	333 51	318 39
Gest. Rendement	360 44	344 10
Gest. Sél. France	265 66	253 63
I.M.S.I.	247 99	236 74
Indo-Suez Valeurs	406 83	388 38
Intercroissance	181 76	173 52
Interoblig.	6195 11	5914 19
Interselect France	197 75	188 78
Intervaleurs Indust.	295 35	281 96
Invest. St-Honoré	410 37	391 76
Laffitte-France	150 14	143 32
Laffitte-Oblig.	125 19	119 51
Laffitte-Rend.	146 88	140 22
Laffitte-Tokyo	427 24	407 87
Livret portefeuille	289 06	275 95
Multi-Obligations	321 07	306 51
Multirendement	121 65	116 13
Mondial Investiss.	220 85	210 84
Natio.-Inter.	497 66	475 08
Natio.-Valeurs	368 67	351 95
Obligem	126 76	121
Paribas Gestion	303 38	289 62
Pierre Investiss.	304 82	291
Rothschild Expans.	474 44	452 93
Sécur. Mobilière	337 19	321 90
Sélec. Mobil. Div.	240 59	229 68
S.P.I. Privinter	162	154 65
Sélection-Rendem.	129 16	123 32
Sélect. Val. Franç.	152	145 11
S.F.I. fr. et étr.	264 04	252 07
Sicavimmo	373 61	356 67
Sicav 5000	145 26	138 67
S.I. Est	638 06	609 13
Sivafrance	249 80	238 47
Sivam	186 75	178 28
Sivarente	169 28	161 60
Sivinter	203 67	194 43
S.I.G.	455 59	434 43 c
S.N.I.	686 06	654 95
Sogepargne	273 28	260 89
Sogevar	526 36	502 49
Soginter	619 83	591 72
Soleil Investiss.	294 78	281 41
U.A.P. Investiss.	206 86	197 47
Unifrance	172 58	164 75
Unifoncier	436 40	416 61
Unigestion	375 29	358 27
Uni-Japon	546 42	521 64
Unirenta	1210 20	1170 41
Valorem	247 33	236 11
Worms Investiss.	435 02	415 29

En l'absence de cotation sur la plupart des titres cotés en Bourse, nous redonnons les valeurs des SICAV en date du vendredi 8 mai, à quelques exceptions près.

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. *Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.*

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette *raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.*

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
2276	4,5 % 1973	2575	2518	2530	2500
3018	C.N.E. 3 %	2988	2825	2890	2875
490	Air Liquide	490	402	402	400
350	Als. Superm.	365	308 90	308 90	308 90
125	A.L.S.P.I.	122	103	103	101
131	Alsthom-Atl.	128	....	....	....
230	Applic. gaz	217	....	....	....
115	Arjom. Prioux	118	....	....	....
680	Aux. Entrepr.	718	602	602	590
800	Av. Dass.-Br.	828	....	....	....
185	Bail-Equipem.	167	165	165	161 70
200	— (obl.)	186	180	180	180
305	Bail-Investiss.	281	269	269	....
345	Cie Bancaire	333	....	....	....
182	B. Rothschild	176 70	....	....	....
105	Bazar H.-V.	116	105	101	105
125	B.C.T. Midi B.	116	....	....	....
235	Béghin-Say	218	....	....	....
460	Bic	485	420	420	416
470	B.I.S.	502	....	....	....
780	Bouygues	839	689	689	....
1100	B.S.N.-G.D.	1148	....	....	....
1080	— (obl.)	1101	....	....	....
1870	Carrefour	1898	1530	1530	....
310	— (obl.)	323	....	....	....
1310	Casino	1349	1182	1182	1146
210	C.C.F.	189	....	....	....
970	— (obl.)	970	....	....	....
37	CEM	36 40	....	....	....
215	Cetelem	209	....	....	....
510	C.F.A.O.	506	406	406	404
81	C.F.D.E.	58	....	....	....
152	Charg. Réunis	158	....	....	....
12	Chiers-Châtill.	11 10	....	....	....
285	C.I.A.L.	264 50	....	....	214 60
160	C.I.C.	156 90	....	....	....
187	Ciments franç.	185	156	154 10	....
168	— (obl.)	169	....	....	....
135	C.I.D.	125 50	....	....	102
960	C.I.T. Alcatel	1010	....	....	....
445	Club Méditerr.	494	....	....	....
109	Codetel	109 50	....	....	....
136	Cofimeg	135 30	122	122	122
405	Coles	390	385	385	378
114	Compt. Entrepr.	98 10	100	98 80	100
460	Compt. Mod.	442 50	....	....	....
390	Créd. Foncier	385 10	329 90	329 50	327
245	Crédit F. Imm.	238	....	....	....
345	Crédit Nat.	344	300	309 50	....
78	Crédit Nord	80	....	....	....
91	Creusot-Loire	89	....	....	....
350	Crouzet	347 50	....	....	....
285	C.S. Saupiquet	285	287	287	287
805	Darty	842	....	....	....
950	Docks France	959	820	822	....
....	D.M.C.	37 50	....	....	....
890	Dumez	945	760	760	....
350	Eaux (Gén.)	351 60	281	281	....
410	Electricité (Cie)	414	....	....	....
430	— (obl.)	445	....	....	....
1160	Elf-Aquitaine	1115	....	....	....
220	— (certific.)	205	....	....	....
510	Essilor	470	....	....	....
285	Esso S.A.F.	250	....	....	....

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
330	Eurafrance	321	....	....	....
1080	Europe n° 1	1085	....	....	....
520	Facom	532	435	435	....
155	Finextel	158	135	138 50	135
153	Fives-Lille	149	122 90	122 90	120 50
128	Fonderie (Gén.)	123	....	....	....
56	Fraissinet	52	50	50	50
116	Gal. Lafayette	106	102	103	104
240	Gén. d'Entrep.	233	....	....	....
430	G.T. Mars.	444 50	401	401	401
400	Guyenne-Gasc.	415	329	329	....
320	Hachette	328	287	282	290
405	Hénin (La)	385	....	....	....
98	Imétal	99 50	....	....	....
185	Ind. et Particip.	184 50	....	....	....
1020	Inst. Mérieux	1042	....	....	....
135	J. Borel Int.	133	....	....	....
250	J. Lefebvre	249	220	220	....
185	Jeumont Ind.	178 90	150	154	147
43	Kléber-Colombes	38	....	....	....
380	Lab. Bellon	383	....	....	....
300	Lafarge-Coppée	296	245	245	....
290	— (obl.)	285	....	....	....
1480	Legrand	1559	1295	1275	1272
2200	— (obl.)	2375	....	....	....
755	Lesieur	748	....	....	....
215	Locafrance	210	170	170	....
330	Locindus	335	290	291	290
395	Lyonn. Eaux	378 10	....	....	....
57	Machines Bull	57 50	....	....	....
515	Mais. Phénix	522	435	435	427
1120	Majorette (Ly)	1199	....	....	972
830	Manurhin	854	....	....	....
46	Mar. Wendel	47	....	....	....
49	Mar. Ch. Réun.	42	....	....	....
620	Martell	633	530	530	530
615	— (obl.)	625	515	515	515
2360	Matra	2280	....	....	....
26	Mét. Nav. D.-N.	25 20	....	....	....
820	Michelin	830	660	660	....
560	— (obl.)	565	....	....	....
990	Midi (Cie)	985	803	803	803
110	Mines Kali (Sté)	104 30	86	86 30	84 40
67	M.M. Penarroya	70 50	....	....	....
490	Moët-Hennessy	489	....	....	406
630	— (obl.)	664	....	....	....
550	Mot. Leroy-S.	576	....	....	....
74	Moulinex	70 80	....	....	....
340	Mumm	324	....	....	....
195	Navig. Mixtes	197	....	....	....
36	Nobel-Bozel	38	....	....	....
33	Nord-Est	31 60	....	....	....
72	Nouvelles Gal.	75 90	67	67	....
390	Occident. (Gén.)	380	345	350	345
310	Olida-Caby	304	268	288	283 80
103	Opfi-Paribas	101	....	....	....
665	Oréal (L')	697	591	600	591
3150	— (obl. conv.)	3158	....	....	....
90	Papet. Gascogne	90	73	73	73
116	Paris-France	107	....	....	....
255	Paris P.-B. (Fin.)	248	....	....	....
285	— (obl.)	274	....	....	....
110	Pechelbronn	109 50	....	....	....
102	PUK	101 20	....	....	....
124	— (obl.)	126 10	....	....	....

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
320	Perhoet	318	261	261	....
290	Pernod-Ricard	300	251	255	261
220	Pétroles (Fse)	196	....	....	....
210	— (obl.)	205	....	....	....
54	— (certific.)	47 50	....	....	....
117	Pétroles B.P.	107 10	....	....	....
150	Peugeot S.A.	178	....	....	....
295	— (obl.)	287	....	....	....
75	P.L.M.	72	61 20	62	....
193	Poclain	193	....	....	....
420	Poliet	438	351	351	....
106	Pompey	102	....	....	....
250	P.M. Labinal	228	....	....	....
520	Presses Cité	485	485	467	....
470	Prétabail Sic.	455	400	400	....
160	Prical	159	....	....	....
305	Primagaz	302 50	....	....	....
117	Printemps	118	....	....	....
500	Radar S.A.	485	480	473	....
495	— (obl.)	489	....	....	....
220	Radiotechn.	240 50	199 50	199 50	....
136	Raffin. (Fse)	123	....	....	....
690	Redoute	645	540	545	540
695	Révillon	644	....	....	....
87	Rhône-Poulenc	83	....	....	....
181	Roussel-Uclaf	200	....	....	....
535	Ruche Picarde	500	500	500	500
990	Rue Impériale	985	830	830	830
13	Sacilor	13 60	....	....	....
145	Sade	160	....	....	121
850	Sagem	878	717	717	....
140	Saint-Gobain	136	....	....	....
205	St-Louis B.	197	178 50	178 50	176
450	Sanofi	472	....	....	....
600	— (obl.)	820	....	....	....
57	Saulnes	54 50	45	45 50	45
118	Saunier-Duval	119	....	....	....
148	Schneider	138 50	....	....	....
50	S.C.O.A.	52	....	....	....
86	— (obl.)	84	....	....	....
118	S.C.R.E.G.	124	105	102	104
127	— (obl.)	132 50	129 30	129 30	129 30
152	Seb	142 20	119	119	117
192	Sefimeg	188 20	173	173	169 70
490	S.I.A.S.	429	....	[illegible]	....
530	Sign. Ent. El.	530	....	[illegible]	....
270	Silic	280	252	[illegible]	247
290	Simco	270	228	[illegible]	....
114	Simnor	111	102	[illegible]	....
515	Skis Rossignol	516	427	[illegible]	427
200	S.L. (Sté lyonn.)	194	....	[illegible]	157 50
275	S.N.V.B.	265	....	[illegible]	202 50
380	Sogerap	349	285	[illegible]	....
125	Sommer-Allib.	165	150	[illegible]	153
160	Source Perrier	160	....	[illegible]	....
345	Suez	325	....	[illegible]	....
236	Talcs Luzenac	240	215	[illegible]	....
345	Télécommunic.	345	....	[illegible]	....
1150	Tél. Elect.	1188	....	[illegible]	....
138	— (obl.)	144	....	[illegible]	....
225	Thomson-Br.	260	195	[illegible]	....
285	— (obl.)	277	....	[illegible]	....
375	Thomson-C.S.F.	398	....	[illegible]	....
420	— (obl.)	440	....	[illegible]	....
810	T.R.T.	830	....	[illegible]	....

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
166	U.F.B.	140	128	128	125 50
290	U.I.S.	288	....	....	....
154	U.C.B.	145 60	....	....	....
9 50	Usinor	9 70	....	....	....
97	— (obl.)	98 10	....	....	....
172	U.T.A.	162	....	....	....
280	Valéo	299 50	....	....	....
380	— (obl. conv.)	390	....	....	....
56	Vallourec	53 05	....	....	....
960	V. Clicquot-P.	970	901	901	882
670	Viniprix	638	652	652	....
1560	Elf-Gabon	1640	....	....	....
300	Amax Inc.	293 80	287	287 c	288 40 c
215	Amer. Express	245	236 90	236 90	237 50
290	Amer. Teleph.	313	313 90	313 90	313 90
73	Anglo Amer. C.	79 50	80 90	80 90	79 40
515	Angold	509	494	494	500
525	B. Ottomane	569	565	585	555
305	BASF (Akt)	309	311	311 30	311
295	Bayer	304	305	305	308
235	Buffelsfont.	240	235 10	235 10	235
28	Charter	29 90	28 10	28 10	27 60
230	Chase Manh.	271	265	265	269
147	Cie Pétr. Imp.	162 90	167 70	157 70	157
45	De Beers	46 10	45 40	45 40	....
680	Deutsche Bank	691	687	687	....
455	Dome Mines	520	508	507	508
255	Du Pont-Nem.	288 70	255	255	260 50
430	Eastman Kodak	429	415	415	415
88	East Rand	89 60	90 50	90	....
166	Ericsson	192	205	206	....
350	Exxon Corp.	380	370	370	370
118	Ford Motors	129 50	122 40	122 40	....
270	Free State	271	271 50	271	272
97	Gencor	111 50	114	114	111 80
350	Gén. Electr.	363	365 90	356 90	355
275	Gen. Motors	298	293 50	293	....
54	Goldfields	56	55 50	55 50	56 05
95	Harmony	94 10	93 40	93 40	95
12	Hitachi	16 20	16 90	16 90	16 95
295	Hoechst Akt.	306 50	300	300	294 10
32	Imp. Chemical	38 85	36	36	36
110	Inco. Limited	110 80	108 40	108 40	110
315	IBM	328 90	319 90	319 90	319 90
170	ITT	189	185 50	185 50	....
490	Merck	507	507	506	509
320	Minnesota M.	336	329 90	329 90	331 60
315	Mobil Corp.	357	338	338	....
8390	Nestlé	8740	8840	8840	8850
390	Norsk Hydro	407	405	404	....
620	Petrofina	650	660	660	....
270	Philip Morris	283	279 50	279 50	279 90
44	Philips	48	46 20	46 60	45 30
236	Pres. Brand	242	243 50	242	....
735	Quilmès	721	740	740	760
300	Randfontein	322	319	318 80	324
191	Royal Dutch	215	210	210	211 30
62	Rio Tinto Zinc	63 20	61	61	59 80
225	St Helena Co	205	197 60	197 60	....
490	Schlumberger	562	548	545	....
44	Shell transp.	46 10	46	48	45 30
605	Siemens A.G.	645	640	640	645
88	Sony	115 80	119 80	119 60	120 40
300	Unilever	326 50	319	319	....
102	Un. Min. 1/10	108	104	104	....
300	Unit. Techn.	328	324	324	....
255	West Deep	268 60	263	262	268 50
420	West Drief.	449 50	456 70	465 70	459 40
385	West Hold.	431	440	438	433
306	Xerox Corp.	329 50	319 50	318	....
3 16	Zambia Corp.	3 23	3 25	3 24	3 23

*c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé*

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 12/5	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 476	5 511	5 320	5 670
Allemagne (100 DM)	240 930	240 930	234	246
Belgique (100 F)	14 730	14 730	13 800	14 500
Pays-Bas (100 fl.)	216 900	216 700	210	221
Danemark (100 krd)	76 620	76 630	73 500	78 500
Norvège (100 k)	97 300	97 620	94 600	98 600
Grande-Bretagne (£ 1)	11 549	11 547	12 150	11 750
Grèce (100 drachmes)	9 900	9 920	....	....
Italie (1 000 lires)	4 837	4 842	4 700	5 100
Suisse (100 fr.)	264 420	266 850	256	269
Suède (100 krs)	112 670	112 840	109	116
Autriche (100 sch)	34 085	34 100	33 200	34 800
Espagne (100 pes.)	6 026	6 034	5 850	6 200
Portugal (100 esc.)	9 090	9 120	8 600	9 600
Canada ($ can 1)	4 557	4 583	4 450	4 680
Japon (100 yens)	2 512	2 522	2 390	2 520

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 12/5
Or fin (kilo en barre)	93000	95600
Or fin (en lingot)	92990	95990
Pièce française (20 fr)	899	950
Pièce française (10 fr)	500	510 10
Pièce suisse (20 fr)	698	700
Pièce latine (20 fr)	690	695
Souverain	800	840
Pièce de 20 dollars	3600	3700
Pièce de 10 dollars	1699 80	1910
Pièce de 5 dollars	770	.....
Pièce de 50 pesos	4090	4080
Pièce de 10 florins	640 10	660

هكذا من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 12 mai 1981 a été tiré à 1 058 226 exemplaires.

A B C D . F G H

APRÈS L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Démission du général de Boissieu grand chancelier de la Légion d'honneur et de M. Soufflet, membre du conseil de l'ordre

La présidence de la République a publié, ce mardi 12 mai, en fin de matinée, le communiqué suivant :

« Le général de Boissieu a adressé, hier soir, au président de la République sa démission de grand chancelier de l'ordre national de la Légion d'honneur et de chancelier de l'ordre national du mérite, en demandant qu'elle prenne effet le jour de la démission du gouvernement.

» M. Soufflet, ancien ministre, a adressé aussi, hier soir, sa démission de membre du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur.

» Ces deux démissions, qui sont motivées par des raisons personnelles, ont été acceptées par le président de la République. »

C'est déjà par une première lettre au président de la République que le grand chancelier avait fait savoir, entre les deux tours, qu'il envisageait cette démission en cas d'élection de M. Mitterrand afin, expliquait-il en substance, de ne pas avoir à remettre lors des cérémonies d'installation à la *magistrature* suprême le collier et le grand cordon de la Légion d'honneur *« à un homme qui insulta le général de Gaulle »* (*le Monde* du 6 mai).

Cette attitude confirmée, sinon aggravée par des propos tenus le 7 mai à Orléans par le général de Boissieu, qui mettait en doute le passé de résistant de M. Mitterrand et allait jusqu'à dire de ce dernier qu'entre 1940 et 1944 il *« aura mangé à tous les râteliers »*, devait avoir des répercussions sur la fin de la campagne électorale. Plusieurs personnalités proches du parti socialiste ou compagnons de la Libération avaient vivement réagi pour condamner le comportement du grand chancelier. Trois d'entre elles, MM. Maurice Grimaud, ancien préfet de police, Louis Sanmarco, ancien gouverneur de la France d'outre-mer, le Dr Alain Calmat, ancien champion du monde de patinage artistique, adressaient au général de Boissieu leur démission de membres du conseil de l'ordre national du Mérite, dont le grand chancelier de la Légion d'honneur est aussi le chancelier, estimant que, si les raisons de la démission *alors envisagée pouvaient* se comprendre, les *« annoncer avant que le corps électoral se soit prononcé (...) ne peut être interprété par l'opinion que comme un engagement du grand chancelier dans l'actuelle lutte politique »*.

De son côté, l'amiral Antoine Sanguinetti avait estimé que *« le général de Boissieu devait être aux arrêts de rigueur »* (*le Monde* du 9 mai et daté 10-11 mai).

Le général Alain de Boissieu, gendre du général de Gaulle, avait été nommé grand chancelier de la Légion d'honneur par décret de M. Giscard d'Estaing, pris en conseil des ministres en *février 1975. Il succédait* à l'amiral Cabanier. A l'expiration de son mandat qui est de six ans, il avait été reconduit dans ses fonctions le 18 février 1981.

La question est de savoir maintenant qui, lors des cérémonies d'installation du nouveau président de la République, remettra à M. Mitterrand les insignes faisant de lui le grand maître de l'ordre de la Légion d'honneur.

Théoriquement, M. Giscard d'Estaing, qui peut rester en fonctions au moins jusqu'au 24 mai, a la possibilité de nommer d'ici là un nouveau grand chancelier. *Mai, on laissait entendre, mardi* 12 mai, à l'Élysée, que cette éventualité n'était pas envisagée, d'autant plus que la démission du général de Boissieu ne prendra effet qu'au jour de celle du gouvernement actuel.

[Né le 4 octobre 1912, M. Jacques Soufflet fut en 1940 l'un des premiers pilotes à rallier la France libre à Londres et, à la fin de la guerre, il a commandé le célèbre groupe Lorraine de bombardement où servait notamment le capitaine Pierre Mendès France. Membre du cabinet militaire du général de Gaulle à la Libération, il quitte l'armée de l'air comme colonel en 1946 et fonde une compagnie de transport aérien. Sénateur U.N.R. puis U.D.R. (aujourd'hui le R.P.R.) des Yvelines de 1959 à 1974, M. Soufflet a été ministre de la défense de mai 1974 à janvier 1975 dans le gouvernement de M. Chirac. Il est compagnon de la Libération et il appartenait au Conseil de l'ordre de la Légion d'honneur depuis le 5 novembre 1975.]

Le vote des cadres militaires

Des cadres militaires perplexes mais pas fondamentalement inquiets. C'est le sentiment qui se dégage assez généralement d'une rapide consultation dans certaines villes de garnison après l'élection de M. Mitterrand à la présidence de la République, même si les officiers et, dans une moindre mesure, les sous-officiers ont — s'il fallait résumer leur attitude à grands traits — voté davantage que la moyenne nationale, le 26 avril, en faveur de M. Chirac et, le 10 mai, pour M. Giscard d'Estaing. Sans doute, ces dernières préférences s'expliquent-elles par le fait que l'ancien premier ministre et le président battu ont, dans l'exercice de leurs responsabilités, largement privilégié le budget des armées et le sort de la fonction litaire.

Les propos du président élu, dimanche soir à Château-Chinon, sur le *« simple amour porté à la patrie »* et le *« poids de l'histoire, sa rigueur et sa grandeur »* ont paru être appréciés de nombreux cadres d'active. Certains se sont plaints de ne plus entendre assez régulièrement de telles expressions, dont l'usage participe de leur formation ou des traditions de leur corps.

Mais la perplexité des cadres naît d'une interrogation sur l'intérêt de leur métier le jour où des réformes — évoquées par des proches de M. Mitterrand — viendront bouleverser les conditions du service militaire, principalement dans l'armée de terre. Ainsi, des cadres dits « au contact » du contingent (sous-officiers et jeunes officiers) se demandent comment il serait possible de concilier, dans les unités, l'efficacité opérationnelle et la disponibilité avec le respect de la semaine de trente-cinq heures ou avec l'existence d'une vie associative préservant la liberté d'expression de chacun, codifiée par un nouveau règlement intérieur de discipline générale.

Des cadres supérieurs et donc plus ancrés dans leurs habitudes s'interrogent sur les conséquences, dans les unités, d'un service militaire dont la durée serait réduite. Certains n'hésitent pas à parler de *« révolution »* qui aurait pour effet de diminuer les effectifs sous les drapeaux, compte tenu d'une ressource démographique relativement stable. L'avis prévaut qu'une telle réforme du service national entraînerait une nouvelle organisation de l'armée de terre touchant à l'instruction ou à l'équipement des forces et succédant à celle que le général Lagarde vient de lui imposer et dont elle ne s'est pas encore tout à fait remise.

Pour le reste, les états-majors, qui ne semblent pas avoir parié sur la v' toire de M. Mitterrand, ont ralenti — dans l'attente d'une directive présidentielle — les études sur la loi pluriannuelle de programmation militaire, qui définit en principe l'équipement nucléaire ou classique à long terme et qui devrait être présentée au Parlement en 1982. Depuis près de huit mois, faute d'orientations fermes, c'est en réalité l'absence de décisions qui sévit à la défense. — J. I.

● *Arrestation des auteurs présumés de l'attentat contre le siège de la Syrian Airlines.* — Trois jeunes israélites, qui, dimanche 10 mai, avaient tiré une rafale de coups de feu contre la façade du siège de la Syrian Airlines, rue Auber, à Paris-9e, ont été interpellés et déférés mardi 12 mai au parquet de Paris. Ils entendaient réagir contre les événements du Liban. Il s'agit d'Albert Nacache, âgé de vingt et un ans, demeurant à Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis), Alain Baroukh, vingt ans, demeurant à Garges-lès-Gonesse (Val-d'Oise), et d'un troisième garçon, mineur, âgé de dix-sept ans et demi.




LE GROUPE U.D.F. VEUT NÉGOCIER AVEC LE GROUPE R.P.R.

Le groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale a siégé mardi matin 12 mai sous la présidence de M. Chinaud. Selon M. Maurice Ligot, M. Chinaud aurait été chargé à cette occasion de négocier un accord avec M. Labbé, président du groupe R.P.R., en *vue de présenter un maximum de* candidatures uniques de la majorité lors des prochaines élections législatives et de mettre au point un « programme commun ». En revanche, là où l'efficacité le commandera, a précisé M. Ligot, il devrait y avoir pluralité de candidatures.

Interrogé sur la décision de M. Lecanuet, pour qui la pluralité de candidatures de la majorité doit être la règle, M. Ligot a répondu : *« Nous sommes les députés, c'est à nous de décider. »*

Le député de Maine-et-Loire a affirmé : *« Il faut une unité de campagne de la majorité. Notre ex-majorité en a assez des divisions. » « C'est l'efficacité qui doit être la règle »*, a indiqué de son côté M. Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'État aux affaires étrangères, ajoutant : *« C'est une affaire entre parlementaires. Les présidents de groupe se mettront d'accord. Il faut éviter une nouvelle leçon à la majorité »*, a-t-il conclu. M. Douffiagues, député du Loiret, délégué général de l'U.D.F., a précisé que ce programme entre les deux formations serait un *« programme de gouvernement »* et que les primaires qui seront organisées pour les législatives seront assorties d'un *« accord de désistement »* pour le second tour.

Au cours de cette réunion, des points de vue divergents se sont exprimés quant à la stratégie à adopter pour les législatives, et plusieurs parlementaires ont regretté les déclarations de MM. Giscard d'Estaing et Barre *rejetant la responsabilité de* l'échec du président sortant sur M. Chirac.

● *M. Michel Jobert,* ancien ministre des affaires étrangères de Georges Pompidou, a été reçu mardi 12 mai, au domicile de M. François Mitterrand. M. Jobert, président du Mouvement des démocrates, avait pris position en faveur du candidat socialiste dès avant le premier tour de l'élection présidentielle.

● *Dégâts dans une permanence de l'U.D.F. à Paris* — Le lundi 11 mai, vers 23 heures, des inconnus ont brisé les vitres, après avoir forcé les volets, d'une permanence de l'U.D.F., au rez-de-chaussée du 66, rue de Javel, à Paris (15e). C'est la troisième fois que ce local fait l'objet d'actes de malveillance.

FERMETÉ DU DOLLAR FORTES PRESSIONS SUR LE FRANC

Dopé par la nouvelle hausse des taux aux États-Unis, où les banques ont porté de 19 % à 19 1/2 % leur taux de base, le dollar s'est montré très *ferme mardi* 12 mai *sur* les marchés des changes tant vis-à-vis du yen que des monnaies européennes. Il fallait payer 219 yen pour un dollar contre 217 yen, la monnaie américaine s'établissant, à Paris, à 5,50 F environ contre 5,4750 F et à Francfort, à 2,2350 DM, au plus haut depuis quatre ans contre 2,27 DM.

Au sein du S.M.E., le mark restait collé à son cours plafond (2,4093 F) vis-à-vis du franc, toujours soutenu par la Banque de France. Sur le marché de l'or, le cours de l'once, qui était passé lundi 11 mai de 481 dollars à 500 dollars, en raison de la tension au Liban, est revenu à 487 dollars.

A L'ISSUE DE LEUR ENTREVUE

Mme Thatcher et le chancelier Schmidt souhaitent rencontrer M. Mitterrand « le plus tôt possible »

Le chancelier Helmut Schmidt et Mme Margaret Thatcher ont affirmé mardi 12 mai, au cours d'une *conférence de presse commune*, qu'ils souhaitaient rencontrer « le plus tôt possible » M. Mitterrand afin d'établir avec lui de « bonnes relations personnelles » et avoir rapidement un échange de vues sur les grands problèmes de politique étrangère et de politique européenne. Mme Thatcher a déclaré que si M. Mitterrand le souhaitait, il pourrait demander à la présidence de la C.E.E. de repousser la date du sommet européen, prévu pour le 30 juin.

De notre correspondant

Londres. — Les conversations entre Mme Thatcher et le chancelier Schmidt, engagées le 11 mai, à la résidence du premier ministre de Chequers, ont mis en évidence l'accord des deux chefs de gouvernement sur le principe d'une réforme des structures budgétaires de la Communauté, ainsi que de la politique agricole commune. *Les milieux officiels* britanniques se déclarent très satisfaits de cette *« journée de travail utile tenue dans un climat détendu »*. Néanmoins, les deux interlocuteurs ont reconnu qu'il fallait prévoir une pause, aucune décision ne pouvant être envisagée avant plusieurs mois en raison des prochaines élections législatives en France.

A propos de la coopération politique, les deux gouvernements sont d'accord pour la création d'un secrétariat politique de la Communauté, qui faciliterait la mise au point d'une ligne commune sur les grands problèmes internationaux. Mme Thatcher et M. Schmidt sont également d'accord sur le problème du Proche-Orient. Les attaques personnelles de M. Begin contre le chancelier ont plutôt renforcé son souci de trouver une solution qui tienne compte des aspirations des Palestiniens. Enfin les deux chefs de gouvernements étudient la possibilité de livrer à l'Arabie Saoudite des appareils du type Tornado, construits conjointement.

Les Britanniques sont en tout cas satisfaits du nouveau climat, qu'ils jugent plus chaleureux, des relations entre Bonn et Londres. On laisse entendre que les sérieuses frictions apparues sur les pêcheries à la dernière réunion de Maestricht, sont considérées par les deux chefs de gouvernement comme secondaires par rapport à leur intérêt commun à une restructuration du budget communautaire. On rappelle que l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne fournissaient jusqu'à maintenant les deux plus importantes contributions à ce budget.

De toute évidence, les Britanniques escomptent que la fin des relations personnelles privilégiées entre le chancelier et M. Giscard d'Estaing permettra au gouvernement fédéral de mieux reconnaître l'identité des intérêts entre Londres et Bonn sur les grands problèmes. Certes, on ne s'attend pas ici que M. Mitterrand se montre plus souple dans la défense des intérêts français, qu'il s'agisse de l'agriculture ou des pêches. Néanmoins, on estime que l'idée d'une Europe à deux vitesses, développée par M. Giscard d'Estaing, ne sera pas reprise par le *nouveau gouvernement* français, dont on pense qu'il accorde une importance particulière à la présence de la Grande-Bretagne dans la Communauté.

D'une manière générale, on considère ici comme salutaire de repartir de zéro dans des discussions communautaires que l'antagonisme des personnalités, le *manque de communication entre* Mme Thatcher et M. Giscard d'Estaing, avaient rendues plus difficiles.

HENRI PIERRE.

L'audiovisuel et l'édition

GALLIMARD ET GAUMONT CRÉENT UNE SOCIÉTÉ COMMUNE

La maison d'édition Gallimard et la Société de production et de distribution cinématographique Gaumont *ont constitué en commun* la société Edivisuel, « en vue de favoriser et développer l'adaptation et l'exploitation sous forme audiovisuelle d'œuvres littéraires éditées ou inédites ». Cet accord, que nous avions laissé prévoir (« le Monde » du 4 avril) intervient un mois après une prise de participation majoritaire de Gaumont aux Éditions Ramsay.

Un communiqué commun précise que la société Edivisuel, dont la présidence est confiée à Mme Martine Offroy, « dans le respect moral des auteurs, aura pour objet principal de négocier les droits d'adaptation qui lui seront confiés avec toutes les sociétés de production ou de distribution et avec les organismes de télévision ».

